Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12554 – 4,50 F   Fondateur : Hubert Beuve-Méry   Directeur : André Fontaine   – MARDI 11 JUIN 1985

Même les « casques bleus »...

Dernier en date, des mille rebondissements de la guerre du Liban, la mésaventure des « casques bleus » finlandais devenus eux aussi des otages et détenus par les miliciens libanais que soutient Israël fait apparaître de façon presque caricaturale la « mission impossible » des forces de l'ONU. La FINUL avait été constituée le 19 mars 1978 en vertu d'une résolution ambitieuse du Conseil de sécurité qui assignait aux soldats de l'Organisation la tâche de « consolider la paix et d'aider le gouvernement libanais à rétablir son autorité effective » au sud de la rivière Litani.

Débordés d'humiliante façon lors de l'invasion israélienne du Liban en juin 1982, les « casques bleus » ont rempli un rôle méritoire d'assistance aux populations, qu'ils ont toujours tenté de protéger. Le bilan de leur présence n'est nullement négatif, notamment en ce qui concerne les mille trois cent quatre-vingts hommes du contingent français. Mais comment cinq mille sept cents soldats en provenance de dix pays, priés instamment de ne pas user de leurs armes, pourraient-ils le moins du monde maintenir le couvercle de la bonne volonté internationale sur le chaudron de sorcières qu'est le Liban du Sud ?

Une force qui n'est pas capable d'imposer la paix est toujours bien en peine de la « maintenir ». Or la FINUL, dont le mandat est renouvelé tous les six mois par un Conseil de sécurité divisé et ménager des deniers de l'Organisation, n'a ni les effectifs ni les moyens lui permettant de remplir sa mission. Israël l'accuse de partialité, lui reproche de ne rien faire pour empêcher les infiltrations des « terroristes » et la verrait volontiers se déplacer vers le nord. La Syrie entend qu'elle demeure où elle est et ne pousse surtout pas vers la Beka, à proximité de ses lignes. Ce qui subsiste du gouvernement libanais a été hors d'état de fournir, pour remplacer les « casques bleus » lors du retrait israélien, la moindre unité de ce qui lui reste d'armée.

Dans un invraisemblable tohu-bohu, la FINUL devait donc essuyer tous les coups sans même prétendre au statut de force tampon. Pour comble de disgrâce, elle est par nature hétéroclite là où l'unité de pensées et de réactions est indispensable. Rarement soldats, qui sont faits pour se battre ou du moins pour intimider l'adversaire potentiel, se seront vu imposer une tâche aussi éloignée de leurs missions traditionnelles.

Dans ces conditions, la FINUL est-elle encore efficace et peut-elle rendre quelques services au Liban ? Qu'elle ait été plusieurs fois la cible de canonnades et soit exposée en permanence à des incidents tient aux risques du métier. Mais elle se voit aussi présenter des exigences politiques. Ainsi le général Lahad, soutenu sans réserve par Israël, lui demande-t-il de lui reconnaître une « légitimité » qu'elle aurait concédée aux miliciens chiites.

Que le chef de l'ALS ait tort ou raison en assurant n'avoir fait que riposter par son opération à l'enlèvement de onze de ses hommes « avec la complicité de la FINUL », Israël ne pouvait le désavouer sans ébranler gravement son autorité et hâter la désintégration de sa milice. Déjà en septembre dernier, lorsque celle-ci avait massacré dix-sept villageois chiites à Sohmor, Jérusalem n'avait pas osé l'en blâmer publiquement.

L'affaire des otages finlandais ne peut, de toute façon, qu'envenimer les relations entre Israël d'une part, l'ONU et les pays occidentaux participant à la FINUL de l'autre. A la veille de l'arrivée à Jérusalem de M. Brian Urquart, secrétaire général adjoint de l'ONU, le désaccord sur le rôle des « casques bleus » au Liban ne pouvait être illustré de façon plus éclatante.

(Lire nos informations page 6.)

LE PREMIER MINISTRE FRANÇAIS A BERLIN-EST

M. Honecker entend tirer un profit politique de la visite de M. Fabius

M. Laurent Fabius devait être accueilli ce lundi 10 juin par le chef de l'Etat est-allemand, M. Erich Honecker, pour une visite officielle de deux jours à Berlin. Du côté français, l'accent devrait être mis, au cours des entretiens, sur le développement des relations économiques entre les deux pays, mais M. Honecker entend bien tirer un profit politique de la première visite d'un chef de gouvernement de l'une des trois puissances occidentales ayant des responsabilités à Berlin.

M. Fabius est accompagné notamment de Mme Edith Cresson et d'une importante délégation d'industriels français, parmi lesquels MM. Collas (président de la chambre syndicale de la sidérurgie), Pebereau (CGE), Ravenel (Citroën), Folz (Jeumont-Schneider) et Doumeng (Interagra). L'accent sera donc mis sur l'aspect économique des relations entre les deux pays.

Un programme de coopération économique industrielle et technique avait été mis au point entre les deux pays, le 4 septembre 1984, lors du voyage à Leipzig de Mme Cresson. Il prévoyait de porter à 7,5 milliards de francs les échanges dans les deux sens d'ici à 1990 (ils ont été de 4 milliards de francs en 1984). Le voyage de M. Fabius aurait ainsi essentiellement pour but de contribuer à la réalisation des engagements pris en septembre, en favorisant la conclusion de grands contrats par les entreprises françaises et en donnant une impulsion aux échanges commerciaux bilatéraux, dont le solde est actuellement en faveur de la RDA (le déficit pour la France a été de 400 millions de francs en 1984).

Une visite à Berlin-Est a cependant, qu'on le veuille ou non, une valeur politique et symbolique qui va bien au-delà de l'aspect purement économique. Ce voyage de M. Fabius – qui répond à une invitation faite de longue date par les autorités est-allemandes à son prédécesseur, M. Mauroy – est d'ailleurs une première : aucun chef de gouvernement de l'une des puissances occidentales garantes du statut de Berlin (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) ne s'est jamais rendu en visite officielle dans la partie orientale de la ville.

Le statut de Berlin est en effet régi par les accords signés en septembre 1971 par ces trois puissances et l'URSS, accords qui réaffirment, entre autres choses, le principe d'une responsabilité commune des alliés sur Berlin. Ce point des accords quadripartites a toujours donné lieu à des interprétations divergentes. Pour les Occidentaux, ce principe exclut la reconnaissance de Berlin-Est comme capitale de la RDA.

CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 3.)

LA CONVENTION LIBÉRALE

M. Giscard d'Estaing se pose en fédérateur de l'opposition

Un moyen – l'union des forces de l'opposition – et une doctrine – le libéralisme, – telles sont les conditions pour l'opposition de la reconquête du pouvoir, selon M. Giscard d'Estaing, qui a clôturé, dimanche 9 juin, les travaux de la Convention libérale. Entre MM. Chirac et Barre, l'ancien président de la République s'est posé en fédérateur de l'opposition.

Du « cinéma » pour ce qui est de l'image de l'union, « un programme de réaction sociale » pour ce qui est des propositions, ont répondu aussitôt les socialistes.

Pour rompre avec le socialisme, épousez le libéralisme : tel était le message de la « convention libérale » réunie le 9 juin pour imposer une image, celle de MM. Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, Raymond Barre, côte à côte à une même tribune. Si l'image a été peu ou prou conforme à ce qu'en attendait son promoteur (M. Giscard d'Estaing), il n'est pas sûr que le message puisse emporter l'adhésion du pays.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 10.)



Le désarroi des enseignants socialistes

Pauvres socialistes ! Et pauvres enseignants socialistes ! Que n'ont-ils pas enduré au cours des deux dernières années ! Après la capitulation en rase campagne sur la question de l'école privée, le passage de M. Savary à M. Chevènement leur a fait subir un vertigineux changement de cap. Sur la laïcité comme sur la pédagogie, les socialistes ont effectué en deux ans un revirement qui vaut bien celui sur la politique économique en 1982. Il y a de quoi déboussoler les militants les plus convaincus.

C'est pourquoi les responsables du PS ont ressenti le besoin de reprendre les choses en main et de faire renaître une confiance et une ardeur largement émoussées. Tel était l'objet du colloque sur la « Société et son école », organisé par le Parti socialiste les 8 et 9 juin à Paris. Un millier de personnes y ont participé.

M. Chevènement a annoncé à cette occasion que des dispositions seraient prises à la rentrée prochaine pour créer, à côté des sections C des lycées où prédominent les mathématiques d'autres filières « d'excellence » où seront renforcées les matières littéraires d'une part et les sciences expérimentales d'autre part.

(Lire page 12 l'article de FRÉDÉRIC GAUSSEN.)

LA VICTOIRE DE WILANDER SUR LENDL

Le triomphe de l'audace

par PIERRE GEORGES

Ivan Lendl, meilleur ouvrier de Bohême et de Moravie réunies, joueur de marbre et pince sans rire, grand admirateur de Buster Keaton, avait répondu à la rumeur par la dérision. La rumeur, nourrie probablement de sa silhouette famélique et de son regard de crucifié, lui précisait un avenir mystique : curé à trente ans, au (premier) service de Dieu. Ivan avait rétorqué : *« Non, à trente ans, je me ferai parachutiste. »*

Curé-parachutiste, ou tennisman-ouvrier, il peut arriver que le doute vous saisisse, que la foi vous abandonne. En somme, que la normalisation vous laisse aussi dépourvu qu'un printemps de Prague. Lendl, délesté de kilos – au point que cette fois le mieux parut être l'ennemi du trop – est tombé. De haut. Il n'était besoin que de voir son regard, ses yeux et ses joues aussi creux que ceux d'un flagellant un vendredi de Passion, pour ne pas douter de l'ampleur de la pénitence.

Tant d'efforts, tant de sacrifices, tant de mortifications pour en arriver là : l'impuissance totale, la panne sèche de stratégie. C'est à jeter raquette, avant que soutane, aux orties. C'est surtout à regarder la vie de champion avec un peu plus de détachement et le bœuf bourguignon avec plus de concupiscence.

Comment ? Etre aussi intelligent, car la nature l'a bien doté, aussi fort, aussi préparé. Planifier ainsi sa vie, son jeu, l'adversaire. Ne laisser rien au hasard, conjuguer le tennis sur le mode spatial et spartiate. Cultiver avec acharnement son savoir, entrer en tennis comme d'autres ne sortent point de leur diagonale du fou. Prévoir, tout prévoir, dans le luxe maniaque des détails. Préparer son jeu, comme, militaire, l'on doit faire son lit, au carré. Ne jamais servir sans avoir récité la check-list complète : chaussures ? prêtes; balle ? parée; cordes ? tendues ; œil ? dépoussiéré ; sciure ? OK. Ne jamais être pris au dépourvu, venir avec des raquettes sous cellophane comme sous scellés, avec un plein sac de boissons revitalisantes et de petits casse-croûte énergétiques. User du temps de repos jusqu'à la corde, du temps de service jusqu'aux nerfs de l'arbitre.

Comment, et pourquoi tout cela, s'il manque au moment décisif l'ingrédient essentiel, l'audace. Encore et toujours l'audace. L'audace ne se planifie ni ne se comptabilise. Elle est ou n'est pas, prise de risques comme déjà une prise de gages sur la victoire.

Pour n'avoir rien osé – sauf quelques amorties d'ailleurs exceptionnelles, – Ivan Lendl ne pouvait pas gagner cette finale. Du moins pas contre cet adversaire, Mats Willander. Un fameux crocodile, celui-là, sobriété-sécurité, le museau pointu et l'intelligence aiguë, capable à point nommé, le milieu du deuxième set, de changer de rythme. Et de le faire en douce, sans paraître briser l'envoûtement voulu par le Tchèque.

Ivan Lendl aura fait une magistrale erreur d'interprétation dans cette finale plutôt lancinante. Il a cru que, fort de toute sa force, il lui suffirait d'attendre. Il avait établi, en stratège, un plan de bataille en forme de spéculation : laisser venir à lui les fautes et les points adverses, durer, durer, durer, faire une finale comptable de la prodigalité suédoise, tenir *« sept heures s'il le faut »*, attendre Mats Wilander au coin du bois.

(Lire la suite page 14.)

AU JOUR LE JOUR

Trio

Un concert dominical de qualité, à l'affiche exceptionnelle, a réuni, sur la scène du Palais des congrès, trois des meilleurs instrumentistes français.

Au piano, Jacques Chirac, très délié, sut modérer ses ardeurs et même dans l' agitato, *qui est sa spécialité, respecter le* tempo *de l'union. Au violoncelle, Raymond Barre, un rien crispé, eut pendant le* largo *de graves et sombres accents, rigoureux, solennels, mais il n'en abusa point. Au violon, Valéry Giscard d'Estaing, dominant le* scherzo, *fut égal à lui-même, et sa virtuosité inentamable lui fournit l'occasion de variations éclatantes.*

Un seul regret : une musique bien conventionnelle. L'accord final sera, en principe, plaqué en 1986.

BRUNO FRAPPAT.

De nouveau les informations météorologiques

(Lire page 23)

LIRE

débats

SYNDICATS ET ENTREPRISES

La CFDT tient congrès à Bordeaux à partir du mardi 11 juin. A ce propos, Lionel Stoléru estime que le virage d'Edmond Maire sur la flexibilité imposé par ses militants ne sera pas celui de l'histoire. Sur le même thème, Michel Gaspard note que la loi et le règlement doivent rester fermes mais stimuler le développement des adaptations nécessaires.

CFDT ou Comment Faire Demi-Tour

Le modernisme d'Edmond Maire a pris de court ses troupes. Il n'est jamais bon d'avoir raison trop tôt.

par LIONEL STOLÉRU (*)

LE conseil national de la CFDT du 24 avril a permis à Edmond Maire d'amorcer la manœuvre permettant de faire demi-tour au 40e congrès de la CFDT de juin à Bordeaux.

Depuis 1978, Edmond Maire avait tenté de faire prévaloir dans sa confédération le thème de la resyndicalisation. La date de 1978 n'était pas choisie au hasard : les socialistes venaient de perdre les élections et Edmond Maire en profitait pour expliquer qu'il fallait bien travailler de manière «réaliste» avec la majorité en place.

Après les brèves illusions de 1981, la CFDT fut amenée à nouveau à prendre ses distances avec la doctrine socialiste au fur et à mesure que les socialistes s'en écartaient eux-mêmes et que, par ailleurs, la déception des travailleurs s'accentuait. D'où un nouvel appel, au conseil national de 1984, au «réalisme», appel qui avait reçu 90 % des suffrages.

Hélas ! et patratas, la direction de la CFDT essuyait un cuisant échec en décembre 1984 lorsque sa base désavouait le droit de signer le protocole d'accord sur le flexibilité conçu au nom du réalisme.

Dès lors, un virage était nécessaire et on a vu Edmond Maire le *négocier avec habileté en vue du* congrès de Bordeaux, laissant de *côté la ligne moderniste* et réaliste pour souligner l'ancrage dans la doctrine syndicale fondamentale traditionnelle. On a même vu à nouveau *poindre* le dogme de l'autogestion et même de la lutte des classes dans le langage du responsable de la CFDT. : *« Il y a deux logiques, celle du chef d'entreprise qui agit, c'est normal, pour le résultat final, à savoir le profit et l'investissement, et celle du syndicat, qui veut l'amélioration de la condition salariale. Il peut y avoir parfois des coïncidences d'intérêt, par exemple la survie de l'entreprise, mais il y a le plus souvent confrontation et conflit. »*

La réelle capacité visionnaire d'Edmond Maire l'a souvent amené à être en avance sur son temps : sa clairvoyance sur l'importance essentielle de la qualité des conditions de travail, son courage à refuser le protectionnisme, son modernisme par rapport aux mutations technologiques, ont, *comme on pouvait s'y* attendre, pris de court ses troupes.

Qu'il soit ainsi amené à faire demi-tour pour les rejoindre, cela se conçoit, tant il est vrai qu'il n'est jamais bon d'avoir raison tout seul ou trop tôt.

Mais qu'il fasse croire à la CFDT que l'histoire *fait demi-tour* en même temps que lui, voilà qui lui *prépare* des lendemains difficiles.

(*) *Ancien ministre.*

Le code du travail doit-il devenir flexible ?

Non, mais il lui faut être simple et éliminer les dispositions qui s'opposent à l'aménagement du temps de l'activité professionnelle

par MICHEL GASPARD (*)

LA négociation collective, comme les autres jeux de société, a ses modes de langage. Au-delà de l'éphémère, celles-ci sont portées par *les courants* de fond qui transforment la vie économique et sociale. *Pour séparer le bon* grain de l'ivraie et le sens de l'histoire de la mode rétro, il faut *donner* à certains mots des significations *précises*, sans lesquelles le langage finit par bloquer le dialogue social au lieu de *le faire avancer* : «flexibilité» est l'un de ceux-ci.

Les entreprises ont besoin de nouvelles flexibilités. Les salariés et les chômeurs aussi. Il est des terrains où le changement des habitudes, pouvant *nécessiter* la renégociation de certaines normes institutionnelles, améliorerait à *la fois* la *situation* des uns et des autres : c'est à ceux-ci qu'il faudrait réserver l'usage du terme s'il n'a pas été déjà trop galvaudé pour pouvoir encore servir dans les discussions. L'un de ces *domaines est celui de l'organisation*, de la durée et de l'aménagement du *temps de travail.*

A mesure que s'avance la grande mutation économique et sociale commencée depuis quinze ans, les rythmes de travail uniformes apparaissent de plus en plus inadaptés. Dans le cadre des organisations du modèle Ford-Taylor qui étaient à la base de la croissance des trente années de l'après-guerre, les salariés passaient encore de longues années et parfois toute leur vie active dans le même métier et dans la même entreprise, en travaillant cinq journées chaque semaine et onze mois chaque année, en prenant tous en même temps leurs repos quotidiens, hebdomadaires et annuels. A présent, l'évolution technologique et économique commune à tous les pays développés contraint les activités industrielles à réduire tendanciellement leurs effectifs, et les salariés à s'orienter vers des activités tertiaires de plus en plus diverses. Pour être mis en œuvre efficacement dans le cadre d'une internationalisation croissante des échanges, les nouveaux équipements exigent un amortissement accéléré, une adaptation rapide aux variations conjoncturelles et structurelles de la demande, une *amélioration* de *la* qualité des produits.

Conséquences : les entreprises ont un besoin croissant de flexibilités nouvelles dans les domaines des qualifications et de l'organisation du travail.

Un autre temps libre

Les mutations de la population active ne sont pas moins profondes. Elévation des niveaux d'éducation et diversification des savoir-faire, féminisation de l'emploi, exigence croissante de qualité de la vie, sont des phénomènes majeurs de la période des quinze dernières années : et ce n'était qu'un début. Le temps libre est de moins en moins le temps de la reconstitution de la force de travail, et de plus en plus celui de la réalisation de projets autonomes dans lesquels l'individu s'investit seul, en famille ou collectivement. Cela ne signifie pas le désinvestissement du travail : les salariés ne demandent qu'à s'exprimer dans leur activité professionnelle pourvu que la possibilité leur en soit donnée, et l'entreprise individuelle a d'ailleurs de beaux jours devant elle. Mais la demande d'une organisation du temps de travail ménageant des espaces de temps libres bien adaptés à des activités personnelles de plus en plus diverses et individualisées s'accroît d'année en année : la féminisation de la population active, en particulier, fait évoluer les partages des rôles dans les entreprises comme dans les foyers et renforce les besoins d'adaptation des rythmes de travail aux situations et aux aspirations nouvelles.

Les flexibilités du temps de travail peuvent recevoir une définition large, concernant les temps de travail des machines et ceux des individus, les rythmes quotidiens, hebdomadaires et annuels, les temps de formation et d'adaptation aux nouveaux emplois qui ponctuent le cycle de la vie professionnelle. Leur extension est probablement inéluctable : c'est ce que donne à penser l'observation des pratiques et des politiques étrangères dans ce domaine, des Etats-Unis à la Suède en passant par les Pays-Bas, et des expériences d'entreprises qui fleurissent d'un bout à l'autre de notre Hexagone. S'il en est bien ainsi, il est urgent que les partenaires sociaux s'entendent pour définir les cadres institutionnels nouveaux propres à favoriser leur progrès : *faute de quoi* le mouvement risquerait de se faire en *marge de la législation*, ou de se bloquer en freinant la nécessaire *modernisation* des entreprises, qui est organisationnelle autant que *technologique.*

Une fausse question

Le code du travail doit-il devenir flexible ? C'est une fausse question : *la loi est par* définition rigide. Mais, à côté de sa traditionnelle fonction de protection des salariés, le code du travail devrait aujourd'hui remplir une fonction nouvelle, qui n'est pas incompatible avec la précédente : stimuler le développement des flexibilités nécessaires. Il faudrait pour cela, à tout le moins, en éliminer toutes les dispositions qui s'opposent à la floraison de formes diversifiées de l'aménagement du temps de travail, par exemple l'interdiction du travail par relais et par roulement inscrite dans le droit depuis 1937 et toujours en vigueur dans beaucoup de branches. De telles transformations ne peuvent se faire sans négociation. Les termes d'un échange possible, compte tenu des contraintes de la période actuelle, sont les suivants : productivité, efficacité et flexibilités contre réduction du temps de travail individuel, créations (ou moindres suppressions) d'emplois et maintien des garanties sociales. C'est au niveau des branches et surtout des entreprises que cet échange peut prendre ses formes concrètes. La renégociation centralisée de certaines normes institutionnelles (celles relatives aux modes de *fixation* du temps de travail, par exemple) est cependant indispensable à l'épanouissement d'un grand mouvement conventionnel, car elle seule permettrait de reconnaître et d'affirmer des principes nouveaux pour guider les négociations décentralisées.

Mais, pour s'adapter aux temps qui viennent, les transformations de *la législation* du *travail* devraient aussi rechercher la simplicité et la transparence. *La* plupart des petites entreprises n'ont ni le temps ni les moyens de développer leurs compétences juridiques. Un code du travail complexe et *impénétrable* pour le plus grand nombre peut freiner les *innovations* de l'organisation du travail, en faisant craindre aux partenaires de *l'entreprise de sortir de la* légalité : il entretient toutes les rumeurs et *toutes les réputations qui* lui sont faites concernant son caractère *rigidifiant* ; *et ce type d'opinion* sert parfois d'alibi, en permettant de rejeter *sur la législation étatique* la responsabilité de lourdeurs organisationnelles dont la *cause unique* réside dans les insuffisances du dialogue *et de l'initiative concertée* à l'intérieur des entreprises.

L'avenir de la vie des entreprises et des salariés est certainement fait de souplesses et de diversités. Pourtant, la loi et le règlement doivent rester aussi fermes que le roseau est flexible. La modernisation du code du travail doit encourager certaines flexibilités dont la définition appartient aux partenaires sociaux, mais elle n'est pas synonyme de déréglementation : elle signifie peut-être d'abord simplication, clarification et lisibilité.

(*) Chargé de mission auprès du commissaire au Plan.

COURRIER DES LECTEURS

Solidarité

J'ai eu l'occasion de rencontrer la mère du jeune motocycliste tué au cours de l'attentat de la rue Copernic. Cette femme m'a expliqué comment elle a pu survivre grâce à la seule communauté juive.

Les jeunes juifs ne l'ont jamais abandonnée, considérant que son fils était mort pour eux et était un de leurs frères.

Elle a toujours été visitée et sortie de sa solitude. Une collecte a été faite par la communauté, afin de planter une forêt dans les bois des martyrs en Israël, à la mémoire de son enfant.

Cette année, les jeunes juifs l'emmènent en Israël visiter ce bosquet.

DOCTEUR DENISE LUBETSKI
(Paris).

L'orthographe et la grammaire

(...) S'agissant de mon livre *Je cherche, donc j'apprends*, paru depuis un an aux Editions sociales, M. Verain (*le Monde* du 22 mai) commet quelque contresens, me semble-t-il, en disant que pour moi (...) la mémorisation des mots difficiles doit se gagner *« dans l'immobilité muette du corps et des lèvres »* (...). Alors que, précisément, le chapitre concerné s'intitule « Désormais, je ne ferai plus de dictée », *ce qui est exactement l'inverse de* son commentaire : *« Les pédagogues les plus novateurs voient dans l'orthographe la haire et la discipline de l'apprenti lecteur. »*

M. Verain a dû sauter le titre d'un paragraphe de ce chapitre, qui dit noir sur blanc : *« L'orthographe n'est pas une discipline. »* Si discipline il y a, c'est celle de la grammaire ; et le goût et l'habitude de la lecture sont mille fois plus utiles pour s'approprier l'orthographe des mots que ce thermomètre dérisoire que constitue la dictée, confondue avec un médicament.

HENRI BASSIS
(Champigny).

Grève aux Archives

Permettez-moi d'attirer votre attention sur la situation qui règne aux Archives nationales depuis le 28 février dernier, soit *depuis trois mois entiers* : depuis cette date, les magasiniers ont décidé de n'apporter qu'un seul carton *ou* une seule liasse par jour à chaque lecteur. C'est dire que, depuis trois mois pleins, la recherche historique se trouve complètement paralysée. S'il est toujours possible aux chercheurs professionnels, dont je suis, de se reporter momentanément, à défaut de travailler aux Archives nationales, sur des bibliothèques parisiennes ou sur des dépôts d'archives départementales, il n'en va pas de même pour les étudiants de maîtrise ou pour les chercheurs étrangers, nombreux en cette période de l'année (surtout en provenance des universités américaines, dont les semestres sont achevés), qui se voient pris en otages dans un conflit de revendications catégorielles qui ne les concerne en aucune façon. Quelque justes que puissent être les raisons qui ont poussé les magasiniers à déclencher cette manifestation – il ne m'appartient pas de me prononcer sur un conflit dont je ne connais pas les tenants et les aboutissants, – il est parfaitement anormal qu'un service public, de surcroît d'importance nationale, soit *totalement paralysé depuis trois mois* sans qu'aucun espoir de solution apparaisse du côté de l'administration. Les lecteurs, dépourvus de tout moyen de pression, sont en fait les seuls gênés, voire arrêtés dans leur travail.

DOMINIQUE JULIA,
maître de recherche au CNRS.

Le plus choquant

Personne ne semble avoir relevé *que ce qu'il y a de plus* de choquant dans l'affaire de la déprogrammation du documentaire de la deuxième chaîne : « Des terroristes à *la retraite* », *ce n'est ni le fond* du débat avec son relent politique, ni *même* la *décision prise au vu de* «l'avis unanime» d'un «jury d'honneur», *mais* bien le fait que cet «avis» ait pu être demandé à un «jury» dans lequel n'a figuré aucun membre des minorités concernées (dont le film évoque le sacrifice et le souvenir), aucun ancien immigré juif ou non juif, alors pourtant que ces ex-immigrés existent encore relativement nombreux parmi les survivants connus de la Résistance en France.

Au-delà de cette constatation, tout *autre commentaire* paraît superflu.

L. SCHIRMAN LUBERZKI,
avocat honoraire
à la cour de Paris.

LU

« LES NOUVELLES POLITIQUES DU PATRONAT » de Pierre Morville

Un catalogue de recherches

TENTER de répertorier les politiques sociales du patronat, comme s'y emploie Pierre Morville, relève de *la gageure. Si les politiques* sociales sont nombreuses, et les *tentatives multiples, le patronat* lui-même ne pèche pas par l'unicité des discours ou des besoins. Selon qu'il est grand ou petit, situé sur un créneau porteur ou soumis aux aléas d'une production traditionnelle, il réagit différemment, ballotté ou conforté par les périodes d'expansion puis de crise. Mieux, sa vérité comme son intérêt changent avec le temps et la période. Il fut paternaliste, le voilà entiché de souplesse – pardon, de flexibilité. Jaloux de son autorité et de son *savoir, il se montre maintenant* enjoleur, à l'écoute des propositions, prêt à s'approprier les initiatives d'où qu'elles viennent.

Bien sûr, on objectera que les têtes chercheuses du patronat sont comme les autres, déboussolées par la crise, mais le livre de Pierre Morville a aussi le *mérite de montrer, au-delà* du catalogue des variantes, que le *corps doctrinal n'est pas, là non* plus, homogène. Une façon de *renvoyer à la stérilité des organisations* syndicales, entraînées *dans la même tourmente*. Sans parler de l'impuissance des idéologues.

A. Le.

★ Editions La Découverte. Collection « Repères », 132 pages, *31 F.*

Le Monde

**5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23**

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395 - 2037

**ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09**

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)			
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

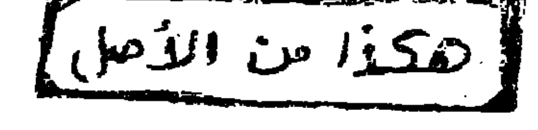
Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.



étranger

DIPLOMATIE

LA RENCONTRE DE STRESA ET L'ÉLARGISSEMENT DE LA CEE

La session plénière de juin du Parlement européen s'ouvre ce lundi 10 juin à Strasbourg. Elle devrait notamment permettre aux députés des Dix de voter jeudi, avec six mois de retard, le projet de budget communautaire pour 1985. L'Assemblée parlementaire de la CEE envisage également de lancer un appel aux dix chefs d'Etat et de gouvernement qui se réuniront les 28 et 29 juin à Milan pour qu'ils renforcent les institutions communautaires.

Mercredi, à Lisbonne puis à Madrid, aura lieu la cérémonie solennelle de signature de l'acte d'adhésion du Portugal et de l'Espagne à la Communauté européenne. Cette adhésion doit devenir effective le 1er janvier 1986, mais les premiers ministres espagnol et portugais seront invités au sommet de Milan.

A Paris, les présidents des Assemblées parlementaires nationales des pays de la CEE, qui s'étaient réunis à l'invitation de MM. Mermaz et Poher (*le Monde* daté 9-10 juin), ont souligné à l'issue de leurs travaux, samedi, *« l'importance du projet de conférence intergouvernementale sur la réforme des institutions communautaires »*. Ils ont regretté que l'élection du Parlement européen ait eu, en juin 1984, un caractère souvent *« plus national que communautaire, ce qui a atténué la portée et le sens de la consultation »*. La prochaine conférence des présidents de Parlement se tiendra en 1987 à Luxembourg.

D'importantes divergences subsistent entre les Dix sur la réforme des institutions communautaires

Stresa. – Les ministres des affaires étrangères des Dix, réunis samedi 8 et dimanche 9 juin à Stresa, au bord du lac Majeur, pour préparer le conseil européen convoqué les 28 et 29 juin à Milan, ont consacré leurs travaux, presque exclusivement, à la réforme institutionnelle de la CEE. L'importance que la majorité des gouvernements membres souhaitent donner à cette question risque d'occulter les autres grands sujets – l'achèvement du marché intérieur européen et la mise en place d'une communauté technologique – envisagés pour la prochaine réunion des chefs d'Etat et de gouvernement.

« Les discussions des Dix ont porté essentiellement, a déclaré M. Roland Dumas à l'issue de la réunion, *sur les perspectives institutionnelles. »* Le ministre des relations extérieures a ajouté : *« L'avancée politique de l'Europe ne doit effrayer ni la France ni les autres Etats membres. »* M. Dumas a indiqué que la France était, en principe, favorable à l'initiative de l'Italie, qui assure la présidence du conseil des Dix jusqu'au 30 juin et qui souhaite convoquer une conférence intergouvernementale chargée de mettre en chantier l'Union européenne. Il a toutefois précisé que le gouvernement arrêtera sa position après le sommet franco-italien qui se réunira les 13 et 14 juin à Florence.

Interrogé sur la place que prendrait, à Milan, le débat sur le projet Eurêka, M. Dumas a simplement répondu que cette question sera certainement *« évoquée »*. La réunion des Dix à Stresa avait commencé par une controverse entre la présidence italienne et la Commission de Bruxelles. Dans l'entourage de M. Andreotti, on faisait valoir que

De notre envoyé spécial

M. Delors, en mettant en avant la nécessité d'éliminer les derniers obstacles aux échanges commerciaux d'ici à 1992 et d'organiser l'Europe technologique, allait fournir un prétexte aux gouvernements qui ne souhaitaient pas s'engager dans la voie d'une percée institutionnelle dès le sommet organisé dans la capitale lombarde. Le président de la Commission a alors donné toutes les assurances qu'attendait le ministre italien des affaires étrangères. A telle enseigne que M. Andreotti a chargé M. Delors de faire des *« suggestions »* pour entamer la réforme sur le fonctionnement de la Communauté.

Imprécision flottement...

M. Genscher s'est lui aussi déclaré favorable à la convocation d'une conférence intergouvernementale, en précisant toutefois que le conseil européen devait lui confier un mandat précis. Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères a en outre insisté sur la nécessité de créer un secrétariat politique rattaché à la présidence du conseil des ministres de la CEE, projet auquel s'est opposé M. Delors. Selon le président de la Commission, cette nouvelle institution aura pour effet d'étendre les « zones grises » entre les différents centres de décision de la CEE.

Cette divergence est révélatrice de l'imprécision, voire du flottement, qui existe chez les plus chauds partisans d'un « saut qualitatif » dans le domaine institutionnel. De plus, indépendamment de la Grèce et du Danemark, qui restent opposés à tout ce qui peut ressembler, de près ou de loin, à un pas vers la supranationalité, se pose le problème britannique.

Le Royaume-Uni, lui aussi opposé à une telle évolution, a cependant choisi d'accompagner le mouvement dans l'espoir de le contrôler. Conscient que les partenaires du Marché commun sont assez loin d'une conception commune, Sir Geoffrey Howe a pris l'initiative de proposer une série de mesures pour améliorer le processus de décision des Dix, et, demain, des Douze. Partant du principe qu'il n'y a pas lieu de modifier les traités actuels, le secrétaire au Foreign Office a demandé que le conseil européen définisse des actions nouvelles qui ne pourront pas être bloquées – au nom de l'*« intérêt vital national »* – lorsqu'il s'agira de les mettre en œuvre au niveau ministériel.

L'avantage de cette formule pour les Britanniques est que rien ne pourra se faire sans le feu vert des chefs d'Etat et de gouvernement. Mais, surtout, plus on délimitera de manière précise le champ d'application du vote à la majorité, plus le droit de veto sera renforcé et institutionnalisé.

De leur côté, les pays comme la France, la RFA, l'Italie, la Belgique ou les Pays-Bas doivent répondre, du moins en partie, comme ils en ont pris l'engagement, à l'attente du Parlement européen, qui a beaucoup misé sur la négociation d'un nouveau traité inspiré du projet d'union européenne de M. Spinelli, notamment sous l'angle de la participation de l'Assemblée de Strasbourg aux décisions communautaires.

MARCEL SCOTTO.

UN ENTRETIEN AVEC M. MARIO SOARES

« L'entrée dans l'Europe met un point final au cycle impérial du Portugal »

Lisbonne. – Ah, que l'Europe est belle et jeune vue du bureau de M. Mario Soarès ! *« On était dans notre coin, arriérés et sans contact*, dit-il. *Quarante années de salazarisme nous avaient écartés de ce qui bougeait et de tout ce qui se faisait, de tout ce qui comptait à côté de nous. Et voilà que, à nouveau, on vient nous voir de partout – des industriels, des syndicalistes, des agriculteurs, des hommes d'affaires, des savants, des artistes. Voyez-vous, les Portugais sont un peuple de contacts : ils l'ont souvent démontré au cours de leur histoire. C'est aussi un peuple qui n'est jamais si grand que lorsqu'il est confronté à un grand défi. Eh bien ! l'entrée dans l'Europe va stimuler son génie propre : elle constitue un défi susceptible de fouetter ce dynamisme que nous avons commencé à retrouver avec la révolution d'avril 1974 et l'instauration en 1976 d'une démocratie pluraliste. Croyez-moi : tout va changer ! »*

Le premier ministre portugais qui, entre autres titres, est licencié d'histoire, n'hésite pas dans l'entretien qu'il accorde au *Monde*, à replacer la date du 12 juin dans le cadre des quelque huit cent cinquante années d'indépendance du pays. *« Avec l'adhésion à la CEE, nous mettons un point final à notre cycle impérial. Nous sommes, ne l'oublions pas, un des plus anciens pays d'Europe. C'est nous qui avons ouvert au Vieux Continent cet autre monde qu'est l'Afrique et aussi le Brésil. Mais le poids même de notre empire nous a distrait de l'Europe et fait entrer en décadence dès de seizième siècle.*

De notre envoyé spécial

» Ces remarques valent aussi bien d'ailleurs pour notre voisin espagnol. La réinsertion dans l'Europe des deux pays ibériques, avec cinquante millions d'habitants (1), *ne peut avoir que des avantages. Pour nous, c'est la promesse d'une stimulation culturelle, d'une relance scientifique et technologique, et aussi d'un apport de capitaux. Pour vous, c'est un nouveau marché, presque aussi peuplé que la France, la RFA ou la Grande-Bretagne ou l'Italie. Et c'est une ouverture vers les quelque quatre cent cinquante millions d'hommes qui, en Afrique et en Amérique, parlent le portugais ou l'espagnol »* (2).

Cette dernière affirmation n'est-elle pas un cliché, demandons-nous à M. Soares. Les peuples indépendants du vingtième siècle auraient-ils besoin de « ponts » pour aborder l'Europe ? *« Il ne s'agit pas de cela. Mais le capital de connaissances, de contacts, de confiance que nous avons accumulé en Afrique, en Amérique latine, peut être mis à profit par tous. L'Europe, certes, n'a pas besoin de ponts, mais il est de fait qu'existe entre Lisbonne, Madrid et beaucoup de capitales d'Amérique latine et d'Afrique... un pont aérien – beaucoup de gens viennent ici, nous allons là-bas*, et *c'est un rapprochement mutuel qui peut être bénéfique pour toute l'Europe. »*

« C'est l'heure »

Ecartant l'idée que le Portugal puisse contribuer à fortifier un « pôle » méditerranéen, ou latin, ou méridional, au sein de la CEE, M. Soares affirme, en revanche, qu'il entend travailler à *« renforcer l'unité, la solidarité, la cohésion de la Communauté »*. Il précise : *« Nous avons une claire sympathie pour l'effort de défense de l'Europe. »* Il ajoute : *« Nous avons, c'est bien connu, d'excellents rapports avec les Etats-Unis ; nous sommes membres, comme d'autres, de l'alliance atlantique, mais nous, européens, nous avons certainement en matière de sécurité un rôle autonome à jouer. »*

M. Soarès a d'ailleurs rappelé cette position le 5 juin devant la conférence des ministres des affaires étrangères de l'OTAN à Lisbonne, dans un discours qu'il qualifie lui-même de *« très balancé »*.

M. Soarès ne craint-il pas que l'adhésion simultanée à Madrid et de Lisbonne à la CEE ne déclenche une *« invasion »* économique du Portugal par l'Espagne, quatre fois plus peuplée et plus industrialisée ?

« J'ai rencontré, fin mai, M. Gonzalez. Nous avons réglé notre contentieux économique sur la pêche et le commerce (3). *Nous nous sommes accordés politiquement pour que les aides européennes soient dirigées en priorité vers le développement de nos régions frontalières, qui sont les plus attardées. Jusque-là, nos deux pays se tournaient le dos : ils s'ignoraient. Et il est de fait qu'au Portugal beaucoup de gens font un complexe d'infériorité par rapport à leur voisin. Moi pas. Nous avons huit siècles durant résisté au fameux centralisme castillan. Cela prouve la force de notre identité culturelle et nationale. Celle-ci ne sera pas plus menacée demain dans l'Europe qu'elle n'a été entamée hier lorsque nous étions seuls, ou en tête à tête avec nos colonies. »*

Il a ajouté : *« N'oublions pas que nous nous préparons depuis huit ans. Notre législation est prête. Nous avons déjà entrepris de profonds ajustements économiques. Ainsi, notre agriculture, retardataire à tant d'égards, a déjà commencé à exporter de nouveaux produits vers l'Europe – des légumes, des fleurs, par exemple. Nous exportons aussi des textiles, des vêtements, des chaussures, de la porcelaine, des vitres. Je dis parfois que les communistes ont raison d'avoir peur de l'adhésion à la CEE puisqu'ils sont attachés à des formes de production arriérées ! Non, si nous ne voulions pas manquer la révolution technologique de la fin du siècle, il fallait absolument entrer dans l'Europe. C'est l'heure ! »*

Tant d'assurance convient-elle à un premier ministre en sursis – puisque depuis la rupture, le 4 juin, de la coalition gouvernementale le Portugal est en crise ? M. Soarès ne veut pas commenter ce sujet. Tout au plus, dans son entourage, consent-on à déclarer que *« la logique du moment, c'est la dissolution du Parlement et des élections anticipées début octobre »*. On admet aussi que la situation est *« loin d'être mauvaise »* pour le Parti socialiste et son secrétaire général, à la veille des échéances électorales.

M. Mario Soarès, qui peaufine visiblement son profil d'homme d'Etat, n'entend certes pas mêler de basses considérations électorales à l'histoire dont il est en train d'écrire une « page brillante ». Mais la politique perd-elle tout à fait ses droits ?

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) L'Espagne a plus de quarante millions d'habitants et le Portugal dix millions.

(2) Le Brésil et les pays africains lusophones comptent plus de cent cinquante millions d'habitants et l'Amérique hispanophone deux cent cinquante millions.

(3) Le 1er janvier 1986, c'est-à-dire dès le début de l'adhésion effective, un accord industriel spécifique entrera en vigueur entre les deux pays ibériques.

Le voyage de M. Fabius à Berlin-Est

(Suite de la première page.)

Pour l'URSS et la RDA en revanche, comme M. Honecker le rappelait récemment dans ces colonnes (*le Monde* du 8 juin), l'accord quadripartie ne porte que sur Berlin-Ouest, car *« le terme de Berlin n'y figure pas »*.

Dans le langage officiel français, M. Fabius se rend *« en RDA »* (puisqu'il atterrit à l'aéroport de Schönefeld, situé à 500 m des limites de la ville) et il effectue une visite *« à Berlin »*. Il n'est pas question, précise-t-on, d'une remise en cause du statut de l'ancienne capitale du Reich. Il reste cependant, que, malgré ces accrobaties de vocabulaire, le fait qu'un chef de gouvernement (1) rencontre le chef de l'Etat est-allemand à Berlin-Est est une entorse aux règles diplomatiques jusque-là en vigueur chez les alliés occidentaux, qui n'échappera sans doute pas à la République fédérale. Il ne s'agit certes que de formalisme ; mais la RDA, qui revendique la reconnaissance définitive de sa souveraineté pleine et entière, s'entend généralement à tirer parti de ces petits dérapages protocolaires.

Dans l'entourage de M. Fabius, on déclare que cette visite (comme le récent voyage de M. Dumas, à Prague, par exemple) répond au vœu du gouvernement français de maintenir le dialogue et de développer des contacts directs avec l'*« autre Europe »*. La RDA, cependant, n'est pas assimilable à n'importe quel autre pays de l'Est, étant donnés ses liens avec la République fédérale. Du point de vue de la RDA, la visite de M. Fabius s'inscrit, en effet, dans le cadre de l'intensification de ses relations avec des pays occidentaux autres que la RFA, à un moment où les rapports avec Bonn sont plutôt frais.

Les relations interallemandes ont connu un développement euphorique en 1983-1984 ; puis elles sont revenues au point mort après que M. Honecker, cédant aux pressions soviétiques, eut renoncé à la visite qu'il s'apprêtait à faire en République fédérale en septembre dernier. Parce qu'il avait un peu trop profité de la liberté dont il croyait bénéficier du fait de la maladie d'Andropov puis de Tchernenko, le chef de la RDA a vu sa marge de manœuvre réduite à néant.

Certes, les échanges économiques de la RDA avec la RFA restent infiniment plus importants qu'avec aucun autre pays occidental (les échanges commerciaux, qui se font à des conditions préférentielles, ont porté, en 1984, sur 15 miliards de marks). Mais, dans tous les autres domaines, notamment dans le domaine humanitaire, les relations entre les deux Etats allemands stagnent depuis septembre. Après avoir accordé quelque quarante mille autorisations de sortie en 1984 à ses ressortissants désireux de s'installer à l'Ouest, la République démocratique a ramené le rythme des départs depuis la fin de l'année dernière à un niveau assez bas (mille deux cents par mois environ).

L'ensemble des relations entre la RDA et la RFA est dominé par la règle, tacite et non reconnue à l'Est, des contreparties : la République fédérale paie en avantages économiques et financiers, en échange de quoi elle attend des mesures d'ordre humanitaire au profit des Allemands de l'Est (portant notamment sur les possibilités de contacts entre les deux populations). A un moment où certains, à Bonn, pensent qu'il faut réviser cette politique qu'ils jugent trop onéreuse et trop peu « rentable », M. Honecker a tout intérêt à diversifier ses relations avec les pays occidentaux. Il n'est pas certain que Bonn voie d'un très bon œil cette tendance nouvelle de la RDA à développer ses contacts avec l'Ouest *« en contournant la République fédérale »*, selon l'expression d'un diplomate.

M. Honecker se faisait récemment un malin plaisir (*le Monde* du 8 juin) de rappeler que c'est à un Français, François Mauriac, que l'on doit la célèbre phrase : *« J'aime tellement l'Allemagne que je préfère qu'il y en ait deux. »* Une phrase qui va dans son sens, et dont l'évocation ne peut qu'irriter Bonn, où l'on déclarait avec insistance ces derniers mois que la réalisation de l'unité allemande par libre autodétermination reste l'objectif. Cette visite s'annonce donc extrêmement délicate pour le premier ministre français.

CLAIRE TRÉAN.

(1) La même réserve ne vaut pas au niveau ministériel. Sir Geoffrey Howe était récemment à Berlin-Est. M. Claude Cheysson y a inauguré le centre culturel français en février 1984.

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE CHINOIS A LONDRES

M. Zhao Ziyang et Mme Thatcher ont signé deux accords-cadres

De notre correspondant

Londres. – Après une semaine de séjour en Grande-Bretagne, le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, a souligné que, au cours de ses trois entretiens avec Mme Thatcher, il avait à peine été question de l'avenir de Hongkong – sujet qui avait occupé toutes les conversations entre Chinois et Britanniques les trois années précédentes. Au Foreign Office, on indique toutefois avoir fait part de l'inquiétude persistante des habitants de la colonie, qui, aux termes de l'accord signé en septembre dernier, sera rendue à la souveraineté chinoise en 1997, en échange d'une garantie de relative autonomie pendant un demi-siècle. Le gouverneur de Honkong était à Londres durant la visite de M. Zhao Ziyang.

Mais il est vrai que l'essentiel des discussions, cette fois, a porté sur le développement des échanges commerciaux entre les deux pays, maintenant que, du point de vue chinois, l'obstacle diplomatique est levé. Mme Thatcher, toujours soucieuse de développer les exportations, a pu, pour cela, mettre à profit l'expérience des fréquents contacts qui ont eu lieu entre dirigeants chinois et britanniques pendant les négociations sur Hongkong. On a donc parlé « affaires ».

Les exportations britanniques vers la Chine ont déjà plus que doublé en 1984, passant de 140 à près de 300 millions de livres, avec notamment la commande chinoise de dix emplaires de l'avion court-courrier BAE-146. M. Zhao Ziyang, qui, alors responsable de la province du Sichuan, était venu en Grande-Bretagne il y a six ans, a manifesté l'intérêt de son pays pour certaines techniques de pointe, plus particulièrement dans le domaine de l'informatique. C'est pour cela qu'il a visité différentes entreprises jusqu'en Ecosse.

Les premiers ministres chinois et britannique ont signé deux accords-cadres, l'un de caractère général sur l'ensemble des échanges économiques – auquel s'ajoute l'instauration d'un système de garantie des investissements britanniques en Chine – l'autre sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. A ce propos, les industriels britanniques spécialisés continuent de négocier leur participation aux projets chinois de construction de centrales nucléaires.

Cette « visite « officielle » de travail » a laissé peu de place aux discussions de politique internationale. M. Zhao Ziyang a cependant rappelé que son pays, tout en cherchant à entretenir de meilleures relations avec les deux superpuissances, refusait toute idée d'« alignement » et souhaitait le développement d'une Europe forte et indépendante.

FRANCIS CORNU.

DIPLOMATIE

LA FIN DU SÉJOUR DE M. GANDHI EN FRANCE

La coopération bilatérale prend un nouvel essor

La visite officielle du premier ministre indien en France, qu'il a quittée lundi 10 juin, dans la matinée, pour l'Algérie, a *« traduit de grandes convergences et la nouvelle impulsion donnée aux relations entre les deux pays »*, a déclaré, dimanche 9 juin, le chef du gouvernement français, M. Laurent Fabius, au cours d'une conférence de presse commune avec M. Rajiv Gandhi, à l'hôtel Marigny. *« Le plus important est la compréhension mutuelle établie entre nos deux pays. C'est de ce fait – l'atmosphère qui résulte des conversations que j'ai eues avec le président Mitterrand et avec M. Fabius – que découleront les contrats à venir »*, a précisé le premier ministre indien, laissant entendre que plusieurs affaires étaient en cours de discussions, et, pour certaines, sur le point d'être conclues.

Visiblement, on souhaitait plus, de part et d'autre, insister sur le très bon climat politique dans lequel s'est déroulée cette visite que sur ses aspects « concrets ». Le gouvernement français a accordé des égards tout à fait exceptionnels à M. Gandhi, qui a été non seulement traité presque comme un chef d'Etat, mais qui a rencontré à quatre reprises M. Mitterrand et, plusieurs fois, le premier ministre. L'important pour la France est d'avoir rétabli ainsi le contact après la malencontreuse affaire d'espionnage. *« Le problème est derrière nous »*, a pu dire encore à nouveau M. Gandhi, dimanche, à la presse. *« Les malentendus ou les difficultés ont été dominés, et les perspectives d'avenir me laissent plein d'optimisme »*, a déclaré M. Mitterrand à la chaîne de télévision indienne. Le chef de l'Etat a voulu, semble-t-il, renouer avec M. Gandhi les relations personnelles d'amitié qu'il entretenait avec Indira Gandhi.

Même si sur le plan économique et commercial la visite du premier ministre indien avait un caractère largement exploratoire, elle a été marquée par la signature d'un accord portant sur la cession par Jeumont-Schneider de licences aux sociétés de télécommunications indiennes pour la fabrication de centraux téléphoniques d'un montant de 500 millions de francs ; le premier ministre indien a également annoncé un accord concernant un important projet d'épuration des eaux du Gange, à proximité de la ville sacrée de Bénarès. Les matières polluantes recueillies au cours de cette opération seront transformées en énergie. D'autre part, l'accord portant création d'un Centre d'études franco-indien pour la recherche avancée (CEFIPRA) (*le Monde* du 7 juin) avait été conclu samedi. Il consacre la coopération existant depuis plusieurs années entres les instituts spécialisés des deux pays dans les domaines de la biotechnologie, des mathématiques appliquées, de la physique optique et de l'opto-électronique, ainsi que les énergies renouvelables.

Convergences politiques

M. Gandhi a confirmé au cours de la conférence de presse que plusieurs Mirage 2000 – sur la commande d'une quarantaine d'appareils – avaient déjà été livrés à son pays. Il a visité, dimanche, les ateliers Marcel Dassault de Saint-Cloud. Son intérêt pour les équipements de pointe a également été souligné, puisqu'il a assisté le même jour à la présentation une démonstration de techniques de l'informatique et, notamment, à la présentation du nano-réseau, dont quinze mille écoles indiennes pourraient s'équiper. A Lyon, où il s'est rendu en TGV, en compagnie du ministre des transports, M. Jean Auroux, le premier ministre indien a visité les centres de télécommunications de Lyon-Ampère et Lyon-Lacassagne, en compagnie de M. Louis Mexandeau, ministre délégué chargé des PTT. Dans le premier centre, nous précise notre correspondant régional Claude Régent, un autocommutateur temporel E-10-B de la compagnie CIT lui a été présenté. Dans le second, il a assisté à une démonstration de Minitels et d'annuaires électroniques Alcatel Thomson Sesa et également découvert les faisceaux hertziens IRT 1500 de TRT. Au cours de sa visite, M. Gandhi a eu des contacts avec les représentants de l'Institut Mérieux, qui ont porté sur l'état d'avancement d'un important projet d'usine de vaccins en Inde, et a déjeuné en privé, à l'Abbaye, restaurant de Paul Bocuse, au Mont-d'Or.

Les entretiens du premier ministre indien avec MM. Mitterrand et Fabius, sur les questions internationales ont eu un caractère général, portant notamment sur les relations Nord-Sud. A ce sujet, a rappelé M. Fabius les thèses de la France sur la recherche d'un nouvel ordre économique mondial se rapprochent beaucoup de celles des pays en développement, et notamment de l'Inde, dont *« la position est identique à la nôtre »*, en ce qui concerne notamment la préparation d'une négociation multilatérale au sein de l'accord général sur les tarifs et le commerce (GATT).

L'ASSAINISSEMENT DU GANGE

Un mémorandum a été signé entre le ministre français de la coopération, M. Christian Nucci, et le secrétaire indien aux énergies nouvelles, fixant les grandes lignes de la coopération technique entre les deux pays. Ce mémorandum aborde les échanges scientifiques et technologiques et détermine les programmes communs de recherche. L'essentiel de cette coopération concerne l'assainissement des eaux du Gange et l'utilisation des déchets urbains et agricoles pour produire de l'énergie.

La Compagnie générale des eaux a été choisie comme chef de file pour la construction de vingt-sept stations d'épuration, ce qui représente un contrat de quelque 5 milliards de francs. Les travaux de la première station, à Bénarès, commenceraient en 1986. Outre la fourniture des équipements et de la technologie, la société française s'engagerait à assurer la formation du personnel.

D'autres sociétés françaises participeront au projet, aux côtés de la Générale des eaux. Une mission technique composée de représentants des ministères et les entreprises intéressées va partir prochainement en Inde pour mettre au point les modalités pratiques de réalisation.

EUROPE

Suède

Une affaire d'exportation d'armement tourne au scandale

Le président du patronat abandonne « temporairement » ses fonctions

De notre correspondant

Stockholm. – Il n'est pas exagéré de parler de scandale. La société Bofors, numéro un suédois et nordique de l'industrie des armements, est soupçonnée d'avoir – sans autorisation du gouvernement et en violation des lois très strictes réglementant les exportations d'armes, – vendu du matériel militaire aux Emirats arabes unis et à l'Iran depuis 1979.

Avant d'être élu, en mai 1985, président de la Confédération du patronat suédois (SAF), M. Claes-Ulrik Winberg avait dirigé pendant douze ans l'entreprise Bofors. Les révélations de ces dernières semaines le plaçaient dans une position personnelle de plus en plus embarrassante, et l'affaire devenait également gênante pour la centrale des employeurs à environ trois mois des élections législatives.

Après s'être systématiquement refusé à « tout commentaire », M. Winberg a finalement annoncé, dimanche 9 juin, par un communiqué laconique à l'agence de presse nationale TT, sa décision d'abandonner *« temporairement »* ses fonctions à la tête du patronat, jusqu'à la publication des conclusions des deux enquêtes ouvertes par la police des douanes sur le « trafic » présumé.

Les premières accusations contre Bofors ont été portées par un mouvement pacifiste, l'Association suédoise pour la paix et l'arbitrage. En mai 1984, celle-ci remettait à la police un dossier qui, à ses yeux, prouvait que l'entreprise avait bel et bien, en 1979 et 1980, livré deux systèmes complets de DCA « Robot-70 », d'une valeur de 60 millions de couronnes (autant de francs français), à Bahrein et Dubaï, par l'entremise d'une compagnie de Singapour, Unicorn International.

Au mois d'avril de cette année, ces informations étaient confirmées par un ancien ingénieur de l'entreprise, M. Ingvar Bratt, qui déclarait : *« En 1978, Bofors avait demandé au gouvernement l'autorisation d'exporter le matériel en question à ces deux Etats. Le ministre du commerce la refusa en raison de la situation tendue dans la région du golfe Persique. La Suède avait décidé d'interdire toutes ventes de matériel militaire au Moyen-Orient et au Proche-Orient. L'entreprise envisagea alors les moyens détournés d'acheminer les « Robot-70 ». Elle déposa une demande d'exportation pour Singapour. Celle-ci fut acceptée. Mais la destination finale des équipements de DCA était Dubaï et Bahrein... »* Selon M. Ingvar Bratt, les plus hauts responsables de Bofors étaiend au courant du stratagème. Par ailleurs, l'Institut d'études stratégiques de Londres a confirmé la présence des lance-missiles suédois dans ces deux Etats.

Début juin, l'affaire prend les dimensions d'un scandale. La police des douanes accuse Bofors d'avoir vendu depuis 1980 des explosifs classés « matériel militaire » à plusieurs pays du Moyent-Orient, dont l'Iran. Une fois de plus en trompant le gouvernement et en faisant cette fois transiter la marchandise par l'Allemagne fédérale et l'Autriche... L'enquête sera probablement terminée à la fin de l'été. Et l'Association suédoise pour la paix et l'arbitrage annonce d'autres révélations dans les mois à venir.

Neutralité armée

Cette affaire est particulièrement déplaisante pour la Suède neutre, qui ne manque pas une occasion de dénoncer le commerce international d'armes et notamment la politique « immorale » du gouvernement français dans ce domaine. Par ailleurs, le premier ministre, M. Olof Palme, est toujours chargé par le secrétaire général des Nations unies d'une mission de médiation dans le conflit irano-irakien.

La neutralité de la Suède repose en partie sur une défense militaire relativement forte. Afin de dépendre le moins possible de fournisseurs étrangers et de se doter d'un matériel adapté à ses besoins spécifiques, le pays a mis sur pied une industrie d'armement qui emploie aujourd'hui environ quarante mille personnes. Pour réduire les coûts de fabrication, le gouvernement autorise *« certaines exportations »* mais préfère rester discret sur le sujet. Les lois en vigueur interdisent les ventes aux pays qui sont impliqués dans un conflit armé ou *« qui risquent d'être impliqués »*, ainsi qu'aux Etats en proie à une guerre civile. Ces affaires indiquent que les contrôles sont loin d'être satisfaisants.

En 1983, les exportations de matériel de guerre suédois vers quarante et un pays, étaient supérieures à 1 milliard de couronnes, soit 0,8 % du montant total des exportations. Les principaux clients « officiels », peut-on dire maintenant, de la Suède étaient le Nigeria, l'Inde, Singapour, l'Allemagne fédérale et la Malaisie ; 32 % des exportations étaient destinées à des Etats du tiers-monde.

ALAIN DEBOVE.

L'IRLANDE RÉUNIE DANS LA BOXE ...ET CHAMPIONNE DU MONDE

(De notre correspondant)

Londres. – *« Il a gagné »* et avec lui, l'Irlande toute entière, sous le regard ému des Britanniques. La merveilleuse histoire continue et garde plus que jamais son caractère de conte de fées d'un nouveau genre, mi-sportif, mi-politique (*le Monde* daté 9-10 juin).

Le petit « Cyclone » de Clones (son village natal), Barry McGuigan, a, le 8 juin à Londres, balayé un adversaire pourtant coriace – et plus grand – le Panaméen Eusebio Pedroza, remportant ainsi le titre de champion du monde des poids plume. Belfast, qui n'a pas souvent l'occasion de se réjouir, s'apprête à lui faire une fête nationale et intercommunautaire. Protestants et catholiques, au Nord comme au Sud, n'ont pas fini de faire couler la bière en l'honneur de « leur » héros qui leur a appris qu'on pouvait être de tous les camps à la fois, c'est-à-dire d'un seul et même camp. Le secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord, M. Douglas Hurd, qui était l'un de ses plus fervents supporters lui a adressé un message de félicitations au nom de son gouvernement tandis qu'au téléphone, depuis Dublin, le premier ministre irlandais, M. Garret FitzGerald, lui disait que *« toute l'Irlande »* était fière de lui et de sa contribution à la *« cause de la réconciliation »*.

Il y avait bien de quoi oublier le feu à la maison... C'est ce qui est arrivé, à Clones, à la mère de Barry qui, pendant qu'elle se faisait porter en triomphe par les gens du village, n'a pas vu se consumer dans un incendie – accidentel – une partie du domicile familial. Devant les décombres, elle a déclaré avec des pleurs de joie que cela n'avait *« guère plus d'importance »*.

F. C.

Hongrie

Les élections « nouvelle manière »

- *Une participation un peu plus faible que par le passé*
- *La marge de choix a été mise à profit*

Les premières élections organisées en Hongrie socialiste selon les nouvelles modalités qui rendent obligatoire la multiplicité des candidatures, se sont traduites, samedi 8 juin, par une participation un peu plus faible que par le passé : il y a eu 93,9 % de votants contre 97 % en 1980, ce qui constitue un chiffre plutôt faible pour un régime communiste (si l'on excepte le cas, devenu tout à fait à part, de la Pologne – où les autorités, en juin dernier, se sont trouvées très satisfaites d'un taux de participation officiel de 75 %, – 60 % selon l'opposition).

Il y avait 387 sièges à pourvoir – et 762 candidats, parmi lesquels 71 n'avaient pas été « recommandés » par le Front populaire patriotique – grand maître d'œuvre des élections, et qui, lui, avait proposé initialement deux candidats par poste à pourvoir. Tous les candidats devaient, cependant, se réclamer du programme politique de ce front unique – et ceux qui avaient été désignés spontanément au cours des réunions électorales ne pouvaient nullement être considérés comme des opposants. C'est ainsi, par exemple, que M. Janos Fekete, vice-gouverneur de la Banque nationale, et l'une des personnalités phare de l'économie hongroise, s'est trouvée désignée par les électeurs de sa circonscription. Au total, vingt-cinq de ces candidats non prévus initialement ont été élus.

Les autorités de Budapest pourront donc faire valoir que la liberté de choix offerte aux électeurs a été réellement mise à profit, d'autant que les candidats, y compris ceux que le Front recommandait, n'apparaissaient pas selon un ordre préférentiel sur les bulletins de vote.

En revanche, les véritables « opposants » qui avaient tenté de présenter leur candidature ne sont pas parvenus à la faire admettre, et se sont plaints des « manipulations » qui, selon eux, ont été organisés pour leur barrer la route.

Dans quarante-cinq circonscriptions, aucun candidat n'a été élu, et un second tour aura lieu le 22 juin ; 5,4 % des bulletins ont été déclarés nuls pour vice de forme et 1,2 % des électeurs ont voté contre tous les candidats qui se présentaient.

D'autre part, trente-cinq personnalités, parmi lesquelles les principaux membres de la hiérarchie politique du pays – les chefs des différentes Eglises (à l'exception de la principale d'entre elles, l'Eglise catholique) et des représentants des milieux culturels, ont été élus sur une liste nationale, qui n'offrait, elle, aucune possibilité de choix. Tous ont recueilli entre 98,8 % et 99,2 % des voix. Le secrétaire général du parti, M. Janos Kadar, figure parmi les « mieux » élus.

J. K.

RFA

Les thèmes pacifistes ont dominé les Journées de l'Eglise évangélique à Düsseldorf

De notre correspondant

Bonn. – On y commente la Bible mais on y parle surtout de tout, et spécialement des grands thèmes politiques qui préoccupent la société allemande : le chômage, la paix, l'environnement. Les journées de l'Eglise évangélique ouest-allemande, qui se tiennent tous les deux ans, ont rencontré cette année encore à Düsseldorf, capitale de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, un succès spectaculaire. Cent vingt mille personnes ont participé pendant cinq jours aux débats, prières et autres réjouissances communes qui confèrent à ces rencontres un air de happening permanent. Elles étaient plus de trois cent mille, mercredi soir 5 juin, à s'être déplacées pour les cérémonies d'ouverture, au cours desquelles soixante-quinze services religieux ont été célébrés.

Ces « Kirchentage » n'ont rien d'un congrès fermé. Organisés par l'Assemblée des mouvements laïcs de l'Eglise protestante, on y vient autant pour se retrouver et réfléchir ensemble que pour prier. C'est une assemblée œcuménique, ouverte à tous. Les sermons d'ouverture avaient été prononcés aussi bien par des ecclésiastiques protestants que par des laïcs, comme le ministre-président social-démocrate de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, M. Johannès Rau, membre du synode de l'Eglise évangélique, mais également par des représentants des autres communautés religieuses allemandes : les deux évêques catholiques de Kassel et de Berlin-Ouest, le métropolite orthodoxe grec de Bonn et un rabin avaient ainsi été invités à prendre la parole.

Cette ouverture expliquent sans doute le succès rencontré par ces « Kirchentage » auprès des jeunes, qui constituaient cette année près de deux tiers des participants. L'influence traditionnelle du parti social-démocrate dans les organisations laïques, mais aussi le rôle que certaines d'entre elles ont joué dans le mouvement de la paix, ont fait de ces assemblées un point de rassemblement pour toute une jeunesse dont les préoccupations recoupent largement celles de la gauche. Même si le président de la République fédérale, le chrétien-démocrate Richard von Weizsäcker, qui a longtemps présidé lui-même ces « Kirchentage », est venu se mêler à la foule et prononcer samedi un discours sur l'identité des Allemands, les grands débats qui ont marqué ces journées ne laissent pas de doute sur la question.

Deux ans après les Journées de l'Eglise évangélique allemande de Hanovre, qui avaientt été un des hauts lieux de la campagne contre le déploiement des missiles de l'OTAN, les foulards couleur lilas, portés autour du cou comme autant d'étendards de la paix, ont refait à Düsseldorf une apparition remarquée. Ehrard Eppler, membre important du synode de l'Eglise évangélique, mais aussi du comité directeur du Parti social-démocrate et l'une des figures prééminentes des manifestations pacifistes du début de la décennie, a fait salle comble jeudi sous le grand chapiteau. Le ministre du travail, le chrétien-démocrate de gauche Norbert Blum, qui avait la tâche ingrate de venir expliquer la politique du gouvernement en matière d'emploi, n'a pas reçu un accueil aussi recueilli le lendemain, se faisant copieusement chahuter.

On ne s'étonnera pas que les projets de défense spatiale du président Reagan aient soulevé une hostilité générale de la part aussi bien des jeunes que de nombreux hommes politiques ou d'Eglise venus participer aux discussions. La crainte d'une nouvelle course aux armements a d'ailleurs été exprimée non seulement par les adversaires connus de l'IDS, mais également par des personnalités comme Kurt Biedenkopf, le président des démocrates-chrétiens de Westphalie.

HENRI DE BRESSON.

Chypre

M. Denktash a été réélu au premier tour président de la « République turque du Nord »

M. Rauf Denktash a été réélu le dimanche 9 juin, avec une majorité de plus de 70 % des voix, président de la « République turque de Chypre du Nord ». Cinq autres candidats – deux de gauche et trois indépendants – ont ainsi été éliminés dès le premier tour, le mieux placé d'entre eux, M. Ozgur, leader du Parti républicain turc (marxiste, pro-soviétique), n'obtenant qu'un peu moins de 20 % des suffrages. Selon le bureau électoral, la participation au scrutin a été d'environ 80 %.

M. Denktash a déclaré que la question d'éventuelles négociations avec le gouvernement de Nicosie sur une réunification de l'île ne serait abordée qu'après l'élection du nouveau Parlement et la formation du nouveau gouvernement. Les élections législatives sont prévues pour le 23 juin.

L'élection présidentielle de Chypre du Nord a été vivement dénoncée à Nicosie comme à Athènes, où l'on observe qu'elle porte un grave préjudice à l'initiative du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, pour un règlement du problème chypriote.

Le président de la République de Chypre, M. Spyros Kyprianou, était attendu à Athènes lundi pour s'entretenir de l'évolution de la question et définir une ligne d'action avec le président grec Christos Sartzetakis et le premier ministre, M. Andréas Papandréou, vainqueur il y a une semaine des élections législatives grecques.

M. Papandréou a réaffirmé après sa victoire qu'il ne saurait y avoir de dialogue gréco-turc tant que les troupes turques occuperaient 37 % du territoire chypriote. – *(AFP, AP)*

AMÉRIQUES

Brésil

Le président Sarney en quête d'un pacte politique et social

«Il faut que le pays soit uni à l'heure de la négociation avec le FMI»

De notre correspondant

Brasilia. – M. Sarney est à la recherche d'un pacte. Comme Tancredo Neves, le président qu'il a remplacé, il voudrait faire au Brésil ce que les Espagnols ont réussi en 1977 avec les accords de la Moncloa : asseoir tout le monde à la même table pour négocier une transition sans douleur vers un régime pleinement démocratique.

« *Tout le monde,* dit-il : *les hommes politiques et les dirigeants des syndicats.* » Et il ajoute : « *Il faut que le pays soit uni à l'heure de la négociation avec le FMI.* » En attendant, il fait lui-même une sorte de démarchage : un jour il reçoit les communistes, le lendemain le président de l'épiscopat. Un dimanche, il annonce la réforme agraire à quatre mille travailleurs agricoles réunis en congrès. Le week-end suivant, il « planche » avec des économistes pour tenter de résoudre la quadrature du cercle : comment combattre l'inflation sans renoncer à la croissance et aux réformes sociales ?

« *L'important,* dit-il, *c'est de dialoguer. Sans faire de populisme, sans démagogie.* » Et au journaliste français, il précise : « *Je crois que vous avez une meilleure idée, maintenant, de ce qui se fait ici.* »

M. Sarney n'ignore pas, en effet, avec quelle « tendresse » la presse parisienne a accueilli son arrivée au pouvoir. Les commentaires, là-bas, ont été « *incisifs* », dit-il, en étant miséricordieux. Les réactions françaises ont provoqué un éditorial irrité du quotidien *O Globo* de Rio-de-Janeiro, et une démarche discrète auprès du Quai d'Orsay de l'ambassadeur du Brésil en France.

Aujourd'hui, l'image de M. Sarney, à coup sûr, s'est améliorée. Le « *réactionnaire* » parvenu « *par intrigue* » puis par accident à la chaise curule du Planalto, s'est révélé un homme modeste, décent, soucieux de remplir le contrat signé avec la nation par la coalition qu'il dirige et représente.

Réconcilier les adversaires

Il avait promis d'être « *plus grand que lui-même* ». Il y réussit petit à petit. Au début, il semblait flotter dans l'habit présidentiel qu'il avait dû revêtir à l'improviste par défaillance de son propriétaire légitime, le « docteur Trancredo », mort le 21 avril après trente-huit jours d'agonie. Aujourd'hui, il est visiblement plus à l'aise. L'inflation baisse, les sondages d'opinion sont favorables. Et les militaires sont muets.

Des militaires, il y en a précisément dans la maison de Brasilia où a lieu cette conversation avec le chef de l'Etat. Le ministre de l'armée, le général Leonidas Pires, et le chef du SNI (les tout-puissants services secrets), le général Ivan Mendes, discutent le plus naturellement du monde avec des hommes politiques, des journalistes, qui étaient considérés autrefois comme des ennemis par le régime militaire. Le maître des lieux, M. José Aparecido de Oliveira, a été lui-même une victime de la « révolution » avant de devenir au début du mois de mai le gouverneur de Brasilia.

La nouvelle République fonctionne donc et atteint l'objectif qu'elle s'était assigné : réconcilier les adversaires d'hier. Mais elle vit dans le provisoire tant qu'une nouvelle Constitution n'a pas été adoptée. Or celle-ci ne pourra pas l'être avant deux ans puisque c'est en novembre 1986 que sera élue une Assemblée nationale constituante, laquelle commencera ses travaux l'année d'après.

« *En attendant, il faut faire un pacte pour éviter les mauvaises surprises,* explique M. Celio Borja, conseiller politique de la présidence. *Nous devons nous prémunir contre un retour de l'autoritarisme et aussi contre l'usage de la violence dans les revendications, notamment dans les disputes pour la terre.* »

Les points principaux de ce pacte, selon M. Borja, seraient les suivants : assurer la liberté maximum d'expression et d'association ; définir le système de gouvernement (présidentiel ou parlementaire, ou une combinaison des deux) ; élaborer un nouveau régime fédératif (pour rendre aux Etats leur autonomie) ; préciser les principes démocratiques qui seront intégrés dans la prochaine Constitution.

« *Là où je suis,* explique le conseiller à la présidence, *je vois s'exercer les groupes de pression. La plupart ont peur d'un changement de société. Ils craignent que la réforme agraire ne remette en cause le régime de propriété et que les subventions sociales ne nuisent aux équilibres économiques. Ces craintes, à mon avis, ne sont pas fondées. Mais nous devons dire clairement pourquoi.* »

M. Sarney voudrait que le pacte soit également économique et social. Il s'agirait, selon M. Borja, de demander à chacun des sacrifices pour lutter contre l'inflation. Or le gouvernement lui-même reste divisé sur la politique à suivre. M. Dornelles, le ministre des finances, préconise la réduction des dépenses publiques. M. Sayad, le ministre du plan, défend les mêmes positions que l'économiste de gauche Celso Furtado : il veut diminuer d'abord les charges financières qui pèsent sur l'économie, c'est-à-dire baisser les taux d'intérêt, « *les plus élevés du monde* » selon M. Furtado.

Réviser la législation syndicale

La gauche du PMDB (libéral-socialiste) – le principal parti au pouvoir – ne considère pas que le débat est académique. « *Une analyse approfondie des causes de l'inflation oblige à établir un lien entre la dette interne et la dette extérieure,* explique M. Miguel Arraes, député du Pernambouc. *Or les contraintes imposées par le FMI et les créanciers étrangers conduisent à la question suivante : jusqu'où peut aller la misère de notre population ? Nous estimons, nous, que les limites ont déjà été dépassées. En vingt ans, le salaire minimum a perdu la moitié de son pouvoir d'achat.* »

Une fois de plus, c'est sur l'attitude à adopter à l'égard du FMI que risquent de déboucher les prochaines discussions. MM. Sayad et Furtado proposent de capitaliser une partie des intérêts de la dette (qui sont actuellement de 12 milliards de dollars par an) : autrement dit, ils suggèrent d'en différer le paiement. Les communistes, et avec eux la gauche du PMDB, proposent, eux, de négocier un moratoire de six ans. Une nouvelle idée a surgi ces dernières semaines : affecter au paiement des intérêts une partie – et seulement une partie – de l'excédent commercial obtenu chaque année.

« *Le pacte doit servir également à appuyer les réformes sociales,* explique M. Roberto Freire, député du Pernambouc et l'un des dirigeants du PCB (Parti communiste brésilien), *sinon de telles réformes risquent de faire éclater la coalition très hétérogène actuellement au pouvoir. Il doit notamment appuyer la réforme agraire qui heurte des intérêts, mais la droite, à ce sujet, est partagée. L'oligarchie traditionnelle du Nordeste est contre. Le capital financier du Sud-Est, lui, peut être favorable à une réforme qui élargirait considérablement le marché interne.* »

Enfin, le pacte devrait servir à réviser la législation syndicale héritée du régime antérieur. Le ministre du travail, M. Almir Pazzianotto, a dû violer ouvertement cette législation pour éviter de réprimer les grèves qui se sont succédé en chaîne ces deux derniers mois. Son attitude conciliante a permis de désamorcer la plupart des conflits sociaux qui ont précédé et suivi la mort de Tancredo Neves. La grève de l'automobile commencée le 11 avril vient de se conclure sur une défaite des métallos et du syndicat d'extrême gauche, la CUT (Centrale unique des travailleurs), qui avait déclenché le mouvement.

M. Sarney et son ministre ont résisté aux appels à la « fermeté » lancés par le patronat et une partie du gouvernement, notamment par le ministre de l'industrie et du commerce, M. Roberto Gusmao. Une fois de plus, le président a démontré ce que ses conseillers appellent sa « *sensibilité sociale* », laquelle l'expose aux tirs de plus en plus nourris de la droite traditionnelle, qui a trouvé un champ de bataille idéal avec la réforme agraire lancée il y a dix jours par le gouvernement, et un projet de loi préparé par M. Pazzianotto pour légaliser le droit de grève.

CHARLES VANHECKE.

PROCHE-ORIENT

L'ENLÈVEMENT DES « CASQUES BLEUS » AU LIBAN DU SUD

Israël soutient ses alliés libanais et dénonce la « responsabilité directe » des forces de l'ONU

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël a résolument pris fait et cause pour l'Armée du Liban du Sud (ALS) du général Antoine Lahad dans l'affaire du double enlèvement qui, depuis trois jours, oppose cette dernière à la Force intérimaire des Nations unies (FINUL).

Loin d'inciter son allié libanais à libérer les vingt « casques bleus » finlandais restant détenus sur les vingt-quatre enlevés par ses hommes vendredi en représailles à la capture par le mouvement Amal de onze soldats chiites de l'ALS, le gouvernement de Jérusalem soutient à fond la position du général Lahad. Celui-ci affirme qu'il gardera prisonniers les militaires de la FINUL aussi longtemps que ses propres soldats ne lui auront pas été rendus.

Surmontant leur embarras initial, les Israéliens se sont rangés sans équivoque aux côtés de l'ALS en reprenant à leur compte la version de l'incident donnée par le général Lahad dès le début de l'affaire. Pour Jérusalem, comme pour le chef de l'ALS, les soldats de la FINUL ont fait cause commune avec les combattants d'Amal en leur livrant les onze miliciens capturés à Kantara. Israël réfute l'hypothèse d'une désertion collective semblable à celle qui vit récemment vingt-cinq soldats chiites de l'ALS passer avec armes et bagages dans le camp d'Amal.

A l'appui de leur version, le général Lahad et ses protecteurs israéliens avancent trois arguments : s'ils avaient voulu déserter, les soldats de l'ALS auraient emporté leurs fusils avec eux, pour les remettre à Amal, ce qu'ils n'ont pas fait (au contraire, ils ont été désarmés de force par les « casques bleus ») ; ensuite, ils seraient partis avec leurs familles, comme c'est l'usage en pareil cas et n'auraient pas pris le risque d'exposer celles-ci à d'éventuelles vexations ; enfin, Amal, au lieu de faire écho à cette désertion pour en tirer gloire, a justifié le rapt — par la voix de son chef dans le Sud, M. Daoud Daoud — en le présentant comme une riposte aux *« propos hostiles »* tenus depuis quelque temps par le ministre israélien de la défense, M. Ytzhak Rabin.

« Une discrimination inacceptable »

Ayant apparemment convaincu Jérusalem de son bon droit, le général Lahad a la conscience sereine : *« Je n'ai aucun conflit avec les Israéliens et ils n'exercent nulle pression sur moi car ils savent que dans cette affaire je suis la victime »*, déclarait-il dimanche, au poste frontière de Metulla, aux journalistes empêchés de se rendre à Marjayoun pour y rencontrer les « casques bleus » captifs. Alors, y a-t-il eu rapt délibéré par les soldats de la FINUL au profit d'Amal ? S'est-il agi d'une désertion collective ? Ou bien d'un simple accrochage entre adversaires chiites ? Il restait impossible, ce lundi 10 juin, de trancher avec certitude entre les diverses versions de l'événement.

La prudence des réactions enregistrées au siège de la FINUL ne contribue pas à éclaircir le mystère. Son porte-parole, M. Timor Goksel, interrogé par téléphone, a refusé de nous présenter une version des faits officielle en observant que l'ouverture d'une enquête interne — dont les résultats devraient être connus mardi — l'empêchait de confirmer ou de démentir les diverses hypothèses à l'honneur. *« Pour l'instant*, a-t-il ajouté, *notre souci primordial est la libération de nos prisonniers »*. La circonspection onusienne dissimule mal un certain embarras.

Côté israélien, pareille prudence n'est pas de mise. Rentrant dimanche en Israël, en provenance de Washington, M. Rabin s'est livré à une attaque en règle contre la FINUL. *« Cet incident*, a-t-il dit, *est extrêmement grave. J'ai toutes les raisons de croire que l'unité de la FINUL, agissant soit de sa propre initiative, soit sur ordre, a désarmé les soldats de l'ALS. Le seul fait de les désarmer, même s'ils n'ont pas été livrés aux miliciens d'Amal, faisait de ces soldats une proie facile pour leurs adversaires en armes. »*

« La FINUL, a poursuivi M. Rabin, *ne devrait faire aucune différence entre Amal et l'ALS, qui sont, toutes deux, des milices n'appartenant pas à l'armée libanaise. Une telle discrimination est inacceptable. Nous devons-nous assurer que la FINUL adopte la même attitude envers les diverses forces opérant sur le terrain. Elle porte, en tout cas, la responsabilité directe de l'incident qui, je l'espère, s'achèvera avec la libération des deux groupes de soldats. »*

Un premier succès

Tout se passe comme si le général Lahad tentait maintenant avec la bénédiction de Jérusalem, de tirer meilleur profit de la politique de la mésaventure survenue à ses soldats. Le chef de l'ALS ne pouvait rêver d'une plus belle occasion pour contraindre la FINUL à négocier officiellement avec lui, ce à quoi celle-ci s'est toujours refusée car elle ne reconnaît que la seule autorité du gouvernement libanais, à qui elle doit son mandat. Comme le commandant Haddad, son prédécesseur, le chef de l'ALS s'irrite de ne pas être « légitimé » par la FINUL.

Il la soupçonne de partialité au profit d'Amal et tente par tous les moyens de s'imposer comme un interlocuteur de la FINUL, au même titre que le mouvement chiite. Les négociations en vue de résoudre le double enlèvement peuvent lui permettre de nouer enfin un dialogue avec le général William Callaghan, commandant en chef de la FINUL. La semaine dernière, le général Lahad avait proposé en vain à la FINUL d'établir une liaison sur le terrain pour éviter des incidents lors de la remise à l'ALS des positions abandonnées par l'armée israélienne. Il avait même désigné deux de ses hommes comme « officiers de liaison ».

Jérusalem encourage une telle stratégie : *« Il serait souhaitable*, remarquait dimanche un haut fonctionnaire israélien, *que la FINUL reconnaisse au général Lahad un statut d'interlocuteur en tant que chef d'une milice locale. Il y a longtemps que les responsables du contingent français ont des contacts avec Daoud Daoud. »* A cet égard, Israël et son allié libanais ont emporté un succès avec l'annonce d'une rencontre ce mardi entre des officiers de liaison de la FINUL et des militaires de l'ALS.

Israël se félicite de l'attitude adoptée par la Finlande, ouverte aux arguments de l'Etat hébreu. Jérusalem a évité une nouvelle crise avec Paris en obtenant, grâce à l'intervention directe de M. Shimon Pérès, la libération rapide du colonel Jean-Michel Bilemdjian, l'officier français envoyé en liaison auprès de l'ALS et retenu dimanche par celle-ci pendant quelques heures. Il n'empêche. On voit mal ce que le gouvernement israélien — engagé dans une opération de retrait qui s'éternise — peut gagner à moyen terme à de tels combats d'arrière-garde.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

LA GUERRE DU LIBAN A COUTÉ 3,5 MILLIARDS DE DOLLARS A ISRAËL

Tel-Aviv (AFP.). — La guerre du Liban a coûté à Israël 3,5 milliards de dollars, a déclaré, samedi 8 juin, le ministre israélien des affaires économiques, M. Gad Yaacobi (travailliste). A l'occasion d'une visite à Shlomith, à proximité de la frontière libanaise, le ministre a ajouté : « Si cet argent n'avait pas été consacré à une guerre inutile, il aurait pu permettre à la Galilée *(nord d'Israël)* d'absorber une population complémentaire de plusieurs dizaines de milliers de personnes, de créer tout un réseau de nouvelles entreprises industrielles et de construire cent cinquante nouvelles écoles dans la région. »

LA « GUERRE DES CAMPS PALESTINIENS » DE BEYROUTH

Le conseil de la Ligue arabe demande un cessez-le-feu « immédiat et intégral »

De notre correspondant

Tunis. — *Au terme de* vingt-quatre heures de délibérations pratiquement ininterrompues, le conseil de la Ligue arabe (1) réuni en session extraordinaire à la demande de l'OLP a appelé, dimanche 9 juin, à un cessez-le-feu *« immédiat et intégral »* dans les camps palestiniens de Beyrouth. Le secrétaire général de la Ligue, M. Chedli Klibi, a été chargé de prendre contact avec toutes les parties concernées afin *« d'assurer le respect du cessez-le-feu, de la séparation des belligérants et d'aider au rétablissement de la sécurité »*. Il devra préparer un rapport sur cette mission qu'il présentera au conseil de la Ligue à la reprise de ses travaux le 24 juin à Tunis.

Si les demandes de l'OLP d'une condamnation formelle des attaques contre les camps et de la constitution d'une commission d'enquête n'ont pas été retenues au nom de la préservation du sacro-saint consensus, outre l'appel au cessez-le-feu, l'organisation palestinienne a obtenu satisfaction sur plusieurs points : la levée du siège des camps, la libération des prisonniers, l'autorisation d'accès aux camps des missions de la Croix-Rouge internationale et du Croissant-Rouge pour évacuer les blessés et apporter leur assistance médicale et le droit au retour des Palestiniens qui avaient été contraints à quitter les camps.

Reste à savoir dans quelle mesure le Liban, qui a boycotté les débats, acceptera d'appliquer ces décisions par lesquelles il n'est pas engagé et de *« coopérer et coordonner son action avec l'organisation palestinienne en ce qui concerne la présence et la sécurité des Palestiniens et la réouverture du bureau de l'OLP à Beyrouth »*. D'ailleurs la Syrie, qui s'opposait également à ces assises, mais qui y a finalement délégué son ministre des affaires étrangères, M. Farouk el Chareh, a tenu à ce que soit mentionné en *nota bene* de la résolution finale, qu'elle exprimait des réserves sur *« l'examen de questions internes libanaises en l'absence d'une délégation du Liban »*.

Le chef de la diplomatie syrienne avait déjà quitté la réunion lors de la séance d'ouverture de samedi pour protester contre la présence imprévue à la tribune de M. Yasser Arafat, tout juste rentré d'Amman, et contre le fait qu'il prenne la parole avant même que ne s'engagent les discussions.

Déjà satisfait d'avoir obtenu, même avec trois semaines de retard, que les instances arabes débattent de *« la guerre des camps »*, le président de l'OLP ne paraissait pas outre mesure navré de l'incident, qu'il avait peut-être même recherché. Pour apaiser l'embarras des participants, il avait alors prononcé un bref discours qualifié de *« modéré et conciliant »*, insistant surtout sur la nécessité de dissiper les différends interarabes et suggérant la convocation d'un sommet extraordinaire à Tunis (2).

En revanche, avant de reprendre sa place durant la nuit, M. Chareh s'était montré devant les journalistes beaucoup pus incisif en affirmant que les événements de Beyrouth avaient été provoqués pour faire diversion *« aux démarches entreprises par Arafat et ses acolytes pour liquider la cause palestinienne après l'accord d'Amman du 11 février et au récent voyage du roi de Jordanie à Washington »*. Le ministre avait aussi rendu hommage au mouvement chiite Amal *« qui a donné son sang et sacrifié des milliers d'hommes pour repousser les attaques israéliennes et défendre la cause palestinienne, alors qu'Arafat et ses hommes ont abandonné la lutte armée »*.

MICHEL DEURÉ.

(1) Quatorze ministres ou vice-ministres des affaires étrangères avaient effectué le déplacement à Tunis, les autres pays ayant délégué leur représentant permanent auprès de la Ligue arabe.

(2) Selon l'agence Tunis Afrique Presse, le conseil aurait examiné une proposition du roi Hassan II de réunir *« prochainement »* un sommet extraordinaire au Maroc, et la question serait à nouveau débattue lors de la prochaine réunion du conseil de la Ligue le 24 juin.

Trois semaines de combats ont affaibli Amal et démontré les limites de l'influence syrienne

De notre envoyée spéciale

Beyrouth. — Plus de mille morts, près de trois mille cinq cents blessés : la bataille des camps palestiniens de *Beyrouth* entre dans sa quatrième semaine sans que la milice *chiite Amal, appuyée par* le 6e brigade de l'armée libanaise, qui lui est inféodée, ait encore réussi dans sa tentative de prendre le contrôle des trois camps de Beyrouth. Si, écrasé sous les obus, dynamité avec application, le camp de Sabra n'est plus *qu'un champ de ruines gardé* par l'armée, les combattants palestiniens, et avec eux, dans une situation plus que dramatique, plusieurs centaines de civils, tiennent toujours un bastion d'un demi-kilomètre carré à Chatila, et le camp de Borj-Barajneh.

Le cessez-le-feu, décrété le vendredi 31 mai par la milice chiite Amal à la demande du président El Assad, n'a pas mis fin aux duels d'artillerie qui se sont poursuivis dimanche 8 juin. De plus, les batteries palestiniennes, installées dans la montagne qui surplombe Beyrouth, ont bombardé, en fin d'après-midi, la banlieue *sud de la capitale libanaise* à majorité chiite. Ce bombardement a suivi la publication, à Beyrouth, d'un communiqué du Front de salut national palestinien (FSNP, coalition d'organisations palestiniennes prosyriennes) et du Front démocratique *pour la libération de la Palestine* (FDLP), qui indiquait : *« Après avoir épuisé tous les moyens politiques pour arrêter l'hémorragie palestinienne et libanaise et pour obtenir la levée du siège des camps, nous mettons en garde le mouvement Amal contre la poursuite de son agression et nous nous engageons à prendre des mesures dissuasives pour mettre un terme au massacre des Palestiniens. »*

Après l'interruption des négociations de Damas, qui accroît le divorce entre le FSNP et son tuteur syrien, et la décision de la Ligue arabe largement favorable aux thèses de l'OLP de M. Yasser Arafat, on s'interroge à Beyrouth sur les conséquences de la guerre des camps sur le règlement de *la crise libanaise. En effet*, en refaisant à Tunis l'unité du monde arabe derrière la cause palestinienne, Arafat a accru l'isolement régional de la Syrie et fait apparaître les limites de son jeu au Liban.

« Si la FAD était venue en mai... »

Allié de Damas, le PSP (Parti socialiste progressiste drüze) de M. Walid Joumblatt n'a pas pris part aux combats malgré les sollicitations syriennes. Les Forces libanaises (*milices chrétiennes) qui avaient dû faire* acte d'allégeance à Damas peu après *leur débâcle à Saïda, observent sans* déplaisir ses présentes déconvenues. Un éventuel retour des forces syriennes à Beyrouth *n'a*, pour l'instant, été réclamé publiquement que par M. Soleiman *Frangié*, l'allié chrétien de Damas, et par M. Nabih Berri, *chef du mouvement Amal. Ce dernier* a réaffirmé, samedi, sa conviction que seul le retour de la FAD (Force arabe de dissuasion) peut mettre un terme à l'état d'insécurité présent. *« Si la FAD était venue en mai*, a déclaré M. Berri, *nous aurions évité l'affaire des camps. »*

La guerre des camps a affaibli le principal allié du moment de Damas à Beyrouth-Ouest, le Mouvement chiite Amal. *La milice chiite*, malgré les livraisons d'armes *syriennes* qui se *poursuivent, a perdu une partie de* son potentiel militaire et est, dorénavant, chaque nuit à Beyrouth, l'objet d'attaques de groupuscules sunnites se réclamant principalement des Mourabitouns. Revendiquant l'attentat à la roquette de jeudi dernier contre le siège de Télé-Liban, un groupe se qualifiant de Forces nationales de Beyrouth a *affirmé* qu'il compte poursuivre ses opérations *« contre Amal et la 6e brigade jusqu'à ce qu'ils s'amendent et laissent en paix les Beyrouthins »*. Les miliciens chiites et la 6e brigade de l'armée *multiplient* la *nuit les barrages* dans Beyrouth-Ouest sans *pour autant* venir à bout de ces harcèlements.

Après l'explosion vendredi d'une charge à 150 mètres du domicile de M. Nabih Berri, un engin explosif, situé près d'une permanence d'Amal, a encore été désamorcé dimanche et, pour la deuxième nuit consécutive, des affrontements armés entre mili*ciens chiites et soldats de la 6e bri*gade d'une part, et des éléments armés se réclamant des Mourabitouns, d'autre part, ont eu lieu dans les rues de la capitale. Cette situation nouvelle crée une vive tension à Beyrouth-Ouest où toutes les milices *ont renforcé leurs défenses, édifiant* des barricades de sacs de sable de*vant chacun de leurs points* de contrôle. Si tous les Libanais sont d'accord pour ne plus jamais voir resurgir un *quelconque pouvoir* palestinien au Liban, il est incontestable que la tentative d'Amal en vue de mater les Palestiniens a exacerbé les ten*sions chiito-sunnites dans la partie* à majorité musulmane de la capitale li*banaise*.

Les dissensions entre chiites

La bataille a, d'autre part, mis à *mal l'alliance entre le PSP* et le mouvement Amal qui apparaît aujourd'hui de plus en plus isolé et tributaire de Damas, au moment où la Syrie semble *moins* bien contrôler la situation. La « guerre des camps » a ravivé les dissensions, d'une part, au sein du mouvement *Amal*, où *les dirigeants* ne sont pas d'accord sur la conduite *de la bataille et, d'autre part, au sein* de la communauté chiite, elle même, où s'élargit le fossé entre les Hezbollahis et Amal. On s'interroge, à cet égard, sur le réel pouvoir de M. Nabih Berri qui paraît, à tout le moins, très mal contrôler ses forces militaires. L'incident survenu vendredi, quand l'ambassadeur autrichien et le directeur *de l'UNRWA, furent contraints* par un groupe de miliciens surexcités *de pénétrer dans le camp palestinien* de Borj-Barajneh, alors qu'ils supervisaient une opération de fourniture de vivres, longuement négociée avec le mouvement Amal, prouve, en tout cas, que les responsables militaires ne mettent que peu de bonne volonté à suivre les consignes de leur direction politique. Comment expliquer *autrement que le CICR (Comité international de la Croix-Rouge), qui* négocie depuis une semaine l'évacuation des civils du camp de Chatila et qui assure avoir reçu tous les feux verts politiques, ne puisse obtenir aucune garantie que cette opération se déroulera normalement sur le terrain ?

Cette garantie est d'autant plus indispensable que les débordements *de haine auxquels ont donné lieu*, par exemple, les deux dernières évacuations de *blessés de Borj-Barajneh*, nécessitent un strict contrôle des miliciens. Les Hezbollahis qui ont refusé, au nom de l'unité musulmane, de prendre part à cette bataille, dénoncent avec plus ou moins de vigueur, le comportement d'Amal vis-à-vis des Palestiniens, avec lesquels ils pourraient, le cas échéant, faire *cause commune. Cette dissension* pourrait avoir des conséquences particulièrement graves dans le Sud où les Hezbollahis sont bien implantés, dans la région de Nabatieh, et comptent des partisans dans la bande frontalière sous contrôle israélien.

Des incidents ont d'ailleurs déjà opposé au Sud les Hezbollahis et *Amal, qui estime, selon les termes* d'un dirigeant chiite *« avoir le droit et le devoir de préserver sa victoire sur Israël en interdisant toute action militaire contre l'Etat hébreu à partir du territoire libanais »*.

On peut penser enfin que la guerre des camps palestiniens, en révélant les difficultés syriennes, a encouragé l'attentisme *israélien* dans le Sud. En occupant toujours la bande frontalière, *Jérusalem maintient la pression* sur Amal, tout en l'empêchant de profiter d'un succès *qui lui* permettrait peut-être d'établir pleinement son contrôle sur le Sud du pays. Le sort réservé à la ville chrétienne de Jezzine est considéré comme un test de la capacité du pouvoir libanais, appuyé par la Syrie, à faire prévaloir *une solution pacifique qui pourrait* s'étendre peu à peu à l'ensemble du pays.

FRANÇOISE CHIPAUX.

● *Affaire Kauffmann : l'épouse du journaliste enlevé se rend au Liban.* — Mme Joëlle Kauffmann, épouse du journaliste français enlevé dans la capitale libanaise par le Djihad islamique, le 22 mai, en compagnie du chercheur Michel Seurat, a décidé de se rendre à Beyrouth, où elle devrait arriver mardi 11 juin, accompagnée de M. Michel Cantal-Dupart, un des animateurs du comité de soutien « Les amis de Jean-Paul Kauffmann ». Mme Kauffmann souhaite prendre contact avec le plus grand nombre de personnes qui pourraient, d'une manière ou d'une autre, contribuer à la libération de son mari, ainsi qu'à celle des autres Français enlevés.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● BUENOS-AIRES SOUHAITE DES NÉGOCIATIONS « SÉRIEUSES ET GLOBALES » SUR LES MALOUINES. — Le gouvernement argentin a réitéré, dimanche 9 juin, sa revendication sur les îles Malouines, ainsi que sa volonté de parvenir le plus tôt possible, par des négociations « sérieuses et globales », à une solution pacifique du différend qui l'oppose à la Grande-Bretagne. *« Nous n'abandonnerons pas un seul instant notre exigence concernant la souveraineté de l'archipel »*, déclare un communiqué. Le gouvernement est prêt à *« offrir aux habitants des îles les sauvegardes et les garanties adéquates pour la protection de leurs intérêts et de leur style de vie »*. — *(AFP.)*

Côte-d'Ivoire

● RÉVOCATION DE TROIS CENT QUARANTE-DEUX AGENTS DU SECTEUR PARAPUBLIC. — M. Jean-Jacques Bechio, ministre ivoirien de la fonction publique, a déclaré, la semaine dernière, à Abidjan, qu'*« il n'y aurait pas de pitié »* pour les employés grévistes du secteur parapublic. Sur un total de seize mille agents qui se sont mis en grève le 5 juin, trois cent quarante-deux ont été révoqués et seront remplacés, ont annoncé les autorités ivoiriennes pour qui cette grève est *« intolérable »*, car incompatible avec les efforts de redressement *économique*. Ce mouvement a été déclenché à la *suite de l'alignement* des salaires de soixante-six des soixante-treize établissements parapublics sur ceux de la fonction publique, ce qui entraîne des baisses de salaire allant jusqu'à 50 %. — *(Reuter.)*

Togo

● LA VISITE DE M. EYADEMA A PARIS. — Attendu, ce lundi 10 juin en France, pour une visite d'Etat de trois jours (*le Monde* daté 9-10 juin), le chef de l'Etat togolais devait être accueilli, dans l'après-midi, à Orly, par M. François Mitterrand, avant d'être l'hôte à dîner de l'Elysée. Pendant son séjour, il rencontrera le premier *ministre*, M. Fabius, ainsi que les ministres des relations extérieures, M. Dumas, et de la défense, M. Hernu. M. Eyadema sera également reçu à l'Hôtel de Ville par M. Chirac, maire de Paris, et visitera les installations nucléaires du plateau d'Albion.

هكذا من الأصل

AFRIQUE

Tunisie

Le Mouvement de la tendance islamique réclame un référendum sur le statut personnel

De notre correspondant

Tunis. – Le Mouvement de la tendance islamique (MTI) qui a célébré, la semaine dernière, le quatrième anniversaire de sa création, a demandé qu'un débat national soit organisé sur le code du statut personnel et qu'une procédure référendaire soit engagée pour déterminer d'*« éventuelles nouvelles orientations »*.

« Nous pensons que cette question doit être discutée et qu'il faut laisser l'opinion se prononcer librement sur un texte qui, en définitive, lui a été imposé par la volonté d'un seul homme », a déclaré, au cours d'une conférence de presse, M. Abdelfattah Mourou, secrétaire général du mouvement.

Bien qu'il l'ait souvent mis en cause, c'est la première fois que le MTI demande publiquement que des amendements soient apportés au code du statut personnel, consacrant les droits de la famille, notamment par la suppression de la polygamie, suppression promulguée au lendemain de l'indépendance.

A cette exception près, les dirigeants du MTI, et particulièrement son président, M. Rached Ghannouchi, ont développé devant la presse un discours qui se voulait ouvert et tolérant, se référant à plusieurs reprises à leur attachement à la démocratie.

M. Ghannouchi a rappelé l'adhésion de son mouvement *« aux préceptes de l'islam dans les principes et dans la pratique, en tant que plate-forme doctrinale d'où découlent les choix et les conceptions sur lesquels se fonde la construction de la société musulmane modèle »* et a critiqué le pouvoir, qui refuse d'accorder au MTI, un organe d'information, son visa officiel en tant que parti politique, et qui continue d'arrêter ses militants. Autre grief : l'autorisation que doivent obtenir les prédicateurs dans les mosquées. *« Il faut mettre un terme à la tutelle du parti au pouvoir sur les mosquées, qui sont des institutions populaires*, a dit M. Ghannouchi. *La mission éducative des militants islamiques, qui est une obligation divine et un devoir pour tout musulman, ne peut être limitée par les autorités. »*

Le MTI a, d'autre part, réclamé une amnistie générale, le droit d'expression et de constitution de partis politiques, l'arrêt des atteintes aux libertés individuelles et publiques, l'instauration de la justice sociale et le respect de l'indépendance et de l'unité des diverses organisations et associations existant dans le pays. Sur ce dernier point – est-ce un hasard ? – il a cité, à l'université, le nouveau syndicat d'étudiants qu'il contrôle très largement, la Ligue des droits de l'homme où il est depuis peu représenté au comité directeur et la centrale syndicale UGTT où la présence de ses militants et sympathisants est remarquée dans diverses structures. Il faut dire que, depuis un an, les dirigeants du mouvement se sont évertués à une action de pénétration dans divers milieux, de façon habile et assez souple, en évitant à la fois toute démarche excessive et radicale et tout affrontement ouvert avec le pouvoir.

La conférence de presse a confirmé cette ligne rassurante, mais les observateurs ont pu cependant noter que trois des cinq membres du bureau, qui passaient pour les plus ouverts et les moins activistes, ont été remplacés par trois des animateurs du bureau clandestin qu'avait mis sur pied le mouvement lorsque ses animateurs furent emprisonnés, de juillet 1981 au mois d'août dernier. Des dirigeants fondateurs, il ne reste plus aujourd'hui à la direction que MM. Ghannouchi et Mourou.

M. D.

Ethiopie

L'aide internationale aux victimes de la famine

Démentis et mises au point

Après l'article de Jacques de Barrin consacré à la distribution de l'aide internationale à la population éthiopienne victime de la famine (*le Monde* du 23 mai), nous avons reçu diverses mises au point, dont nous publions ci-dessous des extraits :

M. Berhane Deressa, vice-commissaire de la Commission éthiopienne d'aide et de réhabilitation (RRC), chargée de la distribution des secours aux réfugiés, nous précise :

L'affirmation selon laquelle seulement deux millions de gens sont touchés par la sécheresse, au lieu de neuf à dix millions qui le sont effectivement, nie la réalité de la sombre situation à laquelle l'Ethiopie doit faire face avec l'aide de la Communauté internationale. Si le nombre des victimes était vraiment aussi faible, nous serions tout à fait heureux (...).

La vérité est qu'il y a un accord sans équivoque sur le nombre minimal de 7,9 millions de gens qui exigent une assistance immédiate, comme cela a été clairement établi par une mission d'évaluation de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui a récemment visité les régions affectées par la sécheresse en Ethiopie. Quelques donateurs ont placé le nombre de ces victimes à un niveau beaucoup plus élevé.

Pour ce qui concerne la distribution de l'aide alimentaire, le fait est que, depuis décembre 1984, un total de 283 990 tonnes de grains, de céréales et de nourriture supplémentaire ont été distribuées à 5,74 millions de victimes de la sécheresse dans différentes parties du pays. La RRC en a tenu informée la Communauté internationale lors de sa dernière réunion des donateurs à Addis-Abeba. Malgré quelques variations entre les statistiques établies par différentes agences internationales qui n'utilisent pas les mêmes bases de calcul et ne font pas référence aux mêmes périodes, ces chiffres sont acceptés par tous les intéressés comme la preuve des efforts gigantesques faits pour assurer la distribution de l'aide d'urgence...

Quant au prétendu détournement de 30 000 tonnes d'aide alimentaire par mois, ce n'est, ni plus ni moins, qu'un produit de l'imagination de l'auteur de l'article. Près de 50 % de l'aide d'urgence qui est arrivée en Ethiopie est distribuée par quelque quarante-six différentes agences bénévoles internationales. L'autre moitié, qui est traitée par la RRC, est toujours attentivement surveillée par les donateurs selon les plans d'utilisation qui leur sont adressés avant la véritable distribution (...).

Des faits irréfutables

De son côté, l'ambassade d'Ethiopie à Paris nous écrit notamment :

L'auteur de l'article met en doute la véracité des statistiques sur les nombres des victimes de la famine et de ceux qui reçoivent des secours. Pourtant, des faits irréfutables, corroborés par des sources internationales les plus sûres, existent.

Les précipitations pluviales des vingt dernières années ont été les moins élevées de l'histoire de l'Ethiopie. En 1983-1984, les précipitations ont été de 60 % à 100 %, suivant les régions, inférieures à la moyenne des vingt dernières années.

Et ceci s'est traduit par une baisse dans la production agricole de 25 % à 30 % ou de 1,7 à 2 millions de tonnes. Cette baisse correspond approximativement à la consommation annuelle de 6,5 à 8 millions de personnes.

Si l'auteur de l'article reproche aux estimations avancées par les autorités éthiopiennes d'être des « approximations grossières », il n'indique pas ses sources quant aux chiffres qu'il avance...

Un manque de personnel

M. Kurt Jansson, sous-secrétaire général des Nations unies pour les opérations d'urgence en Ethiopie, nous indique pour sa part :

(...) Selon les chiffres du programme alimentaire mondial (PAM) pour la période allant du 1er décembre 1984 au 25 mai 1985, 622 501 tonnes d'aide alimentaire d'urgence sont parvenues en Ethiopie. Au 25 mai, sur cette quantité, 222 000 tonnes étaient en stock dans les ports d'Assab, Massawa et Djibouti ou sur le point d'être déchargées des navires (...). Les stocks prêts à être distribués dans les différents entrepôts éthiopiens (y compris ceux des organisations non gouvernementales) s'élevaient à 162 000 tonnes. Enfin, au cours de la même période, 227 000 tonnes au total avaient été distribuées aux victimes de la famine. Ainsi, plus de 97 % de l'aide alimentaire parvenue jusqu'ici en Ethiopie peuvent être pleinement justifiés. (...)

En ce qui concerne la commission d'aide et de réhabilitation, le système de compte rendu n'a pas encore été mis au point de manière définitive, ceci étant dû à un manque de personnel spécialisé. Un représentant de mon bureau travaille au siège de la RRC à Addis-Abeba et huit contrôleurs, mis à notre disposition par le bureau du coordonnateur des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO), travaillent, quant à eux, à Assab et dans les différentes régions touchées par la famine. Tous ont accès aux archives et registres de la RRC tant au niveau régional que local. Un compte rendu régulier m'est fait par ces contrôleurs et cette information est transmise à la communauté des donateurs à Addis-Abeba.

∴

Les graves accusations dont nous nous sommes faits l'écho à propos de la distribution de l'aide alimentaire aux victimes de la famine en Ethiopie sont le fruit d'une patiente enquête auprès de responsables engagés sur le terrain, dont le sérieux ne peut pas être mis en doute. Leurs conclusions s'appuient sur de multiples témoignages, constatations et recoupements rassemblés pendant des mois. Il est regrettable, à cet égard, qu'il ne nous ait pas été permis, malgré notre insistance, de rencontrer M. Berhane Deressa.

Le démenti de la RRC aussi bien que la mise au point de M. Jansson ne dissipent pas le « flou gigantesque » qui entoure la distribution de l'aide alimentaire, dont les pays et organisations donateurs ne sont pas en mesure de suivre l'itinéraire jusqu'à sa destination finale. Selon la RRC, 283 990 tonnes ont été distribuées du 10 décembre au 31 mars, soit en moyenne 77 000 tonnes par mois. Selon M. Jansson, 227 000 tonnes l'ont été du 1er décembre au 25 mai, soit en moyenne 47 000 tonnes par mois. D'où une différence de 30 000 tonnes par mois, qui correspond au montant supposé des détournements...

Quant au nombre des victimes de la sécheresse, il n'est pas sérieux de faire l'amalgame et de prétendre que plus de huit millions d'Ethiopiens dépendent exclusivement de l'aide alimentaire. Ce chiffre, admis par la communauté internationale, recouvre des situations très différentes. Selon des informations puisées aux meilleures sources, le nombre des véritables naufragés de la famine oscille, pour le moment, entre deux et trois millions. Or même ces sinistrés à part entière ne bénéficient pas d'une priorité absolue et sont parfois abandonnés à leur triste sort.

En réalité, la distribution de l'aide alimentaire est un peu faite en dépit du bon sens ; c'est celui qui crie le plus fort qui est le premier servi. Or, depuis le début de l'année, la RRC a perdu le contrôle des opérations au profit du Parti des travailleurs éthiopiens. Désormais, tout a pris une coloration politique. Quant à M. Jansson, il est dans une position des plus inconfortables, critiqué, d'un côté, par certains donateurs pour sa « mollesse » et soumis, de l'autre, à la pression des autorités éthiopiennes, qui le considèrent comme leur obligé.

J. de B.



politique

LA RÉUNION DES TROIS CHEFS DE L'OPPOSITION

Au service de l'« union » et du « libéralisme »

Dans un décor de studio de télévision immaculé, très « clean », M. Giscard d'Estaing a réussi, dimanche matin, au Palais des congrès, devant plus de cinq mille personnes — avec au premier rang la « vieille garde » et les « jeunes talents », — l'opération qu'il souhaitait mener à bien depuis de longs mois : réunir auprès de lui M. Jacques Chirac et M. Raymond Barre, « ses » deux anciens premiers ministres, et offrir, avec eux, l'image *« forte et simple »* d'une opposition unie. Unie sous la bannière du libéralisme.

La veille, dans cette même enceinte, il avait en quelque sorte présenté ses « troupes », militants et experts qui exposaient enfin le fruit de leur travail *« souterrain »*, parce que, pour une opposition devenue *« la majorité potentielle »*, le temps n'est plus à la *« critique »* mais à l'élaboration d'un *« projet pour la France »*. Il y avait même là le ministre ouest-allemand de l'économie, M. Bangemann (libéral), le président du Parti libéral espagnol, et une délégation du Parti libéral italien.

***« On se croyait en 1980, quand la victoire semblait à portée de main »*, remarquait une sympathisante touchée par le scepticisme. Pourtant le doute n'était pas de mise. *On s'organisait. On distribuait* presque les portefeuilles et les pots de colle pour les affiches. Dans les « ateliers », animés par des journalistes en service ou au « placard » — Patrick Poivre-d'Arvor, Michel Bassi, Patrice Duhamel, Philippe Vasseur, Jean-Claude Narcy, Louis Bériot, Jean Bothorel, Jean-Marie Cavada, — on discutait ferme des mesures à prendre sans trop tordre le cou à sa propre imagination.**

Pour calmer la mauvaise humeur de quelques uns — *« Si c'était une rencontre entre spécialistes, pourquoi avoir ameuté autant de monde »*, — M. Giscard d'Estaing, vigilant, faisait passer un petit mot : *« Faire poser le maximum de questions à la salle pour créer un débat. »* Alentour, dans les stands, tous les clubs et associations d'opposition, les auteurs à succès ou en veine de notoriété distribuaient ou vendaient plaquettes et tracts, bulletins et ouvrages. Quelques étourdis, dans les couloirs, parlaient *stratégie et tactique pour les législatives* : l'ancien président de la République n'avait-il pas prévenu dans son allocution d'ouverture que ce n'était pas là le lieu ?

A la fin de cette journée studieuse, avant d'aller déguster le gâteau d'anniversaire des vingt ans des Clubs Perspectives et Réalités, les animateurs se *sont retrouvés sur l'estrade, décontractés*, assis sur les tables, là où ils le pouvaient, pour plancher devant les « huit » (1) qui justement avaient été réunis il y a quelques mois par M. Giscard d'Estaing et M. Chirac pour superviser le travail des Clubs. A leurs côtés, quelques responsables politiques : M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, venu, comme il le confiait, pousser *« un cri d'amour »*. *« Nous sommes d'accord à 90 % »*, se réjouissait le député de Paris, et, dans la joie de cet instant, il en oubliait qu'il avait, quelques jours auparavant dans la Nièvre, affirmé que le libéralisme est *« aussi dépassé que le marxisme »*. Il y avait là aussi Jean-Pierre Fourcade, sénateur (RI) des Hauts-de-Seine, pour l'économie ; Jean François-Poncet, sénateur (Gauche dém.) de Lot-et-Garonne, pour l'Europe ; Alain Madelin, député (UDF-PR) d'Ille-et-Vilaine, pour l'éducation et la presse ; Alain Juppé, vice-président des Clubs 89, pour le « social ». François Léotard, qui, le matin, avait sans dire un mot obtenu un triomphe, avait, lui, disparu.

Dimanche, après une longue *mise en jambes* faite d'extraits d'interviews réalisées dans la rue, après les interventions de « grands témoins » *(le Monde* daté 9 et 10 juin) et de courts propos des responsables des Clubs Perspectives et Réalités, M. Alain Lamassoure — *« Le libéralisme, c'est une série de petits riens qui changent tout »*, — du Conseil pour l'avenir de la France, M. Le Bris, des Clubs 89, M. Aurillac — *« Notre Etat limité est un Etat fort »*, — ce fut enfin au tour des trois « grands ». Dans les entourages, on craignait l'incident, en point d'orgue d'une semaine agitée. Il ne vint pas...

M. Raymond Barre effectua un service minimum, s'en tenant à son sujet, l'Europe, et s'il parla de l'union, ce fut de l'union européenne. Il arriva souriant et repartit... crispé. M. Jacques Chirac, qui n'est pas étranger au changement d'attitude du député du Rhône, a poursuivi la campagne électorale qu'il avait commencée il y a quelques jours à peine devant ses propres troupes, oubliant complètement qu'il avait à disserter sur *« l'enjeu social du redressement »*. Il parla du sujet tabou, la cohabitation. Arrivé le visage fermé, il s'en fut détendu...

M. Giscard d'Estaing, qui fut quand même plus applaudi que les autres, devisa fort courtoisement avec ses deux partenaires, placés à main gauche et main droite. Il joua les tampons ou, si l'on préfère, les traits d'union, et ainsi, au milieu des siens, présenta son programme pour le *« redressement »* de la France, tentant de concilier les partisans et les adversaires de la relance. Un discours bien construit et habile, au terme duquel il commanda à tous de se mettre au service de l'*« union »* et du *« libéralisme »*. M. Chirac le rejoignit sur son promontoire ; M. Barre suivit plus lentement.

Giscard avait fait du « super-Giscard ». Dans la salle, on chantait l'union. Les deux V peints sur le mur blanc de la convention libérale pouvaient s'envoler comme pouvaient se disperser les fidèles jusqu'à la prochaine célébration. Rien d'irréparable n'avait été commis.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(1) Le « groupe des huit » compte deux représentants des Clubs Perspectives et Réalités (MM. Alain Lamassoure et Paul Mentré, président du conseil d'orientation) et un représentant du Conseil pour l'avenir de la France, M. Raymond-François Le Bris, secrétaire général ; trois représentants des Clubs 89 (MM. Michel Aurillac et Alain Juppé, président et vice-président, tous deux membres du RPR, et Mme Nicole Catala, vice-présidente) ; deux « conseillers », MM. Alain Chevalier, président de Moët-Hennessy, et Jacques Friedmann, président de la Compagnie parisienne de chauffage urbain.

M. Barre : le retard de la France « ne sera pas comblé par des incantations »

Après s'être *« réjoui que cette « convention » qui rassemble des familles politiques et des courants de pensée divers permette de constater un progrès notable des conceptions libérales naguère fort décriées »* et après avoir rappelé que *« naguère »* il avait eu l'*« honneur »* de se trouver aux côtés de M. Giscard d'Estaing *« pendant de bien rudes années »*, M. Raymond Barre a traité du sujet qui lui avait été attribué : *« l'enjeu européen du redressement »*.

Il s'est tout d'abord félicité que depuis 1981, la coopération franco-allemande ait été *« heureusement poursuivie »*. *« Des problèmes restés pendant longtemps en suspens et qui obscurcissaient l'avenir de la Communauté ont pu trouver, en 1984, des solutions qui ont tant bien que mal déblayé le terrain en vue de nouvelles actions »*, a-t-il affirmé avant de regretter que *« la détérioration de notre économie »* et *« le relatif affaiblissement de notre pays »* ne permettent pas à la France de jouer un rôle moteur dans la poursuite de la construction européenne. *« Il me paraît indispensable*, a souligné l'ancien premier ministre, *que les Français (...) se rendent compte de l'importance que représente pour l'avenir de la Communauté, le redressement de la France »*.

Insistant sur l'importance qu'il attache à *« la permanence des principes qui commandent la politique de défense de la France »*, M. Raymond Barre a remarqué que *« la force française de dissuasion ne peut être efficace que si son emploi est perçu comme relevant d'une décision strictement indépendante »*. Il a ajouté : *« Indépendance et solidarité ne sont pas contradictoires. Nos alliés, et d'abord l'Allemagne fédérale, peuvent être assurés, même si on veut leur faire parfois croire le contraire, que la France exécutera sans atermoiements les obligations qui découlent pour elle de ses engagements. »* L'ancien preminier ministre a souhaité que la France *« consente un effort accru pour sa défense »* afin que sa politique en ce domaine reste crédible.

« Des attitudes purement verbales ou des décisions purement symboliques, a-t-il dit, *ne peuvent impressionner ni nos alliés ni nos adversaires éventuels. »*

Evoquant le *« retard »* pris par la France *« ces dernières années »*, en matière économique notamment, M. Raymond Barre a insisté sur le fait que ce retard *« ne sera pas comblé par des incantations ni par le recours à une politique globale de relance qui creuserait une fois encore le déficit de ses échanges et de ses paiements extérieurs »*. *« La France*, a-t-il affirmé, *doit assurer le redressement de ses équilibres sans contrôles ni artifices, réduire les coûts fixes de la nation considérablement aggravés depuis 1981 par l'extension du secteur public et la multiplication de statuts rigides et procéder à une déréglementation qui redonnera aux Français la liberté et le goût de travailler. »*

« A nous Français, a-t-il conclu, *de ne point céder aux illusions des faibles, de porter témoignage de notre attachement aux valeurs qui ont fait la grandeur de l'Europe (...). L'enjeu européen de notre redressement, c'est l'accomplissement de cette espérance. »*

M. Chirac : pour un projet commun de gouvernement

M. Jacques Chirac, qui devait traiter de *« l'enjeu social du redressement »*, a choisi de parler presque exclusivement de la *« situation de l'opposition »*, des *« motifs de réconfort »* qu'elle lui inspire mais aussi de quelques *« sujets de préoccupation »*.

« Ce qui nous attend après 1986, a-t-il remarqué, *ne sera pas de tout repos »*, étant donnée notamment *« la facture que nous laissera le socialisme »*. *« Faut-il en conclure*, a-t-il précisé, *que le gouvernement issu des urnes au printemps prochain n'aura aucune marge de manœuvre et devra se borner à accentuer l'austérité actuelle ? Ce n'est pas mon avis, on le sait. »*

Après avoir rappelé les principales mesures du « pacte pour le redressement » mis au point par son parti, le président du RPR a souligné : *« Nous ne devons pas nous contenter d'un simple retour de balancier qui nous conduirait des excès de l'étatisme vers les simplifications d'un libéralisme mal compris. »* *« Nous avons pris conscience*, a-t-il insisté, *que le schéma de société social-démocrate, qui avait peu ou prou inspiré l'action de tous les gouvernements de notre pays depuis la Libération, a désormais épuisé ses vertus. (...). »* *« Mais cela n'est pas suffisant*, a ajouté M. Chirac. *Il nous reste du pain sur la planche. »*

« Le respect de la diversité, a-t-il affirmé, *ne nous interdit pas, tout au contraire, de rechercher, entre nous, sur toutes les questions essentielles, un accord qui soit complet, sincère, définitif. »* *« Nous avons fait des progrès dans cette voie*, a noté le maire de Paris, *mais nous devons encore continuer nos efforts.*

» En premier lieu, il faut rendre plus clair notre message. Est-ce la restauration de l'ordre ancien ou est-ce le renouveau ? Voulons-nous tout d'abord faire reculer l'Etat (...) ou préférons-nous d'abord et avant tout diminuer les déficits, quitte à prendre le risque, de maintenir le poids des impôts et des cotisations ? (...) Nous n'avons pas la prétention de détenir seuls la vérité », a souligné M. Chirac en parlant du RPR.

Quand gouverner ?

« En second lieu, a poursuivi M. Chirac, *il faut dire aux Français quand nous voulons commencer* [à gouverner] ? *Voulons-nous gouverner tout de suite ? Sinon, que faire de notre victoire ? Inutile de le dissimuler, même si nous le regrettons, là-dessus nous ne voyons pas tous les choses de la même manière. Les uns ne veulent pas que nous gouvernions dès 1986 si le président de la République reste en place. Les autres accepteraient de gouverner immédiatement à condition de pouvoir le faire sans aucun compromis. Il y a là une différence d'appréciation, ne la transformons pas en guerre de religion »*, car, a insisté M. Chirac, *« rien ne serait plus dangereux que de croire que la réalité en 1986 se pliera à nos vœux ou à nos intérêts (...). »*

« Rassemblons-nous nous-mêmes, parlons de tout entre nous », a-t-il demandé, avant de souhaiter que, *« dans les mois qui viennent »*, le RPR, l'UDF et le CNI aboutissent à *« l'élaboration d'un projet de gouvernement précis qui constitue entre eux un véritable contrat »* et que la signature de ce contrat s'effectue *« de façon publique et solennelle en présence de tous ceux qui, au sein de l'opposition, ont un rôle ou exercent une responsabilité morale »*.

« Le français aux Français »

Samedi, dans l'« atelier 5 » consacré aux *« droits et devoirs des étrangers en France »*, la discussion avait été, le matin, relativement équilibrée. L'après-midi, ce fut le défoulement. Après le témoignage d'une jeune femme d'origine ukrainienne qui avait expliqué les difficultés que peut connaître une petite commune qui compte 62 % de population étrangère et quarante-huit *ethnies différentes*, un jeune giscardien de Roubaix, nourri de ses cours de droit constitutionnel, s'est taillé un beau succès en lançant d'une voix frémissante : *« Si une nation perd son identité, il n'y a plus de peuple ! »* Et de manifester avec véhémence toute son indignation de voir les immigrés de Mons-en-Barœul associés à la gestion de la commune. *« Il y a violation de la Constitution »*, répétait-il. Et d'ajouter, après quelques autres cris d'indignation : *« Je ne suis pas raciste, moi, car être raciste ce serait martyriser ou mépriser une race. Je ne martyrise et ne méprise personne. D'ailleurs*, précisait-il, *je porterais bien le badge « touche pas à mon pote » s'il n'y avait pas derrière des ligues communistes révolutionnaires ! »* *« Bravo, bravo »*, criait la salle. Une femme, calmement, tenta ensuite d'expliquer qu'il était regrettable qu'on ne fasse pas d'efforts *« suffisants »* pour *« intégrer les enfants d'immigrés »*. *« Il faut les mettre à l'école dès trois à quatre ans, les aider à mieux apprendre le français. »*

« Et pourquoi pas les border dans leur lit », lança quelqu'un.

« Le français pour les Français, Madame », tonna un autre.

« Mais cela coûte plus cher d'avoir des gens au chômage et des délinquants ! »

C'en était trop. Un jeune homme, ulcéré, quitta la salle. Deux charmantes vieilles dames trouvèrent que décidément tout cela était un peu excessif. Une autre habitante des Mureaux *témoigna à son tour*. Dans sa banlieue, elle avait été agressée trois fois par de jeunes Maghrébins, *et savez-vous qui avait été* « embarqué » par la police ? C'était elle ! Et de réclamer des tribunaux spéciaux pour les immigrés. Un autre intervient : *« Les Asiatiques, ça va, mais les Africains... c'est l'invasion ! »*

« La colonisation ! » lancèrent plusieurs voix...

Une heure plus tard, le rapporteur résuma ainsi les réflexions de l'« atelier 5 » : *« Les Français ont le droit d'être respectés dans leur valeur et d'être acteurs de leur devenir. (...) La société pluriculturelle n'est pas conforme au souhait des Français. (...) La France admet les diversités mais elle a constitué son identité autour de l'adhésion et l'appartenance au système français. (...) Les étrangers ne doivent pas être traités en tant que victimes assistées mais en hommes qui doivent respecter des droits et des devoirs. »*

L'art et la manière de dire les choses ! Mais M. Le Pen n'était pas passé bien loin.

C. F.-M.

M. Giscard d'Estaing : c'est le moteur qu'il faut changer

Avant de parler longuement du redressement économique de la France, M. Giscard d'Estaing a tenu à remercier M. Chirac et M. Barre d'avoir, par leur présence à ses côtés, *« apporté à l'espoir des Français cette image forte et simple qui va les rassurer sur la volonté et la capacité de s'unir pour conduire le redressement du pays »*. Puis il a expliqué : *« L'enjeu économique du redressement, c'est de changer en profondeur le fonctionnement de l'économie française (...). Il ne s'agit pas de mettre un peu plus ou un peu moins de carburant dans le réservoir : c'est le moteur qu'il faut changer (...). Nous ne proposons pas*, a-t-il précisé, *une nouvelle idéologie, mais une autre méthode, une autre façon de faire. Les Français viennent d'être déçus par une idéologie. La main qui a été brûlée ne se rapprochera plus du fer rouge ! »*

L'ancien président de la République a noté avec satisfaction qu'aujourd'hui, *« les esprits mûris par la crise »* et *« l'évolution des réalités »* convergent vers *« la solution libérale »*. Cette solution libérale suppose, selon lui, que l'on passe d'un *« système centralisé et bureaucratique à un système vivant, appuyé sur une démultiplication des responsabilités et des décisions »*. Elle suppose que soit brisée *« la fausse opposition entre solidarité et compétitivité »*.

« La relance libérale »

« La grande idée, a dit M. Giscard d'Estaing, *c'est que ces deux exigences sont devenues convergentes (...). Pour tirer les conséquences de cette nouvelle évidence, il faut rechercher méthodiquement les façons de laisser jouer une règle simple : une mesure est bonne si elle engendre un double bénéfice pour celui qui travaille et pour l'entreprise. Elle est mauvaise si elle avantage le travailleur en détruisant l'emploi ou si elle favorise l'entreprise en brisant le dynamisme social »*. L'ancien président de la République a pris deux exemples : celui des jeunes qui ne trouvent pas d'emploi et celui des pré-retraités *« malgré eux »*. Il a proposé pour les uns qu'un *« mécanisme amélioré permette d'étendre les TUC aux secteurs productifs »*, pour les autres que soit facilitée l'*« activité à temps partiel, soit dans l'entreprise (...) soit dans les structures de formation professionnelle »*.

Le troisième changement, a poursuivi M. Giscard d'Estaing, sera d'*« ouvrir des zones de liberté, placées aux bons endroits et où se développeront de nouvelles manières de faire »*. *« Pour cela*, a-t-il précisé, *l'Etat gère l'Etat, les entreprises gèrent les entreprises. »* Et de suggérer notamment que Paris puisse devenir *« la place naturelle de développement et d'utilisation de l'ECU européen »*.

« Il ne s'agit pas d'un programme classique de relance », a souligné l'ancien chef de l'Etat. *« La relance libérale »*, selon lui, résultera d'un *« ensemble d'actions qui dynamiseront l'économie française et accroîtront son rythme d'expansion. La première de ces actions*, a-t-il expliqué, *consistera dans une réduction énergique des dépenses publiques (...) Il y faudra du courage et de la volonté* [mais] *l'objectif d'une réduction annuelle des charges de 1 % du produit intérieur brut est réaliste. »* M. Giscard d'Estaing a suggéré que la moitié des économies budgétaires réalisées soit affectée à la réduction du déficit tandis que l'autre moitié permettrait d'alléger les charges. *« Le premier impératif*, a-t-il insisté, *est d'accroître les ressources des entreprises »*, grâce à *« un allégement uniforme de l'impôt sur les bénéfices »* et une *« réduction permanente et significative de l'assiette de la taxe professionnelle »*.

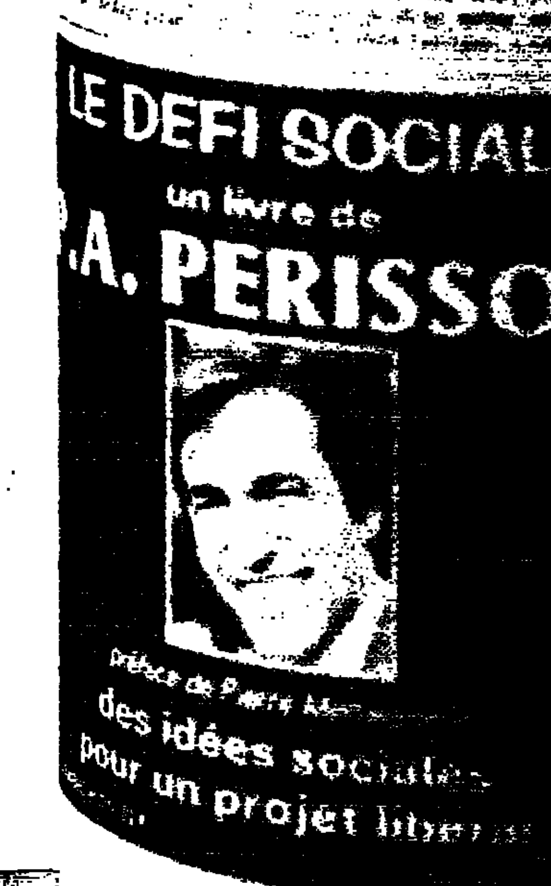
Les TUP

M. Giscard d'Estaing a ensuite énuméré les quelques *« gestes fermes et raisonnables »* qui permettront de montrer en 1986 à l'opinion qu'une *« orientation nouvelle est tracée »* et qui feront renaître *« la confiance »* : l'abrogation des deux ordonnances de 1945 sur le contrôle des prix et le contrôle économique ; la privatisation en deux ans de l'ensemble du crédit, des assurances et des participations de l'Etat dans la publicité et l'information ; la liberté des changes pour toutes les opérations courantes des particuliers et des entreprises ; un fort allégement des contraintes pesant sur les petites entreprises et l'élévation des seuils réglementaires *« qui freinent les recrutements »* (...) ; la *« mise à jour »* du budget de 1986 ; une première étape d'allégement des charges sur les entreprises et de suppression des impôts exceptionnels *« créés ou ajoutés par la gestion socialiste »* ; la mise en place de *« travaux d'utilité productive pour les jeunes »*.

« Simultanément, a-t-il ajouté, *un travail immense de modernisation sera à accomplir (...). On doit*, a-t-il affirmé, *adopter une attitude claire montrant que les difficultés vont subsister mais que des obstacles qui existaient, n'existeront plus ; une attitude créant une ouverture de lucidité et d'espoir sur l'avenir. »*

Ce redressement économique, a remarqué le député du Puy-de-Dôme, il faut le rendre *« politiquement réalisable »*. Pour lui, *« le succès tient en deux règles : union des forces de l'opposition, adhésion d'une large partie de la population. L'union*, a-t-il insisté, *n'est pas un arrangement pour gagner des voix. C'est le signe révélateur de l'aptitude à gouverner. Nous la faisons ici. Il faut la maintenir et l'amplifier, la prolonger par un travail commun, fondé sur l'intime conviction que les idées des uns s'enrichissent avec les idées des autres. »*

« Il reste moins d'un an, a-t-il conclu, *pour passer d'une majorité de refus à une majorité d'adhésion. Evitons à la France l'humiliation d'une alternance médiocre. »*



CHEFS DE L'OPPOSITION

...ralisme »

M. Giscard d'Estaing :

... le moteur qu'il faut ...

DEVANT LA CONVENTION LIBÉRALE

Déréglementons, il en restera toujours quelque chose

Un giscardien auquel nous faisions remarquer, samedi, à la fin de la première journée de la Convention libérale, qu'on ne s'était pas beaucoup préoccupé du problème-clé des finances publiques, nous répondit avec un sourire entendu : *« Nous n'étions pas là pour ça. Voudriez-vous qu'on prépare les élections en parlant d'austérité ? »*

La vérité voudrait même qu'on dise que le sujet ne fut pratiquement pas abordé, sinon de façon très générale en début de journée par M. Paul Mentre (1) qui fit partie de 1971 à 1973 du cabinet Giscard d'Estaing aux finances et qui évoqua la nécessité de réduire de 40 milliards de francs par an les dépenses publiques pour, tout à la fois, rétablir l'équilibre des finances de l'Etat – ou plutôt réduire leur déséquilibre – et permettre des allégements fiscaux sur les entreprises d'abord, sur les personnes physiques ensuite.

L'absence de débats et de propositions précises sur ce point capital n'est sûrement pas fortuit. Parmi les hauts fonctionnaires qui participaient à des titres divers aux travaux de la journée de samedi, plusieurs exercèrent d'éminentes fonctions durant le septennat de M. Giscard d'Estaing. Tous ceux que nous avons interrogés savent bien – et admettant – qu'on ne pourra pas réduire les dépenses de l'Etat dans les fortes proportions annoncées. Ou alors qu'on ne pourra le faire qu'en remettant fondamentalement en cause le rôle de l'Etat dans certains domaines. Lesquels ? Logement, agriculture, entreprises publiques, éducation nationale, postes et télécommunications ? A ce genre d'interrogations trop précises il ne pouvait être question de répondre samedi. Un document de travail annonçait d'ailleurs la couleur en se présentant comme un *« rapport d'étape »*, préparant un rapport complet *« avec toutes les mesures concrètes de politique économique »* pour l'automne.

M. Toubon, secrétaire général du RPR, eut, en fin de journée, un mot admirable : *« Il y a entre nous des différences de doctrine et de sensibilité mais nous sommes d'accord à 90 %. Allons-nous nous diviser pour 15 milliards de francs ? »* En 1981 et au début de 1982 certains ministres socialistes ne parlaient pas autrement, Mme Questiaux notamment, qui, au ministère de la solidarité nationale, ne voulait pas être *« le ministre des comptes »*. Une façon comme une autre de refuser de parler de chiffres. On sait ce qu'il advint en juin 1982 avec le blocage des salaires et en mars 1983 avec une hausse importante des impôts et prélèvements sociaux. Bref, la politique économique eut peu de place samedi, même si l'on parla beaucoup d'économie et de politique.

Des patrons très précis

Une fois pris connaissance des rapports distribués (dont certains très nourris, comme ceux sur l'emploi et la fiscalité) l'intéressant fut de suivre les interventions des participants qui – chefs d'entreprise, membres de professions libérales, commerçants, prestataires de services – ne se gênèrent pas pour dire ce qu'ils avaient sur le cœur.

Le pouvoir socialiste en prit évidemment pour son grade, mais d'anciens ministres comme MM. Jean-Pierre Fourcade (économie et finances) ou André Giraud (industrie) ne furent pas épargnés. L'un des intervenants eut même ce mot – concernant l'emploi et l'ANPE – à l'intention de l'opposition dans son ensemble : *« Si c'est pour recommencer les mêmes erreurs qu'entre 1974 et 1981 mieux vaut rester chez vous »*.

Les principales demandes portèrent sur l'allégement des contraintes administratives. Le thème n'est pas nouveau, mais de la suppression totale du contrôle des prix jusqu'à la liberté de licencier sans autorisation (*« Faire sauter les verrous qui freinent l'embauche »* en passant par le nombre excessif des fonctionnaires, les interventions furent assez nombreuses, précises et insistantes pour qu'il apparaisse à peu près certain que la prochaine majorité, qu'elle soit de droite ou de gauche, devra faire porter une grande partie de ses efforts dans cette direction.

Cela est si vrai que furent sifflés – le fait vaut d'être souligné – les chefs d'entreprise qui réclamèrent des déductions fiscales ou sociales supplémentaires pour améliorer l'emploi, l'investissement ou redonner confiance. La tonalité générale était nettement : ne réclamons plus rien à l'Etat, débrouillons-nous tout seuls mais, en échange, imposons-lui d'assouplir les contraintes ou même de les faire disparaître aussi souvent que possible.

C'est la raison pour laquelle la suppression de la taxe professionnelle par exemple ou son réaménagement – c'est-à-dire son allégement radical – ne soulevèrent pas de grands débats. Les auteurs du rapport sur la fiscalité comme les responsables de la commission qui consacra, samedi, ses travaux à *« l'emploi et au redressement économique »* eurent le courage de dire qu'il ne serait pas possible ni souhaitable de supprimer cet impôt local, l'objectif étant seulement d'en plafonner le montant. Aveu d'experts qui risque de poser quelques problèmes à l'opposition lorsque viendra l'heure de retenir ou non les projets de M. Chirac de réduire puis de supprimer totalement la taxe professionnelle.

La volonté de déréglementer, de donner de l'air à l'entreprise, explique aussi que l'on parla relativement peu de fiscalité sur les personnes, sinon pour dire que le taux maximum du barème de l'impôt sur le revenu devrait être ramené progressivement de 65 % à 50 %, cela pour redonner goût au travail.

Sur les illusions – ou les impasses – de certaines propositions, M. Stoléru ne fut pas tendre : *« Ne recommençons pas le discours socialiste : 3 % de croissance éconoique ne seront pas suffisants pour résorber le chômage. Encore ne sommes-nous pas certains de les atteindre. »*

Pour l'ancien conseiller de M. Giscard d'Estaing, qui fut aussi secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs manuels, l'emploi nécessitera *« des mesures désagréables à prendre »*. Des mesures qui, ou bien ajusteront le coût du travail (niveau du SMIC et des salaires) ou bien sa quantité : embauche, licenciements, travail de nuit...

La déréglementation encore et toujours.

ALAIN VERNHOLES.

(1) Président du « conseil d'orientation » des clubs Perspectives et réalités.

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

M. d'Aubert (UDF) : Après la gamberge libérale, il faut maintenant être concret

Invité dimanche 9 juin du « *Grand Jury RTL-le Monde* », M. François d'Aubert, député (UDF-PR) de la Mayenne et l'un des porte-parole du courant barriste au Parti républicain a commenté la convention libérale, qui s'était achevée quelques heures plus tôt : « *Nous avons eu*, a-t-il dit, *trois grands discours de qualité. Le premier était celui de M. Raymond Barre : je le qualifierai de serein. Le deuxième était celui de M. Jacques Chirac : je le qualifierai d'électoral. Le troisième était celui de M. Valéry Giscard d'Estaing : je le qualifierai de pédagogique.* » Il a rappelé que ce qui était « *important aujourd'hui (...) c'est qu'il y ait une vraie alternance en 1986, c'est-à-dire l'alternance totale (président de la République et majorité présidentielle)* » et qu'il y ait « *un plan de redressement de cinq ans* ». « *Il n'y aura pas de confiance sans la durée.* »

Il a ajouté : « *Dire aujourd'hui que nous accepterions que le président de la République reste, même si sa majorité présidentielle était battue (...) cela nous paraît mauvais et je dirai même un peu bête sur le plan tactique. Cela démoralise nos électeurs. En plus, cela fait tout à fait plaisir à M. François Mitterrand. Je sais bien qu'en France on a le goût des solutions originales mais nous serions bien le seul pays au monde où le président de la République serait le chef de l'opposition.* » Il a précisé que si ce cas de figure se produisait les barristes resteraient, quant à eux, « *sur l'Aventin* ». « *Et j'espère bien*, a-t-il souligné, *que, si nous sommes une bonne centaine, les autres regarderont ce que nous faisons.* »

Le député de la Mayenne comprendrait que M. Barre soutienne des listes où voisineraient des « cohabitationnistes » et des « anti-cohabitationnistes ». « *Il faut demander aux cohabitationnistes qui accepteront d'être avec les barristes pourquoi ils acceptent (...). Les cohabitationnistes qui accepteront d'être avec des anticohabitationnistes ne seront pas tout à fait des cohabitationnistes comme les autres.* »

M. d'Aubert a estimé qu'il « *y a une pédagogie du libéralisme à faire. Nous avons beaucoup avancé depuis 1981* ». « *Mais*, a-t-il admis, *c'est vrai qu'il y a eu le rêve, la gamberge libérale. Maintenant, il faut être concret, il faut savoir ce qui est réalisable dans toutes ces propositions libérales.* » Il a jugé que le programme du RPR est « *une bonne copie de philo mais que pour une copie de maths, ce n'est pas très bon* ». M. d'Aubert qui se défend d'être « *un évangéliste* » de M. Barre a jugé que la « *confiance* » était importante « *à condition qu'elle soit accompagnée de la durée* ». Il a affirmé qu'il n'était pas question, pour lui, de « *diminuer l'effort social de la nation mais simplement de mieux l'organiser* ».

POLITIQUE

LA CONVENTION LIBÉRALE DE L'OPPOSITION

M. Giscard d'Estaing se pose en fédérateur

(Suite de la première page.)

A l'évidence, les familles traditionnelles de la droite – l'orléaniste et la bonapartiste, selon la distinction chère à M. René Rémond – se retrouvent désormais dans la traduction concrète de ce libéralisme : les dénationalisations, la déréglementation, la baisse des impôts... pour les entreprises et les hauts revenus. Mais de là à susciter un rassemblement assez large pour éviter à la France une *« alternance médiocre »*, selon l'expression de M. Giscard d'Estaing, il y a encore bien d'autres *« étapes »* à franchir.

Plus précisément, sans même parler de l'extrême droite de M. Le Pen, dont le poids dans le scrutin ne sera pas négligeable, l'opposition doit se tourner vers son aile modérée, aile qui fut séduite par le *« socialisme rampant »* de M. Giscard d'Estaing, pour répondre une expression chère aux dirigeants du RPR. Bref, l'aile «sociale» qui, au cours de cette convention fut sinon absente, du moins silencieuse.

« Nous ne serons pas seuls en France : pour réussir, il faudra convaincre et rassembler », a opportunément rappelé M. Jacques Chirac. Mais s'il s'agit d'organiser ce que M. Jean Poperen nomme la *« réaction sociale »*, il y a fort à parier que les autres – ceux qui ne sont ni orléanistes, ni bonapartistes, ni UDF, ni RPR – ne seront ni convaincus ni rassemblés. Après tout, entre *« le socialisme à la française »*, qu'ils rejettent, et *« le libéralisme à la française »*, qui leur est proposé, il n'est pas sûr que les Français ne préfèrent pas, à tout prendre, les bonnes vieilles recettes de la *« société mixte »*.

C'est, bien qu'il s'en défende, ce qu'a suggéré M. Jacques Chirac, en récusant *« les simplifications sommaires d'un libéralisme mal compris »* et en lui préférant la recherche *« d'un point d'équilibre entre la responsabilité et la solidarité »*. M. Giscard d'Estaing croit, lui, que les esprits ont suffisamment changé pour permettre à l'opposition de proposer ce que les contraintes économiques et l'esprit du temps l'avaient empêché de réaliser entre 1974 et 1981. Que reste-t-il dans les esprits de ce septennat ? Les Français ont la mémoire courte et ceux qui s'efforcent, à des fins électorales, de la leur rafraîchir pratiquent une méthode sélective. Ainsi, le passé des trois chefs de file de l'opposition – l'ancien président de la République et ses deux premiers ministres – ne semble plus guère peser aujourd'hui sur leur cote dans l'opinion. Ou plutôt, ils ont réussi à être appréciés pour leurs capacités respectives à incarner le rejet du pouvoir en place. En témoigne la popularité de M. Barre – image la plus radicale de l'opposition, puisqu'il exclut la cohabitation – aussi éclatante que l'était son impopularité de premier ministre. En témoigne aussi l'attrait soudain (aujourd'hui dissipé) qu'exerça M. Chirac, dès la fin de l'« état de grâce » de la gauche et qui contrastait avec les résultats électoraux médiocres obtenus par le RPR aux élections européennes de 1979 et par son chef de file à l'élection présidentielle de 1981. En témoigne enfin la tranquille assurance d'un homme, M. Giscard d'Estaing, dont les dernières années du septennat avaient donné l'image de l'incertitude, du doute, de l'hésitation.

Les socialistes, comme d'ailleurs M. Giscard d'Estaing, tentent de sélectionner les souvenirs, comme si le septennat précédent avait eu deux premiers ministres et pas de président de la République. Premier responsable de la politique conduite de 1974 à 1981, M. Valéry Giscard d'Estaing échappe aujourd'hui à leur manuel d'histoire immédiate. Sans doute jugent-ils que le président du « parti de l'union » est moins dangereux, pour eux, que ceux qui, dans ce « parti », entretiennent la désunion. Voire

Des trois chefs de l'opposition sans doute, est-ce toujours M. Barre qui se détache. Il le doit à sa capacité de prendre des attitudes, de tenir des propos susceptibles de rassembler au-delà de la droite. A l'heure où il n'est question que de défaire ce que la gauche a fait, M. Barre paradoxalement, parle de solidarité et de lutte contre les inégalités, rend hommage à la présidence française de la Communauté européenne, comme au tournant de la rigueur de 1983.

Devant la « convention libérale », c'est le discours de M. Giscard d'Estaing qui est apparu comme celui de la synthèse. C'est là toute l'habileté de l'ancien chef de l'Etat : il a certes noué avec M. Chirac une alliance privilégiée destinée à marginaliser M. Barre ; mais il prend bien soin de ne pas apparaître dans la guerre des chefs autrement que comme le fédérateur, laissant *« ses deux anciens premiers ministres »* s'empoigner sur le devant de la scène. *Au fond, M. Giscard* d'Estaing, comme M. Mitterrand, pourrait *bien faire son miel de cette* fameuse « guerre des chefs ». Cela ne *signifie pas qu'il soit assuré de* retrouver le premier rôle. Mais cela lui assure une sorte de magistère sur l'ensemble de l'opposition.

Déjà l'ancien chef de l'Etat songe aux modalités pratiques de la cohabitation qu'il appelle de ses vœux. Il ne doute plus aujourd'hui que ce sera le cas de figure de mars 1986. Sur ce sujet pourtant, les barristes persistent et signent. Outre leur hostilité de principe à la cohabitation avec M. Mitterrand, ils ne voient aucune possibilité pratique d'aménager celle-ci alors que M. Giscard d'Estaing explique au contraire que, par exemple sur les questions de défense et de politique extérieure, il faudra un *« consensus »* entre le chef de l'Etat et le premier ministre. Au fond la cohabitation sera peut-être le meilleur moyen pour l'opposition de régler la querelle des chefs : si elle réussit, ceux qui avaient tenté de se mettre en travers seront désavoués.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Propos et débats

M. Jospin : western spaghetti

Intervenant dimanche à la clôture du colloque du PS sur l'école, M. Jospin a déclaré que la « convention libérale » *le* « fait irrésistiblement penser à un western spaghetti de Sergio Leone. A la fin du film on y voit les trois personnages – dont je tairai le nom par convention et par libéralisme, – trois héros inséparables et adversaires farouches, se retrouver dans un cimetière pour se partager un trésor, celui de 1986, la main sur la crosse du pistolet ». *Jugeant que MM. Chirac, Barre et Giscard d'Estaing sont* « d'accord sur l'essentiel, pour un retour en arrière » *mais* « se battent par stricte et unique ambition personnelle », *il a observé qu'au moins les* « disputes et divergences » *entre le PS et le PC portent elles* « sur un projet de société ».

Guy Sorman : holp-up idéologique

M. Guy Sorman, l'un des principaux idéologues du libéralisme, auteur de la Solution libérale *et de* la Révolution conservatrice, *a regretté qu'il ait manqué à la tribune de la* « convention libérale » « des hommes de réflexion et de terrain (...) Seuls les politiques ont pu s'exprimer, *a-t-il remarqué en jugeant qu'il s'était agi ce week-end d'un* «hold-up idéologique de la classe politique sur le libéralisme. La liberté ne doit pas être tributaire des choix et des humeurs », *a-t-il ajouté.*

Mme Dufoix : acteurs pas convaincants

Mme Georgina Dufoix, porte-parole du gouvernement a jugé lundi 10 juin que la « convention libérale » *est apparue* « comme une sorte de théâtre dont les acteurs n'étaient pas convaincants. Le cœur n'y était pas ». « Cela ne tenait pas la route », *a ajouté le ministre des affaires sociales sur France-Inter.* « Cette réunion, *selon elle,* n'a été qu'une parodie d'union mais pour quoi faire ? »

M. Hernu : mascarade

Invité dimanche de « Midi presse » sur TF1, M. Charles Hernu, ministre de la défense, a qualifié la « convention libérale » *de* « mascarade ». *Le symbole de cette mascarade, c'est* « le pâté d'alouette ». « Une alouette de gracieuseté douce-amère et un cheval de coups de sabots. Ces gens sont assis à une tribune, mais ils ont les poignards sous la table et ils sont prêts à les reprendre. » *A propos des relations entre le PC et le PS, il a rappelé que la décision de licenciements chez SKF avait été prise* « le 28 octobre 1983 alors que le ministre du travail était M. Jack Ralite. C'est donc de la provocation (...) Ce pays ne veut pas de malheur social et la base communiste ne suivra pas sa direction si telle était la volonté de la direction communiste ».

M. Fiterman : le club des nantis

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du Parti communiste, a déclaré au « Forum » de Radio Monte-Carlo, le dimanche 9 juin, au sujet de la « convention libérale » : « C'est le club des nantis, qui essaient d'organiser leur retour aux affaires. » *Selon l'ancien ministre des transports,* « la politique *[gouvernementale]* actuelle, sur le fond, ne se différencie pas de ce que propose la droite » *et, au sein de celle-ci,* « il y a accord sur le fond ». *Selon M. Fiterman, la* « querelle », *au sein de l'opposition,* « porte sur la répartition des places et, en fonction de cette répartition, sur le calendrier d'application ».

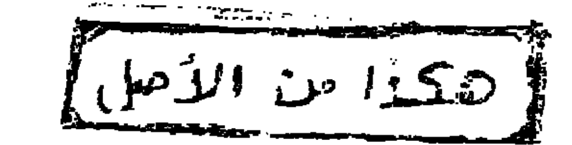
M. Léotard (UDF) : très positif

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, a estimé dimanche, après la « convention libérale », *que* « l'union de l'opposition devait être forte et sincère » *et qu'il y avait encore* « des progrès à faire ». *S'exprimant sur radio 88,5 FM, le député du Var a affirmé que le bilan de cette convention était* « extrêmement positif » *mais qu'il* « fallait résorber les poches d'éventuelles divergences par un travail patient, assidu et humble de communication entre nous. »

Réagissant au propos de M. Jospin il a souligné : « Il ferait bien de regarder son propre cinéma. Si les Français savaient ce que M. Jospin pense de M. Fabius, ce que M. Fabius pense de M. Chevènement, ce que M. Chevènement pense de M. Mitterrand et ce que M. Mitterrand pense des quatre autres, eh bien, il verrait où est la guerre des chefs. »

M. Poperen : la réaction sociale

M. Jean Poperen, numéro deux du PS, a estimé, lundi 10 juin à Europe 1, à propos de la « convention libérale » *de l'opposition, que* « les divergences portent seulement sur le point de savoir qui va gérer la réaction sociale ». *Pour M. Poperen, il ne faut pas s'arrêter au fait que les dirigeants de l'opposition* « continueront sans doute à se donner des coups sous la table » *mais il convient d'être attentif à leur accord sur la remise en cause des acquis sociaux.*



هكذا من الأصل

POLITIQUE

Samedi à l'« Eurexpo » de Lyon-Chassieu

LIBERTÉ, RESPONSABILITÉ SOLIDARITÉ

(De notre correspondant régional.)

Lyon. – Avant la « convention libérale », M. Raymond Barre, s'était retrouvé, samedi 8 juin, en territoire ami. A l'« Eurexpo » de Lyon-Chassieu où il avait répondu à l'invitation de la très largement « barriste » Union régionale des élus Rhône-Alpes (URERA). De son intervention, très modérée sur le fond, on retiendra qu'elle a, sans aucune difficulté, pu attirer les applaudissements du député RPR du Rhône, M. Michel Noir, mais qu'elle n'a pas entièrement convaincu le député UDF (PR) M. Emmanuel Hamel. Ce dernier, franc-tireur de toujours, aurait souhaité que l'« union » aille jusqu'à l'« unité » des listes législatives de l'opposition en 1986... M. Hamel a refusé une place sur la liste UDF que devrait conduire M. Barre.

Cette attitude ne saurait occulter les accents très œcuméniques de l'ancien premier ministre, assuré de l'approbation de quinze cents élus venus de toute une région à l'appel de M. Charles Beraudier, président du conseil régional Rhône-Alpes. La communion de pensée était d'autant plus évidente que M. Barre, qui pourrait conduire également la liste régionale d'opposition, a su flatter un amour-propre local : « *C'est une région où existe une grande synergie, comme au Japon.* » Une région qu'il veut voir épargnée par la « *politique politicienne* », qui « *risque d'être un frein à son développement* » et qui sied mal à une population « *industrieuse qui a le goût du travail* ».

Pas d'allusions directement politiques donc au cours de l'intervention de M. Barre, côté droit s'entend. Sinon une formule relative au « *volontarisme qui devrait régler du jour au lendemain les problèmes de la France* ». La cible essentielle restait le pouvoir socialiste coupable d'avoir fait « *rêver les Français* ». « *A nous*, a indiqué M. Barre, *de ne pas faire rêver les Français pour qu'ils ne nous reprochent pas de leur avoir fait faire des cauchemars.* »

C. R.

Selon l'IFOP

MM. MITTERRAND ET FABIUS PERDENT CHACUN DEUX POINTS

Le baromètre mensuel IFOP-*Journal du Dimanche* enregistre, en juin, une baisse de deux points des indices de satisfaction du président de la République et du premier ministre.

D'après ce sondage, réalisé du 24 mai au 5 juin auprès d'un échantillon représentatif de 1 692 personnes, M. Mitterrand satisfait 31 % des Français (au lieu de 33 % le mois dernier) et en mécontente 48 % (au lieu de 49 % précédemment). 35 % des personnes interrogées (au lieu de 37 % lors de la précédente enquête) se déclarent satisfaites de M. Fabius et 34 % (33 % en mai) mécontentes.

A l'indice de popularité des personnalités politiques de l'opposition, MM. Barre et Giscard d'Estaing restent stables avec respectivement 44 % et 34 % d'opinions positives. Mme Veil (44 %) perd deux points et M. Chirac (31 %) un point.

A VILLENEUVE-D'ASCQ

M. Mauroy : l'idéologie « ringarde » du libéralisme

De notre envoyé spécial

Villeneuve-d'Ascq. – M. Pierre Mauroy, dimanche 9 juin, lors de la Fête de la rose de la fédération PS du Nord, a d'abord rappelé le bilan de ses trois ans de gouvernement, bilan qui est « *d'abord l'œuvre des socialistes* » mais aussi le bilan « *de toute la gauche* ». Devenu « *parti de gouvernement* », le PS, observe M. Mauroy, « *conserve la confiance de nombreux Français* ». Pour l'ancien premier ministre, les 26 % de suffrages qu'avait obtenus M. Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 représentent « *la véritable base du Parti socialiste* ». Or M. Mauroy espère en 1986 un score supérieur, ce score ne sera pas, selon lui, inférieur.

« *Si la gauche s'est globalement tassée*, a-t-il ajouté, *c'est en raison du recul du Parti communiste (...) qui est aujourd'hui placé devant sa vérité.* » Pour M. Mauroy, le PC « *doit choisir* » entre s'installer « *dans une logique de gouvernement* » ou bien chercher « *à perpétuer le mythe d'une révolution introuvable* ». Selon M. Mauroy, « *le Parti communiste devra assumer ses trois ans de gouvernement* ».

L'ancien premier ministre ne cessera pas « *d'appeler au rassemblement de la gauche* ». « *La gauche*, dit-il, *n'a pas de procès à ouvrir. Elle a une victoire à assurer! A gauche, l'heure n'est pas* (...) *aux procureurs. L'heure est au rassemblement! La division et la chicane, laissons-en le monopole à la droite!* »

M. Mauroy évoque ensuite la progression du chômage, notamment depuis 1984. Si l'effort du ministre du travail du gouvernement de M. Fabius est « *positif* », l'ancien premier ministre souligne : « *Nous devons nous montrer beaucoup plus ambitieux* (...) *La droite peut gérer notre société avec un fort chômage. Elle s'en sert même pour faire pression sur les travailleurs. Elle peut le faire parce que sa clientèle n'est que marginalement touchée (...) Si la gauche veut demeurer majoritaire, elle doit (...) d'abord proposer une réponse en ce qui concerne le chômage (...). Voilà quel devrait être notre message central pour 1986, pour 1988* ».

M. Mauroy estime que les socialistes doivent « *préparer un plan ambitieux de lutte contre les inégalités* », qui demeurent « graves ». « *La solution*, ajoute-il, *n'est pas à rechercher dans je ne sais quelle alliance avec une droite qui, de toute façon, la refuse (...). Les voix qui nous ont fait défaut (...), ce sont des voix de gauche (...), les voix de ces familles où le fils ne trouve pas de travail et où le père craint pour son emploi. Trop de ces hommes et de ces femmes se détournent de l'engagement social (...). Le risque le plus grave qui menace la société française, c'est la marginalisation progressive de ces travailleurs, de ces familles.* » M. Mauroy dénonce vivement à cet égard les risques des politiques économiques libérales. Il évoque le drame de la finale de la Coupe d'Europe de football pour affirmer : « *Je crains fort que les voyous de Bruxelles soient les voyous d'un certain libéralisme, c'est-à-dire le fruit de mesures qui provoquent la misère et génèrent le désespoir (...). Quand les politiques deviennent sauvages, elles génèrent la sauvagerie!* Pour l'ancien premier ministre, le libéralisme, c'est « *l'idéologie la plus ringarde (...), l'abandon aux fatalités* ».

J.-L. A.

A gauche

M. Pierre Mauroy a bouclé la boucle. Parti de Lille pour passer trois ans à Matignon, puis se taire pendant huit mois (afin d'« *aider la nouvelle équipe* » gouvernementale) avant de publier un livre qui marquait la première étape de sa rentrée, l'ancien premier ministre a choisi Villeneuve-d'Ascq et l'ambiance d'une fête de la rose plus nordiste que nature pour annoncer, dimanche 9 juin, qu'il entend désormais reprendre toute sa place sur la scène publique. Au Parti socialiste et à l'Assemblée nationale notamment, a-t-il précisé.

Le « créneau » que M. Mauroy souhaite occuper au sein du PS tient en deux mots : « à gauche ». Encore plus nettement que lorsqu'il a choisi ce titre pour son livre. Il veut montrer que le plus unitaire des socialistes c'est lui, seul premier ministre de l'union de la gauche capable à ce titre de placer le PC face à ses responsabilités, obstiné dans son appel « *au rassemblement de la gauche* ».

Il veut montrer aussi que le plus incisif, contre la droite, c'est lui. Que le plus attentif au « moral » de la base sociale et électorale de la gauche, c'est encore lui. Lui, le Nordiste qui sait ce que prolétaire veut dire ; lui, chef de chantier de la politique de rigueur, qui se préoccupe plus que tout autre de la « *marginalisation* » de couches entières de la société, frappées par la crise et la persistance du chômage.

De même, M. Mauroy veut se montrer le plus soucieux de la survie d'une mémoire et d'une culture de gauche, qui intègrent modernité sans céder au modernisme. Crédité par un sondage d'une image « *archaïque* », il n'y voit que « *la dernière trouvaille du capitalisme* », et lance : « *Sur les ailes de la troisième révolution industrielle, s'envolera le socialisme (...). Le socialisme, ce n'est pas un archaïsme, c'est la jeunesse du monde !* »

Le congrès socialiste de Metz en 1979, et l'alliance Mauroy-Rocard sont bien loin. Outre un décalage évident sur le plan du vocabulaire, les deux hommes semblent avoir deux stratégies opposées : M. Rocard est pressé, M. Mauroy ne l'est pas. Si M. Rocard veut, pour l'automne, un PS dépouillé de ce qu'il juge être d'antiques oripeaux idéologiques, M. Mauroy est persuadé qu'un jour – après 1986 ? – le PS donnera un « coup de barre » à gauche, et que son heure pourrait venir alors.

Que M. Mauroy s'illusionne – comme le pensent certains socialistes – ou non, il importe d'abord, pour l'ancien premier ministre, de retrouver au moins son assise antérieure dans le parti. Il sait ques ses deux bastions historiques, le Nord et surtout le Pas-de-Calais, lui tiennent quelque peu rigueur de la politique industrielle menée par son gouvernement. C'est pourquoi, sans doute, il a, dimanche, rappelé avec force l'importance de son rôle personnel dans le sauvetage du textile et de la sidérurgie du Nord.

JEAN-LOUIS ANDREANI.

(1) Sondage mentionné dans *l'Express* daté 7-13 juin.

● *Rencontre des PC d'Europe de l'Ouest.* – Le PCF organise, les 12 et 13 juin à Paris, une « *rencontre internationale sur la crise* », à laquelle sont invités les partis communistes d'Europe de l'Ouest. M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central, conduira la délégation du parti français.

● *Le cabinet de M. Edgard Pisani.* – M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, a composé son cabinet. Celui-ci sera dirigé par un magistrat, M. Roland Kessous, qui était jusqu'à présent l'un des principaux collaborateurs de Mme Catherine Lalumière, dont il fut successivement le directeur de cabinet au secrétariat d'Etat chargé de la consommation, puis le chargé de mission au secrétariat d'Etat chargé des affaires européennes. Le directeur adjoint du cabinet sera M. Gérard Wolf, ancien chef de cabinet de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM. M. Michel Casteigts, membre de l'inspection générale de l'administration, est nommé chargé de mission et M. Michel Fouillet, chef de service au secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, est nommé chef de cabinet. Le nouveau ministère est installé dans des locaux dépendant de l'hôtel Matignon, 56, rue de Varenne.

société

JUSTICE

FAUSSES FACTURES DANS LE QUARTIER ASIATIQUE DE PARIS

Six responsables d'agences bancaires sont inculpés

Soixante-dix-neuf inculpés, dont vingt et un détenus, et une escroquerie estimée à vingt-cinq milliards de centimes, au détriment principal du fisc... tel est le résultat provisoire de l'enquête en cours sur une affaire de fausses factures dans la confection. Celle-ci met en cause le *milieu asiatique du treizième arrondissement* à Paris. Le dossier est suivi par M. David Peyron, juge d'instruction auprès du tribunal de grande instance de Paris. L'importance du coup de filet surprend, plus que la nature de la fraude. *La fausse facture est, en effet, une pratique assez courante dans la confection.* Mais cette fois-ci le butin amassé en trois ans est de taille. Les Asiatiques ont, *semble-t-il, supplanté* les Turcs, *maîtres dans* cet art au cours des années 70, et même les Yougoslaves qui régnaient, pensait-on, ces temps-ci sur les ateliers clandestins (1). Dans ces filières asiatiques, divers responsables français d'agences bancaires parisiennes sont impliqués. Six d'entre eux sont inculpés, dont un en détention provisoire. Le préfet d'Ile-de-France a mis en garde tous les professionnels de la banque contre les risques pénaux encourus en cas de complicité avec les auteurs de fausses factures.

Travail noir et filière jaune

Au hasard d'un contrôle de main-d'œuvre en novembre 1984, près des eaux tranquilles du canal Saint-Martin, au 48, rue des Vinaigriers, *les policiers découvrent* « Phenix Guo », un étrange atelier de confection. Le luxueux prêt-à-porter fabriqué là pour *les boutiques* des beaux quartiers emprunte de sinueux détours.

La gérante de l'atelier, cambodgienne d'origine chinoise, coud au noir des vêtements précoupés. Elle est aux ordres d'un natif de son pays. *Celui-ci paie rubis sur l'ongle*, par coursier et en liquide. Mais lui-même n'est qu'un intermédiaire. Il travaille pour une société commerciale enregistrée légalement – un « taxi », dans le jargon. Ce dernier a pour seule activité de régler l'atelier en espèces et d'établir une facture pour le façonnier – le vrai donneur d'ouvrage qui, lui, a pignon sur rue. Seulement, voilà : ce façonnier qui sous-traite à plusieurs *ateliers* clandestins doit pouvoir présenter toutes les apparences légales d'une comptabilité *bien tenue. Il paie donc* le travail au noir par chèque au « taxi » qui lui remet en échange une facture *en bonne et due forme*. Solidaires dans l'escroquerie, tous y gagnent.

D'abord la *gérante*, qui *ne paie ni* l'URSSAF (Union de recouvrement de la Sécurité sociale et des allocations familiales) ni le fisc. Puis *ses* ouvriers : eux sont assurés d'un minimum de revenu. *Ils* ont débarqué de la lointaine Asie avec leur seul baluchon pour fortune. Ils travaillent quatre-*vingts* heures par semaine pour le SMIC (qui correspond à trente-neuf heures). Ils prennent *peu de risques. Ils n'ont pas à présenter* une carte de travail puisqu'ils ont, le plus souvent, un statut de *réfugié*. Ils s'estiment *« encore heureux »* d'avoir trouvé cet emploi, grâce à la *« famille »*.

A son tour, le « taxi » prélève 20 % du montant des factures, en échange des services rendus et du péril encouru. C'est lui qui fait écran entre la gérante de l'atelier clandestin et le façonnier. Ce dernier y trouve son compte, payant à bas prix la main-d'œuvre. Il est tranquille : son intermédiaire, le « taxi », est dûment déclaré au registre du commerce.

Mais la gérante de Phénix Guo, l'atelier de la rue des Vinaigriers, n'avait pas, en novembre 1984, ses papiers en règle. Elle est donc inculpée d'activité commerciale illicite. De fil en aiguille, les enquêteurs du *sixième cabinet de délégation* judiciaire pénètrent dans le maquis des fausses factures. Très vite, onze *personnes sont interpellées*. Les « taxis » ne se contentent pas de « blanchir » le travail au noir d'ateliers tels que Phénix Guo. Ils offrent d'autres combinaisons au façonnier, en *lui* facturant des travaux qui, cette fois-ci, sont tout à fait fictifs. Cela permet au façonnier de dissi*muler une part de ses bénéfices* au fisc. Et il n'a plus à en verser 50 % au titre de l'impôt sur les sociétés.

Savante comptabilité

Grâce à ce système D, il est assuré de tenir ses coûts en main-d'œuvre, *face* à une concurrence acharnée. Qui dit mieux ? En dix ans, ces coûts dans la confection *parisienne n'ont guère bougé en* valeur nominale.

Mais le contrôle de la fausse facture a visiblement changé de mains. *Le premier fil tiré* par les enquêteurs, rue des Vinaigriers, les conduit, en effet, rapidement, non chez les Yougoslaves du quartier du Sentier, mais dans la communauté asiatique du treizième arrondissement de Paris.

L'enclave asiatique, forte de *ses* vingt-cinq mille habitants, est enserrée dans le triangle avenue d'Italie, avenue de Choisy et boulevard Masséna. Les multiples commerces ont des enseignes en forme d'idéogrammes. C'est dans la tour Tokyo, 22, avenue de Choisy, que, le *25 février 1985*, intervient la prise la plus importante. Certes, de nombreux « taxis » sont déjà « tombés », *tels les SARL Salon et Riuchy. Sont* également inculpés des gérants de paille et des porteurs de valise, ces commissionnaires qui vont déposer les chèques et retirer des espèces au compte bancaire du « taxi ». Des ateliers en appartement ont dû arrêter leurs machines à coudre.

Mais ce 25 février à la tour Tokyo, les enquêteurs interpellent *deux hommes soupçonnés* d'être les pivots du trafic. Ils sont nés au Cambodge mais d'origine chinoise et sont *naturalisés français. Ce sont* MM. Chau Yau Hy et Nhan Tong.

Quelques jours plus tard, M. Try Meng Huot est assassiné dans le même immeuble. Lui aussi sous-louait à quelques surfileuses deux pièces de son domicile pour un surplus à son salaire d'assistant à l'École polytechnique.

Apparemment le meurtre n'a pas de lien avec l'affaire d'escroquerie. Mais M. Chau Yau Hy, arrêté le 25 février, est, lui, accusé de rendre *service à ses ex-compatriotes experts* en fausses factures. Il est le gérant d'Eurat, une importante société parisienne d'import-export avec Hongkong. Eurat a ses titres officiels, un compte bancaire légal mais aussi, viennent de découvrir les enquêteurs, d'autres comptes clan*destins. Savante comptabilité. Tout* fonctionne comme si Eurat avait une double vie. L'une, déclarée, d'import-export et l'autre, occulte, de « banquier » au profit des « taxis » de la filière asiatique.

Dans le système bancaire français, il existe un délai entre le dépôt de chèque et la remise correspondante en espèces. Pour payer en liquide le travail au noir, surtout en période de pointe, le « taxi » fait alors appel à son « banquier » – M. Chau Yau Hy – *qui lui fait* l'avance. En échange, ce dernier reçoit sur un de ses comptes un virement équivalent. Vingt millions de francs ont ainsi, semble-t-il, transité *par les comptes secrets* d'Eurat.

Complicités bancaires

Mais les « taxis » ont aussi besoin pour fonctionner de banques installées au grand jour. Complicité de fait si ce n'est d'intention ? Telle est *l'accusation portée à l'égard de* M. Nhan Tong, arrêté le 25 février et détenu depuis. M. Nhan Tong était chef de bureau à *l'antenne* bancaire de la Soficam installée aux Olympiades – la cité commerciale au pied de la tour Tokyo. La direction de la Soficam a révoqué son employé. L'homme *aurait* touché une commission sur les opérations d'une vingtaine de « taxis ». Il *aurait contourné une prudente* consigne de la Soficam imposant de signaler les retraits supérieurs à *100 000 F. Le diligent chef* de bureau en avait pris acte. Les retraits de « taxi », comme par miracle, *chutèrent* à 95 000 F... *mais au* rythme persistant de tous les deux jours. Cela fit beaucoup d'argent.

M. Nhan Tong est, à ce jour, le *seul* responsable bancaire en détention. Mais cinq autres chefs d'agence parisiens sont inculpés. Ils appartiennent à de prestigieuses compagnies : le Crédit commercial de France, le Crédit Lyonnais, le Crédit du Nord, la « Bank of Tokyo » et la *Socrédit*. On n'avait jamais vu une telle rafle dans le milieu bancaire. Pour le juge, M. David Peyron, *« sans compte-« taxi », pas de fausse facture. Sans complicité bancaire, pas de « taxi ».*

Mme Nicole Tricart, commissaire, chef adjoint du sixième cabinet, et ses enquêteurs continuent leurs recherches. Ils traquent d'abord les *têtes de filière. Trois* branches principales sont alors détectées. Deux fonctionnent avec six « taxis » chacune : *la troisième en dispose* de vingt. Les trois chefs de file sont identifiés. Entre-temps, ils ont pris *la fuite, « pour Hongkong »* disent leurs proches.

Deux de leurs lieutenants sont emprisonnés : MM. Chau Phat (tour *Tokyo*) et Tang Song. *Les* chefs de file en fuite sont supposés jouer un rôle déterminant. Ce sont eux qui créent les *« taxis ». Mais* leur nom n'apparaît nulle part. Sont-ils les financiers du trafic ? Il faut *des fonds pour mettre* en place un réseau, payer les frais de constitution des sociétés « taxis », recruter *les gérants de paille, etc. D'où viennent* ces fonds ? La fausse facture asiatique dans la confection semble, *au vu des soixante-dix-neuf inculpations* et des centaines d'interpellations opérées, tenue en main par des *Cambodgiens d'origine chinoise. Les* « gros bonnets » du trafic utilisent quelques Laotiens et Vietnamiens, *mais préfèrent recourir* à *leurs compatriotes*. La plupart se connaissaient au Cambodge avant d'arriver *en France. Communautés familiales* avec leur hiérarchie, du coolie au mandarin, ainsi fonctionne le quartier *asiatique. L'aide des autorités* françaises se tarit après le premier accueil. Il faut alors survivre. Dans *le quartier, le chômage n'existe* guère. Mais la communauté subit-elle une mise en coupe réglée par *des financiers et des mafieux chinois* appartenant aux fameuses triades ? Certains réfugiés le redoutent. Cela viendrait de Hongkong...

Sans attendre du passage en territoire sous la férule de la Chine populaire prévu pour 1997, des commerçants de Hongkong boucleraient leurs affaires et investiraient ailleurs, particulièrement en France. *Ils sont, pour la plupart*, citoyens britanniques mais Londres ne leur accorde qu'un visa de trois *semaines. Alors, vive Paris !... Le* circuit paraît vraisemblable. Il a quelques traces dans les fausses fac*tures de la confection. Les trois têtes* de filière seraient réfugiées à Hongkong. Eurat fait son import-export avec *Hongkong. Certains inculpés* détenaient à leur domicile des actes d'achats et de ventes à Paris *d'appartements, de salons de coiffure*, etc., *« acquis grâce à la tontine »*. La tontine, littéralement *« le bol de la famille »*, est un club d'une dizaine d'investisseurs qui se réunit une fois par semaine. Elle prête de l'argent et fait des affaires au cours de discrètes parties de cartes. *Il* y aurait une centaine de tontines dans le treizième arrodissement (2). Venues elles aussi de Hongkong, ces tontines gèrent-elles, parmi d'autres fonds illicites, les vingt-cinq milliards de centimes *générés par les « taxis »* de la confection ? L'enquête en cours est loin d'avoir élucidé ces mystères.

DANIELLE ROUARD.

(1) Une autre enquête est actuellement en cours concernant une filière yougoslave dans le quartier du Sentier, spécialisé dans la confection; d'impor*tance comparable* à *celle* de la filière asiatique. Les deux dirigeants sont sous les verrous, leur système semblant moins compartimenté. C'est d'ailleurs en enquêtant sur celui-ci au cours de l'été 1984 que les gendarmes de Paris-Minime découvrirent des ateliers clandestins asiatiques. Les recherches menées *par le sixième cabinet de délégation* judiciaire ont abouti alors rue des Vinaigriers.

(2) *Cf.* Un article de Sylvaine Pasquier, dans *l'Express* des 1er-7 avril 1983.

Suites pénales...

Le 4 avril 1985, M. J.-J. Burgard, délégué général de l'Association française des banques (AFB), transmet à ses adhérents, la quasi-totalité des organismes bancaires, une recommandation du *préfet d'Ile-de-France*. Ce dernier souhaite, avec le comité de coordination de lutte contre les *trafics de main-d'œuvre* (créé en 1983), attirer l'attention des banques sur les opérations de fausses factures. Cette initiative fait explicitement référence à *« l'important trafic économique et financier découvert récemment à la suite de contrôles dans les ateliers clandestins exploités par des ressortissants asiatiques dans le treizième arrondissement ».*

Le préfet est précis : « Les enquêtes en cours auraient permis de constater que toutes les entreprises chargées de « monnayer » les chèques remis par les donneurs d'ouvrages s'empressaient, systématiquement, de retirer en espèce le montant des chèques déposés. »

Dans ces conditions, *« le préfet s'étonne que certains directeurs d'agences bancaires qui, selon lui, avaient nécessairement connaissance de ces opérations caractérisant « l'entreprise taxi » et portant sur des sommes très importantes, n'aient pas cru devoir se préoccuper du fonctionnement des comptes concernés ».* C'est la raison pour *laquelle le préfet souhaite « que l'attention des banques soit appelée sur ces opérations qui peuvent comporter des suites pénales ».*

Un responsable bancaire peut être inculpé de recel et de complicité d'escroquerie si son agence abrite des comptes *« taxis ». Ainsi M. Henry Poussines*, chef d'agence parisienne du Crédit lyonnais, vient – dans une affaire yougoslave de confection – d'être condamné, le 15 avril dernier, à deux ans d'emprisonnement dont six mois *ferme. M. Jules Diaz, directeur* de la succursale niçoise de la Banque des Alpes méditerranéennes et inculpé de complicité dans les *fausses* factures de Marseille, avait été, en janvier 1985, condamné à trois ans de prison... avec sursis. Aujourd'hui, dans la filière asiatique, six inculpations frappent des chefs d'agences.

D. R.

VINGT-CINQ SUICIDES EN PRISON DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

Il y a eu vingt-cinq suicides en prison depuis le début de l'année *dont huit condamnés et dix-sept* prévenus c'est-à-dire de détenus en attente d'un jugement définitif. *On avait enregistré* vingt-deux suicides de détenus l'année dernière à la même date (le 7 juin). Ces chiffres confirment la progression du nombre de suicides en prison depuis cinq ans : 1981 : 42 ; 1982 : 54 ; 1983 : 57 ; 1984 : 58.

Le dernier suicidé est *M. Dominique Gosselin*, vingt-neuf ans, qui s'était pendu dans sa cellule de la prison de Lyon au *cours du week-end du* 1er au 2 juin et qui est décédé le 5 juin.

● *Le détenu par substitution reste en prison.* – M. Emilio Fachinetti, l'Italien qui avait permis à son frère Piero Luigi de s'évader de la maison d'arrêt de la *Santé* en prenant sa place lors d'une visite qu'il lui avait rendue le 3 juin (*le Monde* du 7 juin), a été écroué à Fresnes, après avoir été inculpé de connivence à évasion, outrage à magistrat et faux en écriture publique par substitution de personne. L'inculpation lui a été signifiée, samedi 8 juin, par M. Jean-Louis Beauguitte, le juge d'instruction parisien de permanence.

APRÈS UN DÉBAT ANIMÉ

Le MRAP se prononce en faveur du droit de vote des immigrés

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a réuni son congrès national les 8 et 9 juin à Pantin (Seine-Saint-Denis), en présence du garde des Sceaux, M. Robert Badinter, de l'ancien ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson et des deux représentants étrangers, MM. Fakhreddine et Areski, récemment « associés » au conseil municipal de Mons-en-Barœul.

M. Badinter a invité les *quelque* trois cents participants à *« dénoncer sans relâche tous ceux qui ont choisi de faire carrière politique sur la haine de l'autre (...) et qui sont indignes de jouer un rôle sur la scène politique »*. Le ministre de la justice a ajouté : *pour la première fois depuis l'avant-guerre, on assiste à l'émergence d'une force politique dont le levain est le racisme ».*

S'étant fixé trois objectifs – *« vérité, solidarité, égalité »* – les congressistes ne sont parvenus qu'*in extremis* à se mettre d'accord sur le droit de vote des étrangers. La commission Nationalité - citoyenneté demandait au MRAP de se prononcer *« pour le droit de vote et d'éligibilité des immigrés dans toutes les consultations »* électorales.

Cette revendication a été jugée *« irréaliste »* par le secrétaire général, M. Albert Lévy, qui estime que, si *« tout le MRAP est d'accord pour le droit de vote aux immigrés, le seul problème est une question de tactique ».*

« Magouille », « manœuvre » se sont alors mis à scander une partie des congressistes qui portaient le badge *« Touche pas à mon pote »* de SOS-racisme. Le tumulte est allé croissant.

Après une suspension de séance, une résolution *« allégée »* a été adoptée à une large majorité (vingt-sept votes contre ou abstentions). *Le* MRAP s'y prononce *« pour le droit de vote et d'éligibilité des immigrés – c'est-à-dire les étrangers installés durablement en France – dans les consultations concernant la société où ils vivent ».*

En Suisse

Un projet contre le droit à l'avortement est rejeté par référendum

De notre correspondant

Berne. – Malgré la virulente campagne des adversaires les plus irréductibles de l'avortement, les citoyens suisses ont nettement refusé *dimanche 9 juin l'initiative* populaire dite *« pour le droit à la vie »*. Principal promoteur de ce projet, le Parti démocrate-chrétien – qui avait obtenu le soutien de la hiérarchie catholique et des milieux conservateurs – a lui-même été surpris par l'ampleur du rejet : 69 % de *« non »* contre 31 % de *« oui »* pour l'ensemble du pays.

Les résultats font apparaître, une *fois de plus, le classique clivage* entre la Suisse urbaine et de tradition protestante et les cantons catholiques et ruraux. Pourtant, la ligne de démarcation est moins nette que lors des précédents scrutins analogues. Ainsi, le projet a été rejeté par plusieurs cantons à majorité catholique *comme Lucerne (50,4 % contre)*, Fribourg (51 %) ou le Tessin (60 %). Le refus a été particulièrement clair dans certains cantons de langue française comme Vaud, Neuchâtel et Genève, où l'opposition a atteint 83 %. Seuls sept cantons ou demi-cantons, sur un total de vingt-six, ont approuvé le projet, qui a enregistré son meilleur score dans le Valais, où il a recueilli 70 % des voix.

L'initiative se proposait d'inscrire dans la Constitution un nouvel article stipulant que *« la vie de l'être humain commence dès la conception et prend fin par la mort naturelle ».* En cas d'acceptation, ce projet aurait pour conséquence d'interdire à la fois l'euthanasie active et toute libéralisation de l'interruption de grossesse.

Pas plus que le *gouvernement et* le Parlement – qui en avaient recommandé le rejet, – les électeurs *ne se sont laissé prendre* par la formulation de l'initiative *« pour le droit à la vie »*, principe que tout le monde s'accorde à reconnaître. Au lendemain de cette consultation, l'application des dispositions concernant l'interruption de grossesse continuera toutefois de varier suivant les cantons, certains se montrant plus libéraux que d'autres dans l'interprétation de la loi.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

EN BREF

DES ADOLESCENTS ARMÉS POUR SURVEILLER UNE PROPRIÉTÉ : UN MORT

Un adolescent âgé de quatorze ans, David M..., a été tué, accidentellement, le jeudi 6 juin vers 22 heures à Quierzy (*Aisne*), d'une balle de carabine 12 millimètres magnum tirée accidentellement par l'un de ses amis âgé de seize ans.

Avec d'autres adolescents, ils assuraient depuis quelques semaines, au lieu-dit les Bruyères, la surveillance nocturne du poulailler d'un Parisien, M. Gilbert Derisbourg, quarante-neuf ans, gardien au péage du *marché* de *Rungis*. Selon la gendarmerie de Quierzy, des voleurs de poules avaient « visité » une fois la ferme de M. Derisbourg qui avait alors demandé à *des adolescents du* village de surveiller son poulailler la nuit. *Il* leur avait remis des armes de chasse – deux carabines 22 long rifle, une 9 millimètres et une 12 millimètres magnum et leur avait fourni de nouvelles munitions l'après-midi du 6 juin. Les adolescents, selon les gendarmes, tiraient sur tout ce qui bougeait.

Le 6 juin, l'un des adolescents, au premier étage de la maison, a blessé accidentellement l'un de ses compagnons – David – qui se trouvait à une quinzaine de mètres en contrebas. Le jeune homme est mort des suites de ses blessures.

M. Gilbert Derisbourg a été inculpé d'homicide involontaire par Mme Anne Kiriakides, juge d'instruction à Laon, et placé sous contrôle judiciaire. Il a remis ses armes à la justice. Le *jeune meurtrier* a lui aussi été inculpé et remis en liberté.

● *Manifestation de parents d'élèves de l'enseignement catholique à Nantes.* – A l'appel de l'Union des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (APEL) de Loire-Atlantique, un millier de personnes ont défilé samedi 8 *juin dans les rues* de Nantes. Cette manifestation clôturait une campagne d'information organisée depuis un mois pour dénoncer la limitation des crédits accordés aux écoles privées et le projet de décret sur la nomination des maîtres du privé par les recteurs, qui mettrait en péril le *« caractère propre de l'enseignement catholique ».*

ILS VOULAIENT PHOTOGRAPHIER CHANTAL NOBEL : ILS SERONT JUGÉS EN CORRECTIONNELLE

Trois jeunes gens qui voulaient prendre des photographies de la comédienne Chantal Nobel dans la *chambre du service de chirurgie orthopédique* de l'hôpital de la Pitié, où elle avait été transférée jeudi 6 juin, *ont* été interpellés et devront *comparaître* devant *le* tribunal correctionnel.

L'incident s'est produit samedi 8 juin. Un jeune homme âgé de *vingt-cinq ans, Eric* Paschet, journaliste au chômage, accompagné de deux étudiants en journalisme, Kakou Raymond, vingt-six ans, et Ca*therine Kondrachoff*, vingt-sept ans, ont été surpris au moment où ils allaient pénétrer dans la *chambre de la blessée. Eric* Paschet avait fourni à ses deux camarades des blouses d'infirmiers et un passe-*partout* volés à l'hôpital. Kakou Raymond avait ainsi pu ouvrir la porte de la chambre de Chantal Nobel et Catherine Kondrachoff devait *prendre les clichés. Surpris* par l'infirmière de garde, ils tentèrent de s'enfuir, mais furent rat*trapés après une courte bagarre.*

Déférés au parquet de Paris, les trois jeunes gens ont refusé d'indiquer s'ils avaient été chargés d'opérer pour un commanditaire particulier. *« Nous voulions réaliser un scoop »*, ont-ils déclaré sans autre précision.

Ils ont été laissés en liberté après *s'être engagés à se présenter* le 11 juillet prochain à l'audience de la vingt-quatrième *chambre correctionnelle de Paris*, qui les jugera pour violation de domicile et tentative d'atteinte à la *vie privée*.

ÉDUCATION

LE COLLOQUE « LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ET SON ÉCOLE »

Les socialistes veulent mobiliser des enseignants désorientés

Le colloque organisé par le Parti socialiste sur la « société française et son école » s'est déroulé les 8 et 9 juin, en présence de MM. Lionel Jospin, secrétaire général, Jean Poperen, numéro 2 du parti et des ministres de l'éducation (M. Jean-Pierre Chevènement), du travail (M. Michel Delebarre), de la recherche (M. Hubert Curien).

Le succès indéniable de cette opération, mise sur pied par M. Luc Soubré, secrétaire national délégué du parti à l'éducation, a été à la mesure des moyens déployés. Il tient d'abord au sérieux de la préparation (le colloque a été précédé de plusieurs réunions préparatoires et d'« auditions » de nombreux spécialistes) et à la qualité des rapports soumis à la discussion. Il tient aussi à l'ouverture dont ont fait preuve les organisateurs, qui s'est manifestée par l'éventail des personnalités consultées, la liberté du ton et la diversité des questions débattues.

L'inquiétude d'une grande partie des enseignants et des parents devant le nouveau cours imprimé par M. Chevènement s'est exprimé ouvertement par la bouche de leurs représentants, MM. Pommateau (FEN), Gevrey (SNI-OECG) et Andrieu (Conseil de parents d'élèves) qui ont fait applaudir le nom de M. Savary et ont engagé le ministre à ne pas jeter par dessus bord tout ce qui avait été fait par son prédécesseur.

Mais ces regrets ne faisaient que refléter l'extrême diversité des opinions, l'état de flottement mais ausi de disponibilités dans lequel se trouve un parti qui semble avoir perdu tout à la fois ses dogmes et ses tabous.

« *En 1981, nous pensions avoir des idées et des certitudes – dont quelques unes ont été sévèrement détrompées,* a déclaré M. Lionel Jospin, répondant à M. Jacques Pommatau, qui regrettait que ce colloque n'ait pas eu lieu quatre ans plus tôt. *Nous pensions qu'il n'y avait qu'à agir. Aujourd'hui nous pouvons avoir une approche rationnelle et concrète des problèmes de l'école, loin des constructions idéologiques ou politiques* ».

Ce pragmatisme, ce sentiment qu'il n'y a plus d'interdit, on le rencontrait dans la multitude des questions – souvent iconoclastes – soulevées par les rapporteurs. Ainsi M. Soubré pouvait se demander, sans provoquer de réactions, s'il ne fallait pas remettre en cause le collège unique et « *le tronc commun modèle Haby* », ainsi que la seconde de détermination ; supprimer la sectorisation et la carte scolaire ; donner aux parents une possibilité de recours au sein même du service public contre les décisions d'orientation ; créer (proposition qui a été reprise par M. Chevènement) à côté des sections scientifiques du lycée d'autres filières « d'excellence » centrées sur les lettres a les sciences expérimentales. M. Godelier pouvait proposer (sous les applaudissements) de racourcir la durée des vacances scolaires et universitaires, et de « décrocher » des universités le premier cycle de l'enseignement supérieur.

M. Jacques Guyard a pu dénoncer l'individualisme et l'encyclopédisme qui règnent à l'école et demander la suppression des redoublements à l'école élémentaire. Et M. Didier Chouat plaide pour l'autonomie des établissements scolaires, en application de la politique de décentralisation.

Ouverture, diversité, souplesse, évaluation... Ces mots reviennent comme des leitmotiv au fil des interventions, mais entraînant dans leur sillage l'ombre menaçante du démantèlement du service public, de l'accentuation des inégalités. Bref de tout de ce qu'on reproche à la droite « néolibérale » de tenir en réserve en cas de retour au pouvoir. Et pour un socialiste conséquent la ligne est bien difficile à tenir entre la libéralisation et l'anarchie, l'émulation positive et la concurrence sauvage. Jusqu'où peut entraîner la logique de l'autonomie ? Comment tenir compte de la demande des familles sans enfoncer un peu plus ceux qui précisément n'ont pas les moyens – cluturels – de l'exprimer ?

Les responsables du parti se sont efforcés de montrer la voie moyenne de changements raisonnables, « *doux et progressifs* », comme l'a recommandé M. Jospin. De distinguer par exemple entre la demande sociale qui doit être davantage prise en compte et les pressions du consumérisme qui expriment une attitude individualiste et égoiste, compréhensible mais dangereuse. Entre ce qui est du devoir de l'Etat (l'égalité des citoyens devant l'enseignement) et de l'initiative des responsables locaux (l'adaptation du servie public aux besoins d'une population particulière). Entre le souci de démocratiser l'enseignement (par justice sociale et pour augmenter le niveau général de formation de la population) et la nécessité d'organiser une sélection plus juste et plus claire.

Mais par delà ces ajustements de la doctrine aux injonctions de la réalité, ils ont surtout cherché à mobiliser les enseignants sur deux objectifs claires et ambitieux : le premier est la réconciliation des Français avec leur école publique. « *Il faut que les Français réapprennent à aimer leur école et à s'identifier avec elle* », a déclaré M. Jospin, qui a ajouté que « *si les intituteurs s'étaient mobilisés autour de l'école laïque comme les parents l'avaient fait autour de leur école privée, le rapport de force aurait été différent* ». Quisque l'enseignement privé existe – et pour un certain temps encore – il faut accepter le jeu de la concurrence et le battre en étant meilleur que lui. Le seond est le « *formidable bond en avant* » proposé par le gouvernement avec la prolongation de fait de la scolarité jusqu'à dix-huit ans avec la création de lycées et de baccalauréats professionnels et le doublement d'ici quinze ans du nombre de lycéens et des étudiants. Cet objectif devrait, estime le PS, permettre à la France de rattraper les nations les plus développées et d'affronter dans de meilleures conditions les mutations technologiques à venir.

Plus prosaïquement, ces proejts offrent aux enseignants et à leurs organisations des perspectives intéressantes, puisqu'elles conduiront à augmenter considérablement le nombre des lycées et des professeurs.

Cette « nouvelle frontière » suffira-t-elle à regonfler le moral des enseignants et à effacer le goût amer des défaites passées ? C'est là-dessus que tablent MM. Jospin et Chevènement, conscients que dans les difficiles échéances politiques qui s'annoncent, le Parti socialiste aura un urgent besoin de ces troupes d'élite que doivent rester les professeurs et les maîtres d'école.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

L'avant-garde déçue

« *Peu d'enseignants ont voulu saisir le pouvoir accordé par M. Savary pour transformer l'école.* » La réflexion de M. Patrick Boumard, spécialiste en science de l'éducation, trouble la soixantaine d'enseignants réunis samedi 8 juin au Foyer des lycéennes de Paris à l'invitation de l'Ecole émancipée (une tendance « révolutionnaire » minoritaire de la Fédération de l'éducation nationale). Des participants approuvent son point de vue. « *Savary nous obligeait à nous mouiller,* explique un militant du mouvement Freinet. *Alors, nombre de collègues ont préféré ne pas répondre à l'appel* ». Il décrit le « *ouf de soulagement* » poussé par les enseignants heureux de voir M. Chevènement prendre en main les affaires de l'école : « *Enfin ils recevaient des directives.* »

M. Boumard regrette le ministère Savary, cette période de la carte blanche pour faire ce que l'on voulait. Lorsqu'il analyse l'absence de réponse des enseignants aux tentatives d'ouverture formulées par les diverses commissions sur les collèges ou les lycées, ses critiques se font précises. « *On a trop longtemps fait semblant de considérer tous les enseignants comme des pédagogues d'avant-garde. Il n'en est rien. La majorité d'entre eux sont contre toute réforme.* »

Dans la salle, les murmures se font plus nombreux. Une institutrice assure que toutes les expériences pédagogiques échouent au bout de quelques années, faute de moyens et du soutien de l'administration. Un militant de l'Ecole émancipée du département de l'Oise refuse d'entendre parler de réhabilitation de M. Savary. Selon lui, le ministre du gouvernement Mauroy n'était pas « *un anti-Chevènement* ». Les circulaires Savary préparaient déjà le terrain à l'homme de l'élitisme républicain.

Autre invité aux débats, M. Bernard Charlot s'interroge sur la lâcheté du corps enseignant : « *La majorité ont peur du moindre petit changement qui viendrait bousculer leurs habitudes.* » Selon lui, les enseignants ne sont pas sensibles aux réformes, mais aux discours. « *M. Chevènement plaît, car il définit ce que chaque maître doit faire dans sa classe.* » Après les interventions du ministre, les enseignants peuvent se situer « *pour ou contre, ce qui évite toute prise de décision autonome* ».

Si les enseignants sont en accusation, les syndicats ne sont pas épargnés. « *Nos camarades syndiqués ne se sont pas sentis concernés à l'heure où le changement était possible dans l'école* », explique un instituteur. M. Charlot, lui, se demande ce qu'est un syndicat prêt à défendre tout et n'importe quoi. « *Quand serons-nous capables de dire à des collègues que nous ne sommes pas d'accord avec leurs méthodes pédagogiques ?* » lance-t-il en souhaitant que le syndicat commence avant que la classe soit finie.

Les responsables de l'Ecole émancipée entendaient proposer un lieu de confrontation aux « *déçus du socialisme, du syndicalisme, de la pédagogie* ». L'objectif a été atteint, mais ce rassemblement de mécontents est resté très timide en ce qui concerne les propositions. L'enseignante de lycée d'enseignement professionnel qui demandait d' « *abandonner les caricatures que l'on traîne depuis des années à propos de la mainmise du patronat sur l'école* » a mesuré combien sa suggestion se heurtait à l'hostilité générale.

SERGE BOLLOCH.

RELIGION

Après la sanction infligée à Leonardo Boff

DIX ÉVÊQUES BRÉSILIENS CRITIQUENT LE SAINT-SIÈGE

Dix évêques brésiliens viennent de protester contre la réduction au silence du théologien de la libération Leonardo Boff par le Saint-Siège. « *Comme évêques de l'Eglise catholique au Brésil*, écrivent-ils dans une déclaration publique, *nous avons le devoir de faire savoir publiquement notre désaccord sur la punition infligée par la Congrégation pour la doctrine de la foi du Vatican à notre théologien Leonardo Boff. Tant la mesure en soi que la procédure utilisée pour l'appliquer nous semblent peu évangéliques, attentatoires aux droits de l'homme comme à la liberté d'investigation du théologien, contraires au témoignage de liberté et de charité chrétiennes, perturbatrices de la marche de nos Eglises et nuisibles à la coresponsabilité de notre conférence épiscopale* ».

Les dix signataires sont : NN. SS Fernando Gomes (Goiania), Augusto Alves da Rocha (Picos), Pompeu Bezerra Bessa (Crato), Antonio Possamai (Ji-Parana), José Gomez (Chapeco), Pedro Casaldaliga (Sao-Felix do Araguaia), Tomas Balduino (Goias Velho), Celso Pereira de Almeida (Porto Nacional), Antonio Baptista Fragoso (Crateus) et Aparecido Jose Dias (Registro).

LE CARDINAL HUME EST FAVORABLE A L'ORDINATION D'HOMMES MARIÉS

« *S'il n'y a pas de prêtres disponibles, je crois que l'on devrait envisager la possibilité de faire appel à des hommes mariés et les ordonner dans les régions du monde où il existe une pénurie considérable* », a déclaré le cardinal Basil Hume, archevêque (catholique) de Westminster et primat de l'Eglise d'Angleterre et du Pays de Galles.

Lors de son récent voyage dans les pays du Benelux, le mois dernier, Jean Paul II avait réitéré son hostilité à l'égard de l'ordination d'hommes mariés, qui ne pourraient, à son avis, se consacrer entièrement à leur tâche sacerdotale. – (*AP.*)

sports

TENNIS



Les Internationaux de France

Echec aux favoris. Champions en titre, le Tchécoslovaque Ivan Lendl et l'ex-Tchécoslovaque Martina Navratilova ont été battus en finale des Internationaux de Roland-Garros. Samedi 8, Navratilova s'est inclinée en trois manches royales devant Chris Evert-Lloyd qui a égalé le record de six victoires de Suzanne Lenglen. Dimanche 9, Lendl s'est laissé surprendre par les accélérations de Mats Wilander vainqueur pour la deuxième fois. Lots de consolation. En remportant le double dames avec Pam Shriver, Navratilova a gagné quatre-vingt-dix-neuf matches et huit titres du grand chelem consécutifs. En s'adjugeant le double mixte avec Heinz Gunthardt, Navratilova a finalement reçu 855 650 francs, soit plus que Lendl. Et record d'affluence : 288 594 spectateurs ont laissé aux guichets une recette totale de 31 321 186 francs.

Le triomphe de l'audace

(Suite de la première page.)

La spéculation est par nature hasardeuse. Le joli plan d'attentisme avait un bien grave défaut : celui d'être évident. Une bonne grosse évidence, si visible que Mats Wilander la retourna à son profit. Et Ivan Lendl, peut-être pour avoir vécu *un tournoi trop* facile, devait ne point s'en remettre.

Mats Wilander fit donc semblant d'adhérer. Et *cette finale* menacée par tous les grains du *ciel, sauf un grain de folie, s'engagea* sur ces bases. En rade de *Roland-Garros, secoué par un bon* vent de noroît force 6, commença alors une singulière partie de type casse-noisettes. Les balles interminables passaient deux bons mètres au-dessus du filet, comme des paquets de mer, à toi, à moi. Avec comme l'ébauche d'une de ces sidérales batailles avec satellites anti-satellites.

L'envoûteur envoûté

Ce duel de chevaliers teutoniques interstellaires par vent de sable avait quelque chose de plutôt répétitif et de tout à fait lassant. Il fallut craindre alors le pire. Il y avait tromperie sur la qualité. Et bien peu de chance, malgré la présence, au rang des invités, d'une cohorte de membres du gouvernement, de voir s'opérer une descente de la répression des fraudes.

Ivan Lendl jouait comme il l'avait prévu. Mats Wilander jouait comme le Tchèque l'avait voulu. L'ordre, celui du classement, celui aussi du stratège, régnait. Premier set, quarante-trois minutes, 6-3 et, pour Lendl, une bonne chose de faite. Même au risque de nouveaux sarcasmes de Jimmy Connors, vitupérant ici le tennis « *prout, prout...* »

Il est difficile d'imaginer que Mats Wilander ait pu sacrifier le premier set à sa doucereuse manœuvre d'envoûtement de l'envoûteur. Quoique... Mais il est *sûr qu'*au deuxième set il sut au bon moment retrouver l'enchantement, *sans crier gare.*

Mats Wilander est un fameux *gaillard. Et un modèle d'intelligence* tactique. Plutôt que l'insur*rection démonstrative ou suicidaire* contre une invitation au *tennis-rémoulade, il fait semblant* d'y adhérer. Aussi longtemps que cela l'arrange. Et puis, brusquement, il accélère, une volée, un lob, un passing-shot. Il rentre à nouveau au fond du court comme dans sa coquille, mine de rien. Et ainsi de suite. Un, deux, trois coups de dague et, hop ! à confesse.

Ivan Lendl croyait que Mats Wilander ne savait pas volleyer. Ou *pas si bien.* Péché d'orgueil, erreur de planification ? Il suffisait pendant cette quinzaine d'aller regarder jouer le Suédois, *surtout* en double, pour vérifier que ce temps-là est révolu. Lendl y laissa, sur son service, un cinquième jeu blanc et le deuxième set (6-4).


Dessin de DAULLÉ.

Mats Wilander

Ivan Lendl avait-il oublié que Mats Wilander est un labeur d'élite, digne du grand aîné Borg ? Il le paya de cinq humiliations successives au filet et du troisième set (6-2).

Ivan Lendl, tout à son régime et à ses certitudes physiques, avait-il sous-estimé la puissance, la rage de vaincre de Mats Wilander, à vingt ans déjà vainqueur et une fois finaliste à Roland-Garros ? Alors il n'avait pas vu le poing serré du Suédois, manifestation extrême d'une pudique combativité. Accablé de malheurs, privé de stratégie de remplacement, amputé de son premier service tranche-montagne, harcelé systématiquement sur son revers et même dominé physiquement, que pouvait faire Lendl ? Rien, « gamberger », partir à la dérive, perdre sévèrement le quatrième set (6-2), le matche et son titre.

Mats Wilander n'avait cessé de l'affirmer depuis une quinzaine de jours : « *Il n'y a que les grands tournois qui me passionnent. Je ne travaillerai jamais mon tennis huit heures par jour pour être le numéro un. Mais, ici, je suis venu pour gagner.* »

Ivan Lendl ne lit jamais trop la presse.

PIERRE GEORGES.

LA VICTOIRE DE CHRIS EVERT-LLOYD SUR MARTINA NAVRATILOVA

Divas

A longueur d'année, le tennis féminin est comme un show télévisé pour midinettes. *Dallas* sur court. Chris Evert-Lloyd, par exemple. Voilà bien l'archétype de l'héroïne de roman-feuilleton. Une joueuse de *tennis cousue d'or, qui porte des* petites culottes à volants de dentelle, qui est mariée à un play-boy anglais, qui investit dans les bons du Trésor et l'immobilier, qui aime les desserts sucrés, qui a été la meilleure du monde, qui ne l'est plus, mais qui gagne les Internationaux de France en prenant une éclatante revanche *sur une éternelle rivale. Décidément* « Chrissie » ne peut être qu'un per*sonnage de roman* à *l'eau de rose.* Dans les chaumières on suit les aventures de cette Scarlett de la raquette, un mouchoir à la main.

En revanche, l'autre star du générique, Martina Navratilova, joue plutôt sur le registre du thriller. Elle a fui une démocratie socialiste, sa vie sentimentale est plus que tour*mentée, mais elle ne fait pas dans la* dentelle et la pâtisserie au fromage. C'est l'ange *noir de la petite* balle. Elle programme son existence pour gagner. Le grand chelem. Des millions de dollars.

Les confrontations de ces deux championnes, presque caricaturales, un feuilleton inépuisable : soixante-cinq épisodes joués depuis leur premier face-à-face, à Akron, la capitale américaine du pneumatique, il y *a maintenant douze ans. Malheureusement*, l'histoire a tendance à devenir monotone. En seize matches depuis 1982, Chris Evert-Lloyd n'avait réussi à prendre le dessus qu'un toute petite fois. L'an dernier, elles s'étaient affrontées dans trois finales du grand chelem et trois fois Martina Navratilova avait outrageusement dominé. *C'était* aussi samedi leur troisième finale à Paris. Mais le *dixième anniversaire* de la victoire de Chris Evert-Lloyd à Roland-Garros risquait d'être le pire des remakes. Un match gnan-gnan. Des répliques usées jusqu'à la corde. Un scénario bâclé.

Eh bien, après être resté vissés à leur siège pendant deux heures cinquante-deux minutes, les seize *mille spectateurs se sont levés d'un* bloc pour faire une fantastique ova*tion à ces deux divas de la raquette.* Grâce à elles, le tennis féminin a atteint des sommets insoupçonnés sur cette terre battue qui est pourtant la scène la moins favorable à son *spectacle.* Roland-Garros réputé misogyne a succombé, comme Wimbledon, aux charmes des dames.

Tous les éléments qui auraient dû rendre morne cette partie ont contri*bué à en faire un pur chef-d'œuvre.* Paradoxe du tennis ! Ce fut comme si un alchimiste, recommençant inlassablement la même expérience, avait réalisé tout à coup la transmutation du plomb en or.

Poursuite infernale

C'était toujours du tennis. Mais c'était un peu plus que du tennis. Une poursuite infernale. Un drame humain. Un exploit sportif. Comme une course au record du monde de 10 000 mètres où le « lièvre », chargé d'assurer le rythme des premiers tours, finirait par battre le *champion.*

Chris Evert-Lloyd prit ainsi le *commandement dès la première* manche. Service trop imprécis et *revers d'attaque* trop faible, Martina Navratilova n'a pas pu prendre le filet dans de bonnes conditions. Elle y a été régulièrement passée avant de se cantonner au fond du court où elle était inférieure en régularité.

Avec une plus grande réussite, elle était néanmoins parvenue à revenir à la hauteur de Chris Evert-Lloyd au terme du tie-break de la *deuxième manche. Les deux* femmes allaient continuer ainsi dans un coude à coude haletant jusqu'à 5-5 dans la troisième manche. Chris Evert-Lloyd a alors paru irrémédiablement lâchée quand elle a servi à 0-40. Trois balles de 6-5 pour Navra*tilova, elle n'aurait pas dû pouvoir* revenir. Et pourtant, elle l'a fait. En réussissant des points à la volée et en passing époustouflants. Pour conclure en deux jeux.

« *J'ai mis tout ce que j'avais dans le ventre* », a-t-elle assuré ensuite. De tout autre, l'image aurait été triviale. Mais cette victoire était bien une véritable délivrance. Dans la peur et la douleur. Pour la première fois peut-être dans l'histoire du tennis féminin, l'impérieuse nécessité de vaincre a atteint la grandeur tragique des grandes rencontres masculines. Ce match était bouleversant et *Chris Evert-Lolyd* méritait bien d'égaler le vieux record légendaire de Suzanne Lenglen.

ALAIN GIRAUDO.

FOOTBALL

COUPE DE FRANCE

L'AS Monaco en bleus de chauffe

L'Association sportive de Monaco a remporté, samedi 8 juin, au Parc des Princes, sa quatrième finale de Coupe de France de football (1960, 1963, 1980, 1985), en battant le Paris-Saint-Germain par 1 but à 0. Qualifiés pour la prochaine Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe, les Monégasques cèdent leur place en coupe de l'UEFA au Football-Club de Metz, cinquième du championnat.

Le soutien d'un prince vaut bien celui de tous les publics, y compris celui de la capitale. Depuis trente ans et plus de mille matches qu'ils jouent les premiers rôles au niveau national, les footballeurs monégasques l'avaient déjà démontré. Si les représentants de la Principauté et *surtout leur bienfaiteur peuvent* se croire un peu chez eux au Parc, il n'était pourtant pas aisé d'y défier, en finale de la Coupe de France, le Paris-Saint-Germain, locataire habituel des lieux. Saint-Etienne, en 1982, et Nantes, en 1983, en avaient déjà fait l'amère expérience.

Très décevants en championnat, les Parisiens *misaient* gros *sur cette* finale pous sauver leur saison et s'assurer une quatrième participation consécutive aux coupes européennes. C'était compter sans un désir de rachat au moins égal des Monégasques. Devancés l'an dernier à la différence de buts par Bordeaux en championnat, puis battus par Metz en finale de la Coupe, les joueurs de la Principauté avaient abordé cette saison avec une effectif renforcé et des idées de revanche. Hélas ! Une incroyable série de blessures - jusqu'à sept joueurs indispo*nibles simultanément* – avait contrecarré leurs ambitions.

Il a *fallu attendre le rétablisse*ment des blessés et l'inauguration du nouveau stade Louis-II, en janvier 1985, pour assister à une autre série étonnante de vingt-six rencontres sans défaite, interrompue seulement le 4 juin à Lille en match retour des *demi-finales de la Coupe.* La richesse de l'effectif – l'international Yvon Le Roux n'a même pas pu retrouver sa place une fois rétabli, – la tradition de beau jeu de l'école monégasque et la faculté des Parisiens à se hisser généralement à la hauteur de leurs adversaires dans les grandes circonstances laissaient augurer une finale prometteuse.

Humbles et collectifs

La déception aura été à la hauteur des espérances. Pour avoir trop souvent manqué leurs grands *rendez-vous européens et même* nationaux, les Monégasques n'entendaient pas cette fois sacrifier au spectacle. Le but marqué dès le premier quart d'heure par Bernard Genghini à la suite d'un coup franc mal repoussé par les défenseurs parisiens allait servir leurs desseins.

« *Nous avons laissé les smokings aux vestiaires pour enfiler les bleus de chauffe, et ça a payé* », disait après le match Jean-Luc Ettori, le capitaine monégasque, pour expliquer le repli et la prudence de ses coéquipiers. C'était le pire des scénarios pour les Parisiens, obligés de prendre le jeu à leur compte et d'étaler leur indigence dans la construction.

Safet Susic, le stratège du Paris-SG, était en panne d'inspiration. Marqués de près, ses partenaires de l'attaque ne lui offraient pas de réelles possibilités d'ouverture. Dès lors le Yougoslave multipliait les dribbles et tombait systématiquement dans l'étau mis en place autour de lui par les Monégasques.

Susic muselé, il ne restait plus aux Parisiens d'autre recours que les coups de boutoir de Luis Fernandez ou de Jean-Claude Lemoult. Des actions parfois spectaculaires mais sans grand danger et vite épuisantes. « *Nous étions déjà fatigués physiquement et nerveusement par le match précédent contre Toulouse, avec les prolongations et les tirs au but*, reconnaissait d'ailleurs Fernandez. *Contre Monaco, nous avons encore dû courir après le score pendant presque tout le match et, à la fin, les jambes ne suivaient plus.* »

Les déboulés de Bruno Bellone auraient en effet dû permettre aux Monégasques d'aggraver le score sans les maladresses de leurs attaquants de pointe et quelques belles parades de Jean-Michel Moutier. A *défaut de panache, Jean-Luc Ettori* préférait mettre l'accent sur « *l'humilité et le sens de la collectivité* », des vertus jusqu'ici ignorées par ses partenaires. Il voyait même dans cette nouvelle orientation un gage de réussite prochaine dans ces Coupes d'Europe où les Monégasques n'ont jamais pu franchir plus de deux *tours.*

GÉRARD ALBOUY.

Le syndrome du Heysel

Dans la tribune Boulogne du Parc des Princes se retrouvent les supporters les plus acharnés du PSG, jeunes pour la plupart, qui, match de championnat ou finale de la Coupe de France, ne craignent pas de s'égosiller des *heures entières* tout en agitant fanions et banderoles.

Parmi eux, samedi 8 juin, une cinquantaine d'adolescents, crâne rasé, vont et viennent des gradins à la buvette, où la bière coule à flots. Ils déambulent derrière les tribunes.

« *C'est l'ambiance qui nous plaît ici*, affirme l'un des jeunes. *Nous seuls savons vraiment encourager le PSG, sans nous contenter de frapper dans nos mains, en répondant réellement à la provocation.* » Mais la provocation commence, semble-t-il, par le simple port de l'insigne « Association sportive de Monaco ». *Un supporter monégasque* traversant leur quartier général n'a dû son salut, samedi soir, qu'à l'intervention rapide des CRS. Onze cents représentants des forces de l'ordre avaient été spécialement mobilisés à cette occasion pour éviter les incidents et assurer la sécurité *du président de la République.*

« *On est des skins, des nationalistes, des fascistes* », martèlent-ils. Un jeune garçon désigne « *les mortels, ceux qui tapent fort et sur tout, pour un petit rien qui les aura agacés* ». Si quelques-uns se réclament de groupuscules d'extrême droite, beaucoup ne réagissent qu'à leurs propres impulsions, essentiellement motivées par « *la haine envers les Arabes et les Noirs* ». L'un d'eux soutient que « *la seule organisation qui pourrait* [lui] *convenir n'existe qu'aux Etats-Unis, c'est le Ku Klux Klan* ».

La grande majorité des supporters du PSG s'insurgent contre leur présence pendant les matches. Ces *skins* ne ménagent pas leurs efforts et se déplacent à Paris comme en province pour *soutenir les joueurs de leur* équipe. Chaque rencontre leur fournit l'occasion, plus ou moins consciemment, de retrouver leur « bande ».

Pour éviter que la situation devienne insidieusement aussi grave qu'en Angleterre, M. Jean Fournet-Fayard, président de la *Fédération française* de football, a proposé avant cette finale deux mesures : des fouilles pour interdire, dans l'enceinte des stades, pétards et fusées ; la responsabilisation des clubs contre la violence. « *Il y a déjà eu mort d'homme à Lyon*, a-t-il dit, *à cause d'une fusée. Un autre garçon a perdu quatre doigts d'une main à Saint-Dié pour la même raison. Nous ne tolérerons plus ce genre de choses sur nos stades et nous sommes prêts à prendre les sanctions les plus sévères pour les clubs qui laisseraient faire les voyous.* »

CYCLISME

Bernard Hinault le rose est mis

Bernard Hinault a gagné son pari. Alors qu'on pouvait le croire en petite forme, compte tenu de ses modestes résultats du début de saison, il vient de remporter le Tour d'Italie – pour la troisième *fois* – en battant Francesco Moser. Contre le *même* adversaire, il a donc réussi où Laurent Fignon avait échoué l'an dernier.

Bien épaulé par l'Américain Greg Lemond, redevenu son équipier au sein du groupe La Vie claire, le champion breton est parvenu à résoudre les problèmes que lui posait cette épreuve de longue haleine souvent hostile aux étrangers. Grâce à une course prudente, il s'est emparé du maillot rose de leader à l'issue de la douzième étape, contre *la montre*, Capoue-Maddaloni, peu après la mi-parcours. Il a résisté aux assauts de ses rivaux directs dans les secteurs montagneux, d'ailleurs moins redoutables qu'on ne l'imaginait. Il s'est d'autant mieux tiré d'affaire que l'opposition manquait de consistance. Moser, Saronni, Visentini et Contini, les meilleurs Italiens en valeur absolue, ne pouvaient le menacer dans les cols en raison de leurs moyens de grimpeurs limités. Quant aux escaladeurs du type Lejaretta ou Baronchelli, ils ne possédaient pas la puissance et l'efficacité suffisantes pour jouer *un* rôle de premier plan.

Favori pour le Tour de France

Bernard Hinault s'est donc orienté vers une victoire relativement confortable. Il a profité tout à la fois de sa régularité, de son expérience. Et aussi, c'est certain, d'une condition physique retrouvée, car on ne domine pas une épreuve de trois semaines sans disposer d'un bon équilibre.

Sur ce point, sa démonstration dans l'étape Capoue-Maddaloni fut pleinement convaincante, puisqu'il couvrit les 38 km à la remarquable moyenne de 49 km/heure. Il utilisait pour la circonstance un équipement spécial – vélo à roues lenticulaires et casque profilé, – *mais il* faut préciser que Francesco Moser, doté *d'un matériel comparable, perdit* 53 s. Cet exercice chronométré de 46 mn devait marquer un tournant décisif. Hinault vécut ensuite sur l'avance acquise, ce qui lui permit d'aborder la dernière étape (46 km contre la montre entre Lido-di-Camaiore et Lucques) dimanche 9 juin avec une marge de sécurité de *1 mn 15 s* : un écart *suffisant pour* que l'ultime succès de Moser, obtenu avec 7 s d'avance, reste sans effet au classement général.

Le Français a ainsi privé le recordman de l'heure d'une deuxième victoire consécutive dans le Giro, et il a donné à ce Tour d'Ita*lie* un peu étriqué une dimension internationale à laquelle ont participé deux *Américains inédits. L'un*, Ron Kirfeld, a gagné l'étape de Pérouse ; l'autre, Andrew Hampsteam, a créé la surprise au sommet du Gran Paradiso devant les Italiens ébahis.

Bernard Hinault, dont le prochain objectif sera le Tour de Suède, rede*vient* le favori du Tour de France, surtout en l'absence de Fignon. Il avait cumulé le maillot rose et le maillot jaune en 1982. Il aura cette fois trois ans de plus... et quelques adversaires en moins.

JACQUES AUGENDRE.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

PARIS-COLMAR

Le policier parisien Roger Quemener a remporté pour la troisième fois Paris-Colmar à la marche (ex-Strasbourg-Paris) en parcourant les 518 km en 64 h 58 mn (moyenne 7,975 km/h). Il a devancé le Français Marcel Jaunasse de 44 mn et le Belge Pol Forthomme de 1 h 53 mn.

Basket-ball

CHAMPIONNAT D'EUROPE
(en RFA)

Avec quatre défaites contre l'URSS, la Yougoslavie, la Pologne et l'Espagne, et une victoire contre la Roumanie, l'équipe de France s'est qualifiée pour les quarts de finale où elle rencontrera l'Italie, mardi 11 juin à Stuttgart.

Canoë-kayak

CHAMPIONNAT DU MONDE
(Rivière sportive)
A GARMISCH-PARTENKIRCHEN

Avec six médailles, dont deux titres, dans les épreuves individuelles, et quatre médailles, dont deux titres, dans les épreuves par équipes, les Français ont dominé les championnats du monde. Les Allemands de l'Ouest, qui partaient favoris, ont dû se contenter de sept médailles.

Tennis

INTERNATIONAUX DE FRANCE
(Finales)

Simple messieurs. – Mat Wilander (Suède, 4) b. Ivan Lendl (Tch., 2), 3-6, 6-4, 6-2, 6-2.

Simple dames. – Christ Evert-Lloyd (E-U, 2) b. Martina Navratilova (E-U, 1), 6-3, 6-7 (4-7), 7-5.

Double messieurs. – Mark Edmonson-Kim Warwick (Aus., 8) b. Shlomo Glickstein - Simonsson (Isr-Suè., 16), 6-3, 6-4, 6-7 (5-7), 6-3.

Double dames. – Martina Navratilova - Pam Shriver (E-U, 1), b. Claudia Kohde-Kilsch - Helena Sukova (RFA-Tch., 2), 4-6, 6-2, 6-2.

Double mixte. – Martina Navratilova - Heinz Gunthardt (E-U - Sui., 1) b. Paula Smith - Francisco Gonzalez (E-U - P-R), 2-6, 6-3, 6-2.

Simple juniors (garçons). – Jaime Izaga (Pér.) b. Thomas Muster (Aut., 2), 2-6, 6-3, 6-0.

Simple juniors (filles). – Laura Garrone (Ita., 5) b. Dinky van Rensburg (Af.-S), 6-1, 6-3.

culture

EXPOSITIONS

AU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS

Les plaisirs sulfureux de Félicien Rops

Félicien Rops avait trois métiers, qu'il exerça avec le même incomparable talent : dessinateur, graveur et amateur de femmes. Sur le tard, il voulut en embrasser un quatrième, la peinture. Pour être tard, il était effectivement tard. En 1894, soit quatre ans avant sa mort, il devait s'avouer : « *La femme a pris trop de place dans ma vie. Je l'ai trop aimée, mais je lui dois le peu que j'ai fait. Elle inspire les grandes choses, mais elle empêche de les exécuter.* » On en compte trois principales : sa femme légale, de laquelle il ne put divorcer, et les deux sœurs Duluc avec lesquelles il vécut fort polygamiquement.

La manière qu'avait Rops de « voir », si l'on peut dire, les femmes, suggéra à Fénéon la définition suivante, dans le *Petit Bottin des lettres et des arts* (1886) : « *Rops : Grave de symboliques femmes empalées au ventre des Béhémots, d'érectiles et blafards rêves, des illustrations pour* les Diaboliques, *la* Bible *et* les Fleurs du mal. *Peintre de phallus comme d'autres sont peintres de paysages.* » On remarque ici quelle attention lui porta la littérature de son temps, et puisque Baudelaire apparaît, empruntons-lui une dernière citation : « *En Belgique, pas d'art ; l'art s'est retiré du pays. Pas d'artistes, excepté Rops.* » On apprend, par ce détour aimable, que Félicien Rops était né en Belgique. A Namur, en 1833. Son père, industriel tôt disparu, lui laissa une confortable fortune.

La solide exposition du Musée des arts décoratifs montre toutes ces facettes, même si l'abondance modérée des explications contraint un peu vite d'acheter le catalogue, au demeurant excellent. La présentation veut rendre hommage au peintre autant qu'au manieur de papier. On n'en retiendra que l'habileté prometteuse mais, on l'a vu, sans suite, pour nous retourner vers le graveur et le dessinateur.

Le Centre culturel belge, devenu depuis Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, lui avait déjà offert un splendide voyage à Paris en 1980. Ou plutôt un retour, car Félicien Rops était devenu parisien dès 1874. Au Centre belge, on avait pu voir ses images cruelle, son humour cinglant, et mesurer l'intelligence de son métier. De même, on avait pu comprendre à quel point l'œuvre cédait à la nervosité pour ne pas révéler, peut-être, cette sensibilité qui lui fit, trop tard, regretter la peinture.



La Femme à la fourrure (eau-forte).

L'essentiel de l'œuvre de Rops, c'est vrai, est nerveux et ricanant, caricatural et morbide, sensuel et mortifère, à moins qu'il s'agisse de gravures de mode – c'était aussi une de ses passions, – et tourne autour de la femme (presque) nue, provocante, sacrifiée, habillée de fantasmes, satanique. L'homme intervient parfois, dans les caricatures, ou en contemplateur, ou bien réduit à sa plus « simple » expression : le phallus. Inutile de dire qu'il y a vingt ans à peine cette exposition « tous publics » aurait été plus difficile à faire passer telle quelle. Rops doit à la maturité de l'époque de ne plus rester dans l'enfer secret de la bibliothèque de grand-père. Il faut imaginer ces dessins, ces gravures au dix-neuvième siècle, quand on en ressentait bien davantage le caractère sulfureux.

En même temps, la plus grande tolérance, ou la moindre hypocrisie de notre époque, nous permet de mieux faire la part du talent et du symbole, de la liberté et de l'obsessionnel, de la maîtrise technique et de la désinvolture. Rops met son art au service naturel de ses pensées, qu'elles soient sexuelles ou politiques. Il est à la fois impudent, élitaire et anarchiste. Il fait pareillement grincer les esprits sur le thème de Waterloo, dessine la sauvagerie hurlante de la peine de mort, fait passer le sexe au bord tranchant des guillotines et envoit planer la mort sur tous les plaisirs de la vie.

Parfois cependant, c'est simplement bouffon, ou c'est un portrait comme dessiné au hasard, sur un coin de papier. Mais toujours on retrouve le même travail, précis, acharné, avec une utilisation étonnante de toutes les techniques de la gravure – dont un vernis dit « mou », peu apprécié, remarque-t-il, des artistes français. L'exposition consacre une place abondante et justifiée à ce travail de Félicien Rops, à son amour de la technique, en montrant les divers et multiples états des gravures, ainsi que d'étonnantes planches d'essais, comme les fragments juxtaposés des rêves et de l'inspiration.

Rops a donné lui-même, en 1878, le symbole de toute son œuvre : « pornocratès », ou la pornocratie. Une femme nue, portant bas noirs et chaussures à talon, un ruban bleu autour de la taille, des gants noirs, la vue masquée par un bandeau, une coiffure de soirée, et tenant en laisse un cochon. Trois « putti », trois angelots, font des contorsions dans les airs. Le cochon, peut-on en conclure, était l'animal favori de Félicien Rops.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

★ Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, jusqu'au 21 juillet.

MUSIQUE

La Rochelle : disparition d'un festival

A côté des nombreux festivals qui éclosent chaque année, tel Montpellier, organisé par Radio-France et diffusé par France-Musique, qui affiche cent vingt concerts d'un seul coup pour sa première saison, il en est qui disparaissent discrètement, trop discrètement même, comme les Rencontres internationales d'art contemporain de La Rochelle qui auraient dû commencer fin juin (*le Monde* du 30 janvier).

Contrairement aux indications données alors par la direction régionale des affaires culturelles, la décision n'avait pas été prise pendant l'été 1984 par le conseil municipal. A l'inverse, un nouveau directeur, le compositeur Marc Monnet, avait été alors nommé et avait exposé ses projets devant les élus de la ville. M. Michel Crépeau, maire de La Rochelle, l'avait reçu, et son plan avait obtenu l'accord de la direction de la musique au ministère de la culture, qui renouvelait au festival son appui financier. Le conseil général reconduisait sa subvention et le conseil régional doublait la sienne.

Or, par une lettre du 14 janvier, M. Crépeau signifiait que la participation de la ville (900000 F) était supprimée et qu'il « suspendait » le festival, en s'engageant à apurer le passif et à payer les indemnités des trois permanents, pour un total de 1300000 F. Seules les Rencontres cinémathographiques (1) subsistaient et étaient confiées à la Maison de la culture.

Ce festival, qui avait succédé à celui de Royan (après l'avoir concurrencé de 1973 à 1977), mais en s'étendant au théâtre, à la danse, aux arts plastiques et au cinéma, a toujours eu du mal à s'implanter dans la population locale et à réunir le public qu'il méritait. Une des raisons résidait sans doute – on l'a souvent dit ici-même – dans un choix de dates contestable : fin juin-début juillet, les étudiants sont partis, les lycéens préparent leur baccalauréat et les touristes ne sont pas encore arrivés.

Mais on ne peut que déplorer la disparition d'une manifestation qui a été pendant douze ans une des plus importantes de ce genre à travers le monde, présentant de très nombreuses créations ou premières françaises, de Xenakis, Eloy, Aperghis, Stockhausen, Boulez, Bob Wilson, Cage, Berio, Kagel, Boucourechliev, Donatoni, Ferneyhough, Monnet, Nunes, pour ne citer que les créateurs les plus connus.

Les directeurs successifs (Claude Samuel, Alain Durel, Joël Boutteville et Patrick Szernowicz), soutenus par l'enthousiasme infatigable du docteur Sabatier, président du festival, ont peu à peu diversifié le style des programmes et multiplié les initiatives originales pour accroître le rayonnement de ces manifestations. En 1984, trente-cinq spectateurs y avaient assisté, notamment grâce aux concerts et aux animations dans les rues et sur les places de la ville. Marc Monnet avait proposé pour 1985 un plan nouveau et ambitieux intéressant l'ensemble de la région. Il est dommage de ne pas avoir saisi cette chance pour conserver à La Rochelle l'indéniable prestige que ce grand festival lui avait conféré.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Animées par Jean-Loup Passek, elles ont lieu du 28 juin au 9 juillet.

■ **PRIX LEONIE SONNING. – Le prix Leonie Sonning 1985, d'un montant de 100000 couronnes (environ 85000 F), que les Scandinaves considèrent comme le Nobel de la musique, a été remis à Pierre Boulez, en présence de la reine Margrethe, au cours d'un concert donné par l'Orchestre du Théâtre royal.**

■ **CONCOURS DE CLARINETTE. – Les clarinettistes français, Paul Meyer, Jean-Michel Bertelli et Dominique Vidal ont remporté (dans cet ordre) les trois premiers prix du dixième concours international de Toulon.**

■ **CONCOURS REINE-ELISABETH. – Nai-Yuan Hu, un Taïwanais de vingt-quatre ans vivant aux Etats-Unis, a remporté le 2 juin à Bruxelles le concours Reine-Elisabeth (session de violon).**

ROCK

LES DOGS ET LITTLE BOB STORY

Les Normands anglophones

Il existe entre Rouen et Le Havre une tradition du rock tournée vers les États-Unis, un croisement par la racine entre boogie et rhythm'n blues, une fidélité aux années 60. Les Dogs sont nés à Rouen en 1977. Au Havre, Little boy Story existe depuis toujours. Autour d'eux, une scène régionale a trouvé son identité.

Au départ, le misérabilisme du rock français : les tournées précaires pour des cachets dérisoires, les galères au quotidien et au bout du tunnel un avenir improbable. Les médias ignorent, le public boude, les compagnies discographiques tournent le dos. Mais on s'accroche parce qu'on aime ça et qu'on y croit. La scène avant tout, un travail à l'américaine (très peu prisé en France) : on va chercher le public sur le terrain, on joue tout le temps, partout, n'importe où. La technique s'aguerrit, les concerts sont de plus en plus chauds, les compositions gagnent en précision, le métier rentre, et le noyau de fidèles grossit.

A l'arrivée, deux groupes existent, à force de ténacité, hors du star-system. Les disques se vendent suffisamment pour que la compagnie réinvestisse sur le suivant. Le misérabilisme est vaincu, du moins vivent-ils de leur musique. Contre tous les avis, ils ont continué de chanter en anglais parce que c'est comme ça qu'ils le sentent : leur culture musicale, leurs modèles sont là-bas, de l'autre côté de l'Atlantique.

Deux groupes sans labels, qui joue le rock en France, pas le rock français. Deux groupes qui perpétuent d'un disque à l'autre une musique en dehors des modes, riche de cœur et spontanée. Aujourd'hui, ils sortent des frontières, sans tambour ni trompette : ils tournent dans des clubs à l'étranger. Les Dogs étaient en Scandinavie, en Allemagne, avant d'entreprendre une visite des régions françaises, ensuite ils iront au Japon. Aux États-Unis, Little Bob a rencontré Southside Johnny, qui, impressionné, a produit son avant-dernier album, et c'est le rêve qui devient réalité. (Southside Johnny est un bel exemple, lui qui a sillonné les petites salles américaines pendant des années avant de se produire dans les stades.)

Pour l'instant, bien sûr, le but des deux groupes, c'est de vendre un peu en Europe, en additionnant les scores dans chaque pays : la perspective d'une existence plus confortable. Ils viennent chacun d'enregistrer un disque *Live* : Little Bob Story au Havre devant son public, les Dogs à huis clos dans un studio britannique. La prise directe traduit au mieux leur vitalité, leur générosité.

ALAIN WAIS.

★ Les Dogs : ce lundi 10 juin à l'Eldorado; le 12 à Lyon; le 13 à Perpignan; le 14 à Decazeville; le 15 à Bédarieux; les 16 et 17 à Sète; le 20 à Bordeaux; le 21 à Toulouse; le 22 à Biarritz. Discographie chez CBS.

★ Little Bob Story : les 12 et 13 juin au Théâtre du Forum des Halles. Discographie chez Seaside records, distr. Musidisc.

THÉÂTRE

PREMIÈRE AGORA DE MARSEILLE

Les inexpériences de la jeunesse

Le Théâtre national de Marseille et la Ville, l'office culturel régional et le ministère de la culture ont organisé la première Agora du jeune théâtre, concours réservé aux compagnies de Provence-Côte d'Azur, du 4 au 8 juin.

Le jury a décerné le prix à des comédiens venus du Luc, qui ont monté *En attendant Godot*, dans la mise en scène de Guillaume Cornet. Celui-ci joue également Estragon et possède incontestablement une vraie personnalité. Le spectacle demeure fragile. Il doit s'affirmer avant de bénéficier du prix : représentation au TNM, au Théâtre de Nice et en tournée.

Mais le parti-pris est tenu de bout en bout. Interprétés par des acteurs de vingt-cinq ans, les « clowns métaphysiques » de Beckett ne sont plus lourds d'une vie qui n'en finit pas de finir. Ce sont des routards qui ne voient pas le bout de la route. De ces types arrêtés, agglutinés aux marches des métros, pour qui hier ou demain c'est le même vide glauque. La vitalité des corps jeunes bouscule la détresse. Entre meurtre et suicide, elle s'évade par bouffées agressives, imprévisibles. C'était le seul spectacle porté par un point de vue, et qui répondait à une nécessité intime.

Marcel Maréchal, directeur du TNM connaît, dit-il, des troupes excellentes. Elles ne se sont pas présentées, soit par méfiance, soit parce que leur statut ne le permettait pas. Etaient éliminées celles qui disposent d'une subvention régulière de l'Etat et d'une salle. Restaient celles qui, homologuées, professionnelles et ayant à leur actif au moins deux productions, dépendent pour leur financement, des commissions et des collectivités locales, et pour leur travail, des invitations. Une cinquantaine ont envoyé leur dossier. Dix-sept ont été retenues. Après un entretien d'une demi-heure entre un responsable de la troupe et le comité de sélection, huit ont été admises à concourir.

La médiocrité générale de cette première Agora a reflété, mieux encore que la masse du off Avignon, la confusion inquiétante dans laquelle s'empêtre la profession depuis qu'on peut se cataloguer soi-même « professionnel » en inscrivant au registre du commerce une raison sociale dont le nom, généralement, est plus inventif que les spectacles. Les spectacles : des exercices aussi maladroits que complaisants, aussi complaisants que le public des familles, amis et supporters – naguère on disait « la claque ». Attitude qui renforçait l'impression d'amateurisme. Dramaturgies cafouilleuses ou linéaires, mises en scène qui décalquent des formes usées, résidus grotowskiens mâtinés d'expression corporelle, potacheries fatiguées, romantisme de bazar. Les comédiens inexpérimentés braillent, ne savent pas écouter, ou alignent des répliques dans l'ordre. Pourtant, d'après les dossiers, ils ne sont plus débutants. Les plus lamentables viennent du conservatoire régional de région (*Dieu*, de Woody Allen) et de l'université d'Aix-en-Provence (un *Britannicus* très dur où s'est égarée une « professionnelle », Lise Martel.

Le problème de la formation est aigu (1), c'est un problème de politique théâtrale. Laisser s'épuiser des milliers de petites troupes dans des « déserts culturels », sous prétexte que mieux vaut ça que rien, est méprisant pour les spectateurs, malfaisant pour les acteurs.

Espérance et bricolage

On les nomme acteurs, ils forment ce qu'on appelle des compagnies. Les mêmes termes que par exemple pour Gérard Desarthe, pour le Théâtre du Soleil. Le saupoudrage des subventions, reconnu désastreux, continue à être pratiqué, à récompenser le courage autant qu'à encourager la qualité. On distribue des petites sommes qui permettent de bricoler, d'espérer. Les gens espèrent, se cramponnent, s'aigrissent, revendiquent, veulent croire que seul l'argent fait la différence. Le combat quotidien pour 3 F les réunit. Le groupe, la troupe, l'environnement de quelques fidèles les rassurent. Ils se construisent des ghettos protecteurs. S'ils ne prennent pas la peine de connaître, de s'éduquer, c'est moins par manque de curiosité que par faiblesse. Tous les artistes détestent ce que font les autres, mais quand ils se sentent forts, ils ne craignent pas la compétition.

Si la notion de concours renaît, ce n'est pas un hasard. Il n'est plus temps de s'aveugler. La qualité ne peut pas se définir, elle se reconnaît plus vite, plus clairement au cours d'une confrontation resserrée que dans la dispersion.

Le jury unanime a souhaité que les Agoras à venir témoignent de qualités professionnelles (c'est-à-dire d'invention, d'audace, de rigueur) de plus en plus affirmées. C'est en effet indispensable.

COLETTE GODARD.

(1) Le TNM a une école. Les élèves y apprennent ce qu'est le travail de théâtre. A leur sortie, quelques-uns ont constitué une troupe qui n'a pas concouru.

La saison 1985-1986 au Théâtre de la Ville

Gérard Violette, pour sa première saison au Théâtre de la Ville, offre une cinquantaine de spectacles qui doivent, dit-il, comme il convient pour un établissement subventionné, « *être au service des créateurs et du public* ». Populaire et contemporain, tel est, pour la programmation théâtrale, le double objectif : la rentrée 1985 se fait avec *Mercédès*, de Thomas Brasch, dans la mise en scène de Hans Peter Cloos. Gildas Bourdet présentera *Une station service* et *le Saperleau* – qui sera joué à l'Escalier d'or – ainsi que *le Pain dur*, de Claudel. De son côté, Benno Besson, directeur de la Comédie de Genève depuis 1982, proposera *Lapin lapin*, d'Elie Bourquin, et *le Dragon*, d'Evgueni Schwarz. Bourdet et Besson sont ainsi les deux hôtes principaux.

Créations et reprises, la danse continue d'être à l'honneur : Maguy Marin avec *Cendrillon* et *Calambre*, Régine Chopinot, qui dansera au Théâtre des Champs-Elysées, Jean-Claude Gallotta, Carolyn Carlson, Mats Ek, et le ballet Cullberg, qui revient pour la quatrième fois avec la *Gisèle*, d'Adolphe Adam. Pina Bausch sera de nouveau présente avec *les Sept Péchés capitaux*, et, à découvrir, *Arien*.

Enfin, les traditionnelles représentations de 18 h 30 dureront cette année un peu plus d'une heure (les soirées ne commenceront plus à 20 h 30, mais à 20 h 45). Musiques, chansons, trente spectacles en tout genre sont prévus, accueillant quatre continents, quinze pays.

Sartre jugé par Jankélévitch

Le philosophe Vladimir Jankélévitch, qui est mort le 6 juin (voir *le Monde* du 8 juin), avait donné à *Libération* un entretien qui était resté inédit. Ce journal vient de le publier dans ses éditions de samedi et de lundi. Vladimir Jankélévitch évoque « *ses collègues en philosophie* ». Il n'est pas tendre avec Maurice Merleau-Ponty.

« *Sartre,* dit-il, *était un grand homme de gauche, mais Merleau-Ponty, ce n'est vraiment rien du tout ! Un petit caractère.* » « *Je dois vous dire,* poursuit Jankélévitch, *que j'avais un ami, Pierre Grapin... qui était un grand résistant. Il a fait les cent coups, s'est évadé de la prison de Lyon, où l'on enfermait les résistants. Merleau-Ponty était un de ses camarades de promotion, et Pierre Grapin a pris sur lui d'aller voir son ancien camarade : est-ce que tu peux nous aider ? On a besoin de tous les concours. C'était en 1943-1944, les dernières années, les plus pénibles, les plus difficiles... Merleau-Ponty, qui, lui, ne faisait rien ; il habitait quai aux Fleurs, chez moi. Merleau-Ponty, pas du tout enchanté de cette visite, a répondu à Grapin – Grapin est un homme très froid, qui ne dit que la vérité, toute la vérité :* « Repasse dans quinze jours, je vais réfléchir. – Ne réfléchis pas trop, c'est pressé, nous sommes en grand danger. » *Quinze jours après, tout de même, Grapin est revenu : Merleau-Ponty lui a dit :* « Eh bien, écoute, je fais ma thèse. »

Jankélévitch met aussi en cause l'attitude de Jean-Paul Sartre pendant la guerre : *Il y a certainement eu un complexe chez Sartre, venu de je ne sais où, qui fait qu'il n'a rien fait pendant la guerre. Simone de Beauvoir a dit :* « Pour nous qui ne voulions pas consentir au triomphe du Reich et qui n'osions pas escompter sa défaite, ce fut une période si ambiguë que le souvenir même que j'en ai gardé s'est brouillé. » *L'engagement de Sartre après la guerre a été une espèce de compensation maladive, un remords, une recherche du danger qu'il n'avait pas voulu courir pendant la guerre. Il a tout investi dans l'après-guerre, il courait des dangers – qui n'en étaient plus, ça ne remplaçait pas, et il le sentait. Braver les flics au cours d'une manifestation, c'est bien, c'est mieux que rien, mais quand on avait l'âge de Sartre, l'âge de faire son devoir pendant la guerre, pourquoi avoir attendu ? Mais Simone de Beauvoir l'a dit, elle raconte comment, au moment de la Libération, Sartre parcourait les barricades pour voir comment ça se passait, mais il continuait à ne rien faire, il représentait* les Mouches. » « *Il y avait de très jeunes gens dans la Résistance,* poursuit le philosophe, *et des gens qui n'avaient pas la culture de Jean-Paul Sartre* [...]. *Eux avaient compris ce que Jean-Paul Sartre n'avait pas compris.* »

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX, A Déjazet (887-97-34), 22 h 30.

BORIS VIAN, Mairie du XVII[e] (293-35-17), 20 h 45.

ARMISTICE AU PONT DE GRENELLE, Vinaigriers (245-45-54), 20 h.

LUCRÈCE BORGIA, Place des Vosges (277-92-26), 21 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Feydeau : comédies en un acte (Hortense a dit : « Je m'en fous » ; Léonie est en avance ; Feu la mère de Madame).

☞ CHAILLOT (727-81-15) : Grand Foyer : 20 h 30 : concert Betsy Jolas.

☞ TEP (364-80-80), 20 h 30 : Turbulence.

BEAUBOURG (277-12-33), Débats-rencontres-musée : 18 h 30, Slide Show de David Tremlett ; 19 h, conférence-débat : Négritude et impasse socioculturelle en Afrique ; Concerts : 20 h 30 : Concert 2e2m (Nouveaux territoires) ; Cinéma-Vidéo : Nouveaux films BPI, 19 h, les Tribulations de saint Antoine, de T. Zéno ; Ciné-immatériaux : 17 h : programme à l'accueil ; Marin Karmitz, éditeur de films à Paris ; Voir festivals de cinéma.

Les autres salles

☞ A DEJAZET (887-97-34), 20 h 45 : Fast et Food au théâtre ; 22 h 30 : Renseignements généraux.

☞ ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Doit-on le dire ?

☞ BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 20 h 30 : le Journal intime de Sally Mara.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

☞ COMÉDIE DE PARIS (280-00-11), 20 h 30 : Chant pour une planète.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

☞ DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 15 : Hiroshima mon amour.

☞ DIX-HEURES (606-07-48), 22 h : Scènes de ménage.

☞ EDEN-THÉATRE (356-64-37), 21 h : la Jalousie du barbouillé.

☞ ESPACE-GAITÉ (321-56-05), 20 h 30 : Shame (la Honte).

☞ FONTAINE (874-82-34), 20 h 30 : Triple mixte.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

Lundi 10 juin

☞ LUCERNAIRE (544-57-34), I. 20 h : C'est rigolo ; 21 h 45 : les Contes de Chelm. II. 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : K. Valentin.

MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : Hélène 1927.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Gigi.

RENAISSANCE (208-18-50 – 203-71-39), 20 h 30 : Ruy Blas.

☞ THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ TH. DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Salomé.

☞ THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). Grande salle, 20 h 30 : le Triomphe de l'amour. Petite salle, 20 h 30 : le Voyage sans fin.

☞ TOURTOUR (887-82-48), 22 h 30 : Carmen Cru.

UNION (278-47-74), 20 h 30 : Ici ou ailleurs.

VINAIGRIERS (245-45-54), 20 h : Ohé ! là-bas, le clown cheval ; Armistice au pont de Grenelle.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Chants d'elles ; 21 h 30 : Baby or not to Baby ; 22 h 30 : Crazy Cocktail.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. – II. 20 h 15 : le Cri du chauve ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Fin de siècle.

CAFÉ D'EDGAR (320-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Non je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Des gratte-cul dans la crème fraîche.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips ; 22 h 30 : Napalm Academy.

Les chansonniers

☞ CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : la Gauche mal à droite.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

LUCERNAIRE (544-57-34), 21 h 30 : S. Varegues.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (544-72-30), 21 h : Percussions d'Inde.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Brazil en fête.

TROU NOIR (578-84-29), 21 h : M. Passy.

La danse

A DEJAZET (887-97-34), 18 h 30 : les Barbares.

Opéra

PALAIS OMNISPORTS DE BERCY (342-01-23), 20 h : Turandot.

Les concerts

Radio-France, Grand Auditorium : Cycle acousmatique, 18 h 30 : Garcia, Mandolini, Schultz ; 20 h 30 : Malec, Risset.

Théâtre 3 sur 4, 18 h 30 : Bach et son temps.

Lucernaire, 20 h : L. Robert-Diessel, K. Diessel (Debussy, Robert, Lesur...).

Eglise réformée d'Auteuil, 20 h 45 : F. Espinasse (Bach).

Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars antiqua de Paris.

Athénée, 20 h 30 : R. Bruson (Gluck, Mozart, Beethoven).

Chapelle de la Salpêtrière, 20 h 30 : Chorale universitaire de Jussieu, dir. D. Hazan (Bach, Schubert, Beethoven).

Théâtre du Rond-Point, 20 h 30 : Quatuor A. Berg (Mozart, Bartok, Ravel).

Ranelagh, 20 h 30 : E. Ludmer (Bach, Mozart, Schumann...).

Eglise des Billettes, 20 h 30 : P. Soler.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : J. Petters Swing Band.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : Joue contre joue.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 h : Tao et Vincent ; 0 h 30 : J. Irvin.

MONTANA (548-93-08), 22 h : R. Urtreger, R. Galeazzi.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : J.-Ch. Capon, R. Galliano, Ph. Mace.

SUNSET (261-46-60), 23 h : Trio. Ch. Vander.

ZÉNITH (240-60-00), 20 h 30 : Chris de Burgh.

En région parisienne

BOULOGNE-BILLANCOURT, TBB (603-60-44), 20 h 30 : Z. Fleischer Quintet, D. Lockwood.

COLOMBES, MJC (782-42-70), 21 h : C[ie] C. Louvel.

NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81), 21 h : Quartett.

SAINT-DENIS, Festival (243-00-59), Th. G.-Philipe, 20 h 30 : Orchestre de l'Ile-de-France (musique de Vienne).





cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
21 h, Cannes 85 : A K, de Ch. Marker.

BEAUBOURG (278-35-57)
Classiques du cinéma mondial : 17 h, Champagne Charlie, de A. Cavalcanti ; 19 h, Cent jours du cinéma espagnol : la Ville brûlée, de A. Ribas.

Les exclusivités

ADIEU BONAPARTE (Franco-Egyptien) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Cluny Palace, 5[e] (354-07-76) ; Colisée, 8[e] (359-29-46) ; Olympic Entrepôt, 14[e] (544-43-14) ; Parnassiens, 14[e] (335-21-21). – V.f. : Berlitz, 2[e] (742-60-33).

A. K. (Fr.) : Olympic petite salle, 14[e] (544-43-14) ; Club de l'Etoile, 17[e] (380-42-05).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2[e] (742-97-52) ; Lucernaire, 6[e] (544-57-34) ; George-V, 8[e] (562-41-46). – V.f. : Impérial, 2[e] (742-72-52).

ANTARCTICA (Jap.) : Saint-Ambroise (h. sp.), 11[e] (700-89-16).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15[e] (554-46-85).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11[e] (700-89-16) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37) ; Grand Pavois, 15[e] (554-46-85).

BABY (A.). – V.f. : Rex, 2[e] (236-83-93) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Napoléon, 17[e] (267-63-42).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : Templiers, 3[e] (772-94-56) ; Grand Pavois, 15[e] (554-46-85) ; Boîte à films, 17[e] (622-44-21).

BIRDY (A., v.o.) : Forum, 1[er] (297-53-74) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Parnassiens, 14[e] (320-30-19). – V.f. : Français, 9[e] (770-33-88) ; Nation, 12[e] (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24).

BORN TO BE BAD (A., v.o.) : Mac Mahon, 17[e] (380-24-81.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Quintette, 5[e] (633-79-38) ; UGC Marbeuf, 8[e] (561-94-95) ; Parnassiens, 14[e] (320-30-19).

BROTHER (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14[e] (327-95-94).

LA CAGE AUX CANARIS (Sov., v.o.), Cosmos, 6[e] (544-28-80).

CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17[e] (380-30-11).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5[e] (325-78-37) ; studio Galande, 5[e] (354-72-71).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Cinoches, 6[e] (633-10-82) ; UGC Rotonde, 6[e] (574-94-94) ; Publicis Matignon, 8[e] (359-31-97).

LE DÉCLIC (Fr.) (*) : George-V, 8[e] (562-41-46).

DÉTECTIVE (Fr.) : UGC Odéon, 6[e] (225-10-30) ; Elysées Lincoln, 8[e] (359-36-14) ; UGC Boulevard, 9[e] (574-95-40) ; Olympic Entrepôt, 14[e] (544-43-14).

EIJANAIKA (Jap., v.o.) : Olympic, 14[e] (544-43-14).

ELECTRIC DREAMS (A., v.o.) : Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Espace Gaîté, 14[e] (327-95-94).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George V, 8[e] (562-41-46).

LES ENFANTS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; St-André-des-Arts, 6[e] (326-48-18) ; 14 Juillet Parnasse, 6[e] (326-58-00) ; Elysées Lincoln, 8[e] (359-36-14) ; 14 Juillet Bastille, 11[e] (357-90-81).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5[e] (326-79-17).

LE FIL DU RASOIR, (A., v.o.) : UGC Normandie, 8[e] (563-16-16).

LE FLIC DE BEVERLY-HILLS (A., v.o) : Olympic Luxembourg, 6[e] (633-97-77) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Biarritz, 8[e] (562-20-40). – V.f. : Gaîté Boulevard, 2[e] (233-67-06) ; Paris Ciné, 10[e] (770-21-71).

LE FOU DE GUERRE (Franco-Italien) : Forum Orient Express, 1[er] (233-42-26) ; Gaumont Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Impérial, 2[e] (742-72-52) ; Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Fauvette, 13[e] (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).

GIGOLO (RFA/USA, v.o.) : Forum, 1[er] (297-53-74) ; UGC Danton, 6[e] (225-10-30) ; UGC Normandie, 8[e] (563-16-16) ; Parnassiens, 14[e] (325-21-21). – V.f. Rex, 2[e] (236-83-93) ; Miramar, 14[e] (320-89-52).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A., v.f.) : Capri, 2[e] (508-11-69).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.) : Boîte à Films, 17[e] (622-44-21) ; Saint-Ambroise (H. sp.), 11[e] (700-89-16).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5[e] (634-25-52).

JUSQU'A UN CERTAIN POINT (Cub., v.o.) : Denfert (Hsp.), 14[e] (321-41-01).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6[e] (326-58-00).

LADY HAWKE, LA FEMME DE LA NUIT (A., v.f.) : Espace Gaîté, 14[e] (327-95-94).

LA MAISON ET LE MONDE (Ind., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6[e] (633-97-77).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Capri, 2[e] (508-11-69) ; Publicis Champs-Elysées, 8[e] (720-76-23).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Templiers, 3[e] (272-94-56) ; UGC Marbeuf, 8[e] (561-94-95).

MASK (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Saint-Michel, 5[e] (326-79-17) ; Saint-Germain Studio, 5[e] (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8[e] (359-36-14) ; Ambassade, 8[e] (359-36-14) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15[e] (544-25-02) ; v.f. : Impérial, 2[e] (742-72-52) ; Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Saint-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; Nation, 12[e] (343-04-67) ; Fauvette, 13[e] (331-56-86) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Murat, 16[e] (651-99-75) ; Images, 18[e] (522-47-94).

LE MEILLEUR DE LA VIE (Fr.) : George V, 8[e] (562-41-46).

SPECTACLES

MISHIMA (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02).

MOJADO POWER (Mex., v.o.) : Latina, 4e (278-47-86).

NASDINE HODJA AU PAYS DU BUSINESS (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

NOSTALGHIA (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PARKING (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Rex 12e (236-83-93) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

LES PLAISIRS INTERDITS (It.) (**) : v.o., Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f., Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

POULET AU VINAIGRE (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

RENDEZ-VOUS (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UCG Danton, 6e (225-10-30) ; UCG Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UCG Rotonde, 6e (574-94-94) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UCG Biarritz, 8e (562-20-40) ; UCG Boulevard, 9e (574-95-40) ; UCG Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UCG Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; UCG Convention, 15e (574-93-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE RETOUR DES MORTS VIVANTS (A., v.o.) (*) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; George-V, 8e (562-41-46) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Paris Ciné, 10e (770-21-71) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

ROCK, ROCK, ROCK (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07) ; Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial Panorama, 13e (707-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

SÉRIE NOIRE POUR UNE NUIT BLANCHE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; UGC Ermitage, 18e (563-16-16) ; v.f. : Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

SHOAH (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Monte Carlo 8e, (225-09-83) ; Olympic, 14e (544-43-14).

SOS FANTOMES (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnos (H.sp.), 14e (327-52-37).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.), LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STEAMING (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

SUBWAY (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

TERMINATOR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

THAT'S DANCING (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (563-16-16).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

THE BOSTONIANS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

TOXIC (A., v.o.) (*) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-46-76) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, 2e (236-84-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

WITNESS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Bretagne, 5e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

Les grandes reprises

ADIEU PHILIPPINE (Fr) : Denfert, 14e (321-41-01).

L'AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; Français, 9e (770-33-88) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

L'AS DE PIC (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (354-42-34), Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso, 17e (380-30-11).

LE BEAU MARIAGE (Fr) : Denfert, 14e (321-41-01).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

CHRONIQUE D'UN AMOUR (It., v.o.) : Epée de bois, 5e (337-57-47).

LA CORDE RAIDE (A., v.f.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-It., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) : Saint-Ambroise (h. sp.), 11e (700-89-16).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

DIVINE MADNESS (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

DUNE (A., v.o.) : Grand Pavois (h. sp.), 15e (554-46-85).

L'ESCALIER (A., v.o.) : Champollion, 5e (354-51-60).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

LA FEMME MODÈLE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

LA FILLE DE RYAN (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-54-44).

LE FLEUVE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

GEANT (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Images, 18e (522-47-94).

GETAWAY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01).

GREMLINS (A., v.f.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-93).

HOLLYWOOD GRAFFITI (A.) : Rialto, 19e (607-87-61).

HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

IF (Ang., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97).

L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

L'INCONNU DU NORD EXPRESS (A., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

MAN HUNT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MAMMA ROMA (It.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LA NUIT DE L'IGUANE (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

NOBLESSE OBLIGE (Ang.) : Action Lafayette, 9e (329-79-89).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Denfert, 14e (321-41-01).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

POLICE ACADEMY (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

POLTERGHEIST (A., v.f.) (**) Maxéville, 9e (770-72-86).

LE PROCÈS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LA POUPÉE (Fr.) : Denfert, 14e (321-41-01).

PSYCHOSE (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-56-85).

SKINOUSSA (Fr.) : Denfert, 14e (321-41-01).

LES SORCIÈRES (It.) : Reflet Logos, 5e (354-42-34).

LA STRADA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

THE GLENN MILLER STORY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Français, 9e (770-33-88).

TRISTANA (Fr.) : Denfert, 14e (321-41-01).

LES TUEURS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

UNE FILLE UNIQUE (Fr.) : Denfert, 14e (321-41-01).

YOU AND ME (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

Les festivals

CHARLOT Péniche des Arts, 15e (527-77-55). 21 h : Charlot papa : Charlot à l'hôtel ; Charlot et Mabel en promenade.

50e ANNIVERSAIRE DE LA FOX (v.o.). Action Rive Gauche, 5e (329-44-40) : Le soleil se lève aussi : Salle II : Au revoir Charlie ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95). Salle I : David et Bethsabée ; Salle II : Phantom of the Paradise (*).

MARIN KARMITZ, éditeur de films à Paris. Centre G.-Pompidou, salle Garance (278-37-29) : 20 h 30 : Vivre, d'A. Kurosawa.

LA NOUVELLE VAGUE EN COURTS MÉTRAGES. Olympic, 14e (544-43-14).

JEAN-LUC GODARD. Studio 43, 9e (770-63-40), 18 h : la Chinoise ; 20 h : Alphaville ; 22 h : Passion.

J.-P. MOCKY. Le Latina, 4e (278-47-86). Salle I : l'Ibis rouge. – Salle II : le Témoin.

QUINZAINE KEN RUSSEL (v.o.). Cinéma Présent, 19e (203-02-55), 18 h 30 : les Diables ; 20 h 45 : Au-delà du réel.

E. ROHMER. Républic-Cinéma, 11e (805-51-33), 16 h : le Genou de Claire ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) : le Beau Mariage.

Les séances spéciales

ANOTHER COUNTRY (Brit., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85), 18 h 30 ; Boîte à films, 17e (622-44-21), 22 h 15.

LES CHIENS DE PAILLE (**) (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 h.

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), 22 h.

JULES ET JIM (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h.

LOVE STREAMS (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

LA NUIT PORTE JARRETELLES (*) (Fr.) : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33), t.l.j., 18 h, 20 h, 22 h.

POSSESSION (**) (Brit., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.

RUSTY JAMES (A., v.o.), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 17 h.

LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 20 h.

LE THE A LA MENTHE (Fr.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), t.l.j., 22 h.

LES FILMS NOUVEAUX

ASSOIFFÉ, film indien de Guru Dutt (v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Delta, 9e (878-02-18) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE, film brésilien d'Hector Babenco (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Olympic St-Germain, 6e (222-87-23) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

L'ENFER EN QUATRIÈME VITESSE, film américain d'Antony M. Dawson (V.f.), Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

ESCALIER C, film français de Jean-Charles Tacchella : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34).

STARFIGHTER, film américain, de Nick Castel (v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount, Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

DES « TERRORISTES » A LA RETRAITE, film français de Mosco : 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68).

Y A PAS LE FEU, film français de Richard Balducci : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).

COMMUNICATION

Au Symposium de Montreux

LE PREMIER VIDÉOCLIP RÉALISÉ EN TÉLÉVISION NUMÉRIQUE

A l'occasion du 14e Symposium international de télévision de Montreux (Suisse), TDF a présenté, samedi 8 juin, le premier vidéoclip produit en télévision numérique. Pour être précis, il s'agit du *« premier produit commercial au monde réalisé avec des équipements numériques fabriqués par l'industrie »*.

La télévision numérique, dans laquelle toute l'information visuelle ou sonore est transformée en une suite de chiffres binaires dès la prise de vues ou de son, a fait l'objet d'une normalisation en 1982. Un studio de télévision numérique est en cours d'installation à Rennes et sera opérationnel en septembre prochain. Il sera exploité conjointement par FR 3, TDF et Thomson et mis à la disposition des sociétés de production qui souhaiteront l'utiliser.

Fabriqué avec les équipements de ce studio, le vidéoclip présenté à Montreux ne marquera pas l'histoire de l'art. Construit autour d'une chanson de Jesse Garron, *Nous deux*, c'est une œuvre de pure guimauve. Mais son ambition essentielle était de montrer la variété des traitements que permet la télévision numérique, et il n'y réussit pas trop mal. De nombreux types d'incrustation, des modifications sélectives des couleurs, des dilatations ou contractions du fond ou du sujet, opérations complexes en télévision traditionnelle, sont fortement simplifiées par la numérisation. Celle-ci permet de maintenir intacte la qualité de l'image au cours de manipulations complexes, qui imposent de multiples recopies sur bandes magnétiques. D'autre part, la facilité avec laquelle l'image peut être découpée permet de ne guère s'occuper du cadrage lors des prises de vues, ce qui accélère celles-ci.

M. A.

UNE MISE AU POINT DE LA HAUTE AUTORITÉ AU SUJET DU FILM SUR LE GROUPE MANOUCHIAN

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle a fait, dimanche 9 juin, la mise au point suivante :

« Après le remous et les malentendus suscités par l'avis de la Haute Autorité sur le film Des terroristes à la retraite, *devant le fait notamment que le mot censure a été prononcé, ce qui n'a jamais été ni dans l'esprit ni dans les intentions de la Haute Autorité, celle-ci croit utile de préciser :*

1. – Qu'elle a émis un avis, en réponse à la demande présentée expressément par le président d'Antenne 2 et non une recommandation et encore moins une injonction ;

2. – Que cet avis est fondé notamment sur le fait que le film Des terroristes à la retraite *ne remplit pas les critères d'honnêteté et de pluralisme compatibles, sur un sujet de ce genre, avec les missions de service public définies par les articles 5, 13 et 14 de la loi du 29 juillet 1982 ;*

3. – Qu'il est de la responsabilité du président d'Antenne 2 de prendre la décision de programmer une émission ;

4. – Qu'en tout état de cause, l'émission Des terroristes à la retraite *ne peut être programmée sans que les plus élémentaires garanties soient offertes par la Société de programmes A 2 à ceux qui sont mis en cause. »*

● *Fin de la grève à « Midi libre ».* – Les ouvriers du Livre CGT de *Midi libre* ont mis fin, samedi 8 juin, à leur grève de cinq jours après la signature d'une déclaration commune avec la direction. Celle-ci revient sur les sanctions infligées à un dirigeant syndical et à vingt-quatre autres employés de l'atelier (*le Monde* daté 9-10 juin), les transformant en simples avertissements de service. De son côté le syndicat reconnaît *« l'excès de certains de ses propos »* et les limites du mandat syndical.

A STRASBOURG

Les jeunes auditeurs de NRJ dans la rue

De notre correspondant

Strasbourg. – *« Criez bien fort, il faut qu'ils entendent là-haut ! »*. Devant l'immeuble du journal *les Dernières Nouvelles d'Alsace*, rue de la Nuée-Bleue à Strasbourg, la manifestation de soutien à NRJ samedi 8 juin après-midi a clairement désigné son premier adversaire : le grand quotidien alsacien et sa station satellite, « Radio-Nuée bleue ». Le cortège de 4000 très jeunes gens – *estimation* de la police, – entre quinze et vingt ans, s'est arrêté un moment sous les fenêtres du journal pour scander *« NRJ ne se laissera pas bouffer ! »* ou *« N'empêcher pas NRJ de chanter ! »*.

Le matin même, en dernière page du quotidien, son directeur-rédacteur en chef signait un article sur les radios locales privées à Strasbourg : *« Au nombre des radios non autorisées se trouve Radio-NRJ (ex-Strasbourg FM) qui a passé un accord avec NRJ Paris* (...). *Ce sont ces liens qui apparentent les stations NRJ à un réseau national (interdit par la loi) qui ont incité la Haute Autorité à ne pas donner suite à la demande présentée. »* A terme, six fréquences seraient attribuées à Strasbourg pour six regroupements de stations, dont deux accueillent les radios de presse, Radio-Nuée bleue pour *les Dernières Nouvelles* et Média-Plus créée par *le Nouvel Alsacien*.

Le défilé a longuement tourné dans les rues de Strasbourg, derrière un semi-remorque aménagé en podium. Les haut-parleurs diffusaient les programmes de « la plus belle des radios », tandis que les banderoles reprenaient les thèmes de la manifestation parisienne de NRJ. Deux conseillers généraux RPR, MM. Robert Grossmann et Ernest Rickert, participaient à la manifestation, présentée comme apolitique.

JACQUES FORTIER.

La FNAC veut ressusciter « les Nouvelles littéraires »

Les Nouvelles littéraires, sous forme de mensuel, devraient reparaître en octobre prochain. Une nouvelle société éditrice SARL a été constituée à cet effet : 64 % des parts sont détenues par M. Max Théret (par ailleurs PDG du *Matin de Paris*) et 34 % par la FNAC. C'est d'ailleurs M. Jacques Parent, directeur général de la FNAC, qui sera le gérant de la société et le directeur de la publication.

Rappelons que *les Nouvelles littéraires*, fondées en 1922, ont fait depuis dix ans l'objet de plusieurs rachats : en 1975, par M. Philippe Tesson, qui en fait un hebdomadaire auquel, en 1979, M. Jean-François Kahn donne une impulsion nouvelle jusqu'en 1982 ; en mai 1983, M. Jean-Pierre Ramsay rachète le titre pour en faire *les Nouvelles* ; l'expérience ne peut se poursuivre qu'avec le concours de M. Théret, mais elle échoue en août 1984 et, en octobre suivant, le mensuel *l'Autre Journal* est lancé par M. Michel Butel, dont l'ambition est de renouer avec la tradition intellectuelle des *Nouvelles littéraires*.

M. Alain Buhler, qui était encore le mois dernier rédacteur en chef au *Figaro*, a été désigné comme directeur de la rédaction des nouvelles *Nouvelles littéraires* de la rentrée. Cet ancien professeur de lettres, âgé de quarante-six ans, se propose de *« rendre au titre le prestige qui a longtemps été le sien, dans un style et selon des choix culturels valables en 1985 »*. Dirigeant une petite équipe de six journalistes – qui seront dix à la rentrée, – M. Buhler prépare un « numéro zéro » s'inspirant d'une *« grande tradition esthétique, intellectuelle et musicale, laissant une place importante à la nouvelle culture, qui passe par les loisirs, les nouveaux médias... »*. En cette année pré-électorale, les « Nouvelles littéraires *ne seront pas absentes*, dit-il, *du débat politique, mais avec le souci de l'aborder autrement, en contrepoint* ». En ce qui concerne le format, la présentation, la date de lancement et *a fortiori* le prix, rien n'est encore arrêté.

C. D.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 10 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Une sale affaire.
Film français d'A. Bonnot (1980), avec V. Lanoux, M. Jobert, A. Cheteau, P. Bouchitey, E. Chicot, C. Lambert. (Rediff.).
Une secrétaire de la mairie du Havre est séduite et piégée par un homme qui lui a caché son identité véritable et veut mettre fin à un trafic de drogue. Des défauts de scénario, mais l'atmosphère provinciale, l'étude psychologique et sociale sont réussies. Et l'on s'attache au personnage de Marlène Jobert.

22 h 20 Etoiles et toiles.
Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando.
Portraits de Jules Dassin, Kenneth Anger et Gene Tierney.

23 h 10 Journal.

23 h 35 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : Apollon et Hyacinthe.
Opéra en trois actes de Mozart. Livret de Rufinus Widl. Mise en scène Cl. H. Rese. Réal. J. Montes Baquer. Avec C. Rossdeutsher, P. Iconomou, M. Hohenleitner..., la Capella Clementina et les Petits Chanteurs de Tölz. Dir. musicale H. Müller-Brühe.
Le premier opéra de Mozart. Le jeune prodige avait onze ans quand il dut mettre en musique la « comédie » écrite par le Père Rufinus, où deux jeunes et beaux garçons, Appolon et Hyacinthe, se disputent les faveurs d'un troisième, Zéphyr. Des moments de pureté absolue.

22 h 55 Magazine : Plaisir du théâtre.
De P. Laville, réal. G. Paumier.
Invitée : Micheline Boudet. Au sommaire : Année de l'Inde (danses rituelles, filmées sur place) ; le centenaire de Sacha Guitry ; Printemps du théâtre...

23 h 5 Journal.

23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Jamais le dimanche.
Film grec de J. Dassin (1960), avec M. Mercouri, J. Dassin, G. Fundas, T. Vandis, M. Liguisos, D. Diamantidou. (N.).
Un américain, philosophe amateur venu chercher la Vérité en Grèce, découvre la joie de vivre grâce à une prostituée du Pirée qui ne travaille jamais le dimanche. Une comédie ironique sur le choc de deux cultures et de deux caractères, un numéro étourdissant de Mélina Mercouri. Grand succès commercial pour Dassin après une période de demi-échecs.

22 h 10 Journal.

22 h 35 Thalassa.
Magazine de la mer, de G. Pernoud.
« La Spi Dauphine », une course-croisière. Reportage d'Alain Le Garrec.

23 h 20 Etat des lieux.
Série de R. Nador, réal. J.-L. Léon.

23 h 25 Prélude à la nuit.
Intermezzo, opus 117, *de Brahms, interprété par Catherine Collard, piano. Et les résultats du concours de la « Fête de la musique ».*

FR 3 - PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Première séance : Atlantic city, film de L. Malle ; 18 h 55, Atout PIC : Jean Autin ; 19 h, Série : La folie des bêtes ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 35, *Le Juge*, film de P. Lefebvre ; 22 h 10, Boxe ; 23 h 15, Hockey ; 0 h 55, Sex shop, film de C. Berri.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 « Retour à Florence », de Henry James. Avec J. Negroni, G. Laurent, D. Lebrun....

21 h 40 Latitudes, musiques traditionnelles.

22 h 30 Nuits magnétiques : Festival du film d'animation d'Annecy.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 *Concert : Hercules*, de Haendel, par le Monteverdi Choir et l'English Baroque Soloists, dir. J.E. Gardiner, sol. J. Smith, C. Denley, S. Walker, A. Rolfe-Johnson...

Mardi 11 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 ANTIOPE 1.

11 h 45 La Une chez vous.

12 h Feuilleton : Joyeux bazar.

12 h 35 La bouteille à la mer.

13 h Journal.

13 h 45 A pleine vie.

17 h 30 La chance aux chansons.

18 h Le village dans les nuages.

18 h 20 Mini-journal pour les jeunes.

18 h 35 Série : Cœur de diamant.

19 h 10 Jeu : Anagram.

19 h 40 Expression directe : le Sénat.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).

20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : le Sagouin.
D'après le roman de François Mauriac. Adapt. F. Verny, réal. S. Moati, avec G. Laurent, M. Ribowska, H. Viriojeux. (Redif.)
Serge Moati avait vingt-trois ans quand il a donné le Sagouin, *peut-être ce qu'il a fait de plus beau. Une œuvre sans larme et sans cri, un fil d'acier tendu entre la vision de François Mauriac et celle de Moati. Non plus l'espérance dans la désespérance, mais le monde sans grâce, sans Dieu. La pluie tombe et l'on entre les yeux grands ouverts dans l'univers de la chute ; Guillou, enfant bâtard, méprisé et haï, innocent et coupable (d'exister), entend tout.*

22 h Documentaire : le Tibet.
« En attendant le Dalaï-Lama », de J. Besançon, réal. A. Retsin.
Incursion dans l'une des régions les plus isolées de la planète : situation sociale, religieuse et économique.

22 h 55 Journal.

23 h 10 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télématin.

10 h 30 ANTIOPE.

12 h Journal et météo.

12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.

12 h 45 Journal.

13 h 30 Feuilleton : Des lauriers pour Lila.

13 h 45 Aujourd'hui la vie.

14 h 50 Série : les Eygletière.

15 h 45 Reprise : Le grand raid.

16 h 40 Le journal d'un siècle.

17 h 35 Feuilleton : Une femme reste une femme.

17 h 45 Récré A 2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : Duellistes.
Film anglais de R. Scott (1977), avec H. Keitel, K. Carradine, C. Raines, E. Fox, R. Stephens, J. McEnery.
A cause d'une querelle stupide, deux officiers de l'armée napoléonienne vont, pendant quinze ans, se provoquer en duel chaque fois qu'ils se rencontreront. Imagerie historique un peu trop raffinée, d'après une nouvelle de Joseph Conrad.

22 h 25 Mardi cinéma.
Avec Jacques Villeret, Daniel Prévost, Carole Laure et Catherine Alric.

23 h 30 Journal.

23 h 55 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.

19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.

20 h 5 Les jeux.

20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).

20 h 35 Cinéma : le Cheval d'orgueil.
Film français de C. Chabrol, avec J. Dufilho, B. Le Saché, F. Cluzet, R. Hubert, A. Hubert, P. Le Person, M. Blanc. (Rediff.).
La vie d'une famille de paysans bigoudens, de 1908 à 1918, avec les souvenirs d'un enfant qui grandit. Mœurs et coutumes d'une région pauvre de la Bretagne recréées, stylisées, dans une adaptation fidèle du livre de Pierre Jakez Hélias. Chabrol a su trouver la vérité sociale et morale d'une communauté.

22 h 35 Journal.

23 h 5 Etat des lieux.

23 h 15 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 ; 9 h, Hill Street Blues ; 9 h 45, Série : l'Hôtel en folie ; 10 h 20, Reilly, l'as des espions ; 11 h 10, Le quart d'heure américain, film de P. Galland et G. Jugnot ; 13 h 5, Rue Carnot (et à 17 h 25) ; 14 h, Sex shop, film de C. Berri ; 15 h 35, Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux ? film de C. Serreau ; 17 h 5, Cabou Cadin ; 18 h, Jeu : 4 C + ; 18 h 40, Jeu : *Les affaires sont les affaires* ; 19 h 10, *Zénith* ; 19 h 45, Tout s'achète ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 35, Rue Barbare, film de G. Behat ; 22 h 20, *Deux heures moins le quart avant Jésus-Christ*, film de J. Yanne ; 0 h 10, To be or not to be, *film* de E. Lubitsch ; 1 h 45, Bénarès, ville bénie des dieux.

FRANCE-CULTURE

7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Claude Bruaire, la force de l'esprit (et à 10 h 50 : la patience des mots de Yves Sandre) ; 9 h 5, La matinée des autres : Atahualpa Yupanqui, voix vivante d'Amérindien ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école des parents et des éducateurs : dossiers espaces familles ; 11 h 30, *Feuilleton* : La Célestine ; 12 h, Panorama : entretien avec Jacques Roubaud ; *à 12 h 45, club de la presse, avec le docteur René* Frydman ; 13 h 40, Instantané : magazine musical ; 14 h, Un livre, des voix : « les Voyages d'*Hazenbat* », et « le Prisonnier » de Robert Escarpit ; 14 h 30, « Black out », de Vera Feyder. Avec V. Garrivier, R. Rimbaud, E. Scob ; 15 h 30, Les mardis du théâtre : autour de Claude Régy ; 17 h 10, Le pays d'ici, en direct de Limoges : la grande vadrouille de l'art contemporain ; 18 h, Subjectif : Agora ; avec Roland Causse ; 18 h 35 : Tire ta langue... ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : douze clés pour la biologie (organisation-régulation : harmonie-harmonie) ; 20 h, Musique, mode d'emploi : musiques vocales du XXe siècle avec Dorothy Dorow.

20 h 30 Pour ainsi dire.

21 h Entretiens avec... Raoul Ubac.

21 h 30 Diagonales : l'actualité de la chanson.

22 h 30 Nuits magnétiques : suspense,... les faucons.

FRANCE-MUSIQUE

6 h, Musique légère ; 7 h 10, L'imprévu : magazine d'actualité musicale ; 9 h 8, Le matin des musiciens : musique élisabéthaines : œuvres de Byrd, Tallis, Dowland, Farnaby, Morley... ; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilleton « Earl Hines et les petits comités » ; 12 h 30, Concert : œuvres d'Elgar, Dvorak, par l'Orchestre du Centre national des arts ; 13 h 45, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée : Espèces d'espaces ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Transports musicaux, le bateau (Debussy, Mendelssohn, Wagner, Schubert, Hammerstein), le cheval (Vivaldi, Elgar, Schubert, Copland, Berlioz), le train (Milhaud, Rossini, Offenbach), transports urbains, transports divers ; 18 h 2, Acousmathèque : les sixties de l'électroacoustique ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser ; 19 h 15, *Premières loges : Germaine Féraldy interprète des* airs de Delibes, Bizet, Smetana, Thomas ; 20 h 4 Avant-concert.

20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : *Choral, Variations Goldberg BWV 988*, de Bach-Busoni, par Alexis Weissenberg, piano.

22 h 30 Les soirées de France-Musique : Jazz-club (en direct du New Morning).

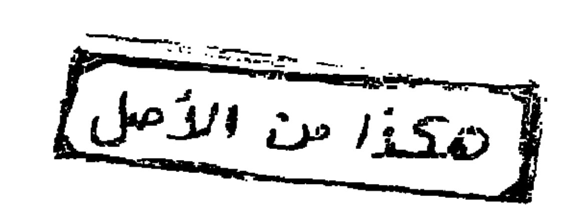
TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 10 JUIN

– *M. Henri Emmanuelli*, secrétaire d'État chargé du budget et de la consommation est l'invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 20.

MARDI 11 JUIN

– *M. Henri Krasucki*, secrétaire général de la CGT, est reçu à l'émission « Découvertes » sur Europe 1, à 18 heures.





Le Monde

ECONOMIE

EMPLOI : la fin des débutants

Le marché du travail se ferme aux jeunes peu qualifiés

INQUIÉTANT, lourd de risques pour l'avenir, le chômage des jeunes de moins de vingt-cinq ans paraît – enfin – se ralentir légèrement au moment où les emplois baissent de façon sensible pour la même catégorie d'âge. Apparemment contradictoire, ce double mouvement s'explique, même si, au fond, il n'augure rien de bon.

Pour une large part, les dispositifs imaginés en faveur des jeunes, et surtout des plus défavorisés d'entre eux, jouent à plein, retardant leur arrivée sur un marché du travail où ils ne trouveraient pas d'emblée leur place. Conçus pour jouer le même rôle, les TUC – travaux d'utilité collective – viennent désormais amplifier un phénomène que, fort heureusement, l'augmentation du taux de scolarité semble devoir assainir.

Expédients, remèdes sans lendemain ou mutations ? Peu importe le débat. La crise et l'évolution macro-économique qui sont à l'origine de tout dissimulent, sans aucun doute, une autre réalité plus terre à terre : l'intégration dans l'emploi, pour les jeunes, ne passe plus par les mêmes filières qu'autrefois. Transformation technologique oblige.

De mars 1983 à mars 1984, c'est à peine si le nombre de jeunes de moins de vingt-cinq ans varie (8 584 000), d'après les estimations démographiques de l'INSEE. Celui des stagiaires, accueillis dans les programmes 16-18 ans ou 18-21 ans notamment, ne bouge pas (154 000). Même les contrats emploi-formation demeurent stables (85 000). Quant aux effectifs des soldats du contingent, ils baissent peu (235 000 contre 249 000). Tout comme ceux des apprentis, insensiblement dévalués (218 000 contre 225 000).

Rien ne change ? Erreur. D'une année à l'autre, le chômage a augmenté dangereusement. Dans la classe d'âge de 16 à 25 ans, les 843 000 qui en étaient victimes sont devenus 1 023 000, soit 11 % – au lieu de 9,8 % – de l'ensemble des jeunes, actifs ou non. Pis, ce sont les jeunes âgés de 18 à 21 ans qui sont les plus frappés. 466 000 d'entre eux, soit 13,4 %, connaissaient le chômage en mars 1983. Un an plus tard, ils étaient 581 000, soit 16,6 %...

Parallèlement, la situation de l'emploi s'est gravement détériorée, diminuant la proportion des jeunes en activité dans toutes les tranches d'âges (16 à 17 ans, 18 à 21 ans, 22 à 25 ans). Au total, 3 547 000 étaient au travail en mars 1983 (41,3 % des moins de 25 ans), 3 323 000 (38,8 %) en mars 1984.

En douze mois, plus de 200 000 emplois de jeunes ont donc disparu, tandis que, selon une autre statistique de l'INSEE il y a une perte totale de 234 000 emplois, salariés ou pas, pendant la même période (*le Monde* du 22 mai). Force est de constater que, avant toutes les autres catégories, les jeunes ont payé leur tribut à la récession économique et aux restructurations.

Deux observations encore. On ne dit pas quel type d'emploi occupent les jeunes et pour combien de temps. Or il y a tout lieu de penser que, parmi les actifs, plus de la moitié sont demandeurs d'emploi, ou recrutés avec des statuts précaires (intérim, contrats de travail à durée déterminée), quand ce n'est pas pour des *« petits boulots »* (1). (*Le Monde* du 21 et du 22 mai 1984.) Ensuite, en un an, le taux de scolarité est passé de 29,9 % à 30,9 % pour concerner 2 652 000 jeunes de moins de 25 ans. De 16 à 17 ans, les scolarisés représentent désormais 74,9 % ; mais, la plus forte progression (+ 59 000) a permis aux 18-21 ans de figurer à hauteur de 30,4 % dans les établissements scolaires.

Faute de savoir, avant le début de l'été, comment les phénomènes ont évolué entre mars 1984 et mars 1985, il faut se borner à de rares constatations, toutes indicatives. Tout d'abord – et c'est l'essentiel – le chômage des jeunes régresse. En chiffres absolus, on compte moins de demandeurs d'emploi parmi les 16 à 25 ans. Le mouvement est si puissant que la proportion des jeunes dans le total des chômeurs a brutalement baissé, tombant de plus de 44 % à 36 % ces derniers mois. Le rythme du recul, pour les moins de 25 ans, paraissait même devoir s'amplifier (– 56 700 depuis janvier en données corrigées).

Mobilisation

Sensible aux graves dangers qui menaçaient, le gouvernement est intervenu, et derrière lui le patronat, quoique avec plus de difficultés (voir encadré). Cette mobilisation, évidente de toutes parts, s'explique, et pas seulement par des motifs statistiques. Fondamentalement l'emploi des jeunes est en cause. Leur accès à la vie active est compromis, la récession économique ayant accentué les conséquences de mutations autrement plus importantes.

Pour les qualifications les plus modestes, le marché du travail se ferme progressivement. La recherche de la compétitivité entraîne les entreprises dans une course aux gains de productivité, à l'amélioration des performances d'un personnel expérimenté. Les nouvelles technologies suppriment les postes subalternes ou d'exécution. Déjà redoutables pour les travailleurs adultes, ces trois évolutions, renforcées par la crise, augmentent les handicaps des jeunes, novices par définition. En l'absence de réelle formation professionnelle, ou du faible niveau de formation initial, ces obstacles deviennent infranchissables (2).

Auparavant l'insertion dans un métier, pour un jeune, passait souvent par une période d'assimilation où le nouveau se familiarisait avec l'entreprise. Il effectuait des tâches simples, occupait des postes secondaires. Aujourd'hui, ces emplois de débutants n'existent plus ou peu, et les secteurs d'activité qui les fournissaient massivement – tous traditionnels – sont parmi ceux qui subissent le plus les contraintes de la restructuration.

Les industries ne peuvent plus, sans soutien, se consacrer à leur ancien rôle d'apprentissage, d'intégration sociale. A terme, cela signifierait que les jeunes ne peuvent accéder à l'emploi que par les sas des programmes d'aide. Sauf les plus *« pointus »*, bien évidemment.

ALAIN LEBAUBE.

(1) Pour l'ensemble des chômeurs ayant retrouvé un emploi, 38 % l'ont obtenu, selon l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi), avec un contrat de travail à durée déterminée. Pour les jeunes, le pourcentage doit être plus élevé.

(2) D'après l'OCDE (*le Monde* du 23 novembre 1984), le chômage des jeunes en France tient aussi à des raisons structurelles, liées au mode de fonctionnement, par élimination des moins bons, du système scolaire.

La réussite des TUC

ENTRE 1984 et 1985, les programmes pour les jeunes se sont amplifiés, tandis que les efforts en faveur du maintien dans la scolarité se sont poursuivis. Ainsi le premier ministre a renouvelé les promesses de son prédécesseur, M. Pierre Mauroy, selon lequel de 800 000 à 900 000 jeunes devraient être accueillis dans des stages de formation, en année pleine. M. Laurent Fabius s'est donc publiquement engagé, le 5 septembre 1984, au cours de l'émission télévisée « L'heure de vérité » (*le Monde* du 8 septembre 1984), à ce que *« pas un seul jeune de moins de vingt et un ans »* ne soit sans emploi ou formation d'ici à la fin de 1985.

Les pouvoirs publics ont déployé une intense activité pour que les stages 16-18 ans soient un succès sans précédent. De même pour les TUC, les fameux travaux d'utilité collective, dont on ne cesse de hausser la cible : après en avoir annoncé 100 000, M. Fabius a parlé de 200 000 et M. Mitterrand, plus récemment, s'est prononcé pour 300 000, volant ainsi au secours d'une réussite indiscutable. Au 1er mai, on comptabilisait 205 000 propositions de TUC pour 95 000 déjà en activité.

Tout aussi soucieux des risques, le CNPF (Conseil national du patronat français) s'est mis d'accord avec les organisations syndicales pour garantir la mise en place de 300 000 stages annuels dans les entreprises, au nom de la formation en alternance – une formule d'adaptation à l'emploi nouvelle en France.

Toutefois, les résultats ne répondent pas aux espoirs : après bien des ennuis, donnant lieu à des reproches réciproques, les employeurs ne seraient pas en mesure de présenter plus de 20 000 contrats de stage. Préoccupé par cette lenteur, M. Michel Delebarre, le ministre du travail, envisage de supprimer cet été les contrats « emploi formation » de l'Etat, afin de donner toutes leurs chances aux formations alternées.

A. L.

Les anticipations ou le discours de l'oracle

En croyant à la hausse des prix on la déclenche. Comment concilier les comportements des citoyens et l'action de l'Etat.

par MAURICE BASLÉ (*)

IL y eut une période de modélisation mécanique de la croissance (années 60), puis une période de modélisation macro-économétrique des tensions, où les comportements des ménages, travailleurs salariés ou non, consommateurs..., les actions des entreprises individuelles, étaient considérés comme inexistants ou simplifiés à l'extrême ou testés de manière purement statistique à partir de l'observation du passé. Voici venue – et c'est heureux – la revanche de ceux qui ont toujours voulu introduire, dans leurs analyses, les hommes et leurs actions, les processus de prise de décision, les incertitudes et les contraintes, les conflits de stratégies et les jeux, coopératifs ou non, débouchant sur de fragiles et instables compromis.

Le plus curieux, au royaume des théoriciens de l'économie, est la manière : l'introduction des comportements s'est faite non par la grande porte (recherches en commun avec les sociologues ou les praticiens, progrès dans les sciences humaines en général), mais par « une très petite porte » ; ce fut l'apport, puis la critique d'une école anglo-saxonne – est-ce un hasard ? – dite « école des anticipations rationnelles ». Apport ultra-sophistiqué au départ, et surtout se donnant le souci ultime de respecter à 100 % les acquis doctrinaux du libéralisme : *l'Etat doit laisser faire*, et plus, il est inutile qu'il se dote des moyens de prévision, d'action et d'une politique économique cohérente, puisque ses intentions seront déjouées inéluctablement.

Cette entrée par la « petite porte » aboutit au paradoxe suivant : partant d'une idée juste, *« il faut étudier les comportements »*, l'on arrive à une solution contraire : *« Les économistes et les experts gouvernementaux doivent s'arrêter et souffler un peu puisqu'ils savent que les agents savent..., puisque ceux-ci connaissent par cœur le modèle de l'économie, qu'on ne peut plus leur raconter que ce qu'ils savent déjà, qu'un gouvernement n'a plus aucune chance de les surprendre. »* A la limite de ce scepticisme sur le gouvernement des hommes, maintenant que les entreprises – surtout les plus grandes et plus puissantes – se sont dotées de services privés de prévision, ont construit leurs propres modèles, pourquoi utiliser le produit partiel des impôts à financer des services officiels de prévision ?

Un retour à la maison

Comment en est-on arrivé là ? Comment est-on passé d'une bonne nouvelle – les comportements sont essentiels dans les bifurcations que sont les crises – à un tel recul – abstinence et retour à la maison ? L'histoire commence en réalité il y a très longtemps chez les économistes. En ne remontant qu'à Keynes, celui-ci n'écrivait-il pas sur l'importance des anticipations à court terme et à long terme, et ne faisait-il pas des *« esprits animaux des entrepreneurs »* et du taux de profit escompté un pilier massif de sa célèbre construction ? Mais la période des « vingt glorieuses » (1945-1965) avait occulté et placé en coulisse les incertitudes (étudiées par l'Anglais Shackle, 1961), les stratégies d'acteurs et les théories de la prise de décision dans les organisations (comme celles de Cyert et March, 1965), les conflits (malgré les progrès en théorie des jeux).

La crise des années 70 fait émerger au premier rang ce qui avait – c'est vrai – subi un traitement désinvolte dans beaucoup de modèles : les anticipations des agents ne sont pas purement adaptatives, comme l'indiquait, entre beaucoup d'autres, Friedman, dans ses travaux empiriques où les anticipations relatives à l'inflation étaient une moyenne plus ou moins pondérée des taux d'inflation du passé. Les agents ne se limitent pas à une information restreinte, les valeurs passées d'une variable, par exemple le taux de change ancien pour prévoir le taux de change futur. Ils font des anticipations rationnelles, en utilisant un véritable modèle complet de l'économie, en cherchant le maximum d'informations et en se donnant les moyens d'utiliser toute l'information disponible.

Bernard Walliser, dans son ouvrage *Anticipations, équilibres et rationalité économique* (Calmann-Lévy, 1985), montre bien le caractère *« tous azimuts »* de ce *« quasi nouveau paradigme »*. Par exemple, l'hyperinflation s'explique par de telles anticipations, qui ont la vertu ou le défaut de tendre vers l'autoréalisation des prophéties : en croyant à la hausse, on déclenche la hausse et des phénomènes cumulatifs, comme le discours de l'oracle à Œdipe entraîne celui-ci à tuer son père et à épouser sa mère.

Une politique économique ne peut, en conséquence, se faire contre les agents. Au-delà de l'idée de *la nécessaire confiance*, on indique ici que les agents connaissent les effets d'une politique budgétaire de relance ou d'une politique monétaire active ; ils vont se servir de cette connaissance, en tirer le maximum de profit pour réagir, par avance, aux effets qui pourraient leur être contraires.

L'apprentissage des agents est immédiat et l'ajustement de comportements est possible dans l'instant. En conséquence, les politiques de l'Etat sont inefficaces. Pis, à la limite, ce sont elles qui vont créer le cycle, par les perturbations qu'elles engendrent, au lieu de jouer la stabilisation. L'économie n'est-elle pas naturellement portée à l'équilibre, sans chômage autre que le chômage « naturel », ni pénurie, ni mévente, ni inflation, ni quelque déséquilibre que ce soit ?

(*) Maître de conférences à la faculté des sciences économiques de Rennes.

(Lire la suite page 21.)

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

FRANÇOIS CARON

Le résistible déclin des sociétés industrielles

Introduction de Pierre Chaunu, de l'Institut.

Un livre immense, qui vaut une bibliothèque, tout *comme son introduction vaut un livre : la marche de la* technique, dans un superbe et profitable mépris du *social (la « pauvreté nécessaire »* de Marx), les destructions qu'elle assume dans l'innocence, la marche *de la consommation qui ne demande qu'à suivre,* sinon à précéder. Nous avons tout cela et plus encore.

Reproche ou remords ? *Les Français sont peu* enclins à employer le terme *décadence.* Après Raymond Aron, *Pierre Chaunu le fait dans sa brillante pré*face, mais dans le souci de faire face. Selon François Caron, dit-il, *« les sociétés industrielles du petit sixième fragile »,* les démocraties libérales menacées, rongées, avachies, momentanément asthéniques, sont encore ce que nous avons de plus supportable... *« La pierre peut encore... être déviée. »* C'est, en somme, *« Le vent se lève, il faut tenter de vivre » du Cimetière marin.*

La navigation de l'auteur dans ce champ d'écueils pourrait faire redouter au lecteur quelque naufrage. Si celui-ci n'arrive jamais, c'est que le professeur de Paris-IV a cette étrange qualité, si rare chez les économistes, historiens ou non, qu'est le courage. Ferme dans sa marche, il ne craint ni de réhabiliter Say ni d'être indulgent envers Michelet, auquel nous devons, tout au moins, le *« inventer ou périr ».*

La pénétration multiforme de l'innovation présente une étrange lacune ; évitée la grande question qui a *passionné économistes et opinion, jusqu'à Marx :* le progrès technique ne diminue-t-il pas le nombre des *emplois ? Aucun travail sur le sujet n'est signalé, et si* le nom de W. Leontief est cité, c'est pour son seul « paradoxe ». Et *nous* en venons fatalement à « la crise » ou du moins à l'usage, fatal et reposant, du terme.

La conclusion positive reste à préciser ; nous l'espérons un jour prochain, en parallèle avec les vues sur le monde socialiste, capable, lui aussi, de susciter la « tension créatrice ».

★ *Librairie académique Perrin.* Paris 1985, 24 cm, 330 pages, 120 F.

MARIE LAVIGNE

Economie internationale des pays socialistes

Non seulement la doctrine de Marx-Engels s'attachait surtout aux problèmes industriels intérieurs, mais *un* quart de siècle de quasi-isolement, sa dimension aussi, ont conduit l'Union soviétique à négliger quelque temps les rapports internationaux, en tout état de cause plus difficiles à planifier. C'était le sujet présenté et débattu récemment à Budapest, au congrès des économistes de langue française.

Nul n'était mieux placé pour une tâche aussi délicate que la directrice du Centre d'économie internationale des pays socialistes, dont l'autorité scientifique *s'étend* maintenant dans le monde entier. Son analyse minutieuse des rapports Est-Sud, les premiers dans *l'ordre* logique et *chronologique, puis* Est-Ouest, l'a conduite à dissiper de tenaces illusions, notamment *celle d'une* libération progressive, presque fatale, sous la pression des commodités. Pas plus en vue, en *revanche, n'est l'isolement autarcique.*

La terminologie occidentale peut, en outre, donner *lieu à des méprises : la notion de protectionnisme* demande, par exemple, une transposition appropriée. *Autre illusion courante, et commode, aussi durement* dénoncée, celle de l'« 'échange inégal », qui aboutirait *à une sorte d'exploitation des Républiques populaires* par leur puissante protectrice.

Une place importante est, à juste titre, réservée ici à l'endettement, toujours dans le souci de combattre les facilités. C'est d'ailleurs le domaine d'élection des hypothèses et des prévisions à sensation.

C'est en 1980-1981 qu'a été atteint le maximum. Seules la Hongrie et la RDA ont réussi à éviter l'échelonnement, la seconde toujours aidée discrètement par sa voisine occidentale. Le Fonds monétaire international est-il un piège ou une ressource inévitable ? La Roumanie, première en date, a adhéré à l'organisme, en 1972, suivie de loin par la Hongrie, en 1982. La Pologne espère encore, mais l'Union soviétique, elle, n'en a pas besoin.

Excellente mise au point, en fond et en forme, qui donne cependant à regretter l'emploi, malheureuse*ment si courant, du terme technologies, au lieu de techniques.* Faudra-t-il modifier la langue française et *la langue grecque de surcroît ?*

★ *Armand Colin.* Paris 1985, 23 cm, 255 pages, 85 F.

OUVRAGE COLLECTIF

Les Suisses vont-ils disparaître ?

Préface d'Auguste Liénin.

Un événement dans ce pays, si étranger aux problèmes de population, en dehors de l'attitude à prendre envers les étrangers. *L'ouvrage est publié,* avec le concours de Pro Helvetia, par la commission Politique de la population, organe de la Société suisse de statistiques et économie politique. Les neuf auteurs occupent des postes universitaires et administratifs : O. Blanc, Ch. Guenaud, M. Diserens, H.M. Hagmann, W. Haug, H. Hanzmann, J.E. Neury, M. Schüler, J. Traxler.

Dans l'excellente présentation des trois premiers *chapitres est décrit le mouvement actuel* (vieillissement, migration, activité), suivi de projections jusqu'en *2040, dans des hypothèses plutôt favorables* (aucune baisse, désormais, de la fécondité). Dans les condi*tions actuelles, les plus de soixante-cinq ans passe*raient de 13,8 % de la population à 25 % en 2025. *Seule une reprise de la fécondité permettrait de main*tenir les retraites.

Ici comme ailleurs, le vieillissement actuel et le vieillissement attendu sont — même à s'en tenir au plan matériel — plus redoutables encore que la diminution du nombre et de la densité.

Vient la partie la plus délicate, remarquablement traitée : la politique à suivre. Rappelant la quasi-indifférence de la plupart des pays occidentaux devant l'attitude positive de l'Europe socialiste, les auteurs soulignent les résultats opposés obtenus récemment dans les deux Allemagnes, tout en refusant, étrangement, le congé payé [pour maternité], pièce de résistance du programme de la RDA. En dehors de cette attitude, les propositions formulées sont réfléchies, positives, la grande question restant, bien sûr, celle de leur adoption par les pouvoirs publics.

Les Suisses vont-ils prendre conscience du problème de leur existence ? La semaine organisée en mai par le professeur O. Reverdin peut donner quelque espoir en ce sens ; il subsiste cependant d'importantes résistances, faites, comme en France, d'ignorance, plus encore que de défense matérielle. A cette première pierre d'autres devront être ajoutées, pour éviter un déclin aussi redoutable que peu redouté.

★ *Editions Paul Haupt.* Berne et Stuttgart, 1985, 22 cm, 225 pages, 32 F suisses.

SPELEO

Le Languedoc-Roussillon fait son plan

Avant-propos d'E. Hemmel.

« Le dossier que vous allez lire risque de surprendre ». C'est ainsi que commence l'avant-propos de cet ouvrage. Annonce pleinement juste, tant le lecteur est surpris de voir un plan ou un projet ne comporter, à peu près, aucun chiffre, aucune indication concrète, sur la richesse, l'emploi, la population. Il s'agit, il est vrai, de débats entre syndicalistes, enseignants, chercheurs, autour de l'idée de Plan, bien éloignés de Jean Monnet, de Pierre Massé ou de Michel Rocard.

Le sigle SPELEO *désigne* la *Société pour l'étude de* l'espace occitan. L'appel fréquent à ce dernier terme, *si impropre, n'est pas fait pour dissiper la confusion.* Lorsque le débat s'aventure sur le concret, c'est pour *employer des expressions plus violentes que scientifiques,* telles que *« le meurtre de la viticulture »* ou, à l'opposé, *« une option visant à transformer la région en Japon ou en Californie n'est nullement absurde ».* Passons sur *« la stratégie d'hexagonalisation »,* sur *« le schéma constitue une superposition de niveaux »* et biens d'autres. Plus clair, en somme, le texte en dialecte languedocien que certains passages français.

L'intérêt porté par les syndicats et les enseignants au Plan de leur région ne saurait être trop encouragé, mais il est souhaitable de les voir s'intéresser aux perspectives démographiques, au vieillissement en cours, aux richesses exploitées ou en friche, aux besoins à satisfaire, à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le marché commun, aux ressources en énergie, aux transports, au tourisme, etc., assises bien nécessaires aux progrès de la culture, nationale ou locale.

Une revanche est attendue.

★ *Edinud.* Montpellier et Aix 1985, 24 cm, 384 pages, 80 F.

CATHERINE SOFER

La division du travail entre hommes et femmes

Préface de Xavier Greffe.

Ouvrage important qui va plus loin encore que son titre, puisqu'il comporte, au-delà des relations classiques, de larges ouvertures sur la vie économique. A l'origine, une thèse préparée sous la direction de Jacques Delors, puis du préfacier. Deux parties bien distinctes, la division du travail entre hommes et femmes dans la famille, puis dans l'économie marchande.

Nombreuses ont été, en divers pays, les recherches récentes *sur la valeur du travail domestique,* sans aboutir encore, faute de terminologie commune et de mesures correctes. Ne nous étonnons donc pas de quelques incertitudes, si bien présentées qu'elles soient. Ni l'analyse marxiste ni la néoclassique ne donnent d'ailleurs satisfaction. Conclusions énoncées et questions posées (parfois plus novatrices encore que les données) laissent le champ ouvert.

Si loin que soit portée la recherche, nous ne trouvons, curieusement, ni les *résultats des études soviéti*ques ni, ce qui semble plus grave et plus surprenant, ceux des études *menées en France, depuis* quarante ans, par l'INED (une simple citation de *Population et société), en particulier par Alain Girard et Louis* Roussel. Ces deux spécialistes sont même éliminés de *la bibliographie !*

De façon générale, l'analyse juridique et morale ne va pas, si remarquable qu'elle soit, jusqu'aux comptes. Est toutefois bien citée la part du travail domestique dans le PIB, mais les considérations pertinentes sur le coût de la production d'enfants n'aboutissent pas à un modèle cohérent. Aucune donnée, en particulier, sur la valeur de formation de l'homme, que l'on peut estimer à quatre ou cinq années de travail.

Par ailleurs, il eût été utile, toujours sur le *plan* comptable, de comparer le temps passé au service *militaire (en forte diminution) et celui qui est retiré* par les maternités au travail professionnel ou domestique. *Auraient pu également trouver leur place la notion de* perte *sociale* (à peine en vue dans les budgets temps) et le phénomène, quelque peu lié au sujet traité, de la natalité.

Ces réserves formulées, félicitons-nous des progrès accomplis non seulement dans la connaissance, mais dans l'expression. Le chemin parcouru depuis *l'Emile* est aussi considérable que loin d'être achevé.

★ *Economica.* Paris 1985, 25 cm, 321 pages, 110 F.

Centre de recherches Pierre Fabre

Vieillissement de la société
Vieillissement de l'homme

Avant-propos de J. Flesch, président du Centre international de gérontologie sociale.

Il s'agit des actes du colloque « Vieillissement de la société et vieillissement de l'homme » organisé à Toulouse, le 15 juin 1984, *par le Centre de recherches* Pierre Fabre, sous la présidence des professeurs *P. Vellas et J.-L. Albarède.*

Le titre semble mal choisi, car l'expression « vieillissement de la société » est ambiguë, alors que le vieillissement de la population, ici en question, est bien défini et mesuré.

Les propos préliminaires sont suivis de quinze communications, dont cinq sur la population et les sujets *apparentés (retraites, etc.) et dix sur le vieillissement* physique et mental de l'individu. Parmi les premières, *il faut citer, en particulier,* les projections saisissantes de Paul Paillat, non seulement sur la France, mais sur divers pays d'Europe et sur la Chine. Est dénoncée par lui l'étrange absence de la question au programme du Congrès mondial de la population à Mexico, en août 1984. Peut-on appeler scientifique l'attitude qui pousse à écarter une question du fait de la peur qu'elle inspire ?

★ *Centre international de gérontologie sociale.* Paris, 1985, 25 cm, 190 pages, 74 F.

CANADA

L'offensive Bombardier

De la chenille à la roue : la métamorphose d'un constructeur québécois.

ON ne peut plus se permettre d'ignorer Bombardier. Il vient d'en coûter 1 milliard de dollars canadiens (1) à Francorail pour avoir sous-estimé le constructeur de matériel de transport en commun québécois. Le concurrent à l'accent traînant est vif en affaires : c'est lui, et non la firme française, qui fournira les huit cent vingt-cinq voitures de la deuxième tranche du métro de New-York, le plus important contrat jamais signé en Amérique du Nord.

Les Français ont été surpris. Sûrs de leur affaire, ils s'estimaient techniquement supérieurs. Financièrement, leur proposition était alléchante. Mais ils n'obtiendront que la commande de la troisième tranche, trois fois moins importante. La nouvelle était d'autant plus rude que c'est leur technologie qui a mis le concurrent sur les rails de la réussite : la première production de transport en commun de Bombardier a été un métro sur pneus, destiné à Montréal, fabriqué sous licence française.

La société a, par la suite, fait sienne la stratégie de la « technologie prouvée » : acheter les dessins réalisés par d'autres économise les frais de recherche et de développement et diminue les risques. A l'inverse, le seul produit fabriqué par Bombardier, le train rapide LRC, souffre toujours de problèmes techniques après plusieurs années de rodage. Les produits ont donc les origines les plus variées : outre le métro français, le train transcontinental Superliner a été développé par l'américain Pullman, et le camion militaire Iltis est une création de l'allemand Volkswagen.

Bombardier se vante de n'avoir pas inventé la roue – si ce n'est la roue d'entraînement de chenille qui lui sert d'emblème. Mais il bénéficie d'une réputation de qualité et de ponctualité qui ravit les régies de transport en commun, toujours pressées par des programmes stricts. *« Nous sommes des assembliers prouvés »*, confirme M. Raymond Royer, vice-président exécutif de la compagnie.

L'autre force est l'agressivité commerciale. On a évoqué l'existence de relations privilégiées avec le gouvernement canadien. Peut-être. Mais la société est aussi très attentive au marché. A New-York, elle s'attendait au renouvellement de la flotte de voitures. Elle a donc racheté la licence du métro sur fer – qu'elle n'avait pas encore – à Kawasaki, le constructeur de la première tranche de modernisation. Avec raison, car une enquête a prouvé par la suite que la compatibilité du matériel canadien a été un avantage déterminant.

Dans la neige

A l'occasion de ce contrat, le concurrent américain déçu, Budd, a même accusé le canadien d'avoir bénéficié de subventions déloyales de la part de la SEE (Société pour l'expansion des exportations). En effet, grâce à la SEE, Bombardier a offert aux Etats-Unis des prêts de longue durée et des taux d'intérêt bas, normalement réservés aux pays en voie de développement. La société se défend d'avoir fait autre chose que de neutraliser des propositions françaises comparables.

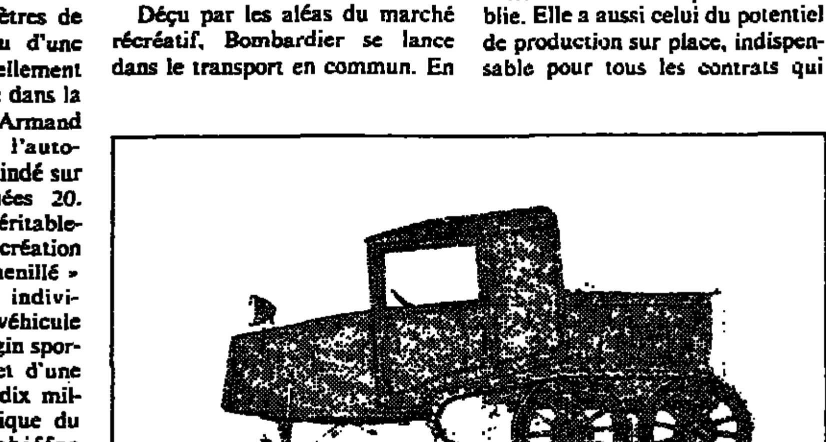
Les Canadiens ne sont pas peu fiers des succès d'une société authentiquement nationale dans une économie où tout ce qui roule est d'abord américain. L'automobile canadienne, c'est le domaine de General Motors, Ford ou Chrysler. Mais Bombardier règne sur le rail.

Valcourt, à 100 kilomètres de Montréal, est le berceau d'une firme qui a tout naturellement commencé à faire fortune dans la neige. Son fondateur, Armand Bombardier, a inventé l'autoneige (bus, tracteur ou blindé sur chenilles) dans les années 20. Mais la compagnie n'a véritablement démarré qu'après le création de la moto-neige, un « chenillé » adapté à la circulation individuelle. Conçu comme un véhicule utilitaire, c'est comme engin sportif qu'il est devenu l'objet d'une véritable industrie, avec dix millions d'adeptes en Amérique du Nord. Du coup, le chiffre d'affaires de la petite entreprise familiale, créée en 1942, bondit de 10 millions à 100 millions de dollars canadiens de 1964 à 1971. La société entre en Bourse dès 1967, la famille conservant 68 % des parts. En 1984, le chiffre d'affaires a dépassé le demi-milliard de dollars.

Il y aurait aujourd'hui 1,5 million de motos-neige en circulation dans le monde – dont la moitié de marque Ski-Doo (Bombardier). La firme canadienne fournit, à elle seule, 30 % du marché mondial. Son principal concurrent, Yamaha, ne l'a pas encore doublée.

Or le Ski-Doo n'est plus la production principale de Bombardier. De 1971 à 1976, la crise de l'énergie a réduit le marché de 60 %. Pendant les hivers 1979-1980 et 1980-1981, c'est le manque de neige qui a rendu les chenilles inutiles.

Déçu par les aléas du marché récréatif, Bombardier se lance dans le transport en commun. En 1974, la ville de Montréal sollicite le fabricant de motos-neige pour la fourniture de 423 voitures de métro. Deux ans plus tard, Chicago propose un contrat d'automotrices de banlieue, le client apportant le dessin.



Il y a cinquante ans...

Depuis, la compagnie poursuit sa diversification. Bombardier reste le spécialiste des « chenillés » pour pays froids – il est le fournisseur des Jeux olympiques en véhicules d'entretien de pistes, – mais il équipe aussi le Mexique en matériel de transport en commun, la Belgique en matériel militaire. Au total, Bombardier vend dans cinquante pays.

Sa prochaine cible n'est autre que le marché au plus gros potentiel de vente du monde, celui de son voisin nord-américain. L'entreprise québécoise a déjà l'avantage de la parenté de culture, et d'une réputation établie. Elle a aussi celui du potentiel de production sur place, indispensable pour tous les contrats qui bénéficient de subventions fédérales (le Buy American Act exige qu'une partie du produit soit fabriquée aux Etats-Unis).

Complétant avec une stratégie d'araignée sa panoplie de produits – c'est le seul constructeur au monde à avoir une gamme complète, – Bombardier vient d'acquérir un « système léger sur rail » – nom savant du tramway – et un système de monorail développé par la société Walt Disney, donc déjà testé par sept cents millions de passagers à Disneyworld. Or, comme le tramway, le monorail – construit sur une infrastructure en T – a l'avantage sur le métro classique de ne pas exiger de percement de tunnels, onéreux pour les villes moyennes ou impossibles pour des raisons techniques (2). D'après M. Royer, ces nouvelles régies de transport qui foisonnent aux Etats-Unis représentent un marché potentiel de 2 500 voitures sur dix ans, soit 250 millions de dollars tous les douze mois. Un rendez-vous à ne pas manquer.

Toutefois, rien n'est encore joué. Le protectionnisme gronde aux Etats-Unis, et les frontières du marché tant convoité pourraient se fermer du jour au lendemain. Un danger que pressent le constructeur – il exporte un produit sur deux vendus, – qui cherche à s'en défendre en ouvrant un bureau à Washington. Les acheteurs éventuels pourraient, d'autre part, demander un plan de financement aussi avantageux que celui de New-York. Le gouvernement fédéral va-t-il accepter de continuer à financer à bas prix les ventes de la firme ?

Cette dernière pourrait même renoncer à la sécurité de sa doctrine de la *« technologie prouvée »*. Poussée par les autorités québécoises, qui lui promettent un financement à 100 %, elle risque de construire son propre modèle de voiture sur fer. Les voitures seraient destinées au métro de Montréal, qui deviendrait un marché test pour des exportations futures. Au constructeur de prouver qu'il est capable de se dégager de la dépendance de la technologie étrangère.

DOMINIK BAROUCH.

(1) Un dollar canadien vaut 6,8 francs.

(2) Le monorail peut transporter de 7 000 à 20 000 passagers par heure, le métro classique de 20 000 à 40 000.

Les anticipations ou le discours de l'oracle

(Suite de la page 19.)

Les recommandations ultimes de l'école des anticipations rationnelles sont très clairement doctrinales et idéologiques. Malgré certains apports positifs, l'école construit son analyse sur de faibles fondements. Tout d'abord, comme l'indique Bernard Walliser, l'anticipation est, pour cette école, le fait d'un seul agent, alors que, dans la réalité, chacun anticipe et modifie son comportement en fonction de sa connaissance de ce que font et prévoient les autres : les jeux sont plus complexes, les attitudes plus sophistiquées. Il existe un véritable art du comportement dans bien des situations, dans les négociations, dans les annonces de francs-tireurs et les retraites stratégiques, et le maître du jeu n'est pas toujours unique, heureusement.

Ensuite, il existe un grand nombre de situations où les moyennes en probabilité statistique ne coïncident pas avec les moyennes réalisées dans le temps historique. Il ne s'agit pas du jeu de la roulette au casino. L'avenir est par nature partiellement irréductible : il est en train d'être créé par les décisions cruciales. Le futur n'attend pas d'être découvert ; il attend d'être initié, fabriqué, et l'entrepreneur créateur n'est pas un robot. Le comportement humain, de manière ultime, est un bien, *« une cause sans cause »*, au sens de l'économiste anglais Shackle.

Enfin, le monde réel est caractérisé par des plans incohérents en apparence, parce que l'information a un coût, qu'il est difficile de réviser instantanément son comportement, parce que des engagements à terme ont été pris qui rigidifient nos systèmes, parce que l'apprentissage prend du temps et enfin parce que tous les agents n'ont pas forcément le même modèle de l'économie en tête : en conséquence parce que la rationalité n'existe pas *a priori*. De telles remarques non exhaustives sont dévastatrices pour l'école des anticipations rationnelles..., donc pour ses conclusions.

Le monde change

Cela ne signifie pas que l'Etat peut aujourd'hui se contenter d'appliquer les thérapeutiques anciennes. Il est clair que le monde change. L'ouverture de l'économie française, par exemple, et le vertige de la désindustrialisation – à l'image du Royaume-Uni – sont des situations nouvelles auxquelles l'Etat doit faire face. Mais il a besoin, là, du contraire de la démobilisation.

Il est vrai que des interrogations existent aujourd'hui sur la légitimité de l'action publique. Elles ont des conséquences en termes de psychologie de l'impôt et de demande sociale de rénovation de l'intervention économique et sociale. Les comportements des entreprises et des ménages s'appuient sur des informations de plus en plus nombreuses, de qualité meilleure (médias), et sur la série des expérimentations passées, françaises ou étrangères. Le rapprochement entre le coût de l'impôt ou de la cotisation sociale et le bénéfice tiré de l'existence de biens collectifs (défense, justice, éducation, santé, etc.) est rendu moins malaisé et conduit quelquefois à la dénonciation de certaines inefficacités bureaucratiques.

La confiance est en même temps limitée par la prise de conscience de l'incertitude. Mais, à l'inverse, une consolidation des valeurs est en cours – sur l'entreprise par exemple, – et des réseaux de solidarité ou de négociations possibles : l'économie et la société française ne sont pas désarticulées, comme celles de certains pays du tiers-monde. Un meilleur Etat, donnant l'exemple de la sagesse et de la détermination, de la compétence et de la proximité, s'assignant des objectifs d'efficacité et de justice, peut être alors le véritable organisateur d'une nouvelle donne : les comportements de chaque joueur (Etat, entreprises, salariés et non-salariés) ne tendront pas à bloquer l'Etat. Ils lui serviront de stimulus pour que le futur entre dans le présent, sans retard et sans rupture.

MAURICE BASLÉ.

La chronique de Paul Fabra

L'avertissement de Henry Kaufman

MALGRÉ une population quatorze fois moindre et une superficie presque six fois plus petite que l'Inde, la France peut discuter sur un pied d'égalité avec Rajiv Gandhi. La raison en est que notre pays est en *mesure de compenser ses handicaps de* dimension par un produit national brut *égal à environ le triple de celui du sous*-continent indien. S'il est aujourd'hui à *peu près admis que* les *statistiques* tirées de la comptabilité nationale *comparée déforment la réalité des* choses, faisant sans doute apparaître *plus grand encore qu'il n'est dans les* faits l'écart entre les pays riches et les *pays* en voie de développement, il n'empêche qu'économiquement et financièrement la France dépasse l'Inde d'une très bonne longueur.

Pour banale qu'elle soit, cette constatation aide à mettre dans sa véritable *perspective le problème politique de* l'unification de l'Europe occidentale, si *manifestement en retard par rapport à* celle de l'Inde en dépit de la fronde des Sikhs et des *forces centrifuges qui ne* cessent de se manifester au Cachemire et dans plusieurs Etats du Nord-Est.

Dans sa grande simplicité, l'argument *central mis en avant par les partisans* d'une intégration poussée des pays *européens, est sans réplique. C'est un* fait que, divisés entre eux, ces derniers *sont incapables de faire le poids face aux* Etats-Unis et à l'autre grand, l'Union *soviétique. Mais la comparaison, si* objectivement justifiée soit-elle, est, en dépit des apparences, de faible portée psychologique.

C'est qu'il en va probablement des sociétés humaines comme des indi*vidus : on envie les plus forts que soi,* mais on se compare plus volontiers aux *plus faibles. Tel est le moyen le plus* « gratifiant », comme on dit, de se situer *par rapport aux autres. A cela s'ajoute* une autre considération : ceux qui sont *très au-dessus de nous paraissent* occuper une position inaccessible. Il est *rare qu'on cherche sérieusement à* l'atteindre. Certains rêvent de la fortune *des Kennedy ou d'un empire industriel à* diriger : peu nombreux sont ceux qui *nourrissent vraiment cette ambition et* ont la force de caractère d'y subor*donner leur existence.*

Par contre, il est tentant de se *mesurer à ceux qui sont au-dessous.* Les satisfactions qu'on en retire ne sont pas *forcément très reluisantes, mais l'exer*cice procure une facile consolation pour *ses propres insuffisances. Tel qui souffre* de ne pas gagner davantage se récon*forte en se disant que sur l'échelle des* revenus le sien se range dans la bonne *moyenne. A y regarder de près,* il est difficile d'échapper complètement à ce *genre de petit calcul qui aide par* exemple à vieillir. Jusqu'à un âge *avancé, on est toujours «jeune» par* rapport à quelqu'un d'autre.

Bien qu'elles ne soient plus au tout premier rang qu'elles occupaient dans un passé relativement récent, les nations les plus importantes de l'Europe occidentale peuvent encore, dans certains domaines, industriel et bancaire notamment, jouer les grandes puissances par rapport à presque tous les autres peuples de la planète, y compris par rapport au grand peuple indien, au grand peuple chinois, au grand peuple brésilien. Les Européens ne sentiront sans doute l'urgence de leur unification que le jour où l'Union indienne ou la Chine se seront dotées d'une capacité de production moderne comparable à la leur.

APPELÉ *à déposer devant une* commission de la Chambre des *représentants, Henry Kaufman,* le célèbre économiste de la firme *Salomon Brothers de New-York, a lancé* un très sévère avertissement. Ce que certains, aux Etats-Unis et ailleurs, présentent comme un « progrès irréversible », à savoir la « déréglementation » des marchés financiers, est en train, selon lui, d'abaisser dangereusement les critères de liquidité et de solvabilité. *« Nous nous dirigeons vers un système financier dans lequel il n'y aura plus de gardien pour la qualité du crédit » (a financial system in which credit has no gardian).* Propos très graves quand on s'avise que depuis qu'il existe des marchés dignes de ce nom, leur essor dépend du maintien de la sécurité des transactions, et que cela n'a jamais été possible sans une *surveillance* efficace des autorités publiques, ce qui n'a rien à voir avec le débat sur le libéralisme et le dirigisme.

En 1816, les fondateurs de la Caisse des dépôts et consignations, dont le rapport annuel sera rendu public cette semaine, donnaient à la nouvelle institution la mission d'être la *« gardienne de la foi publique »*. A cent soixante-dix ans de distance, la préoccupation et le vocabulaire sont les mêmes.

Depuis plusieurs années déjà, Henry Kaufman s'inquiète du phénomène qu'il a dénoncé de façon particulièrement vigoureuse, le 5 juin à Washington. Il y a douze mois, il me disait : *« Nous assistons à un relâchement des normes de crédit bien au-delà de ce que je pouvais envisager. C'est à croire que les milieux financiers et les entreprises ont tout oublié et n'ont rien appris. »* Il en *est de même pour les ménages. Ceux-ci* contractent désormais, faisait-il remarquer, *la majorité de leurs emprunts* hypothécaires à taux variable. Ils accep*tent donc de prendre de gros risques* pour une longue durée sur l'évolution du *loyer de l'argent.*

La situation s'est encore, depuis lors, détériorée. Comme je l'interroge sur les raisons qui l'ont amené à pousser un *nouveau cri d'alarme,* il commence par me dire à quel point les « institutions *financières »*, banques et organismes d'épargne privés sont en position délicate : *« Il arrive souvent que, premièrement, la proportion de leur capital par rapport au total de leurs actifs soit en forte diminution et, deuxièmement, que la valeur négociable de leurs actifs soit inférieure à leur passif. »* On dirait en France que leurs fonds propres sont insuffisants et leur situation nette négative. Autrement dit, que beaucoup d'entre elles sont en faillite virtuelle.

LES partisans de la « déréglementation » *à outrance partent de* l'hypothèse que les activités *financières se déploient sur « terrain plat* et égalisé », une expression, dérivée du *vocabulaire sportif (le court sur lequel on* a soigneusememnt passé le rouleau *avant la partie de tennis), qu'on emploie* à Wall Street pour exprimer l'idée que *tous les concurrents courent les mêmes* risques et ont droit aux mêmes chances. *Or tel n'est pas le cas, selon Henry* Kaufman, et cela pour au moins trois *raisons. La première est que tous les* dépôts ne jouissent pas de la même *garantie. La seconde est que, les auto*rités fédérales ayant à plusieurs reprises *manifesté leur refus de laisser s'écrouler* une grande banque, les grands établis*sements ont un avantage sur les moyens* et les petits. La troisième est qu'il *n'existe pas de règles uniformes,* applicables à toutes les entreprises, de nature *financière ou non, concernant* la tenue des comptes et l'information du public. *Cette dernière remarque pourrait s'appli*quer à la France.

Ce que dit encore Henry Kaufman montre à quel point le fonctionnememnt satisfaisant d'un système financier et de crédit est affaire de dosage subtil et *d'équilibre jamais définitivement assuré.* La situation qu'il décrit pour son pays est en effet *à maints égards inverse de* celle qui existe en France. Pour lui, *« un important garde-fou est en train de disparaître par suite du développement des marchés financiers. Le lien direct et permanent qui existait entre d'une part le prêteur — le banquier — et d'autre part son client s'évanouit, car, avec l'apparition d'instruments financiers de plus en plus nombreux, le schéma est désormais le suivant : une société qui a besoin d'argent émet telle ou telle catégorie de billets à ordre, de certificats de dépôt ou d'obligations, qu'un ou plusieurs établissements financiers achètent éventuellement dans le dessin de les revendre à la première occasion. Chacun a ainsi le sentiment qu'il aura toujours le temps de se défaire d'une créance devenue soudainement irrecouvrable ».*

En France, l'« intermédiation *bancaire », comme on dit,* est encore la règle dans la plupart des cas, étant *donnée l'étroitresse d'un marché finan*cier en plein essor pourtant, mais réservé en grande partie à l'Etat et aux grandes entreprises du secteur public. Cepen*dant, la nature du lien entre l'entreprise* et son banquier n'est pas très nette, en *raison du rôle de véritable gestionnaire* qu'il arrive à ce dernier de jouer. C'est la *source d'une autre forme de confusion.*

Enfin, Henry Kaufman est persuadé *que le déficit budgétaire n'est pas* étranger aux développements anar*chiques des marchés, car l'Etat,* à court d'argent, favorise la collecte de *l'épargne par des moyens qu'on aurait* naguère jugés imprudents. Les Français *devraient savoir aussi, depuis les deux* jeudis « noirs » du marché parisien, celui *du 8 novembre et celui du 6 décembre* 1984, aux cours desquels on vit s'effon*drer le cours des obligations, qu'en* achetant des SICAV et autres place*ments réputés très sûrs, on court des* risques.

Les bienfaits des licenciements ?

Une déréglementation n'est pas aussi prometteuse que certains l'espéraient.

LES statistiques mensuelles du chômage, les évaluations trimestrielles ou annuelles des effectifs en activité, *ne reflètent pas toute la réalité du* marché du travail, bien plus complexe. *Il faut également compter* avec la fluidité que les chiffres de l'ANPE ou de l'INSEE, aussi précis soient-ils, ne permettent pas de mesurer.

A longueur d'année, des hommes et des femmes quittent un emploi, d'autres en trouvent un. Le chômage ne se traduit pas, *et fort heureusement, par l'amputation* progressive d'un effectif salarié supposé stable. Les situations changent et les créations d'emplois, comme les disparitions, composent un environnement mouvant.

Ainsi, l'ANPE a établi, à l'occasion de son rapport annuel, *que 4 millions de personnes* s'étaient inscrites comme deman*deurs d'emploi* en 1984, *mais que* 3,7 millions, parallèlement, avaient quitté les registres du chômage. De même, pour vérifier ce mouvement, le ministère du travail a fait réaliser une longue enquête statistique, à partir des données fournies par les cotisations salariales de l'UNEDIC, en comparant les déclarations d'effectifs employés en décembre 1982 et en décembre 1983.

Il ressort de cette laborieuse recherche, effectuée pour la première fois en France, que 340 000 établissements environ, de toutes tailles et tous secteurs d'activité confondus, avaient créé des emplois ou augmenté leurs effectifs pour un total de 1 337 266 salariés supplémentaires. *De leur côté,* 340 000 autres établissements environ, également de toutes tailles et de tous secteurs d'activité, disparaissaient ou diminuaient leurs effectifs ; au total, ils perdaient 1 548 713 emplois en un an.

Rigidités

La différence entre les deux chiffres correspond à la diminution du nombre des salariés en activité constatée pendant la même période. Mais cette enquête a aussi d'autres mérites : elle démontre qu'un mouvement de créations d'emplois existe, même s'il *ne compense pas* celui des disparitions. Elle prouve surtout qu'il *n'y a pas de secteurs* condamnés à la récession, tandis que d'autres seraient voués aux résultats dynamiques. Elle indique enfin que la création d'emplois n'est pas l'apanage des plus petites entreprises et la perte d'emplois celle des plus grosses (1).

La fluidité, certains y songent, pourraient encore être améliorée par la suppression de rigidités. La flexibilité du marché du travail, assure par exemple le CNPF, permettrait de retrouver un courant plus fort de créations d'emplois. Les entreprises renouant avec la *souplesse et le dynamisme, le chô*mage pourrait à son tour diminuer.

Bien entendu, de nombreuses études ont été réalisées pour corroborer, ou non, de telles affirmations. Ainsi, l'INSEE et le Commissariat général du plan se sont livrés, en 1984, à des simulations, à l'aide du modèle mini-DMS, *sur* deux points essentiels défendus par les tenants de la flexibilité : la baisse régulière de 1 % par an du taux de salaire réel et la suppression de tous les blocages pour les licenciements, dont la fameuse autorisation administrative par l'inspection du travail.

Que se passerait-il dans ces hypothèses, selon un document qui a été rendu public en août 1984 à l'occasion d'une conférence internationale à Stockholm ?

● *La baisse du salaire réel moyen de 1 % tous les ans,* en supposant un taux de chômage *fixe, « provoque au bout de cinq ans* (...) *un accroissement du chômage de 10 000 personnes »,* selon le modèle DMS. Avec le modèle mini-DMS, plus sensible aux exportations, la même hypothèse entraînerait une diminution du chômage (– 31 000 au bout de cinq ans) et, surtout, aurait un résultat *« globalement positif en termes d'emploi total (+ 25 000) recouvrant une augmentation de 75 000 des effectifs industriels et une baisse de 50 000 »* dans le secteur tertiaire ou des services.

Cela étant, les experts observent qu'en cinq ans une baisse de la durée du travail de 1 % par an non compensée serait plus efficace. Il y aurait, dans ce cas, 131 000 chômeurs de moins. Prolongée sur une durée plus longue, la simulation de *« la flexibilité du salaire réel »* est plus rapide avec la diminution de la durée du travail (29 000 chômeurs de moins au bout de 3 ans, 32 000 au bout de 5 ans) et plus lente avec la seule baisse des revenus (6 000 chômeurs de moins après 3 ans, 11 000 de moins après 5 ans et 32 000 au bout de 13 ans), en espérant toutefois que le taux de change ne soit pas modifié.

● *L'ajustement instantané des effectifs* aurait, lui, de graves effets sur l'emploi et sur le chômage, même s'il produit de bons résultats économiques. La première année, le pays perdrait 196 000 emplois (128 000 dans l'industrie, 68 000 ailleurs) et le chômage augmenterait de 101 000 personnes. Parallèlement, *les prix à la consommation* baisseraient de 2,7 %, entraînant un mouvement de désinflation, et les exportations s'accroîtraient, instantanément, de 1,4 %. Le produit intérieur brut, lui, ne progresserait que de 0,4 %.

Surtout, la simulation met en évidence la lenteur de l'assainisse*ment. Certes, la désinflation* amène la croissance, mais *« le PIB n'est supérieur »* que de 1,1 %, à son évolution normale, *« douze ans après l'année de modification du comportement d'embauche ».* Si la reprise permet de combler progressivement les pertes d'emplois initiales, il *faut attendre 1992 pour que* le solde redevienne positif dans l'industrie et 1995 pour qu'il en soit de même dans le secteur non industriel. L'augmentation du chômage s'annule en 1993, et on compte 22 000 chômeurs de moins en 1998.

La déréglementation en matière de *licenciement* ne paraît donc pas aussi prometteuse que pouvaient le croire certains observateurs. Il faudrait beaucoup de patience pour en mesurer les bienfaits, à condition, toutefois, que les taux de change demeurent inchangés. L'INSEE et le Commissariat général du plan soulignent en effet que, *« avec une hypothèse de flexibilité du change, l'écart* (pour le chômage) *reste constamment négatif ».*

A. L.

(1) Les entreprises de moins de 5 salariés ont créé 272 753 emplois, et *en ont perdu 371 713. De 5 à 9 salariés,* elles en ont créé 222 726 et perdu 219 552. De 10 à 19 salariés, elles en ont créé 160 657 et perdu 194 111. De 20 à 49 salariés, elles en ont créé 221 748 et perdu 263 966. De 50 à 99 salariés elles en ont créé 121 755 et perdu 146 972. De 100 à 199 salariés, elles en ont créé 112 236 et perdu 126 056. De 200 à 499 salariés, elles en ont créé 106 399 et perdu 119 654. Au-delà de 500 salariés, *elles en ont créé 118 992* et perdu 106 689.

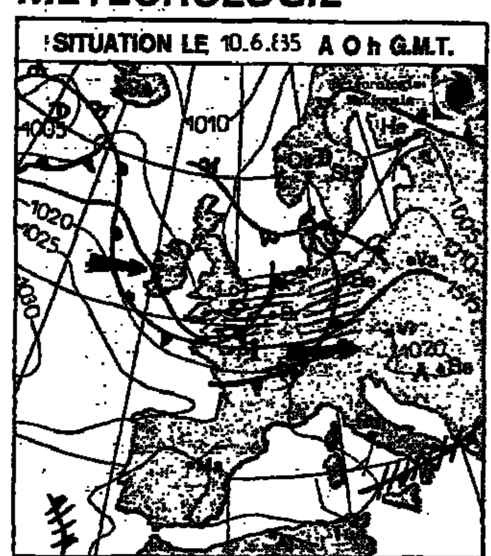
PRÉCISION. – Dans l'article de M. Jacques Lesourne sur la sidérurgie française publié dans « le Monde de l'économie » du 4 juin, la signification du texte a été perturbée à la suite d'une omission de lignes. La fin du paragraphe commençant par *« Restent les activités non sidérurgiques »* devait se lire ainsi : *« Il faut certainement considérer l'abandon de la construction métallique, la fermeture de plusieurs usines de tréfilage, la rationalisation des fonderies et des forges. »*

هكذا من الأصل

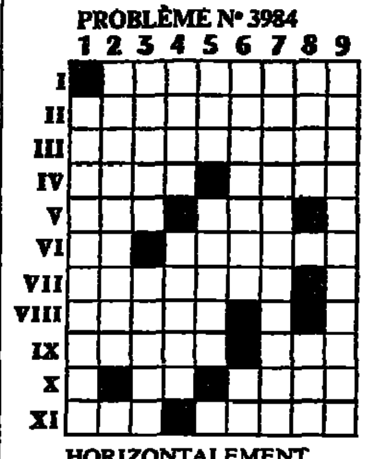
INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10.6.85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 11.6.85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 10 juin à 0 heure et le mardi 11 juin à 24 heures.

Des perturbations circulent dans un flux d'ouest, rapide en altitude, mais leur activité est surtout marquée sur les régions du Nord et de l'Est, les régions du Sud-Ouest restent protégées par un champ de pression relativement élevé.

Mardi, la zone de temps couvert et faiblement pluvieuse qui atteindra le matin le nord de la Bretagne et la Normandie s'étendra rapidement au Bassin parisien, au Nord et à la Lorraine ; sur les autres régions, le ciel sera souvent nuageux avec quelques formations brumeuses sur l'Aquitaine.

Au cours de la journée, les nuages resteront abondants au nord de la Seine et pourront être accompagnés de faibles précipitations ; plus au sud, des éclaircies se développeront et seront même très larges sur une grande moitié sud de la France.

En soirée, une nouvelle zone pluvieuse active abordera les régions du Nord-Ouest, et sera accompagnée d'un renforcement des vents d'ouest.

Les températures, voisines de 9 à 14 degrés le matin, atteindront l'après-midi 15 à 25 degrés du Nord au Sud.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 juin ; le second, le minimum dans la nuit du 9 au 10 juin) : Ajaccio, 21 et 12 degrés ; Biarritz, 18 et 12 ; Bordeaux, 17 et 11 ; Bréhat, 16 et 11 ; Brest, 16 et 11 ; Cannes, 11 (minimum) ; Cherbourg, 14 et 10 ; Clermont-Ferrand, 14 et 1 ; Dijon, 15 et 11 ; Dinard, 11 (minimum) ; Embrun, 18 et 4 ; Grenoble-St-M.-H., 20 et 11 ; Grenoble-St-Geoirs, 20 et 11 ; La Rochelle, 17 et 14 ; Lille, 16 et 10 ; Limoges, 14 et 10 ; Lorient, 17 et 12 ; Lyon, 17 et 11 ; Marseille-Marignane, 22 et 14 ; Nancy, 15 et 10 ; Nantes, 17 et 13 ; Nice, 23 et 13 ; Paris-Montsouris, 12 (minimum) ; Paris-Orly, 17 et 11 ; Pau, 19 et 9 ; Perpignan, 23 et 15 ; Rennes, 19 et 12 ; Rouen, 16 et 10 ; Saint-Etienne, 16 et 11 ; Strasbourg, 15 et 11 ; Toulouse, 20 et 9.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 16 ; Genève, 16 et 10 ; Lisbonne, 25 et 15 ; Londres, 9 (minimum) ; Madrid, 25 et 9 ; Rome, 23 et 16 ; Stockholm, 16 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le conflit avec la presse

Après un mois, jour pour jour, d'interruption, *le Monde* reprend aujourd'hui la publication d'informations météorologiques. Reprise provisoire dans l'attente d'un règlement définitif du conflit qui oppose la direction de la Météorologie nationale et la presse.

Pendant des années, les éléments cartographiques et textuels nous ont été fournis, contre rémunération, par des membres du personnel de la Météorologie nationale regroupés au sein de l'Amicale des prévisionnistes. En avril dernier, la direction de cette administration publique qui dépend du ministère de l'urbanisme, du logement et des transports annonçait à la presse sa décision de reprendre directement sous sa responsabilité la fourniture des informations météorologiques aux journaux et soumettait au *Monde* un projet de convention qui aboutissait à multiplier immédiatement par trois le prix des prestations fournies.

Décision doublement inacceptable : un service public financé par le budget de l'Etat, donc par chaque contribuable, se doit de mettre à la disposition du public par l'intermédiaire de la presse des informations gratuites et ne faire payer que les données spécifiques supplémentaies demandées par tel ou tel journal ; le coût d'une prestation ne peut être multiplié du jour au lendemain par trois, surtout lorsqu'elle est fournie par une administration publique qui, par ailleurs, continue à surveiller de très près l'évolution des prix des services.

Sur ce dernier point, la direction de la Météorologie nationale admet implicitement le caractère abusif de sa démarche antérieure : elle nous propose aujourd'hui, certes à titre provisoire, une série de prestations comparables à celles fournies précédemment à nos lecteurs, pour un prix à peine supérieur. Reste le principe d'une information de base gratuite fournie à tous les organes de presse que *le Monde* comme ses confrères continue à considérer comme intangible. Les négociations se poursuivent sur ce point capital entre le Syndicat de la presse parisienne et le cabinet de M. Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports.

Nous remercions les nombreux lecteurs qui nous ont témoigné leur appui dans cette affaire ; nous les tiendrons informés de l'issue des négociations.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3984

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	■								
II									
III									
IV					■				
V				■				■	
VI			■						
VII								■	
VIII						■		■	
IX						■			
X		■			■				
XI				■					

HORIZONTALEMENT

I. La part du feu. – II. Ne manquent donc pas de réflexes mais ne sont pas maîtres de leurs mouvements. – III. Œuvres pour batteurs. – IV. Ancien port d'Algérie. A nouveau consulté. – V. Fut importante à la période du Bénin. Loup de mer. – VI. Pièce étrangère. Exécute donc son numéro. – VII. Sont donc touchés par la disgrâce. – VIII. Habitant de l'eau et des bois. – IX. Le dernier des hommes. Mit en service ou mit hors service. – X. Personnel. Lorsqu'il avance une idée, l'idée n'est pas avancée. – XI. On y descend quand on est « remonté ». Éteint.

VERTICALEMENT

1. Contrôleur de débits de boissons. – 2. N'est donc pas seul au foyer. – 3. Peut s'incruster après avoir été plaqué. Source d'inspiration. – 4. Plus il est petit et moins il est important. Ne ressemble pas à la fourmi. – 5. Fin de service. Réduction de l'or. – 6. Pose encore un problème lorsqu'on a la solution. A mettre au rayon des antiquités. – 7. Causes de renvoi. – 8. Ville de Belgique. Évite les différences de milieux. – 9. Fait place nette.

Solution du problème n° 3983

Horizontalement

I. Capitulation. Un. – II. Ecope. Ara. – III. Nets. Eolithes. – IV. Triomphaliste. – V. Renfermé. Asti. – VI. Ane. Œil. As. – VII. Fonctionnement. VIII. Etonnée. Et. – IX. Gérontocratie. – X. Nen. Eva. Tzu. – XI. Tennis. Guitares. – XII. Ici. Passement. – XIII. Ohé ! RP. Té. Ti. – XIV. Nonnette. Ersatz. – XV. Sesterce. Ath.

Verticalement

1. Centrifugation. – 2. Acéré. Echo. – 3. Potin. Néroniens. – 4. Ipso facto. Ne. – 5. Te. Mentonnières. – 6. Epreintes. PTT. – 7. Ohm. Onon. Te. – 8. Aglaé. Nec. Gâter. – 9. Il. Onéreuse. – 10. Intimée. Avis. Ee. – 11. Hs. Imitateur. – 12. Etale. AM. Sa. – 13. Ases. Etretat. – 14. Ur. Tâte. Zénith. – 15. Nantis. Trust.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 9 juin :

DES DÉCRETS

- Portant publication de la convention internationale sur la recherche et le sauvetage maritimes, signée à Hambourg le 27 avril 1979.
- Relatif aux entreprises intermédiaires.

UN TABLEAU

- De classement et d'administration des réservistes du service national pour l'année 1985.

UNE LISTE

- D'admission à l'Ecole militaire de l'air en 1985.

BREF

ILS SONT D'AILLEURS. – Le Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion organise, du 10 au 15 juin, une exposition interculturelle, dans le but de faire connaître les richesses culturelles des différentes communautés vivant en France et de contribuer ainsi à la création d'une société où chacun s'enrichit de l'apport de l'autre. Dans le cadre de cette manifestation, on pourra assister à un spectacle de marionnettes pour enfants, admirer des peintures sur verre sénégalaises, des tableaux de peintres espagnols immigrés, s'initier à la calligraphie arabe, participer à un débat sur *« les enfants issus de l'immigration et l'école », etc.*

★ **Fraternité, 183, rue Saint-Julien, 76100 Rouen, de 10 h à 12 h 30, et de 14 h à 19 h. Pour tous renseignements : CLAP (35) 88-57-37.**



N° 23 — TIRAGE DU SAMEDI 8 JUIN 1985



NUMERO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : LE MERCREDI 12 JUIN 1985 ET LE SAMEDI 15 JUIN 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS Nos	3	2 623 445,00 F
5 BONS Nos + complémentaire	13	282 525,00 F
5 BONS Nos	822	14 040,00 F
4 BONS Nos	66 541	170,00 F
3 BONS Nos	1 456 482	11,00 F

SUPER BONUS DE JUIN 133 034
3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 11,00 F x 10 = 110,00 F

SOCIETE DE LA LOTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL

PARIS EN VISITES

MERCREDI 12 JUIN

« Le parc du château de Versailles et sa mythologie », 14 h 30, statue Louis XIV, cour d'honneur du château, autobus 171.

« L'hôtel de Lauzun et son décor doré du dix-septième siècle », 15 heures, 17, quai d'Anjou (E. Romann).

« La Montagne Sainte-Geneviève, de l'hôtel Lebrun à l'église Saint-Etienne-du-Mont », 15 heures, métro Cardinal-Lemoine (G. Botteau).

« Un parc du souvenir : le Père-Lachaise », 15 heures, entrée principale.

« De l'hôtel de la Sardine à l'hôtel des Cents Filles : les mystères du cinquième arrondissement », 15 heures, 13, rue Scipion-Sardini.

« L'étrange musée Gustave-Moreau et les folies du quartier de la Nouvelle-Athènes », 15 heures, 14, rue de La Rochefoucauld (Marion Ragueneau).

« Les appartements royaux du Louvre », 14 h 30, porte Barbet-de-Jouy.

« Cours et passages du faubourg Saint-Antoine », 18 h 15, métro Ledru-Rollin, sortie côté Charonne (Arcus).

« Cités d'artistes autour de Pigalle », 14 h 30, métro Blanche.

« Le Marais et la place des Vosges illuminés », 21 heures, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

6, place des Vosges, 14 h 30 : « La maison de Victor Hugo » (M. Brumfeld) ;

26, rue Bergère, 20 heures : « Le druidisme mystique » (Dr Gwench'lan Le Scouezec).

1, rue Victor-Cousin (Bachelard), 19 h 30 : « De la naissance à la mort, les phases de développement de l'être humain : hérédité, individualité, destinée » (R. Quérido).

60, boulevard Latour-Maubourg, 20 h 30 : « L'hystérie ».

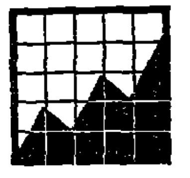
68, rue de la Folie-Méricourt, 20 h 30, conférence-débat : « Existe-t-il une prostitution juive », avec Maavar-SOS Ecoute juive, Florence Waiser, Joseph Marceau.

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur administratif et financier

Lyon - Cette entreprise, leader sur son marché, est spécialisée dans la fabrication et la vente de produits métallurgiques en grandes séries. Elle recherche son directeur administratif, financier et personnel. Rattaché au président-directeur général dont il sera le véritable bras droit, il prendra en charge l'ensemble de la fonction personnel, les comptabilités analytique et générale, la trésorerie et les relations bancaires. Il devra également traiter tous les problèmes juridiques et fiscaux. Il sera assisté d'une petite équipe d'une dizaine de personnes. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé ESSEC, ESC ou équivalent, âgé d'au moins 40 ans, possédant une parfaite maîtrise des fonctions administratives, financières et personnel acquise en PME. Cette mission de confiance nécessite d'excellentes qualités de gestionnaire. La rémunération sera ouverte et liée à l'acquis professionnel, ainsi qu'à la valeur personnelle du candidat retenu ; elle saura motiver l'élément de premier plan que nous recherchons. Ecrire avec CV, photo et prétentions à M. FOBY en précisant la référence A/3889M

MEMBRE DE SYNTEC



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur comptable

270.000 F

Un groupe international réputé pour la qualité de ses produits et accessoires parapharmaceutiques recherche son directeur comptable pour l'Europe du Nord : France, Belgique et Hollande. Basé en proche banlieue nord de Paris, il sera placé sous l'autorité du directeur financier, animera une équipe composée de 8 personnes et assumera l'ensemble des problèmes inhérents à la comptabilité des sociétés de ces trois pays : comptabilité générale bilan inclus, gestion des immobilisations, etc... Ce poste s'adresse à un candidat de formation type DECS ou équivalent, âgé d'au moins 30 ans et justifiant d'une solide expérience comptable qui lui ait permis de pratiquer l'informatique et le reporting tel qu'il existe dans les groupes anglo-saxons. Il intéresse tout particulièrement un cadre comptable qui souhaite participer activement à la vie financière de son entreprise et qui ambitionne d'y faire carrière. Le contexte international suppose une pratique courante de l'anglais. Fonction des compétences proposées, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 270.000 francs. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R 9108M

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

PMI fabriquant et commercialisant des articles de papeterie, appartenant à un groupe multinational *recherche son*

directeur administratif et financier

Il devra décharger le PDG de la fonction comptable et financière en supervisant le service comptable et le service informatique.

Il devra créer des systèmes de gestion et implanter une comptabilité industrielle informatisée adaptée à l'entreprise et traiter les problèmes d'organisation. Il assurera également les relations avec la maison mère (reporting/finances).

Le candidat recherché aura une formation supérieure (ESC ou DECS), une **expérience pratique de 5 ans minimum** notamment en informatique et en comptabilité industrielle. La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) en rappelant la référence LM 10 à C. KRAEMER 88, rue d'Angoulême 91100 Corbeil-Essonnes, qui transmettra en toute discrétion.

DIRECTEUR COMMERCIAL

«Sports» — **35 ans mini**

Le Directeur Général d'un Groupe de Sociétés Industrielles leader de son marché dans le domaine des produits sportifs recherche l'homme à qui confier la responsabilité de sa politique commerciale, de sa mise en œuvre et de son animation. *Homme de terrain autant que de marketing, il aura un rôle polyvalent faisant appel à d'incontestables compétences en* matiere de négociation, de distribution, de promotion et de publicité, plus réalisateur que théoricien. Il s'impliquera dans l'action et coordonnera la politique de développement des différentes Sociétés du Groupe.
Le poste sera confie à un diplômé d'Etudes Supérieures, parlant anglais et allemand et ayant déjà démontré sa capacité à obtenir des résultats. La fonction, particulièrement évolutive, comptera une part d'interessement et des déplacements France et Etranger fréquents.

Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre, appelez le 763.11.15 référence 188.
RH Conseil 65, avenue de Wagram 75017 PARIS.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL



DIRECTEUR DU PERSONNEL

Avec *un effectif de 650 collaborateurs, nous sommes l'un des leaders du* prêt-à-porter féminin haut de gamme. Au sein de cette entreprise dynamique qui consacre une large place au développement de ses ressources humaines, vous assurerez la fonction personnel.
La trentaine, de formation juridique, vous maîtrisez, grâce à une expérience similaire de 4 à 5 ans, tous les aspects de cette mission.
Rattaché directement au Directeur Général et Membre du Comité de Direction, vous serez responsable des relations avec les partenaires sociaux, du recrutement des cadres et techniciens de 5 établissements, ainsi que du suivi des contrats de travail et des rémunérations.
Basé à CHOLET, avec des fréquents déplacements en France, ce poste-clé réclame autonomie et capacité de décision.
Nous étudierons confidentiellement votre candidature et vous remercions d'adresser C.V., photo et prétentions à
Nicolas HENRI-ROUSSEAU,
GASTON JAUNET, B.P. 985,
rue Grangeard, 49309 Cholet Cedex.

gaston Jaunet
PARIS

CONTESSE

directeur de personnel... à terme

Dans les activités de notre Groupe, HACHETTE DETAIL (1 200 personnes, CA 3 milliards F) occupe une place originale.

Sa vocation : diffuser des produits de lecture et *d'information et des produits de détente par l'inter*médiaire de 900 points de ventes pas comme les autres dans les gares, le métro, les aéroports, les hôpitaux.., devant lesquels passent 5 millions de Français qui voyagent chaque jour. Cela implique une mentalité tournée vers le terrain, la résolution rapide des problèmes matériels et humains.

Pour seconder le D.R.H. de cette Branche - gérer un personnel en majorité loin du siège de Levallois, le recruter, le former, le conseiller, l'aider à évoluer -, nous cherchons un diplômé d'études supérieures déjà rompu aux techniques d'une fonction personnel très opérationnelle.

Homme de dialogue, vous savez faire évoluer les situations ; créatif, vous trouvez les solutions ; pragmatique, vous vous investirez pour l'instant dans l'action immédiate pour évoluer vers de plus larges responsabilités à la mesure de vos compétences.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV), sous réf. 585, au Service Gestion des Cadres,
12 rue François 1er - 75008 Paris.



HACHETTE

Notre richesse : les hommes et les femmes de notre entreprise

Nous sommes un grand groupe de construction, nous développons notre activité sur l'ensemble du territoire. Nous avons le souci de lier notre productivité à la qualité des hommes et des femmes qui font notre entreprise : c'est pourquoi nous recherchons notre :

Directeur du développement social

400.000 F

Membre du comité de direction, il prendra en charge la gestion de carrière des 5000 collaborateurs de la société. Pour préparer notre personnel à une mutation nécessaire, il assurera sa formation. Les négociations avec les partenaires sociaux font aussi partie de sa mission.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure de type HEC ou juridique ayant une expérience d'un poste similaire, si possible dans l'immobilier.

Notre Conseil vous assure une totale discrétion. Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV) sous réf. 25M/180, à Mme GIACCHETTI, CPA, 3, rue de Liège 75009 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Président Directeur Général

Nous sommes l'un des grands groupes européens leader dans la fabrication et la *vente de structures et d'ensembles à ossature acier et composants.* Dans le cadre de l'expansion continue du Groupe en Europe, nous souhaitons confier à un P.D.G. dynamique le développement de notre filiale française (100 MF, 170 pers.).
Celle-ci possède une place d'avenir sur le marché grace à une politique d'investissements importants et de produits performants. Dépendant du Président du Groupe et s'appuyant sur des équipes techniques solides, il prend en charge la *gestion générale dans un souci prioritaire de rentabilité des opéra*tions, le développement commercial en France et à l'export (lancement de nouveaux produits, recherche de marchés) ainsi que le reporting au Groupe.
Ce poste de haut niveau s'adresse à un Manager de formation supérieure, ayant impérativement exercé des responsabilités de Direction Générale opérationnelles, si possible dans un domaine d'activités proches.
Bilingue français/anglais, disponible, ses qualités d'animateur, de gestionnaire et de commercial sont indispensables pour réussir ce challenge.
Poste basé près d'une grande ville universitaire de l'Est.
La rémunération de l'ordre de 500 000 F comporte une voiture et une praticipation aux résultats.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel s/réf. 40206 M à R. von Raesfeldt, TEG, 113, rue de l'Université - 75007 Paris.

DESSEIN

The Executive Group France

Une société d'ingénierie en papeterie (PARIS Ouest), de structure légère mais de portée internationale recherche son

DIRECTEUR administratif et financier

dont le domaine d'intervention couvrira : finances et comptabilité, informatique, élaboration des contrats internationaux, relations sociales et humaines, achats.

Ce poste convient à un diplômé d'école de gestion ou équivalent, rigoureux, négociateur, prêt à s'intégrer dans une équipe jeune (moyenne : 35 ans), maîtrisant l'anglais des affaires.

Salaire de base + intéressement personnalisé, à la hauteur des performances de l'homme.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions, sous référence 501 à

ETCHEVERRY S.A.
32, rue Pierret - 92200 NEUILLY



DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Société de services informatiques recherche l'homme ou la femme capable de prendre en charge la responsabilité de l'organisation, de l'informatisation et du suivi de la gestion de la société.
Véritable conseiller du Président dont vous serez le collaborateur direct, vous devrez aussi savoir manager, une équipe de *professionnels compétents* et entretenir d'excellentes relations avec les différents départements de la société ainsi qu'avec les partenaires extérieurs.
Ce poste clé dans une société en pleine expansion nécessite une formation supérieure type HEC consolidée par quelques années d'expérience et de solides connaissances en comptabilité, fiscalité et contrôle de gestion. Le critère déterminant de notre choix portera sur une personnalité capable d'allier les qualités de rigueur d'un organisateur à la chaleur d'un contact humain.

Nous vous remercions de bien vouloir nous adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. sous réf. 12101 à
CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 256.10.95

هكذا من الأمل

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR FILIALE

Un important fabricant français de produits de second oeuvre du bâtiment recherche 3 Directeurs de Filiale pour :

- Région Languedoc ______ réf. 652/13M
- Région Est ______ réf. 652/14M
- Région Bretagne ______ réf. 652/15M

Leur mission sera essentiellement commerciale.
Ils auront fait leurs preuves dans une expérience de terrain significative et auront déjà manifesté de réelles qualités de gestionnaire.
Ils auront 35 ans environ, une formation supérieure et une solide expérience d'une force de vente, si possible dans le secteur bâtiment.

DIRECTEUR COMMERCIAL/MARKETING

- PARIS ______ réf. 752/01M

La Société est une Centrale d'achats et de distribution, filiale d'un des premiers groupes français de produits de protection et décoration grand public et bâtiment.
Ce Cadre sera chargé des responsabilités : marketing, organisation et promotion des ventes, contrôle de l'administration commerciale et logistique des départements PAPIERS PEINTS ET REVETEMENTS MURAUX.
– Important rôle de coordination avec les différents départements du groupe et les sociétés filiales de distribution.
– Animation d'une équipe spécialisée.
Formation supérieure, solide expérience en marketing, anglais pour ouverture à l'exportation.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

France Cadres — Adresser CV détaillé en précisant la référence du poste choisi à 22, rue Saint-Augustin 75002 PARIS.

COMPOSANTS ELECTRONIQUES

Nous sommes un important Groupe Industriel Français (3500 pers., 11 filiales dont 7 à l'étranger). Notre CA est de plus d'1 milliard dont près de 60% à l'export.

Notre activité liée à des secteurs de pointe en pleine expansion, connaît une croissance continue. Afin de poursuivre ce développement une de nos divisions recherche un Directeur Technique.

DIRECTEUR TECHNIQUE

Rattaché au Directeur de division, il est responsable du DEPARTEMENT DEVELOPPEMENT. Animateur d'une équipe d'une vingtaine de personnes (17 techniciens, 4 cadres) il assure la définition technique, l'élaboration et le développement des produits, y compris la mise en place des outillages et des moyens de production. Nous recherchons un homme d'idées et de réalisation sachant mener de front plusieurs projets. De formation supérieure, il aura une expérience d'au moins 5 ans en mécanique de précision dans l'industrie de série et aura exercé des responsabilités de même niveau. La connaissance de l'anglais est indispensable. Poste à pourvoir rapidement dans l'Ouest (200 km de Paris).

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 4820 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

DESSEIN

Diriger et Animer un Magasin de Prestige

200 MF - 100 Personnes

NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE SOCIETE DE CREATION DE PRODUITS DE LUXE DE RENOMMEE MONDIALE.

Notre Magasin du Faubourg Saint-Honoré est le point de mire de notre réseau international.

Vous êtes un homme ou une femme de dialogue et de contact, parfaitement bilingue anglais, vous possédez de réelles qualités d'animateur et justifiez d'une solide expérience de la gestion d'un magasin de vente au détail de cette importance, de préférence dans le Secteur Prêt-à-Porter et Accessoires.

Nous vous proposons de devenir notre Futur Directeur de Magasin.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 6327 M, à Affluents 49, avenue Trudaine 75009 Paris, qui transmettra.

LA FONDATION ROYAUMONT

recherche un

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Etablissement culturel de rayonnement international en fort développement, la Fondation développe à l'Abbaye de Royaumont deux domaines complémentaires d'activités : programmes propres (Centre de la Voix, Centre Littéraire...), promotion et accueil de séminaires et colloques. Budget 1985 : environ 11 millions. Personnel : 34 dont 9 d'encadrement.

Elle recherche un *directeur administratif et financier* qui :

– sera *responsable* de l'élaboration et du suivi des budgets, du contrôle de gestion, de la supervision du service comptable, de l'organisation administrative, de la gestion du personnel et de la mise en place d'un système de gestion informatisé ;

– souhaite participer, au sein de l'équipe de direction, au développement général de l'activité de la Fondation.

Il travaillera en liaison directe avec le Directeur de la Fondation.

Profil préférentiel : jeune diplômé(e) HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent ayant acquis une première expérience professionnelle dans le domaine de la gestion (3-6 ans) motivé par le domaine de la culture et par le travail en équipe.

Fourchette de rémunération envisagée : 150.000-200.000 F.

Adresser lettre manuscrite et C.V. au Directeur de la Fondation Royaumont, 95270 ASNIÈRES-SUR-OISE.

Centre hospitalier

banlieue Paris - Sud

Directeur Adjoint

220 000 F +

Le Directeur d'un Centre Hospitalier de grande notoriété (loi de 1901) participant au Service Public, cherche son Directeur Adjoint. Encadrant l'ensemble des services du personnel, technique (entretien et travaux neufs), administratif et de gestion, il secondera le Directeur dans l'ensemble de ses fonctions et participera à la réalisation et au suivi d'un important programme de modernisation. Ce poste convient à un cadre de direction diplômé de l'enseignement supérieur (maîtrise droit ou gestion, ENS Rennes ou service de santé des Armées) ayant 5 à 10 ans d'expérience de fonctions administratives. Rémunération 220 000 F ou plus si l'expérience a été acquise dans un milieu similaire.

Perspectives d'évolution. Logement de fonction.

Merci d'adresser lettre man., C.V. sous réf. 23717M, à Mme FOURNIAT, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Publival

sélé CEGOS — Membre de SYNTEC

Importante société de

TUYAUTERIE-CHAUDRONNERIE INDUSTRIELLE

recherche

LE DIRECTEUR DE SON AGENCE DU NORD

Le poste nécessite une formation de niveau INGÉNIEUR et comporte une large autonomie. Le candidat devra justifier d'une expérience de plusieurs années dans un poste impliquant les différentes fonctions de négociation commerciale gestion des affaires et de direction du personnel
Une bonne connaissance du milieu industriel de la région sera appréciée.
Le poste à pourvoir se situe à DUNKERQUE
Adresser C.V. avec photo et prétentions
M.P.A. nº 5966, B.P. 2355. - 69216 LYON CEDEX 02.



emplois internationaux . emplois internationaux . emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

BEI EIB

Institution bancaire de la Communauté Européenne pour le financement à long terme, finance des projets dans les pays membres de la CEE et dans plus de soixante-dix pays de la Méditerranée, d'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes.
Ses agents, recrutés dans les pays membres, travaillent dans un environnement multinational.
Actuellement, la Banque recherche un (m/f)

TRADUCTEUR REVISEUR

(réf. AG 8507)

De langue maternelle française, le (la) candidat(e) aura une formation de niveau universitaire ainsi qu'une excellente connaissance de l'anglais et d'au moins une autre langue communautaire ou de l'espagnol ou du portugais.

Le poste requiert de solides connaissances économiques et financières et une pratique de la traduction de plusieurs années, acquise de préférence dans une institution internationale.

Ce poste pourrait également convenir à un économiste, cadre bancaire, etc., ayant d'excellentes connaissances linguistiques.

La Banque offre de très bonnes conditions d'emploi, une rémunération intéressante, en fonction des qualifications et de l'expérience, et de nombreux avantages sociaux.

Les personnes intéressées possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé et une photographie, en indiquant la référence AG 8507, à la:

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT
Division Recrutement - Formation
100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 LUXEMBOURG

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE RECHERCHE POUR SESSION DE FORMATION DE SIX MOIS (JUILLET A DÉCEMBRE 1985)
DANS PAYS SUD-EST ASIATIQUE :

2 ENSEIGNANTS en Français
1 ENSEIGNANT en maths-physique

- NIVEAU MAITRISE MINIMUM
- BONNE PRATIQUE DE L'ANGLAIS
- EXPÉRIENCE FORMATION D'ADULTES SOUHAITÉE.

Adresser curr. vitae détaillé sous nº 7.368 *le Monde* Pub., service Annonces classées
5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

INDUSTRIE ITALIENNE
LEADER DANS LE SECTEUR

RECHERCHE :

AGENT bien introduit auprès de revendeurs en gros, importateurs et distributeurs de textiles pour rideaux verticaux, plissés, à rouleau et obscurcissements en fibre de verre munis de certificat de classification international contre le feu y compris M1, en polyester et coton.

ITI ARREDO S.p.A. Alazaia Naviglio Pavese, 68-20136 MILANO (Italie). Télex n.331580.

EXECUTIVE ASSISTANT

Reporting to President of rapidly expanding canadian hi-tech design and venture capital company, the successful candidate will assist in the promotion of the international product, as well as possibly being featured in the image campaign. Ability to travel and possibly relocate is essentiel. Fluent English is required. Artistic creativity and/or marketing experience an asset. Modelling experience would be helpful. Starting salary : $ Can. 20 000 per annum. Please apply in confidence, with résumé and identity photo, if possible, to : 7 340 *le Monde* Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

unicef

Le FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF), basé à New-York et avec des bureaux dans le monde entier, qui collabore avec les gouvernements des pays en développement afin d'apporter aux enfants défavorisés et à leurs mères l'essentiel de ce dont ils ont besoin pour survivre et se développer

recherche :

UN RESPONSABLE MANIFESTATIONS SPÉCIALES

Genève (Suisse - Réf. VN 529)

qui travaillera sous l'autorité directe du Directeur de l'Unicef pour l'Europe et en étroite collaboration avec le Responsable Manifestations spéciales et Expositions de l'Unicef au siège de New-York : jouera le rôle de centralisateur en Europe pour toutes les questions concernant les Manifestations spéciales en faveur de l'Unicef : contactera les personnalités qui proposent leurs services à l'Unicef ; participera à l'organisation de manifestations culturelles et sportives, et coordonera les efforts de promotion entrepris avec les sociétés, les particuliers, et les Comités nationaux de l'Unicef.

Qualifications : Diplôme universitaire. Les candidats doivent connaître parfaitement les environnements culturels des différents pays européens, et être bien introduits dans les milieux artistiques et sportifs et auprès des media. L'expérience pratique des rapports avec les personnalités de la presse et de l'audiovisuel, les responsables des milieux artistiques, les vedettes du sport et leurs hommes d'affaires, les sociétés de disque et la communauté des affaires est une condition importante. La pratique courante des principales langues européennes, particulièrement du français et de l'anglais est indispensable. Connaissance d'autres langues appréciés.

Salaire en rapport avec les qualifications et l'expérience. Nombreux avantages sociaux.

Envoyer un curriculum vitae détaillé au plus tard le 2 juillet 1985 à :

Michael K. Corbett.
Responsable du recrutement et du placement.
UNICEF 866 UN Plaza, New-York, U.S.A.



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) **emplois internationaux** (et départements d'Outre Mer) **emplois internationaux** (et départements d'Outre Mer)

Contrôleur administratif et financier à Douala

Après votre diplôme d'Ecole de Commerce, de Sciences Politiques ou Economiques, vous avez complété votre formation comptable en passant le DECS. Par la suite votre intérêt pour l'Afrique vous a peut-être conduit à choisir la coopé... Aujourd'hui, après quelques années d'expérience professionnelle dans un service comptable en entreprise ou dans le conseil, vous souhaitez assumer des responsabilités complètes, disposer d'une large autonomie.

C'est ce que vous trouverez en prenant ce poste de contrôleur administratif et financier au Cameroun. A la tête d'un service d'une dizaine de personnes; vous assurerez la comptabilité de plusieurs sociétés industrielles ou commerciales appartenant à un groupe solidement implanté en Afrique. Vous aurez à concevoir et mettre en place une véritable comptabilité analytique, vous appuyant sur l'informatique.

Si votre épouse et vous-même êtes tentés par une nouvelle expérience outre-mer, appréciant la qualité de vie que l'on y trouve et les avantages matériels évidents que vous en tirerez, *écrivez rapidement sous référence* 8542 LM aux consultants du Cabinet CLEAS.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Equipe de direction recherche, pour un important groupe français, leader mondial dans sa branche, et exemple pour son développement tant en France qu'à l'étranger, un

Patron
profil commercial

pour diriger une filiale dans un pays européen. Cette offre s'adresse à un manager «top niveau» maîtrisant au moins une langue étrangère (l'anglais, l'allemand ou l'italien).

Adressez votre candidature sous double enveloppe en mentionnant les sociétés auxquelles elle ne doit pas être transmise, sous réf. 268 à Média-System, 93 rue Edouard Herriot, 69002 Lyon qui transmettra. Discrétion absolue et réponse garantie.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Bougez, Vivez... à Valbonne Sophia-Antipolis

La Division Terminaux (Europe) et le Centre Technique (Europe) de Digital Equipment continuent leur important développement. Pour faire face à cette progression, nous créons deux nouveaux postes :

Comptable Industriel
niveau DECS ou équivalent

réf. 81M

Vous possédez 3 à 5 ans d'expérience professionnelle dans une société internationale. Vous vous êtes familiarisé avec les systèmes de gestion, dont la production.

Dans le cadre de ce poste, vous serez chargé de développer et d'administrer notre système d'information pour les opérations comptables de production.

Vous serez responsable de la validation des mouvements comptables concernant les coûts industriels et de la réconciliation avec la comptabilité générale.

Réalisant l'interface avec le système de gestion de production, vous aurez la responsabilité de la maintenance des fichiers, des coûts standards, des prix de transferts et de cession.

Comptable Qualifié(e)
DECS

réf. 82M

Vous possédez une première expérience de la fonction, de préférence dans une société internationale.

Vous aurez pour missions principales :
- *la gestion des comptes bancaires*
- *la reconciliation avec les systèmes auxiliaires*
- *la prévision de trésorerie à long terme*
- *la participation à l'élaboration des plans de financement à moyen terme*
- *la révision des comptes de bilan.*

Votre goût du travail en équipe et votre sens des responsabilités seront des atoûts pour réussir dans cette fonction puis évoluer.

Pour ces deux postes une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. Si vous correspondez à ces profils, écrivez-nous en indiquant la référence du poste souhaité, à DIGITAL EQUIPMENT, Division du Personnel, B.P. 29, Sophia-Antipolis 06560 VALBONNE.

N° 2 mondial de l'informatique

digital

Maintenance et entretien de notre outil de production

A 33 ans *minimum*, ingénieur diplômé d'une Ecole Electromécanique, Electrotechnique ou équivalent, vous avez une expérience de 5 ans environ de Direction d'un Service Entretien, Maintenance et Travaux neufs, de préférence dans l'industrie lourde, utilisant des process industriels à lignes fortement automatisées. Vous savez ce que représente *l'encadrement d'une équipe postée en 3/8 ou 4/8.*

Rejoignez notre Société (200 personnes), attachée à un groupe international, spécialisée dans la fabrication de produits minéraux. Le poste est à pourvoir en région champenoise, lieu où les structures *industrielles et culturelles sont très dynamiques (à 1h10 de Paris).*

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature manuscrit et détaillé avec salaire actuel sous référence 6625OM à notre Conseil,

17, rue Courmeaux - 51054 Reims Cedex
58, avenue de Wagram - 75017 Paris
7, rue Victor Hugo - 69002 Lyon

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

Pour animer notre bureau d'études

un A.M., INSA — **CENTRE DE LA FRANCE**

NOTRE SPECIALITE : la fabrication d'appareils de mesure et régulation, de produits de comptage et automates de conduite de process.

Notre société, filiale du groupe **ELF AQUITAINE**, crée dans son Etablissement (400 personnes) situé au cœur de l'Hexagone, le poste de

chef du service études mécaniques

INGENIEUR de type AM, INSA ou similaire en Mécanique Générale, vous possédez une expérience d'environ 5 ans en B.E.
Vous assurerez l'encadrement administratif et technique d'une équipe de 9 personnes dans les activités suivantes :
- développement de produits nouveaux dans les domaines "Instrumentation et Bureautique",
- traitement des affaires "clés en main".

Des connaissances en instrumentation, nouveaux matériaux, plasturgie seraient appréciées. ANGLAIS souhaité.
Déplacements de courte durée en France et à l'étranger.
Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence 6696 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui trans.

Afin d'accroître encore la compétitivité de son matériel roulant (800 véhicules), notre société, l'une des toutes premières sociétés françaises de transport rapide de messageries souhaite adjoindre à son Responsable Technique du Parc un

jeune ingénieur motoriste

Vous êtes débutant ou vous avez 1 à 2 années d'expérience. Nous vous confierons, après une période de formation interne, la gestion technique des véhicules en service. Votre mission consistera essentiellement dans l'optimisation du rendement des consommables (énergie notamment) et dans l'organisation de la maintenance, préventive et curative. Par ailleurs, vous serez fortement associé à *la mise en place d'un nouvel outil informatique de planification et prise en compte* en temps réel de tous les événements concernant le matériel roulant. Connaissances approfondies requises : combustion des moteurs diesel, lubrification, électronique. Aptitudes nécessaires : relations sociales notamment (effectif du personnel atelier 50 personnes) et gestion budgétaire. Possession de la langue anglaise vivement souhaitée. Poste basé à RENNES - Prise de fonction à la rentrée prochaine.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 6536 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Formation — LYON

Nous sommes une équipe d'Intervenants-Formateurs d'une dizaine de personnes, fondée en 1973.

Nous intervenons pour bâtir et mener des actions de formation dans les entreprises sur le territoire national.

Nous recherchons celui qui viendra renforcer notre équipe. Il sera chargé progressivement de plusieurs missions :

- *animer des actions de formation et en assurer le suivi,*
- créer de nouveaux axes de formation et les développer.

Vous êtes un généraliste, vous avez au moins 30 ans, une formation supérieure, une expérience de terrain dans un poste à responsabilité hiérarchique d'environ 5 ans, une motivation *pour les problèmes humains de l'entreprise.*

Envoyez-nous votre C.V. :



132, Crs Charlemagne
69002 LYON

CENTRE DE RECHERCHES
Rhône-Alpes, recrute un

INGENIEUR Chimie Organique

pour recherche appliquée, domaine biologie *moléculaire.*
Formation souhaitée : Grandes Ecoles (ENS-CHIMIE) ou thèse de doctorat.

Merci d'adresser vos candidatures ss réf. 41529 à CONTESSE PUBLICITE 74, rue Béchevelin 69363 LYON Cedex 07.

CONTESSE

LES MINES DE POTASSE D'ALSACE
Filiale d'EMC - (10 000 pers.)
recherche pour sa direction des études, un

INGENIEUR DE PROCESS

Diplômé ENSG ou ENS Mines (spécialisation en métallogénie/valorisation des minerais), *ou ENSI Génie Chimique.*
Une expérience d'au moins 5 ans l'aura familiarisé avec les traitements de minerais. Des connaissances particulières en minerais phosphatiques seront appréciées.
Les activités au sein du groupe d'études le conduiront à effectuer des missions d'ingénierie à l'étranger.
Anglais utile.

Ecrire avec CV explicite s/réf. PA/P à CETAGEP - 30, avenue Amiral Lemonnier 78160 MARLY LE ROI

CETAGEP

CONTESSE TELEMATIQUE ; UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 256.10.05



Ce n'est pas seulement parce que notre groupe développe une activité électronique et que nous sommes implantés en Haute-Savoie que nous proposons ce challenge.

C'est aussi et surtout parce que nous croyons aux vertus de l'autonomie, de la responsabilité, du risque, en un mot à l'esprit d'entreprise.

NOTRE PROJET : vous confier notre activité électronique, jeune et en forte croissance (60 personnes, C.A. 25 MF), pour en faire, à horizon 1990, un pôle majeur de développement et de diversification de nos activités actuelles (automatismes électromécaniques et électroniques).

VOTRE AMBITION : donner enfin votre pleine mesure en assumant, dans un contexte international, les responsabilités d'un directeur de division disposant d'une bonne équipe en Recherche-Développement et en Production et de l'assistance de Services Centraux *(Gestion, Administratif, Personnel) ; le commercial, c'est directement votre affaire au* moins dans un premier temps.

Bien sûr, la Direction Générale sera attentive à vos résultats et elle vous y intéressera.

Vous avez le tempérament, la compétence, l'expérience pour relever ce défi.
Alors, écrivez-nous rapidement, CARPANO ET PONS, Direction du Personnel, B.P. 43, 74301 CLUSES Cedex.

CARPANO ET PONS

CONTESSE LYON

En créant la section BTS (rentrée septembre 85), cet **Etablissement de formation supérieure agricole du Finistère Nord** intègre à son équipe pluridisciplinaire

ADJOINT DU RESPONSABLE DE FORMATION (H-F)

Ingénieur agro ou agri (style conseil en gestion).
- *motivé par la formation des jeunes adultes,*
- *ayant fait preuve dans ses activités antérieures de ses qualités de pédagogue.*

Il sera chargé de l'enseignement du programme de **comptabilité/gestion/fiscalité.**

Animateur de stage, il établit la relation sur le terrain avec les Exploitants - Organisations Professionnelles - Administration ...

Concerné par les enjeux économiques de la région, son souci, comme le nôtre, sera de former les futurs animateurs : responsables de leurs entreprises, du développement de leur profession et de son organisation.

Ecrire s/réf. 522 - lettre manuscrite - c.v. détaillé et motivé - photo - rémunération actuelle à CEIP 29 - Conseil d'Entreprises/Ressources Humaines - 5, av. du Lycée 29210 Morlaix. Tél. (98) 88.18.67. Réponse et discrétion assurées.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Métropole Lilloise

Au-delà du contrôle de gestion optimisez l'organisation interne et le système logistique de notre centrale d'achat

Auchan

La Direction Produit Bazar, unité autonome, crée le poste de Contrôleur de Gestion.
Membre de l'équipe de direction, il mène une action dynamique sur la diminution des coûts et l'accroissement de la rentabilité.

- Contrôleur de Gestion à part entière, il analyse et suit les résultats de chaque ligne de produits, définit un système de fonctionnement interne, met en place des procédures afin d'optimiser le rapport efficacité/coût des prestations de la direction produit.
- Avec le responsable marketing, il étudie les projets et opportunités, contrôle la pertinence des investissements, les prévisions de rentabilité.
- En appui de la direction logistique, il recherche les circuits d'approvisionnement les plus économiques, trouve les solutions pour améliorer les flux produits.

28 ans minimum, vous êtes diplômé d'école supérieure de commerce ou de gestion - ESSEC, Sup de Co....
Une expérience de Contrôle de gestion de 5 ans environ dans un centre de profit (secteur de la Distribution), ou chez un fabricant de produits de grande consommation, vous a permis de prouver votre aptitude à l'organisation.
Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la référence 5140 LM, en précisant votre niveau actuel de rémunération.

argos
DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49
PARIS - LILLE - MONTREAL

COMMUNICO

---

chef du service relations sociales
REGION RHONE ALPES - 1000 personnes

«Nous sommes un GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS. Nous recherchons pour l'un de nos établissements en plein développement le Chef du Service des Relations Sociales.

Rattaché au Directeur de l'Etablissement, il participe étroitement à la définition et à la mise en œuvre d'une politique dynamique du Personnel. Les tâches principales sont le recrutement, la gestion prévisionnelle et administrative, l'étude des rémunérations, le plan de formation et la communication, notamment les relations avec les partenaires sociaux et les organismes extérieurs.

Ce poste requiert un candidat de formation supérieure, d'au moins 32 ans et possédant une première et solide expérience dans un poste similaire de préférence en Industrie.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé sous référence 3345-M à Mamrégies qui transmettra.»

Mamrègies
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

Etablir nos résultats et gérer notre fiscalité

JEUNE FINANCIER HF

CIAL groupe CIC

Importante banque régionale du groupe CIC, le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine emploie 2 700 personnes à son siège social de Strasbourg et dans ses 150 agences locales. Suite à la promotion interne de l'actuel titulaire du poste, elle recherche un jeune financier.

Rattaché à la direction financière et comptable, il aura la responsabilité d'un service de 4 personnes chargées d'établir les résultats sociaux et analytiques et d'assurer la gestion fiscale de l'entreprise. Il participera à la mise en place d'un système de reporting mensuel.

Le poste est basé à Strasbourg. Outre de bonnes possibilités d'évolution au sein du groupe (26 000 personnes), le CIAL offre un cadre de travail très agréable et une fonction dépassant largement les attributions comptables et fiscales traditionnelles.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 30/1418 A, à:

EGOR REGION EST
18, rue Auguste Lamey 67000 Strasbourg.
ou EGOR S.A.
8, rue de Berri 75008 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

egor
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

Appartenant au Groupe COMPUTER AIDED SYSTEMS DE SCHLUMBERGER, SENTRY (basé en Californie) est leader mondial dans le domaine du **TEST DE CIRCUITS INTEGRES**

Notre filiale européenne comprend des agences commerciales en Allemagne, en France et en Angleterre ainsi qu'un centre d'études et de production à St-Etienne.

Pour le Département Etudes, nous recherchons un

Ingénieur électronicien

(2 à 5 ans d'expérience)

Il participera à la conception, à la réalisation et à la mise au point d'un nouveau testeur aussi bien en hardware qu'en software. Le domaine étudié est l'électronique digitale rapide. La technologie fait appel aux circuits hybrides, aux circuits prédiffusés rapides (GATE-ARRAY) ainsi qu'à des circuits imprimés multicouches.

Merci d'envoyer votre C.V., photo et prétentions au Service du Personnel
34, rue Necker, ZI Montreynaud, 42028 ST-ETIENNE.

SENTRY
Schlumberger

Ouest Atlantique

ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

Cet important groupe industriel régional (650 personnes, 250 millions de chiffre d'affaires fabrique et commercialise des pièces mécaniques et composants pour tous types d'industries automobile, aéronautique, nucléaire...) recherche un adjoint au chef du personnel.
Rattaché à celui-ci, il aura pour missions principales : la participation à la gestion prévisionnelle du personnel, la prise en charge de la formation, le développement de l'informatisation de la gestion et de l'administration du personnel, la réalisation d'études ponctuelles (tableaux de bord, bilan social, ...).
Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (Droit, gestion plus IAE ou DESS gestion de personnel) et possédant une expérience de quatre à cinq ans dans la fonction personnel, acquise de préférence en milieu industriel. Sa personnalité affirmée, ses qualités d'animation, d'aptitude aux relations humaines faciliteront son intégration. La connaissance des outils informatiques est indispensable. L'anglais serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 17/750 B, à:

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 Nantes.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO. MONTREAL

RÉCHARD - F.G.A.
Cabinet d'Expertise Comptable
RECRUTE COLLABORATEURS.
NIORT (79028)
25, rue Baugier.

POUR USINE DE TRANSFORMATION PAPIER
RÉGION NORMANDE

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

Dirigera 80 pers. en 2 postes, responsable planning, productivité, contrôle qualité, entretien, travaux neufs. Rémun. fonction expérience. Responsable plus. sites dans bref délai.
Env. C.V., photo, prétentions, réf. NORMANDIE B.P. 197. 62404 BÉTHUNE CEDEX.

Importante société de

TUYAUTERIE-CHAUDRONNERIE INDUSTRIELLE

recherche

UN RESPONSABLE LIGNE DE PRODUITS

Le mission couvre l'ensemble des fonctions, productions commerciales et gestion de l'atelier de production.
– Il s'agit d'une création de fabrication et de poste
Le candidat recherché aura une formation ou un niveau INGÉNIEUR (AM, ECAM, INSA)
Il possédera une expérience technique en chaudronnerie, usinage, métaux spéciaux et aluminium et une expérience de direction ou d'adjoint d'une unité autonome.
Le poste à pourvoir est à LYON
Adresser C.V., photo et prétentions
M.P.A. nº 5.967, B.P. 2.355, 69216 Lyon Cedex 02.

BAHLSEN S.A.
Snacks - Biscuits,
recherche pour NOYON (60), un

CONTROLEUR HF GESTION DE PRODUCTION

Formation : **Maîtrise de Gestion, Ecoles de Commerce ou IUT...**
Rattaché au Directeur de Production, il est chargé :
- de la mise en place et du contrôle des budgets en liaison avec les deux usines et le contrôle de gestion du siège,
- de l'analyse des coûts et des ratios de production,
- de participer à la conception et de mettre en œuvre les nouvelles applications informatiques,
- du suivi des prix de revient.

Très pragmatique, doué d'une bonne aisance dans les contacts pour sensibiliser efficacement à la gestion les differents services, il a réussi une première expérience de préférence en milieu industriel.

Merci d'écrire, en précisant la rémunération actuelle, sous réf. 603 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

Electronique et Plasturgie

INGENIEURS QUALITE

Le Centre technique européen de Digital Equipment Corporation (73.000 personnes, 4,5 milliards de $), situé à SOPHIA ANTIPOLIS (AM) recherche, afin de contrôler les composants pour terminaux :

UN INGENIEUR «COMPOSANTS ELECTRONIQUES»

Cet ingénieur explore le marché des fabricants européens de composants électriques et électroniques, actifs et passifs, évalue leur potentiel technique et le niveau de qualité des productions, définit et met en place un programme et des standards de qualité, participe à la sélection et à la qualification des fournisseurs et des produits. Réf. M 5/1410 A

UN INGENIEUR «COMPOSANTS PLASTIQUE»

Son rôle est identique dans le domaine des pièces plastiques et métalliques pour terminaux. Réf. M 5/1410 B

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés, (électroniciens pour la référence A, et plasturgistes pour la référence B) ayant une double expérience, de 5 ans ou plus, de fabrication et de qualification de composants identiques ou similaires.
La pratique courante de l'anglais est indispensable.
Le poste, basé à SOPHIA ANTIPOLIS, suppose de nombreux et courts déplacements.

Merci d'adresser lettre de candidature, sous réf. choisie, à :

EGOR TECHNOLOGIES
Département Informatique,
19 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

---

2 chefs d'agence

(04) Alpes de Haute-Provence

MANOSQUE **ORAISON**

Pour développer les résultats de ces agences, ainsi que des bureaux qui leur sont rattachés, par vos actions sur l'organisation, l'encadrement du personnel (35 personnes à Manosque, 18 à Oraison), et surtout par vos contacts commerciaux auprès des clients importants.
Dynamique, vous avez un sens aigu de la négociation et du dialogue, des responsabilités et de l'organisation. Votre expérience éventuelle du réseau bancaire est un avantage. Vous trouverez chez nous un travail motivant, dans un environnement de qualité, assorti des avantages liés à la fonction bancaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét. à M. le Directeur du Crédit Agricole des Alpes de Haute-Provence - B.P. 202 - 04100 MANOSQUE Cedex

Organisation et Publicité

PAULSTRA
hutchinson

550 MILLIONS F - 2.100 PERSONNES
STÉ DU GROUPE HUTCHINSON
(19 USINES EN FRANCE)
rech. pour son Dépt JOINTS et USINE de Segré (49), à 35 KM D'ANGERS

Responsable des RELATIONS SOCIALES (600 personnes)

Membre de l'équipe de direction AVEC LA DÉFINITION LA PLUS LARGE DE LA FONCTION : Gestion-Personnel-Paie-Formation-Sécurité-Accueil-Participation active aux réunions avec les partenaires sociaux. En plus, CORRESPONDANT INFORMATIQUE pour la mise en place et le suivi de nouveaux programmes.

UN «PROFESSIONNEL» des R.S.
- Jeune (moins de la quarantaine) avec une formation générale solide (si possible spécifique à la fonction). Bonne connaissance du droit du Travail
- EXPÉRIENCE INDISPENSABLE
  - de la fonction PERSONNEL et R.S.
  - en milieu INDUSTRIEL (usine)
- Habitué à l'utilisation de l'INFORMATIQUE

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8257 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Importante Société d'Expertise Comptable
recherche pour
CLERMONT FERRAND
BRIVE ou LIMOGES
RENNES et TOURS

EXPERTS COMPTABLES DIPLOMES HF

ayant si possible formation supérieure complémentaire
(Université et/ou Ecole de Commerce)
pour
- assumer la responsabilité d'une délégation régionale et des secteurs qui y sont rattachés
- contrôler et animer une équipe de collaborateurs chargés d'effectuer des missions auprès de la clientèle.

Voiture indispensable.
Envoyer CV, photo et prétentions s/réf. 54492 à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre.

CONSTRUCTEUR DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
implanté dans le Sud-Ouest spécialisé dans supports tuyauterie, appareils sous pression et modules de séparation destinés au secteur pétrole et énergie recherche

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

exclusif sur Paris
pour prospection, contacts suivi et négociations avec clientèle française

Adresser C.V. + lettre + photo sous nº 306.664
REGIE-PRESSE
7, r. de Monttessuy, 75007 Paris.

LYCÉE PERCEVAL
(PÉDAGOGIE STEINER)
5, avenue d'Epremesnil
78400 Chatou

cherche : ENSEIGNANTS pour math, phys. musique, gym., priorité : personnes polyvalentes, entièr. disponible.

---

ingénieur d'études

CENTRALE, AM, INSA, ENSI

Une importante Société fabriquant des matériels de laboratoire (150 km au Sud de Paris), filiale d'un Groupe Français de dimension internationale souhaite intégrer dans l'équipe jeune et dynamique du Bureau d'Etudes un Cadre de valeur.

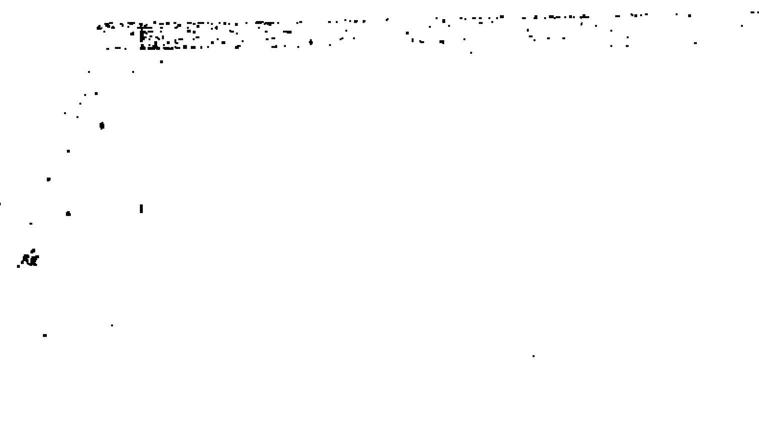
Il sera chargé du développement d'appareillages scientifiques et de laboratoires, de la conception à l'industrialisation.

Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé, sachant travailler en équipe et ayant par une première expérience fait la preuve de son esprit créatif ainsi que de sa rigueur d'organisation dans la réalisation des projets.

La rémunération est ouverte en fonction de l'expérience.

Adressez au **Cabinet R.C.C.** lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle en précisant la référence **549-M.**

RCC Recherche / Conseil / Cadres
6, AVENUE DU COQ – 75009 PARIS





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Ingénieurs Généralistes Débutants

Commencez votre carrière chez le n°1 de l'alimentaire

GERVAIS DANONE FRANCE, LES VERRERIES DE MASNIÈRES, LA SOCIÉTÉ DES EAUX D'ÉVIAN, entreprises performantes et en constante progression sur leurs marchés, vous proposent de participer à leur développement et vous incitent à rejoindre leurs équipes d'ingénieurs.

Plusieurs postes opérationnels vous sont offerts en production: vous y assumerez des responsabilités concrètes impliquant d'emblée pour la plupart des postes, l'animation d'équipes.

Vous profiterez ensuite des perspectives de carrière particulièrement ouvertes et attractives que le **GROUPE BSN** (38.000 personnes, 28 Md de F de C.A.) propose à des jeunes ingénieurs à fort potentiel.

Vos qualités personnelles de dynamisme, de contact et d'ouverture seront des éléments majeurs de votre réussite. Différentes implantations géographiques sont concernées: Paris, Lyon, Lille, Cambrai, Strasbourg, Evian.

BSN GROUPE

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R 26 M, en précisant, si nécessaire, la région que vous excluez, à: BSN – Service Recrutement Cadres – 7, rue de Téhéran – 75381 PARIS Cedex 08.

HAVAS CONTACT

CERAM INFORMATIQUE

1983 : La Chambre de Commerce et d'Industrie de Nice a créé le CERICS, 1er Centre Européen de *Génie Logiciel en association* avec le *Groupe Bull*, l'INRIA et le soutien de l'Agence de l'Informatique.

1985 : Nous lançons un Programme européen de management des technologies de l'information.

Dans le cadre de ce developpement nous procédons aux recrutements suivants :

DIPLOMÉS GRANDE ÉCOLE

(Scientifique: X, Supelec, Mines, Centrale, Maitrise, ...
Gestion : Hec, Escp, Ceram, Sciences Po, Esc, Maitrise...)

De grandes Entreprises et le CERAM - Informatique offrent à une vingtaine de diplômés du second cycle de l'enseignement supérieur des Bourses d'études leur permettant d'accéder aux fonctions d'INGÉNIEUR CHEF DE PROJET en informatique, à l'issue de 9 mois de formation intensive d'un M.S. en technologies de l'information.

Demander un dossier de candidature et d'information à : CERAM-informatique *BP 20 - Sophia Antipolis - 06561 VALBONNE Cedex - Tél. (93) 33.95.95.*

SOPHIA-ANTIPOLIS

LABORATOIRES DU TILLET

Leader en assistance médicale *informatisée dans le domaine* de la nutrition recherchent pour Nancy

INFORMATICIEN CHEF DE PROJET

sur ICL ME 29 - 29 55
Disponibilité immédiate.
Téléphonez : (8) 330-45-46.

Ecole Ingénieurs Tarbes cherche Ingénieur ou maître ès Science + DEA, formation physico-chimie, matér. Bourse industr. motivante dans cadre contrat Elf pour doctor. en deux ans sur fatigue matér. compos. Envoyer candidature + C.V. à : M. Petit, ENI Tarbes, Chem. Azereix, 65013 Tarbes.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

555-91-82

THOMSON CGR

DES ÉQUIPEMENTS DE HAUTE TECHNOLOGIE AU SERVICE DE LA SANTÉ

*Nous sommes l'un des leaders mondiaux dans la conception, la production et la commercialisation d'équipements d'**imagerie médicale**.*

CHEF DU SERVICE TECHNIQUE

Vous dirigerez le Service APRÈS-VENTE de notre Région Nord (3 succursales: Rouen, Lille, Reims – effectif technique, de 70 personnes).

Vous aurez pour objectifs la qualité et la rentabilité du service d'installation et de maintenance de nos matériels.

INGÉNIEUR, vous avez assuré pendant environ cinq ans une responsabilité comparable.

*Pour ce poste basé à **LILLE**, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) au Service du Personnel, **THOMSON-CGR** B.P. 50 – 75755 PARIS CEDEX 15.*

THOMSON
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

MARSEILLE

BANQUE REGIONALE

en forte croissance, recherche

RESPONSABLE ETUDES

Vous avez une première expérience *bancaire (crédits) et vous aimeriez élargir* vos responsabilités.

Soyez notre Responsable Etudes ; dans un premier temps, ce poste évolutif vous permettra de concevoir et de mettre en place de nouveaux produits financiers.

Placé auprès du Directeur des Engagements vous serez autonome, dynamique et disponible.
Une bonne base juridique serait un plus.

CONTROLEUR FINANCIER

De formation supérieure en gestion et comptabilité, vous présentez une expérience réussie en entreprise ou cabinet d'audit.

Vous dirigerez notre service Contrôle Financier et serez chargé de la tenue du tableau de bord financier du groupe d'études de synthèse, de la gestion de moyens, du suivi de la règlementation.

Votre personnalité fera de vous un chef de service responsable et performant.

S'il vous parait que l'un de ces profils correspond à votre carrière et à vos attentes, contactez-nous en adressant lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions en précisant le poste qui vous intéresse au Département des Relations Humaines

FEDERATION DU CREDIT MUTUEL MEDITERRANEEN
521 AVENUE DU PRADO, 13008 MARSEILLE.

Crédit Mutuel
LES UNS LES AUTRES

Axial Publicité

Organisateur d'agence

H-F

Votre expérience de 2/3 ans en organisation, vos compétences et vos qualités personnelles vous donnent aujourd'hui les atouts nécessaires pour progresser dans une entreprise en plein développement.

Nous vous proposons, avec les utilisateurs, de détecter, d'analyser leurs besoins. Pour eux, vous trouverez des solutions originales, les concevrez et assumerez leur mise en place.

Merci d'adresser CV manuscrit, photo et prét. à : Banque Populaire - Relations Humaines - 106, rue du Km 400 - 71009 MACON Cedex.

Banque Populaire
DE SAONE-ET-LOIRE ET DE L'AIN

MEDIAPA

Pour des missions

d'assistance technique

10 ingénieurs et techniciens supérieurs passionnés

d'automatismes et de robotique

trouveront chez nous :

- des conditions de travail attrayantes,
- autonomie et initiative,
- des moyens techniques exceptionnels.

Merci d'envoyer rapidement C.V. détaillé, *photo* à RÉGIE PRESSE, n° 307.300 M,
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.
Nous *prendrons contact* avec chaque candidat.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

LE MONDE DE L'INFORMATIQUE

Mardi 11 Juin

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

offres d'emploi du journal

Le Monde



CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

Dans le cadre de sa nouvelle politique en méthodes, la Direction Informatique de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, recherche

un Ingénieur Méthodes Informatiques

pour :
- animer l'implantation de la méthode de conception MERISE;
- intervenir comme conseil auprès des équipes de développement;
- définir les outils nécessaires à MERISE.

Ce poste requiert une expérience de plusieurs en informatique et une pratique de la méthode MERISE.

un Ingénieur pour la Gestion de Données

pour :
- conseiller les équipes de développement dans la conception de leurs architectures de données;
- implanter et développer l'utilisation d'un dictionnaire de données.

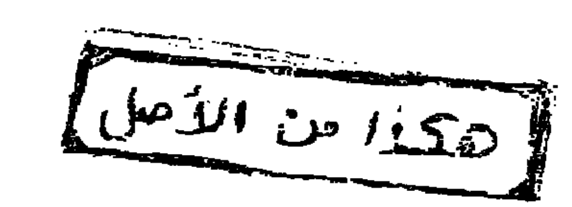
Ce poste requiert une expérience de plusieurs années en informatique et une aptitude à la synthèse et au dialogue.

Intégrés dans un service d'études et de recherche, ces deux postes, très formateurs, offrent de nombreuses possibilités d'évolution dans le CAM.

Envoyer CV, photo, salaire et prétentions sous réf. SB0632 à CNCA
Gestion des Personnes - 75010 Paris Brune

L'Art Tournay/Auscom

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

RHÔNE-POULENC SPECIALITES CHIMIQUES

Pour répondre au défi des années futures RHONE POULENC souhaite intégrer dès maintenant plusieurs Jeunes Ingénieurs à fort potentiel pour qu'il puisse leur être confié à terme d'importantes responsabilités.

INGENIEURS MAINTENANCE
CENTRALE, AM, INSA, ENSI

- Premier emploi ou dotés d'une première expérience (Pétrole très appréciée),
- En première insertion ils interviendront comme Ingénieurs de secteur, sur des installations chimiques existantes.

(Réf. 545-M)

INGENIEURS PROCESS
CENTRALE, AM, ENSIC, IGC, IFC, IFOCA

- Dotés d'une première expérience 5-10 ans (Pétrole et Elastomères très appréciée),
- En première insertion ils seront intégrés au sein d'une équipe de production dans une optique de développement technique. Leur mission comportera 3 grands axes : assister la fabrication, améliorer les procédés existants (automatisation - informatisation), mettre en place de nouveaux procédés.

(Réf. 547-M)

Le Groupe dispose de sites répartis sur l'ensemble du territoire.

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle, **en précisant la référence du poste souhaité à**

RHONE POULENC - SPECIALITES CHIMIQUES
Direction des Relations Humaines - Développement Cadres
Cedex 29 - 92097 Paris La Défense



THOMSON-CSF
DÉPARTEMENT AVIONIQUE GÉNÉRALE

La très haute technicité de nos produits et la compétence de nos équipes permettent à notre Département Avionique Générale d'obtenir de nombreux succès dans un secteur de pointe. Notre développement nous conduit à recruter ***3 INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES (X, ESE, A & M, ENST, ENSAE, ENSTA, ISEP...).***

INGÉNIEUR MÉTHODES
Montage Câblage, Pos. I ou II

MISSION:

- *Encadrement des Préparateurs.*
- *Gestion du service Méthodes: suivi des dossiers, des modifications et des coûts, création de gammes, fiches d'instruction,*
- *Réalisation des études technologiques à court et à moyen terme, en THT, Optomécanique, composants futurs.*
- *Mise en place d'un suivi Informatique temps réel.*

Une première expérience réussie d'au moins 2 ans en Mécanique et/ou en Électronique permettra à un candidat de valeur de déboucher, à brève échéance, sur la responsabilité d'un service Montage-Câblage et microélectronique de 35 à 40 personnes. *(Réf. MMC)*

INGÉNIEUR APPROVISIONNEMENT
Pos. II

MISSION:

- *Études de marchés.*
- *Marketing achats (matériel et composants électroniques).*
- *Études économiques et technologiques relatives à l'évolution des technologies chez les fournisseurs.*
- *Suivi des produits stratégiques se rapportant aux matériels réalisés par le Département.*
- *Liaisons avec les services techniques et Bureau d'Études, afin de promouvoir les produits.*
- *Assistance des Acheteurs dans le cadre de contrats importants.*

De formation Électronique et d'expérience en Labo. ou B.E., vous travaillerez en étroite collaboration avec le chef du Service Achats-Approvisionnements. *(Réf. APP)*

INGÉNIEUR MÉCANICIEN
Bureau d'Études, Pos. I ou II

FONCTION:

Responsable de la technologie et des définitions mécaniques. Vous serez rattaché au B.E. travaillant sur des systèmes aéronautiques.

Après une formation interne, vous évoluerez à terme sur la CAO dans le domaine Mécanique : calcul de structures aéronautiques, calcul de thermie, simulation en vibrations...

De formation mécanique, débutant ou avec 1 ou 2 ans d'expérience, vous avez le sens des contacts humains.

Connaissance de l'anglais nécessaire. (Réf. MBE).

Ces 3 postes sont à pourvoir à ***ISSY-LES-MOULINEAUX.***

Tous nos postes peuvent être tenus par des Ingénieurs débutants à haut potentiel à qui nous offrons des possibilités d'évolution au sein de notre Division.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) en précisant la référence du poste choisi à Mme COLLET – THOMSON-CSF – 31, rue Camille-Desmoulins, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

HAVAS CONTACT





Paris - Province

Vous êtes un **gagneur,** venez augmenter vos chances avec nous.
Vous êtes un **vendeur,** venez vendre les services qui font notre réputation.
Vous êtes un **leader,** venez piloter l'une de nos agences.
Vous êtes un **informaticien** expérimenté, venez exercer et renforcer vos talents sur notre palette de chantiers très diversifiés.
Vous êtes un **gestionnaire** rigoureux et convaincant, venez nous aider à avoir des résultats encore meilleurs.

Votre place est parmi nous car notre expansion nous permet d'offrir à ceux qui sont en même temps, mais dans des proportions variables, **des gagneurs, des vendeurs, des leaders, des informaticiens** et des **gestionaires** des métiers très variés :

Directeurs d'agence
Ingénieurs commerciaux
Ingénieurs principaux
Ingénieurs en chef

Françoise Doutriaux attend votre dossier de candidature, sous réf. 4334, à CAP SOGETI OPERATIONS, 92 Bd du Montparnasse, 75682 Paris Cédex 14.

média-system

Jeune diplômé d'école de commerce : une carrière dans l'industrie pharmaceutique

Avez-vous pensé pour votre premier poste, à prendre d'emblée, une position d'interface active entre la production, la gestion, la recherche, les méthodes, nos fournisseurs et le marché pharmaceutique dans son ensemble ?

C'est ce que nous vous proposons en vous confiant une fonction clef de notre entreprise : les Achats.

Intégré à une équipe qui saura vous former, très autonome et assisté de moyens appropriés (assistante, logistique, informatique...), vous pourrez prouver votre dynamisme, développer votre sens de la négociation, de l'organisation et de la gestion.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions), sous la référence CDL/AIP/LM, à notre Conseil qui vous expliquera vos perspectives d'avenir dans le Groupe.

MEDIA BA

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

GEP! responsable export

Nous sommes l'un des plus importants industriels français du secteur chaussures (500 Millions de Francs de CA, 1800 personnes). Notre distribution à l'étranger est assurée par un reseau d'agents et des filiales. Notre Directeur Export recherche aujourd'hui le responsable de la zone germanique pour développer notre implantation sur **l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse.** Il devra étudier les besoins de ces 3 marchés, mettre en place des structures adaptées, négocier avec les plus importants clients et participer à tous les salons. C'est un professionnel de l'export et surtout un homme de terrain que nous recherchons. Il devra justifier d'une première expérience acquise dans le domaine des produits de grande consommation si possible influencés par la mode. Il devra être parfaitement bilingue Français-Allemand. La pratique de l'Anglais serait appréciée. Le poste est basé à **Colmar** ou dans ses environs.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous la réf. 497.85 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

Organisation et Publicité



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

NOUS SOMMES : une très importante société de construction mécanique de la banlieue ouest.

VOUS AVEZ :

- Un B.T.S. Comptabilité ou un D.U.T. finances-comptabilité.
- 25 à 35 ans.
- Une expérience souhaitée de 2/3 années de comptabilité analytique, le goût des contacts, de l'initiative...

NOUS OFFRONS : **Un poste d'ANALYSTE-COMPTABLE, chargé :**

- De l'amélioration des organisations.
- Des études, mise en place, suivies d'application et de procédures comptables.
- Des relations avec les secteurs comptables, gestion et informatique.

Les dimensions de notre société nous permettent de vous assurer une évolution certaine.

Adresser votre candidature, curriculum vitae + photo + prétentions à :
PUBLICITÉ FRANÇAISE, qui transmettra.
23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS
sous référence 22.627 (nº à préciser sur l'enveloppe).

Regional Audit Manager Europe
Une des toutes premières banques américaines

Nous accentuons notre progression (-- 25% /an) en Europe au travers d'une diversification de nos opérations. Bien maîtriser cette expansion, implique le renforcement et la réorganisation de l'audit interne.

Le Regional Audit Manager que nous recherchons va conduire cette évolution. Il définit en accord avec la Direction Audit International à Londres, le plan d'audit interne pour l'Europe et le Moyen-Orient, coordonne et contrôle l'ensemble des missions, analyse et teste l'efficacité des opérations, systèmes et procédures au travers d'équipes d'intervention (15 pers.) et assure leur conformité avec celles du groupe. L'impact de votre fonction est large : elle recouvre toutes les opérations de la banque ainsi que de ses nombreuses filiales et succursales (plus d'une cinquantaine).

Véritable patron de l'audit interne régional, vos quelques années d'experience en cabinet d'audit anglo-saxon ainsi que 4/5 ans dans l'audit en milieu bancaire international vous ont permis d'occuper des responsabilités d'animation et de management d'équipes multinationales (la maîtrise du Français et de l'Anglais est indispensable), et de maîtriser les techniques et concepts d'audit bancaire.

Le poste basé à Paris requiert des déplacements nombreux en Europe et au-délà.
La rémunération importante est fonction de l'acquis professionnel des candidats.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence M 39905 à Rudolph von Raesfeldt, **TEG,** 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.

DESSIN

The Executive Group (France) Management

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Reckitt & Colman

est une importante société internationale spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits grande consommation.
Ses 4 filiales françaises réalisent un C.A. consolidé de 900 000 000 de F.

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE GENERALE

telle sera la fonction du CADRE FINANCIER que nous souhaitons recruter.

De formation supérieure (Grande Ecole + DECS apprécié), vous pouvez justifier d'une expérience réussie de 2 à 3 années minimum dans une société internationale ou dans un cabinet d'audit.

Dirigeant une équipe de 5 personnes, vous serez responsable de la comptabilité générale et de la base de données comptables informatisée, de la gestion des immobilisations (2 usines et 1 centre de stockage), des déclarations fiscales et de la préparation des comptes sociaux, ainsi que du reporting auprès de la société mère.

La pratique de la langue anglaise est vivement souhaitée.

Votre fort potentiel vous permettra de trouver à travers ce poste des possibilités d'évolution.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à
RECKITT & COLMAN
Direction des Relations Humaines
15, rue Ampère - 91301 MASSY.

Chef des ventes
grande distribution (bureautique)

SOCIÉTÉ FILIALE D'UN GRAND GROUPE EUROPÉEN **commercialisant des produits de bureautique** crée un nouveau service commercial pour accentuer ses ventes de produits grands publics et semi-professionnels.

Elle recherche son Responsable des Ventes qui devra :
- préciser la stratégie commerciale ainsi que les objectifs à atteindre,
- *définir les moyens à mettre en œuvre (internes et externes)* pour assurer le développement des ventes,
- assumer personnellement le démarrage de cette activité (référencement, suivi commercial, conditions de vente, négociations) auprès des centrales d'achats, de la VPC, des cataloguistes professionnels...,
- à moyen terme diriger, animer et gérer le service commercial correspondant.

Ce poste sera confié à un candidat pouvant faire la preuve à travers son expérience professionnelle dans le domaine de la grande distribution et de commerce moderne (si possible bureautique), non seulement d'une parfaite connaissance des circuits de distribution mais également de qualités incontestables de "stratège" et d'animateur.
Anglais apprécié.

Poste : très proche banlieue nord-ouest Paris.
Rémunération motivante basée sur résultats et expérience (à définir avec le candidat).

Ecrire sous réf. PA 501 AM
Discrétion absolue



4, rue Massenet 75116 Paris

Optimiser les performances d'une nouvelle usine très automatisée

Une unité récente (420 personnes, leader en Europe dans sa branche, appartenant à un groupe français important, souhaite, *maintenant sa phase de démarrage achevée, renforcer sa Direction Technique,* afin d'optimiser l'efficacité et la fiabilité de ses installations basées sur des technologies modernes.

Elle recherche DEUX INGÉNIEURS

- l'un pilotera le service Electricité - Automatismes - Régulation (10 personnes) avec pour objectif l'assistance technique aux opérationnels, le respect des programmes et méthodes de maintenance, l'orientation des études et le suivi des réalisations nécessaires à l'amélioration des matériels.
  référence CN 489 AM
- l'autre dirigera les équipes opérationnelles de maintenance (25 personnes) après une première mission où il affinera les méthodes et outils de gestion de l'entretien et animera leur mise en œuvre.
  référence DO 490 AM

L'importance stratégique de ces responsabilités exigent une formation d'ingénieur AM, IDN, ECL..., une expérience industrielle de 5 ans au moins acquise dans une usine à feu continu, des compétences significatives sur le plan des techniques (électricité, électronique, régulation...) et de l'animation des hommes, des qualités marquées de disponibilité et de battant.
Des perspectives d'avenir intéressantes seront offertes à des candidats de valeur motivés par le dynamisme nécessité par les hautes technologies appliquées dans cette unité.
Postes basés dans le sud-est de la France.

Ecrire en précisant la référence.
Madame SANTAMARIA
11, rue Calvé, 33000 Bordeaux
Discrétion absolue



GROUPE HOTELIER INTERNATIONAL
recherche pour son siège Paris 8e

Contrôleur budgétaire

En relation directe avec le Contrôleur de Gestion du Groupe il interviendra dans l'élaboration et le suivi des budgets des établissements implantés à l'étranger et sera chargé de la consolidation des résultats de ces établissements.
De **formation supérieure** (type écoles de commerce) il aura déjà acquis **une expérience de 2 ans** de préférence dans une entreprise à établissements multiples.
La connaissance de la micro-informatique est un atout.
Merci d'envoyer votre dossier de candidature, sous réf. 4498 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris.

Responsable comptable et financier

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN **recherche le Responsable Comptable et Financier d'une de ses filiales (450 personnes - CA 500 millions).**

Ce poste conviendrait à un candidat ESC, DECS ou équivalent, ayant une solide expérience professionnelle, capable d'assumer la responsabilité, pour la société :
- *de la comptabilité générale et analytique,*
- de la gestion de trésorerie,
- *des contacts extérieurs (banques, commissaires aux comptes, administrations)* et intérieurs (contrôle de gestion et informatique),
- *de l'animation d'une équipe.*

Poste intéressant impliquant la polyvalence de la PME et la rigueur d'un grand groupe.
Poste à Beauvais.

Ecrire sous réf. JU 495 AM
Discrétion absolue



4, rue Massenet 75116 Paris

Ingénieur électronicien

LE SERVICE TECHNIQUE DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES **recherche pour l'un de ses groupes techniques un Ingénieur Electronicien.**

Il sera intégré dans une équipe d'une dizaine de personnes et conduira, depuis les *spécifications jusqu'aux essais, l'étude, le développement et la réalisation de matériel* électronique de pointe et de haute fiabilité en relation avec les industriels coopérants.
Ce poste s'adresse à des ingénieurs diplômés, possédant des bases solides en électronique *et si possible des notions d'informatique.*
Une expérience industrielle d'études et de développement serait appréciée mais *les candidatures de débutants seront examinées.*
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. GR 492 AM
Discrétion absolue



4, rue Massenet 75116 Paris

VOUS AVEZ L'ENERGIE,
NOUS AVONS L'INDUSTRIE.. CGEE ALSTHOM

Confirmés et débutants

Automatiser, réguler, superviser les procédés industriels dans le monde entier, c'est le **Contrôle Industriel CGEE ALSTHOM.**
Nous recherchons donc, diplômé(e)s grandes écoles :

Ingénieurs Informaticiens "temps réel"
Etudes et/ou réalisations pour les automatismes temps réel, la C.A.O. (VAX) et les régulations d'ensembles. Connaissances : systèmes, réseaux industriels de communication, bases de données...

Ingénieurs Micro-électroniciens
Conception de schémas électroniques et mise en œuvre de leur logiciel pour réaliser des équipements d'automatismes. Connaissances : *télétransmissions, traitement de signal, asservissements...*

Ingénieurs Automaticiens
Conception et mise en œuvre d'architectures d'automatismes industriels.
Connaissances : *mini-calculateurs, microprocesseurs, automates programmables, réseaux...*

Ecrire à Fabienne Ducret - C.G.E.E. ALSTHOM -
13, rue Antonin-Raynaud - 92309 Levallois-Perret Cedex.

CGEE ALSTHOM



Les A.G.F. recherchent un **CHARGE D'ETUDES INFORMATIQUES** pour le Département Contrôle de Gestion de leur Direction Commerciale VIE.

Les **différentes missions** consisteront à :
- procéder à *la maintenance et au développement des systèmes* informatiques,
- assurer le traitement de données de façon à répondre aux demandes de la Direction,
- procéder à des simulations de résultats en fonction des scénarios définis par l'encadrement de la Direction,
- mettre en œuvre un système informatique de contrôle de gestion en liaison avec le Département de l'Organisation Commerciale.

Vous êtes titulaire d'un **MIAGE** ou équivalent avec éventuellement quelques années d'expérience.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence DCV/1, aux **AGF** - Département Gestion de l'Emploi du Personnel Administratif - 33, rue Lafayette - 75009 PARIS.



Important groupe de sociétés recherche

Traducteurs techniques
anglais - français HF

De formation Ingénieur ou équivalent, les candidats devront posséder une bonne compréhension de l'anglais, de solides connaissances en informatique ainsi qu'une grande aptitude à rédiger en français.

Les ouvrages à traduire traitent de l'informatique sous tous ses aspects : matériels, logiciels, gros et moyens systèmes, micros, réseaux, bureautique, etc...

Des moyens techniques importants sont mis à la disposition des traducteurs dans un environnement de travail attractif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) sous réf. 1913M à

SOURCES 144 rue de Rivoli
75001 Paris qui transmettra

Ingénieur, vous voulez changer de carrière... Quittez la technique pour le tertiaire international.

180 000 +

Dans notre secteur, au plan mondial, nous sommes l'un des 5 premiers. Dans une activité tertiaire de haut *niveau comme la nôtre, nous faisons appel à des compétences multiples d'hommes venant d'horizons divers.*

Pour permettre le développement de l'un de nos département dont l'activité est très liée à l'analyse des risques industriels, nous souhaitons recruter un ingénieur : AM, IDN, HEI, ECL... que nous formerons à notre métier. Vous serez, en tant qu'adjoint du responsable du secteur, celui qui partage, *sur toutes les affaires, l'ensemble* des responsabilités. La trentaine, l'envie d'apprendre un métier nouveau, de vous impliquer dans un secteur *porteur d'avenir, votre expérience peut être fabrication, méthodes, contrôle qualité....* Pour ce poste basé à Paris, mais qui vous amène à voyager dans le monde entier et à rencontrer des dirigeants et des décideurs, vous devez parler anglais.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous *assurons confidentialité et réponse. Référence 2195M* - 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

مكان من الأصل

ECOLE D'AFFAIRES
ET DE COMMERCE INTERNATIONAL
recherche

POUR SON PROGRAMME
INTERNATIONAL BA ET MBA

PROFESSEURS

- Gestion
- Management
- Marketing
- Publicité
- Droits des Affaires et du Commerce International
- Techniques de Commerce International

Certains cours sont impérativement bilingues - Français/Anglais

En vacataire, quelques heures par semaine

Envoyer C.V. et prétentions à :
Publicité Claude Michel
82, bd de Sébastopol - 75003 Paris
qui transmettra.

ENTREPRISE
PROCHE BANLIEUE PARISIENNE
REGION SUD
recherche

JEUNE INGENIEUR D'ETUDE

GRANDE ECOLE
(X, CENTRALE, TELECOM,...)

Pour la définition de systèmes à base de techniques de pointe : physique nucléaire, thermique, mécanique des fluides, informatique.

Bonne connaissance de l'anglais.

Adresser C.V. et prétentions à
PIERRE LICHAU S.A. - s/réf. 11054
BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02
qui transmettra.

ENTREPRISE
PROCHE BANLIEUE PARISIENNE
REGION SUD
recherche

JEUNE INGENIEUR

GRANDE ECOLE
(X, SUP. AERO, CENTRALE,...)

pour études de définition des Systèmes Aéronautiques de demain.
Compétence en aéronautique et électronique, pratique de l'informatique, anglais courant souhaité.

Adresser C.V. et prétentions à
PIERRE LICHAU S.A. - s/réf. 11053
BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

ÉLECTROTECHNIQUE

Ingénieur

recherche et développement fort potentiel

UNE FILIALE DE LA CGE, leader mondial dans son domaine (biens d'équipement électrotechnique) propose au sein de son service Recherche et Développement un poste intéressant et évolutif à un **Ingénieur de valeur.**

Il sera d'abord solidement formé aux produits de la Société afin de le rendre à même d'exercer à l'échelon international des responsabilités impliquant :
- la valorisation des produits existants,
- le développement de produits nouveaux.

La réussite dans ce poste nécessite :
- une formation ingénieur grande école : ECP, ESE, Mines, AM...,
- une parfaite maîtrise de l'anglais,
- de préférence une première expérience professionnelle dans un poste de développement et dans le domaine électrotechnique,
- un dynamisme marqué conjugué avec d'excellentes capacités de contact, d'animation et le goût de la technique.

Poste : Région Vichy.

Ecrire sous réf. OZ 500 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Membre de Syntec

Expert-comptable

Chef du service

comptabilité générale et trésorerie

UNE GRANDE SOCIÉTÉ RATTACHÉE A UN GROUPE INDUSTRIEL NATIONALISÉ, recherche son Chef de Service Comptabilité Générale et Trésorerie.

Ce poste conviendrait à un jeune expert-comptable (ou niveau équivalent) ayant 5 à 10 ans d'expérience, disposant de solides compétences techniques en comptabilité et en fiscalité, capable de gérer une trésorerie importante, d'animer une équipe, de développer les procédures d'organisation comptable en liaison avec l'informatique.

Le poste sera basé dans une grande ville de la région Rhône-Alpes.
L'évolution de carrière du candidat, au sein du groupe, peut impliquer une mobilité géographique en France.

Ecrire sous réf. HS 493 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Membre de Syntec

Juriste d'entreprise

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU SECTEUR ALIMENTAIRE, leader dans son domaine, CA supérieur à 1 milliard, recherche un jeune Juriste d'Entreprise.

Ce poste conviendrait à un candidat maîtrise de droit, ayant environ deux ans d'expérience professionnelle dans un secteur de produits de grande consommation, lui ayant donné de bonnes connaissances en droit commercial et particulièrement en droit des "marques".
Poste actif et intéressant pour candidat rigoureux et de bon contact.
Poste : banlieue immédiate nord Paris.

Ecrire sous réf. RC 502 AM
Discrétion absolue



4, rue Massenet 75116 Paris etap

Membre de Syntec

Un jeune manager

pour diriger un centre de profits

- Vous avez l'ambition et la capacité de diriger et de développer une affaire,
- Vous avez au minimum 5 ans d'expérience professionnelle qui vous ont donné le sens de la gestion, l'habitude d'animer du personnel la pratique des relations commerciales,
- Vous disposez d'une formation supérieure (ingénieur ou école de commerce).

Rejoignez notre équipe.

- **Nous sommes une Société de Services de plus de 600 personnes** comprenant plusieurs centres de profits et notre activité se situe dans un créneau en expansion,
- Nous avons triplé notre CA en 5 ans et nos résultats sont bons,
- Nous vous proposons de diriger un de nos centres de profits de 100 personnes **situé en Normandie.**

Rémunération : 250.000 F.

Ecrire sous réf. MX 498 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Membre de Syntec

Adjoint du chef des services comptables

UNE SOCIÉTÉ DE BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS RENOMMÉE (750 personnes) recherche l'Adjoint du Chef des Services Comptables.

Il participera à l'ensemble des activités du service sur les plans technique, animation de personnel, organisation. Ce poste conviendrait à un candidat DECS ou équivalent, ayant au minimum 5 ans d'expérience acquise de préférence dans une société de BTP ou dans une société industrielle, témoignant de bonnes connaissances en fiscalité, dynamique, méthodique et de bon contact.

Poste : côte méditerranéenne. **Rémunération : 200.000 F.**

Ecrire sous réf. BM 488 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Membre de Syntec

Ingénieur fiabilité-qualité

TOULON

PUISSANT ORGANISME D'ÉTAT recherche pour l'un de ses groupes d'études impliqué dans des projets de pointe, un Ingénieur Fiabilité-Qualité confirmé.

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire chargée de définir et de développer des systèmes complexes et de haute technicité destinés aux bâtiments de la Marine Nationale, il aura pour mission :
- de définir les objectifs et la politique de fiabilité,
- d'orienter et de suivre les solutions techniques permettant de les respecter.

Ingénieur de formation, il possèdera une expérience industrielle importante de la fiabilité (méthodes de fiabilité prévisionnelles et opérationnelles...) si possible dans le domaine des équipements sophistiqués (aéronautique, spatial, militaire...).

Poste : Toulon **Rémunération selon expérience.**

Ecrire sous réf. EP 491 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Membre de Syntec

LA CREATION D'UN CABINET DE RECRUTEMENT EN INFORMATIQUE POUR UN JEUNE CONSULTANT H/F

Société de traitement et de conseil en informatique, nous avons tout récemment décidé de créer un cabinet de recrutement spécialisé dans la recherche de cadres informatiques par annonce ou par approche directe. Notre objectif : optimiser nos contrats techniques et développer d'autres créneaux de clientèle.

Nous souhaitons en confier la direction à un jeune consultant ayant déjà une expérience confirmée en recrutement, bien introduit dans le milieu informatique, mais ayant avant tout la volonté de réussir dans un poste à forte tonalité commerciale.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 11107 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 Paris qui transmettra.

SILEC
DSI
la communication avancée
DIVISION SIGNALISATION INDUSTRIELLE
69, rue Ampère - 75017 Paris

A l'écoute d'une ligne de produits.

En évoquant l'acoustique, les phénomènes vibratoires ou l'électronique BF, domaines d'activités qui jalonnent votre vie professionnelle depuis 3 ans ou plus, l'intérêt de l' **INGENIEUR D'ETUDE** que vous êtes ne manquera pas d'être suscité.

Rigoureux de nature, vous demandez à voir, votre esprit d'analyse souffre d'un manque évident d'information !
Répondons alors à votre besoin de **RESPONSABILITÉ, D'INNOVATION** et de **CONCEPTION**, à l'image du poste que nous vous proposons.
Constatez : En aval, un bureau d'études et une unité de fabrication, en amont, une équipe technique compétente où votre faculté d'intégration vous permettra de participer pleinement à **L'ETUDE** et au **DEVELOPPEMENT** de produits électroacoustiques de haute technologie. A vous de devenir «l'homme orchestre» à l'écoute de cette ligne de produits, depuis l'établissement du cahier des charges jusqu'au lancement et pourquoi pas évoluer vers des responsabilités accrues.

Un avenir : des objectifs ambitieux nous permettent de vous l'offrir. La Division Signalisation Industrielle, la vôtre, étend ses activités sur un plan européen et diffuse ses produits sur des marchés porteurs tels que l'Aviation, les Télécommunications, les Services des Armées, les Mines et l'Industrie en général.

La transmission chez nous n'est donc pas un vain mot, nous croyons à la **COMMUNICATION AVANCEE**, une lettre manuscrite accompagnée d'un C.V., d'une photo et de votre rémunération actuelle sera d'autant plus la bienvenue.

Vous pensez à votre avenir, nous aussi...

Vous avez :
- 30 ans environ.
- une formation commerciale supérieure.
- 2 ans d'expérience réussie, par exemple dans un cabinet de consultant.

Vous souhaitez :
- entamer la deuxième étape de votre carrière dans une société vous ouvrant des possibilités d'avenir

Nous sommes :
- filiale d'un groupe multinational implanté dans une dizaine de pays.
- des challengers ambitieux sur notre marché.

Nous vous offrons :
- de diriger notre service Gestion Clients, fonction clé dans notre activité,
- et de développer la conception de notre nouveau système informatique en relation avec les utilisateurs et les informaticiens.

Après avoir réussi votre première mission, nous vous confierons la responsabilité d'une importante unité opérationnelle.
Merci d'envoyer CV, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 5637, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

média-system





INGENIEURS D'AFFAIRES

GRANDE ECOLE + EXPERIENCE



Leader de l'assurance des risques d'entreprises, les AGF recherchent des Ingénieurs d'Affaires pour les départements des risques techniques et des risques incendie industriel.

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur (formation générale et/ou spécialisation en électromécanique, électronique, informatique). Vous bénéficiez d'une première expérience industrielle de 2 à 5 ans, vous parlez couramment anglais ou allemand.

Ces départements traitent principalement de l'assurance des biens industriels; dans ce cadre, vous inspecterez et analyserez les risques sur le plan technique et prévention.

Vous participerez à la négociation des contrats et en assurerez le suivi.

Ces postes, basés à Paris, nécessitent de courts déplacements en France ou à l'étranger.

Vous avez le sens des contacts humains, nous vous offrons, afin de vous rendre rapidement opérationnel, une formation à nos techniques et méthodes de gestion.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la réf. RTI/1 aux AGF - Département Gestion de l'Emploi - 33, rue Lafayette - 75009 PARIS.

MEDIA 84

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



Le Département Approvisionnements, pour renforcer son équipe, recrute

2 ACHETEURS CONFIRMÉS HF

Ces postes sont à pourvoir au Siège Social d'IBM Europe, à Paris-La Défense.

Leurs missions, dans un environnement international : prendre la responsabilité des achats nécessités par la vie d'un site regroupant plus de 2000 personnes.

Acheteur Travaux neufs et Maintenance

Chargé des achats de fournitures, travaux et services concernant l'exploitation d'un ensemble important de bâtiments et locaux (dont deux I.G.H.).

Ce poste conviendrait à un acheteur professionnel (environ 5 ans d'expérience).
- titulaire d'un diplôme d'ingénieur (type AM, INSA, ESME).
- ayant une EXCELLENTE CONNAISSANCE DES PRINCIPAUX MÉTIERS DU BÂTIMENT

(Réf. FR 21)

Acheteur Services et Logistique générale

Responsable de la négociation et de la gestion des contrats de prestation de service des différentes directions et unités fonctionnelles du siège et ce, notamment, dans les domaines suivants :
• prestations de services généraux, logistique, • transport, transit/déménagements, • manifestations extérieures. Il s'agit d'un poste clé pour lequel la notion de QUALITÉ DE SERVICE est fondamentale. Ce poste conviendrait à un PROFESSIONNEL DE L'ACHAT (F ou H). • titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur (Ecole de Commerce ou de Gestion), • ayant plusieurs années d'expérience polyvalente (de préférence dans une grande entreprise). *(Réf. FR 22)*

Pour ces deux postes, les candidats :
- *auront complété leur expérience professionnelle par un cycle long de perfectionnement aux Achats (ESAp, INA, MAI).*
- *pourront faire de la langue anglaise leur langue de travail.*

Adressez votre C.V. accompagné d'une lettre et d'une photo, sous référence du poste choisi, à Jacques Giuliano, Conseil en Achats et Approvisionnements
38 bis, boulevard du Château, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Organisation et Publicité

MANAGER DU CENTRE DE RESERVATIONS HF

un poste alliant la technique à l'humain

HERTZ recherche le responsable de son Centre de Réservations téléphoniques à Courbevoie (centralisation des appels en France et transmission informatisée au Centre de Réservation mondial).

La mission est double :
- Gérer ce Centre de 35 personnes dans le sens de la meilleure efficacité : nombre d'appels pris, nombre de réservations enregistrées, supervision de la gestion informatisée.
- L'animer, par une gestion du personnel humaine et efficace qui conditionne la réussite économique.

Le profil :
- Aptitude à l'animation en direct d'une équipe importante : sens des relations sociales autant qu'humaines - capacité à motiver son personnel.
- Une certaine connaissance de la technique informatique.
- L'expérience peut être celle d'une fonction identique dans le domaine du transport aérien, du tourisme ; elle peut être tout autant celle du commandement en direct d'une équipe importante, dans un secteur tertiaire moderne ou une industrie évoluée.
- Formation : Bac + 2 à 4, ou bonne expérience.
- Age : 30 à 45 ans environ.
- Un esprit positif, réellement motivé par cette fonction, et une connaissance correcte de l'anglais sont aussi nécessaires à la réussite dans ce poste.
- Rémunération ouverte.

Hertz

Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV, sous référence RM, à Direction du Personnel, HERTZ France, 2 rue de Marly 78150 Le Chesnay.
(Les entretiens auront lieu dans la dernière semaine de juin).

No 1 MONDIAL DE LA LOCATION DE VOITURES

Leader en ÉLECTROTHERMIE
VULCANIC
fabrique des éléments chauffants pour l'industrie, le nucléaire, l'armement, l'aéronautique
recherche

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

ÉLECTROMÉCANICIEN de formation, ou mieux THERMICIEN, mais surtout très bon NÉGOCIATEUR ayant 5 ans minimum d'expérience dans la fonction. Après une période de formation à nos produits, il prendra la responsabilité d'affaires diversifiées et d'importance variable (de 100 KF à 3000 KF environ) depuis l'établissement de l'offre jusqu'à la recette en usine.

La technicité de ces affaires, réalisées dans le cadre d'une assurance de la qualité, nécessite que l'AISANCE COMMERCIALE soit alliée au SOUCI de la RIGUEUR et de la PRÉCISION dans leur traitement.

ANGLAIS souhaité.

Belles PERSPECTIVES de PROMOTION si réussite au poste.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
MÉTANIC S.A. Division VULCANIC
Melle DEVAUX
ZI les Chanoux - 48, rue Louis-Ampère
93330 NEUILLY-SUR-MARNE

Chez nous le contrôle de gestion est une fête

Filiale agro-alimentaire importante (1,3 milliard CA - 700 personnes) d'un grand groupe français (22 milliards CA) en développement constant dans un marché porteur en pleine mutation dont elle est l'un des leaders grâce à une large diversification :
— Production : semi produits et produits consommateurs - 2 unités - importants investissements en cours.
— Exportation : 20 % CA.

Recherche Contrôleur de Gestion très pointu qui coiffera également le Plan Informatique, susceptible de l'aider à se remettre en cause en s'intégrant à un petit état major, enthousiaste, passionné, souple, très opérationnel, fortement soudé, pratiquant la responsabilisation et le travail d'équipe. L'intéressé collaborera non seulement avec le PDG et les DG de notre société mais également avec le contrôle de gestion de la maison-mère auquel elle doit rendre compte.

Conviendrait à un spécialiste de formation supérieure (HEC, ESC ou équivalent), doté d'une forte personnalité, possédant une expérience de 5 ans environ, de préférence dans un milieu industriel. La rémunération est motivante, le poste est basé à Paris avec des déplacements en province. Ecrire aux consultants de Sirca sous référence 389 212M..



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES — MEMBRE DE SYNTEC

jobs d'étudiants

Paris — **pour la rentrée 85**

Mission : faire visiter un centre de recherches et présenter les installations techniques à des publics variés. Formation assurée. Vacations de 2 jours par semaine toute l'année. Rémunération intéressante.

Profil : étudiants (es) préparant maîtrise ou doctorat, soit dans le secteur Scientifique (Physique, Chimie, Electronique), soit dans le secteur Economie et Gestion d'entreprises après un BAC C ou S. Sens de la communication, aisance en public, bonne présentation.

Envoyer lettre manuscrite + CV, sous la référence C025/M, à Christine Bernet, Sema-Sélection : **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection — Paris · Lille · Lyon · Marseille · Toulouse

CONSEILLERS DE GESTION

LA PASSION DE L'AUTOMOBILE !

De formation gestion ou comptable ou Ecole de Commerce (option finances), vous possédez une expérience professionnelle de 3 ans minimum.

Homme de terrain, mobile géographiquement, vous avez le sens de la communication et de l'animation ; l'automobile vous passionne.

Devenez l'un de nos conseillers de gestion, chargé de superviser la gestion et la comptabilité des concessionnaires d'une des régions de notre réseau.

Adressez-nous C.V. détaillé, photo et prétentions à la Direction du Personnel - FIAT AUTO - 80-82, quai Michelet - 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex.

FIAT

MEDIA PA



VULCANIC
Leader de son marché du chauffage électrique industriel recherche son

Ingénieur Technico-Commercial

RÉGULATION ET COMMANDE DE PUISSANCES

Environ 35 ans. Titulaire d'un BTS en électrotechnique avec de solides connaissances en régulation de température. Il assure depuis, au moins 5 ans, la commercialisation directe de produits similaires auprès d'une clientèle industrielle.

Son rôle a un double objectif :
- Stimuler et centraliser la prospection des commerciaux sur ces produits pour exploiter leurs informations.
- Assurer personnellement, l'approche de clients potentiels.

La rémunération ouverte, tiendra compte de l'expérience et des résultats. Il retirera de son action réussie, de belles perspectives de promotion dans le cadre de notre régulière expansion.
Le poste est basé à NEUILLY-SUR-MARNE, mais nécessite des déplacements dans toute la France.

Adresser C.V., photo et prétentions à : **MÉTANIC S.A.** *division* **VULCANIC**
Melle DEVAUX - ZI les Chanoux, 48, rue Louis-Ampère, 93330 NEUILLY-SUR-MARNE

SOCIETE D'INGENIERIE INFORMATIQUE
implantée en France et à l'étranger, comptant une clientèle de premier plan *dans les secteurs Publics et Privés recherche pour renforcer ses équipes*

Ingénieurs en Organisation

Sciences Po (Eco. Fi) - H.E.C. - ESSEC - 3 à 6 ans d'expérience

Mission : Chargés de valoriser, d'orienter et développer les activités de Conseil et d'Ingénierie dans certaines branches professionnelles (établissements financiers, assurances, distribution...), vous serez responsable de l'étude préalable au dossier que vous rédigerez en apportant les solutions aux problèmes d'organisation de nos clients dans les domaines de l'informatique, la bureautique, la télématique, la monétique.

Profil : Agés d'environ 30 ans vous avez déjà une première expérience similaire et vous avez participé en tant qu'organisateur ou utilisateur à la conception d'un système de gestion informatisée. Méthodique, vos qualités rédactionnelles ainsi que votre facilité de contact, votre ouverture d'esprit et votre dynamisme seront indispensables à votre évolution dans la société.

Adresser C.V., lettre et photo sous référence 6/C/LM II, à : centi profile — Eliane KERSALÉ, Centi Profile 128, rue de Rennes 75006 Paris

Conseil en Recrutement Informatique

Jeune diplômé, débutez votre carrière par le contrôle de gestion...

HEC, ESSEC, SUP de CO...

... dans une entreprise en expansion forte et régulière depuis sa fondation (CA 1984 : 500 MF).

Filiale commerciale d'un très important groupe industriel français, elle a su définir dans son domaine, la vente, les éléments de sa progression en France et à l'étranger.

Votre mission : Adjoint au Contrôleur de Gestion, vous prendrez en charge progressivement les différents aspects de la fonction : en relation avec les opérationnels, vous établirez les budgets, contrôlerez nos procédures comptables et de gestion de l'entreprise, suivrez les activités de nos filiales à l'exportation. Vous aurez également à élaborer le plan de trésorerie.

Votre profil : débutant (option finance/contrôle de gestion), vous êtes rigoureux et organisé. Vous aimez rechercher la réalité derrière les chiffres et les tableaux.
Discrétion, curiosité naturelle, sens du contact et un tact qui n'exclut pas la détermination sont vos atouts reconnus.

Si ces propositions vous intéressent, adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV + photo, prétentions) à Bernard Roux BP 44 - 92215 Saint-Cloud Cédex, en précisant sur l'enveloppe la référence CG/06.

media system

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS **OFFRES D'EMPLOIS** **OFFRES D'EMPLOIS** **OFFRES D'EMPLOIS**

Pour faire face à un nouveau programme de recrutement d'Ingénieurs et Cadres
Notre société recherche la collaboration de

Spécialistes en psychologie industrielle H/F

possédant la formation adaptée et plusieurs années d'expérience.

- Lieu de travail : PARIS.
- Statut : prestataire de services.

Merci d'adresser lettre et curriculum vitae complet, sous référence 307953 M, à REGIE PRESSE
7, rue de Monttessuy 75007 PARIS.



Jeunes Ingénieurs HF

GROUPE **MATRA**
DES PROJETS EXCITANTS
DES MOYENS POUR LES DEVELOPPER
DES TECHNOLOGIES DE POINTE
DES PERSPECTIVES D'EVOLUTION
... BIEN REMUNERES

Nous utilisons abondamment l'Electronique, l'Informatique et la Micro-Informatique. L'Automatique est notre passion, les Transports du futur notre présent. Diplômé d'une Grande Ecole, riche d'une première expérience, vous êtes vous-même passionné par ces disciplines.

Dans le cadre de l'activité Recherche et Développement, pilier de notre expansion, vous vous intégrerez à nos équipes de «systémiers» en apportant à la conception de nos produits outre votre compétence technique, votre créativité et votre ouverture d'esprit. (Réf. CDL/JIS)

Pour mettre en place notre PLAN d'assurance qualité et le faire vivre, vous aurez à faire la synthèse de vos propres qualités ... • Curiosité de tous les aspects touchant à l'étude et à la réalisation de nos systèmes. • Esprit d'Entreprise pour coordonner, négocier, convaincre vos interlocuteurs, (tant en interne que vis-à-vis de nos sous-traitants) de votre vision de ce que doit être la qualité des produits que vous défendez. (Réf. CDL/JIQ)

Merci d'adresser votre dossier complet (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous la référence du poste retenu à notre Conseil qui vous expliquera vos perspectives d'avenir dans le Groupe.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Assurance et Marketing :
Jeune chargé d'études

Groupe d'assurance privé français en forte croissance, nous développons nos produits en permanence pour les adapter aux besoins du marché. Nous renforçons notre équipe d'«hommes produits» et recrutons un jeune chargé d'études.

Il participera à l'élaboration de nouveaux contrats et à la mise à jour constante des contrats existants, dans toutes les branches d'assurance : études de concurrence, recherche de nouvelles garanties et de tarifs, etc... Sa contribution personnelle sera axée plus spécialement sur les aspects économiques et statistiques de ces études.

Une formation supérieure en Sciences Economiques ou Mathématiques Appliquées est indispensable, ainsi qu'une première expérience de l'Assurance, acquise en Compagnie ou dans le courtage. Une habitude de la micro-informatique serait un atout supplémentaire.

Ce poste, varié et formateur, pourra évoluer vers des responsabilités diverses et intéressantes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle s/réf. 40406 M à Nicole MARICHEZ, TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.

The Executive Group (France) Management — division de SYSTEMA

DESSEIN

ENERTEC
Société du Groupe **Schlumberger.**

Chef de projet
ESE - ECP - INSA Lyon ...

Notre Division conçoit et réalise des enregistreurs magnétiques de haute performance. Notre activité **spatiale** développe d'importants projets et renforce ses équipes.

Vous aurez à :
- Diriger, coordonner et contrôler une équipe d'environ 5 personnes poursuivant l'étude d'un enregistreur magnétique satellisable de très haute performance.
- Assurer le suivi du développement de l'électronique spatiale chez un sous-traitant.
- Participer aux essais de qualification.
- Assister la production pour les modèles de vol.

De formation électronique Grande Ecole, vous avez une première expérience d'Etudes, une connaissance de la méthodologie logicielle serait appréciée.
Ce poste est basé à Vélizy.
Nous offrons à un candidat de valeur de réelles possibilités d'évolution au sein d'un Groupe international.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions, sous réf. CP/106/M, au Service du Personnel, ENERTEC, 1 rue Nieuport, 78140 Vélizy.

ENERTEC
Schlumberger

SECONDS D'AGENCE

Si vous avez 30 ans environ et possédez une REELLE EXPERIENCE BANCAIRE, le Crédit Agricole Mutuel de l'Ile de France vous offre comme opportunité d'être les seconds de ses agences de Paris ou de sa proche banlieue.

Votre goût des contacts, avec la clientèle, vos qualités commerciales et votre capacité à animer une équipe vont vous permettre d'assister le Chef d'Agence dans toutes ses missions : • Gestion • Développement commercial • Rentabilité.

Ces postes très formateurs par leur pluridisciplinarité, vous offrent de bonnes possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Merci d'adresser C.V., et prétentions au Service du Recrutement.

26, Quai de la Rapée
75012 PARIS.



Le bon sens près de chez vous.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.66



France

recherche pour ses

services financiers et de contrôle de gestion

des diplômé(e)s

HEC • ESSEC • ESCP • ESCAE

- Débutants ou ayant un à trois ans d'expérience professionnelle.
- Une bonne connaissance de l'ANGLAIS est nécessaire.
- Les postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.

Adresser lettre de candidature et C.V. sous référence M10/6 à :
IBM France - Département Recrutement - 2. rue de Marengo - 75001 PARIS.

Le GROUPE CRI

Assurances - Produits Financiers - Loisirs - Formation
Conseils aux collectivités et entreprises

poursuivant un important développement recherche pour ses Sociétés Financières

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE HF
obligations

• de formation supérieure. • Capable de prendre dès son entrée une responsabilité opérationnelle.

Adresser votre CV, photo, lettre manuscrite sous la référence 628/M
GROUPE CRI - Direction du Personnel
5, avenue du Général de Gaulle – 92800 PUTEAUX

Rowntree Mackintosh

1500 personnes
CA - 1,2 Milliard de F.

Lion — Nuts — Folky — Kit Kat — Smarties — After Eight — Quality Street — Rêve Noir — Lanvin — Menier...

Leader sur le marché français du chocolat
Nous recherchons pour notre site de **NOISIEL** (siège et usine)
20' Est de Paris

INGENIEUR PROJETS INDUSTRIELS

Rattaché au Directeur de l'Ingénierie, vous intégrerez l'équipe existante (3 ingénieurs et 3 dessinateurs) et vous serez le maître d'œuvre de vos projets.
Ce poste évolutif, du fait de la variété de nos produits, du dynamisme de notre marché et du progrès technologique, s'adresse à un candidat pragmatique, ouvert au dialogue et ayant le goût des réalisations pluridisciplinaires.

Vous êtes diplômé **CENTRALE, A.M....**, et vous possédez de bonnes connaissances en anglais et une expérience de 3 ans minimum (alimentaire si possible).

La candidature d'ingénieurs débutants sera étudiée avec soin en fonction de leur envergure personnelle et de leur capacité d'évolution.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à M. Denis MOITEAUX, Rowntree Mackintosh SA, Noisiel, 77422 Marne la Vallée Cedex 2.

CONTESSE

Nous renforçons notre division achats par un spécialiste pour un poste à la fois d'études et de terrain.

UN CADRE ACHATS ANALYSE DE LA VALEUR

Votre mission sera :
- d'initier, coordonner et faire aboutir toutes les actions visant à améliorer un produit acheté en vue de lui faire remplir une fonction au coût optimum
- d'établir des coûts d'évaluation de nouveaux produits à acheter
- d'assister les acheteurs dans des actions de reduction de coût.

Votre profil :
- un goût pour le contact et l'analyse qui fait de vous une personne voulant s'exprimer dans un poste où sens commercial et aptitude technique sont étroitement liés.

Fort d'une expérience de 5 ans au minimum en industrie, dans un secteur études ou méthodes (connaissance de l'analyse de la valeur et de l'anglais souhaitée), venez nous rejoindre en Franche-Comté et écrivez-nous à :

Bull Périphériques
Service Recrutement
6, avenue des Usines
90001 Belfort



LEVI TOURNAY

ENERTEC

Société du **Groupe Schlumberger.**
Notre activité **spatiale** développe d'importants projets et renforce ses équipes.
Notre Division conçoit et réalise des enregistreurs magnétiques de haute performance.

Ingénieurs mécaniciens
ENSAM, ENSEM, ...

Ingénieur d'études Réf.IE/106/M

Au sein d'une équipe de 6 personnes et dans le cadre d'un projet de longue durée, vous aurez à réaliser une maquette mécanique pour un enregistreur de grande fiabilité embarquable à bord d'un satellite.
De formation mécanique Grande Ecole, vous avez le goût ou l'expérience des essais de vibration pour matériel aéronautique.

Ingénieur process Réf.IP/106/M

Afin d'assurer la fabrication de têtes magnétiques embarquables sur satellites, vous aurez à mettre au point les process d'usinage (rectification, rôdage, glaçage) de têtes magnétiques et en réaliser l'industrialisation.

De formation mécanique Grande Ecole, vous avez acquis une expérience de l'usinage.

Les postes sont basés à Vélizy. *Nous offrons à des candidats de valeur de réelles possibilités d'évolution au sein d'un Groupe international.*

Adresser lettre, CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel, ENERTEC, 1 rue Nieuport, 78140 Vélizy.

ENERTEC
Schlumberger

jeunes ingénieurs informaticiens

Paris - Le bureau informatique de la **Direction des Constructions Navales** assure la coordination des services informatiques de ses différents établissements industriels. Il a pour mission la définition de la politique informatique en matière de gestion, de bureautique et de techniques avancées (CAO, DAO, intelligence artificielle). *Afin de faire face à ses besoins, il recherche* deux jeunes ingénieurs de haut niveau :

un ingénieur concepteur, organisation informatique *Réf. L028/M*

Il a pour mission la coordination des études d'automatisation de gros projets (gestion administrative et industrielle) entre plusieurs établissements, selon la méthode MERISE, ainsi que la coordination d'études de bureautique intégrée. Il participera au schéma directeur du système d'information et aux études de demandes d'acquisition de matériels et logiciels.
Ce poste exige une expérience de projets sur de gros ordinateurs avec réseaux et bases de données.

un ingénieur méthodes et moyens techniques *Réf. L029/M*

Il sera chargé de la planification des moyens matériels et logiciels des services informatiques de la DCN et participera à l'élaboration du plan informatique à cinq ans. Responsable des études «méthodes-systèmes», il assurera la coordination d'actions du domaine «calcul scientifique» et la prospective des technologies avancées (intelligence artificielle).
Ce poste requiert une expérience de développements de projets informatiques en techniques transactionnelles, si possible avec bases de données et réseaux.

Ces deux postes s'adressent à des jeunes ingénieurs diplômés ayant 3 à 5 ans d'expérience informatique, de préférence sur matériel Bull, dans les domaines ci-dessus et connaissant les techniques de management et de gestion industrielle des entreprises. Ils requièrent en outre des qualités de rédaction et d'animation de groupes. *La DCN offre toutes possibilités de* formation complémentaire dans les domaines de pointe.

Ecrire avec CV, photo et prétentions, en précisant la référence, à H. Bouet, Sema-Sélection : **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

Diriger, à 30 ans, l'administration des ventes d'une agence...

Nous sommes une société française à vocation industrielle et commerciale, en forte expansion. Nos effectifs (800 personnes) sont distribués autour d'un siège, d'une unité de production et de 15 agences commerciales *régionales, à l'intérieur de chacune desquelles se trouve créé un poste de responsable administratif.*
Bras droit du Directeur d'Agence, ce cadre partage ses responsabilités entre l'administration des ventes de cette unité (enregistrement et suivi des commandes ; règlement de certains litiges), avec l'aide d'une équipe d'assistantes commerciales qu'il anime et supervise ; le suivi de la balance clients et le recouvrement des créances.
Il est soutenu par une logistique performante et aidé d'un système de télétraitement, permettant une gestion en temps réel de nos stocks et de nos commandes, en même temps qu'un suivi actualisé de nos comptes clients.
Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure (ESC ou équivalent), jeunes, comme la plupart de nos collaborateurs, mais déjà confirmés par 2 à 5 ans d'expérience de préférence dans le domaine de la gestion, capables d'allier rigueur, pragmatisme, sens de la négociation et du "service clientèle".
Nous leur proposerons avec nous, de faire franchir à notre chiffre d'affaires le seuil du milliards de francs...

Trois postes sont à pourvoir : 1) Région Rhône Alpes 2) Sud Ouest 3) Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 1055 (à préciser sur l'enveloppe) à L.T./Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.
Réponse et discrétion assurées.

LE CREDIT MUTUEL D'ILE-DE-FRANCE
recrute pour PARIS

Analyste de crédit (gradé)

Il se verra confier l'étude et la mise en place des crédits aux personnes morales *ou aux particuliers. Ce poste nécessite* **une bonne connaissance en matière d'analyse de bilans et de la réglementation du crédit.**
Le candidat s'intégrera au sein d'une équipe et participera également à un travail de recherche et de mise en place de procédures et de produits nouveaux. Une solide formation bancaire (niveau I.T.B.), de bonnes bases juridiques sont nécessaires. Une première expérience dans la fonction est souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo + rémunération actuelle en *précisant la référence* AC 106, à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel d'Ile-de-France, 19 Cité Voltaire, 75541 Paris Cédex 11.

Crédit Mutuel d'Ile de France

Dans le cadre de l'expansion de notre département GÉNIE LOGICIEL, nous recherchons

ingénieurs informaticiens

GROUPE SYSECA

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA *maîtrise.*
De 0 à 5 ans d'expérience.
Désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :
- traduction de langages
- systèmes d'exploitation (UNIX)
- moniteurs temps réel
- *analyseur de complexité*
- atelier logiciel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M 106/FM à GROUPE SYSECA - Direction du Personnel, 315, *Bureaux de la Colline*, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA (280 MF de C.A., *800* personnes) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Emplois et Entreprises

MILLIPORE Le Siège Européen de Millipore Corp. USA, leader mondial dans les *domaines des techniques de filtration et de séparation* ainsi que de chromatographie en phase liquide, recherche dans le cadre du renforcement de ses services financiers un

European administrative and accounting manager
MBA, HEC, ESSEC, ... H/F

Au sein des Services Administratifs européens, vous serez responsable de l'organisation, l'analyse *et de la transmission de la clôture mensuelle.* Vous en assurerez la consolidation et la «traduction» en comptabilité anglo-saxonne (GAAP).
A l'interface des Services Administratifs du siège US et de ceux du siège européen, vous aurez également des liaisons avec nos services fonctionnels (informatique, administration générale) *et avec nos différentes filiales* européennes.
Vos études supérieures ont, si possible, été complétées par un DECS, un CPA *ou un* CAM *et vous avez passé* cinq ans au moins dans une multinationale anglo-saxonne (ou chez l'un des «Big Eight»).
Votre pratique de l'anglais est bien entendu courante et vous êtes disponible pour des déplacements (Europe, USA) à 1/3 de votre temps.
La rémunération et les possibilités d'évolution offertes pour ce poste basé à *St-Quentin-en-Yvelines est à la mesure de nos exigences.*
Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération actuelle, sous réf. 60605 M à notre Conseil qui vous garantit son entière discrétion.

Staff Consultants
91, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.
STRASBOURG PARIS LYON NEW YORK

BANQUE INTERNATIONALE ET MULTINATIONALE
PARIS 8è, recherche

Responsable crédits acheteurs
CLASSE VI

Très bon gestionnaire, c'est un cadre qui a 5 à 6 ans d'expérience bancaire.
Apte à la négociation, il aura des contacts à haut niveau . COFACE, grandes entreprises.
La connaissance de l'ANGLAIS est nécessaire. (Réf. 01)

Gestionnaire de fortune
CLASSE IV ou V

Expérience de 3 ou 4 ans dans un service de gestion sur les Marches Français ou Etrangers.
La connaissance de la langue anglaise serait appreciee (Ref 02)

Analyste-programmeur
IBM 38

Expérience de 3 ans sur ce materiel, dont 1 an dans un établissement de Crédit : ayant participé au développement de projets informatiques bancaires.
ANGLAIS souhaitable. (Réf. 03).

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et pretentions en précisant bien la reference du poste à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.
Une totale discretion vous est garantie

POLITIQUES DE RÉMUNÉRATION

Groupe industriel puissant et diversifié (8.000 personnes), nous proposons à un **cadre d'affaires sociales** de prendre en charge un domaine essentiel de la gestion du personnel.

En tenant compte des évolutions rapides, des exigences du marché et des contraintes de l'entreprise, il faut élaborer en permanence les politiques permettant une gestion salariale souple, dynamique, diversifiée, tant pour la société-mère que pour ses filiales.

La mission comprend un aspect étude (conception des politiques) et un aspect opérationnel (mise en œuvre et gestion des politiques retenues, suivi de l'ensemble des éléments et indicateurs relatifs aux systèmes de rémunération).

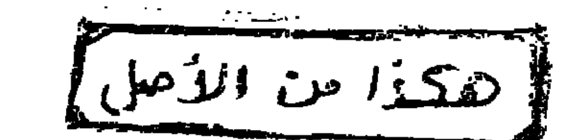
En outre, elle permet de participer à d'autres études sociales variées.

Ce poste convient, soit à un spécialiste des rémunérations souhaitant approfondir son expérience, soit à un cadre pour qui il constituera un enrichissement professionnel dans une carrière évolutive que peut lui offrir le Groupe.

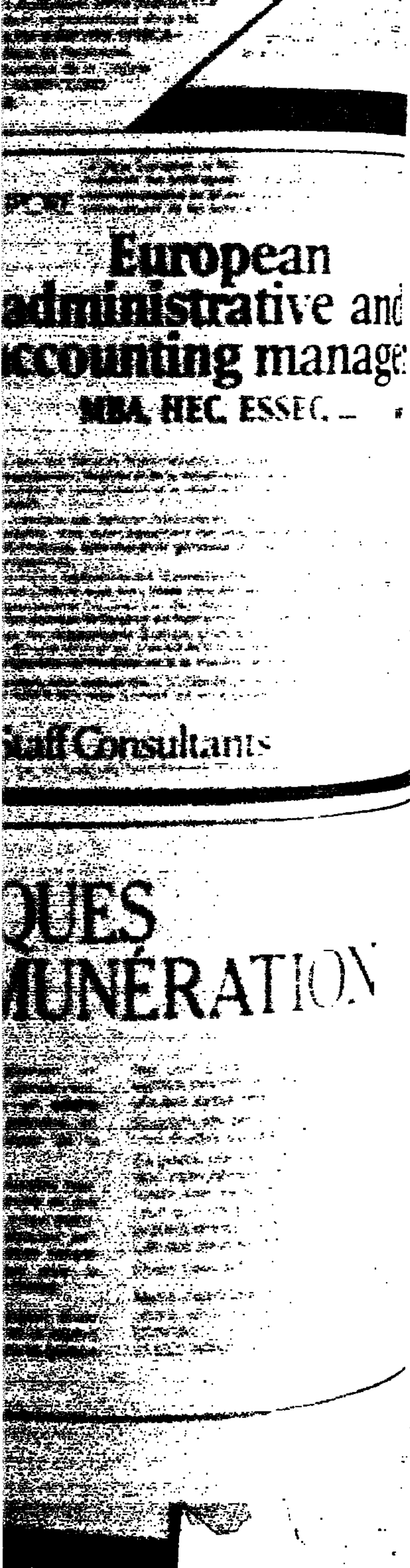
Poste basé à Paris-La Défense.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, sous réf. 81585/LM, à HAVAS-CONTACT, 1, place du *Palais-Royal*, 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



مكبّر من الأصل

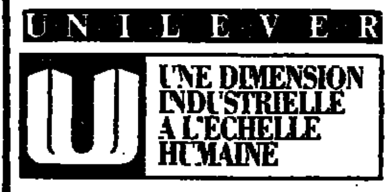


LE MARKETING LEVER

(SKIP - OMO - CAJOLINE - SUN - CIF - LUX...)

Pour vous permettre de devenir de véritables chefs de produits LEVER, notre compagnie vous propose de prendre des responsabilités très opérationnelles successivement dans notre force de vente et au marketing : promotions consommateurs et distributeurs, média-planning, recherche marketing, assistant chef de produit...

Diplômé de grande école (HEC, ESSEC, IEP), vous vous révèlerez capable d'apporter rapidement votre contribution dans un environnement marketing très professionnel. Vos possibilités de développement sont ouvertes au sein du Groupe UNILEVER en France ou à l'étranger.



Merci de nous écrire sous référence VII 85 M, Recrutement des Cadres UNILEVER FRANCE SERVICES 8, av. Delcassé 75384 PARIS cedex 08.

Financier homme public

pragmatique et rigoureux

Notre branche «produits financiers et assurances», est l'un des secteurs en pleine expansion de notre organisation MUTUALISTE, leader sur son marché. Son directeur recherche un

Conseiller de direction

Responsable de l'élaboration des procédures, du contrôle de gestion, de la coordination administrative et financière, vous serez le point de passage obligé de toute information.

Par l'expression de vos compétences, votre autorité et votre rayonnement, vous saurez être l'homme public de haut niveau, pour dialoguer avec vos interlocuteurs tant extérieurs qu'internes.

De formation grande école, votre expérience de 5 à 7 ans dans les milieux financiers vous permettra de participer aux négociations avec les banques et de nombreux organismes publics et privés.

De courts déplacements sur l'hexagone sont à prévoir pour ce poste basé à PARIS.

Sericys Consult 8 rue de la Michodière - 75002 Paris.

Adressez votre cursus sous référence 588 (CV, prétentions, photo) à Jean-Pierre POHU qui l'étudira avec la plus grande confidentialité.

SOURCES



S.A. SEB A SELONGEY (COTE D'OR), *recherche*

GROUPE SEB

INGENIEURS AUTOMATICIENS

pour le DEVELOPPEMENT de son INDUSTRIALISATION

Responsables de la CONCEPTION, la RÉALISATION, la MISE EN ROUTE, la MAINTENANCE de système d'automatisation de machines ou groupes de machines, les candidats devront :

ETRE
- *INGENIEURS, CALMES, CRÉATIFS, OPÉRATIONNELS*
- *PASSIONNÉS par l'APPLICATION INDUSTRIELLE de leurs connaissances et de leur travail.*
- *PRÉCIS, «POINTUS».*

AVOIR
- *UNE SYNTHESE RAPIDE ET JUSTE*
- *UNE VOLONTÉ TENACE ET PERSÉVÉRANTE*
- *UNE EXPÉRIENCE CONFIRMÉE DANS LE DOMAINE.*

SAVOIR
- *S'ADAPTER aux besoins divers de l'entreprise*
- *TRAVAILLER efficacement et rapidement.*

Vous manifesterez votre intérêt en adressant candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à S.A. SEB Direction du Personnel - 21261 SELONGEY CEDEX.

COFAP

BERNARD JULHIET FORMATION

Nous sommes l'unité du Groupe Bernard Julhiet spécialisée dans la formation d'hommes de la fonction marketing, commercial, vente. Nous agissons en collaboration étroite avec les huit sociétés du Groupe Bernard Julhiet (200 personnes, 60 millions de C.A.).

Nous recherchons deux

Consultants-animateurs

Leur mission : analyser les attentes des entreprises, concevoir des programmes de formation pour animer des stages "inter et intra" avec l'appui d'outils audiovisuels et informatiques.

Vous avez acquis, de préférence comme formateur en cabinet ou comme responsable de formation en entreprise, une bonne expérience de la fonction. Sinon, dans les responsabilités commerciales ou marketing qui vous ont été confiées, vous avez su utiliser la formation comme un élément essentiel d'animation.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 2215M - 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES



LE CARBONE LORRAINE

Groupe Industriel Français à vocation internationale :
3 usines en France, 22 filiales dans le monde,
offre, dans son **Département GENIE CHIMIQUE**
qui réalise plus de 80% de son CA à l'étranger, un poste d'

Ingénieur d'affaires export

- **Diplômé d'une grande école avec, de préférence, une orientation Génie Chimique ou Thermique,**
- **2 à 5 ans d'expérience ingénierie chimique ou exploitation ou vente produits industriels.**

Ce département réalise et vend des équipements de haute technologie destinés aux industries de la pharmacie, chimie, chimie fine, biotechnologie, métallurgie, etc..

Vous intégrerez, au siège à Paris La Défense, l'équipe des ingénieurs chargés de négocier marchés et contrats dans la plupart des pays du monde. Nous vous préparerons à cette fonction par un passage d'1 an environ à l'usine de Pagny sur Moselle où vous participerez activement à la définition des produits et à leur commercialisation. Votre maîtrise des langues vivantes, anglais/allemand, vos qualités d'adaptation et de rigueur vous permettront d'évoluer, ensuite, vers des responsabilités plus importantes en France ou dans une filiale étrangère.

Adresser lettre manuscrite et C.V., s/réf. 72080/M, à Jean-Paul LE MASSON, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC

Publival

Actuaire

Un groupe d'assurance privé français en fort développement recherche l'adjoint de son Directeur Technique.

Il se verra confier des responsabilités touchant à toutes les activités du Département Technique : études d'actuariat diverses, réassurance, suivi des résultats techniques, inventaires, etc... et toutes études ponctuelles, en liaison avec les autres départements : Informatique, Production, Commercial, Comptabilité.

A 30 ans environ, vous avez une formation d'actuaire ou d'économiste statisticien. Vous avez l'expérience d'une fonction similaire, acquise au sein d'un département technique, de préférence dans une compagnie vie.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence 40306 M à N. MARICHEZ, TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS, qui traitera confidentiellement votre dossier.



DESSEIN

ANIMER, CONSEILLER, SUIVRE, sur le plan de la gestion et du commercial des établissements régionaux d'une **importante société d'assurances I.A.R.D.** dont le siège est situé en proche région parisienne. Nous recherchons

un cadre gestionnaire et commercial

qui assurera la relation entre notre siège et des établissements régionaux, pour expliquer, faire adhérer à nos orientations, à nos politiques commerciales, budgétaires et techniques.

Il appuiera les établissements dans tous les domaines de leur activité (organisation, gestion, technique, développement). Il négociera les comptes de résultats prévisionnels et en suivra les réalisations.

Prévoir environ 2 jours de déplacements province par semaine.

De formation supérieure, type Maîtrise Sciences Économiques, il justifiera d'au moins une première expérience professionnelle significative qui lui aura donné l'occasion d'animer, d'assister, de suivre, de superviser des centres de profits, des établissements décentralisés, des franchisés... Il aura un sens aigu de la communication, une forte capacité persuasive, un sens commercial allié à celui d'un gestionnaire, le sens de l'essentiel, un réel dynamisme.

Si cette proposition vous intéresse, adressez-nous une lettre manuscrite, Curriculum-Vitae détaillé, photo, rémunération actuelle et prétentions, s/référence ASA.MO.01 à notre Conseil (confidentialité garantie. Aucun dossier ne sera transmis sans accord des candidats).

ceforpe
marc forget et associés

10, rue de la Victoire, 75009 Paris

P.R.B.

Chef comptable

Futur directeur comptable et financier - Filiale de l'un des tout premiers groupes multinationaux français, cette entreprise, spécialisée dans les travaux publics et réalisant un chiffre d'affaires de 700 millions de francs tant en France qu'à l'étranger, crée le poste de chef comptable. Rapportant au directeur des services comptables et financiers, il sera impliqué dans l'ensemble des problèmes de comptabilité générale et analytique et de comptabilité étrangère/audit de la filiale. A terme, une personnalité de valeur pourra se voir confier la totale responsabilité de la fonction. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure ou d'un bon niveau de formation comptable (DECS), possédant une solide expérience de la comptabilité générale et analytique et de la fiscalité, acquise dans un environnement international de BTP ou d'engineering. Une bonne maîtrise des relations avec l'informatique et des qualités d'animateur sont indispensables. La pratique de l'anglais est souhaitée. La rémunération proposée sera essentiellement fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu. Ecrire à B. AUBRY en précisant la référence S/8023M



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Grande Ecole Scientifique, ENSAE

Des études économiques au management opérationnel

Après une formation Grande Ecole Scientifique (plus formation économique complémentaire) ou ENSAE, vous avez pratiqué - dans le cadre d'une première expérience professionnelle - la macro-économie (analyse de la conjoncture, comptabilité nationale, modèles et prévisions à court et moyen terme, analyse de la politique économique et monétaire) dans une grande entreprise, une banque ou une administration. Vous avez également acquis des connaissances de micro-économie et de calcul financier.

Rejoignez-nous. Notre réputation dans ces domaines est largement reconnue.

Au sein d'une petite structure, proche de la Direction Générale, vous prévoierez l'environnement du Groupe et contribuerez à l'élaboration de ses stratégies avec des outils adaptés. Vos talents de rédacteur seront mis en valeur par la diffusion de notes et d'articles économiques et monétaires, tant au niveau interne qu'à l'extérieur du Groupe.

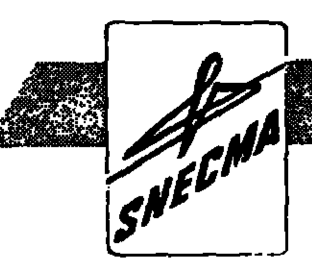
Votre passage au département planification du Groupe doit constituer pour vous un tremplin de carrière vers un poste de management opérationnel.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence ALM, à Annie Lion, Compagnie Bancaire, 5, avenue Kléber, 75116 Paris.

SOURCES

groupe de la compagnie bancaire

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



SNECMA : LE DEFI TECHNIQUE

SOCIETE NATIONALE, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires.
Largement exportateur, notre GROUPE (26.000 personnes, dont 3.200 cadres) poursuit une *politique active de recherche et* de développement de technologies avancées.

GROUPE SNECMA

Nous recherchons pour notre établissement de
VILLAROCHE près de MELUN (77)

CADRE COMPTABLE expérimenté

Il sera adjoint au Chef Comptable de la division comptabilité et gestion.

Ce poste qui implique l'animation d'une équipe d'une vingtaine de personnes sera confié à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur titulaire du DECS ayant une première expérience dans le domaine de la comptabilité analytique.

Merci d'adresser sous référence 169/85, *lettre manuscrite*, CV et *prétentions* à SNECMA - Département Encadrement - 2, boulevard Victor
75724 PARIS CEDEX 15.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 256.10.05

Filiale d'une Multinationale Américaine
recherche
pour sa division Métallurgie Automobile, Siège (92) Suresnes, usine de 300 personnes, son

Contrôleur de Gestion

- Formation supérieure: Ecoles de Commerce et de Gestion. Expérience de gestionnaire ou d'audit de 3 à 5 ans, avec pratique des procédures anglo-saxonnes en entreprise ou en Cabinet important. Maîtrise exigeante de l'anglais.
- Age 28/35 ans. Poste évolutif.
- Fonctions polyvalentes avec large délégation. Rôle de Conseil auprès de la Direction.

Envoyer Curriculum-Vitae sous référence 190, à L.P.A.-GENEVAY, 11 square Jasmin 75016 Paris.

P.R.B.



sortez des sentiers battus

*V*ous avez moins de 35 ans, une expérience du secteur dentaire, une envie terrible de réussir, une volonté de sortir du lot et habitez la Région Parisienne.

Nous sommes une équipe jeune, motivée, reconnue par sa réussite, qui n'hésite pas à sortir des sentiers battus.
Nous lançons des produits de haute technicité avec l'appui d'une technique de vente de pointe.

Venez nous rejoindre dans ce challenge.
Nous vous proposons un salaire motivant : fixe important + commissionnement + primes, frais et véhicule de société.

Envoyez-moi tout de suite votre c.v., nous avons hâte de vous engager.
Nicole Barreault, Produits Dentaires Pierre Rolland, 19 rue Réaumur 75003 Paris.

Axial Publicité

CSPI

THE ARRAY PROCESSORS

RECHERCHE

INGÉNIEUR COMMERCIAL

CONFIRMÉ

en informatique scientifique

- *De très haut niveau.*
- De forte personnalité.
- *Pouvant et désirant évoluer vers* **des Fonctions de Direction.**

RÉMUNÉRATION MOTIVANTE

LIEU DE TRAVAIL : BANLIEUE SUD DE PARIS

**Appeler : JON. FADIMAN. Tél. (1) 632-37-54
LA BOURSIDIÈRE - RN 186
92357 LE PLESSIS-ROBINSON CEDEX.**

FILIALE INDUSTRIELLE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour son activité de services pétroliers

Ingénieurs

Mécanicien - Electromécanicien - Electronicien

Au sein de nos unités situées à Paris et dans les grandes villes de province vous pourrez assumer des fonctions de formation, d'assistance technique ou prendre des responsabilités dans un secteur technico-commercial.
De larges possibilités d'évolution sont ouvertes au sein du Groupe.

Adresser un dossier de candidature complet sous la référence 4437 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris.

média-system

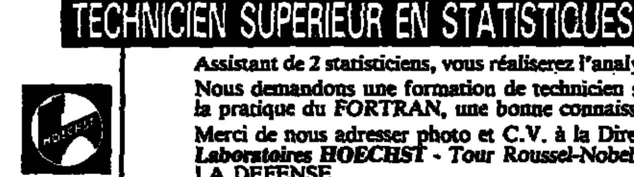
---

*L*es Laboratoires HOECHST recherchent pour le Service Biométrie du Département Médical

STATISTICIEN-INFORMATICIEN

Votre mission comprendra l'analyse statistique des résultats d'études cliniques ainsi que la réalisation et le suivi d'applications en FORTRAN (statistique, *gestion de fichiers) sur mini-ordinateurs* (HP 1000, HP 3000).

Pour réussir, il vous faut :
- une formation supérieure en statistique complétée, si possible, par une expérience SAS, BMDP,
- un intérêt certain pour la mini-informatique,
- une bonne maîtrise de l'anglais.



TECHNICIEN SUPERIEUR EN STATISTIQUES

Assistant de 2 statisticiens, vous réaliserez l'analyse statistique d'études cliniques.
Nous demandons une formation de technicien supérieur en statistique (IUT), la pratique du FORTRAN, une bonne connaissance de l'anglais (lu).
Merci de nous adresser photo et C.V. à la Direction des Relations Humaines - *Laboratoires HOECHST - Tour Roussel-Nobel Cedex 03* - 92080 PARIS - LA DEFENSE.

Notre Groupe spécialisé dans les moyens de paiements, présents et futurs s'est doté des moyens nécessaires pour développer son activité

Traitement de la carte

et recherche

Un Ingénieur Commercial

Paris **260.000 +**

Afin de poursuivre cette évolution, nous souhaitons vous confier une partie de ce développement.

Rattaché à notre direction, responsable de la gestion de votre temps, vous serez l'interlocuteur de nos clients (banquiers, distributeurs, informaticiens), tous de haut niveau.

De formation supérieure, justifiant d'une expérience réussie dans ce secteur ou informaticien désirant évoluer vers des fonctions commerciales, vous avez obligatoirement des connaissances soit de banque, soit d'informatique.

Techniquement " solide ", motivé pour évoluer dans un groupe en pleine expansion, nous vous remercions d'écrire sous référence 452 à A.L. CONSEIL, 102, Bd. Malesherbes 75017 PARIS que nous avons chargé de cette mission et qui vous garantit discrétion et réponse.

AL conseil

JOURNALISTE FINANCIER

L'AGENCE REUTER, la première agence de presse internationale d'informations générales, économiques et financières, recherche journaliste expérimenté pour son service économique et financier en langue française.

Une excellente connaissance de l'anglais est indispensable. Disponibilité rapide souhaitée. Écrire avec C.V. références, rémunération actuelle et photo à l'agence Reuter, à l'attention de Mlle Bourillon, 101, rue Réaumur, PARIS 2e.

BANQUE PARISIENNE
recherche pour sa DIRECTION INTERNATIONALE

ADJOINT DU DIRECTEUR

Vous possédez 10 ans d'expérience dans les domaines de l'exploitation entreprises, correspondant banking, opérations sur l'étranger, trésorerie, financements internationaux.
Le poste nécessite l'anglais courant, une bonne connaissance de l'outil informatique, ainsi que la coordination d'une centaine de personnes. *réf. AD*

FONDÉ DE POUVOIR EXPLOITANT

Chargé de la gestion de comptes d'Entreprises Etrangères.
Vous justifiez d'une expérience bancaire de 3 ans minimum au niveau des entreprises et possédez une bonne connaissance de tous les produits internationaux (avances en devises, opérations de change, financement en devises import - export).
Basé à Paris, vous aurez à prévoir quelques déplacements à l'étranger. L'allemand ainsi que l'anglais sont indispensables. *réf. FP*

Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) en rappelant la référence du poste choisi à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.



BANQUE PRIVEE REGION MEDITERRANEE
recherche

ADJOINT CHEF SERVICES TITRES

ayant une bonne expérience de la gestion administrative d'un important service Titres (15 personnes).
Le candidat recherché doit être apte à maîtriser tous les aspects du travail de ce service ainsi que des traitements informatiques et devra faire preuve d'une bonne capacité d'organisation et d'animation. *Réf. 734 F*

BANQUE PARIS 8e
Filiale d'un Grand Groupe Industriel recherche
pour son service Engagements

GRADE H/F

Le candidat sera chargé :
- de l'analyse de documents comptables (bilans, comptes d'exploitations, mouvements de comptes),
- du suivi administratif des dossiers de crédit.

Il devra jusitifier d'une expérience de 3 ans dans un poste similaire et posséder une formation de type BP de Banque, BTS comptabilité...
Réf. 846 M

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, et prét. s/réf. du poste choisi à OCBF, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris.

services

CONTESSE

UN GRAND DE L'AUDIT ET DU CONSEIL
MEMBRE D'UN RESEAU INTERNATIONAL
recrute pour ANGERS - LYON - PARIS - LIBREVILLE :

auditeurs

Vous êtes un professionnel de l'Audit ayant 3 ou 4 ans d'expérience et nous vous confierons la responsabilité de Chef de Mission d'Audit.

conseils confirmés

Vous avez 3 ou 4 ans d'expérience dans un Cabinet d'Expertise Comptable et vous serez responsable de missions d'Expertise Comptable et de Conseil auprès de PME-PMI.

Nous offrons de réelles possibilités de carrière au sein d'une *organisation* internationale comptant 650 professionnels en France, une formation permanente et pluridisciplinaire, des *méthodes de travail rigoureuses*, une rémunération motivante.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à Hélène LIPPUNER, Tour Manhattan, cedex 21, 92095 Paris-La-Défense 2.

CONTESSE

Mobil®

recherche pour son siège social de

(92) PARIS LA DEFENSE

CADRE JURIDIQUE

3 à 4 ans d'expérience

- DEA ou DESS de DROIT.
- Très bonnes connaissances juridiques générales, en particulier dans les domaines fiscaux, immobiliers, contentieux.
- Anglais courant.

DISPONIBILITE IMMEDIATE

Adresser sous référence 11696
lettre manuscrite, CV et photo à
MOBIL OIL FRANCAISE - Service Central Recrutement
Tour Septentrion
92081 PARIS LA DEFENSE Cedex 9.

CONTESSE

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



Plus de 2000 personnes en France, 2 usines, filiale d'un Groupe International, nous concevons, fabriquons et commercialisons des équipements de haute précision pour le secteur automobile. Nous recherchons pour notre unité de production d'AMIENS (1300 personnes) le

CHEF DU DEPARTEMENT DU PERSONNEL

Rattaché au Directeur de l'Etablissement, membre de l'équipe de Direction et en relation avec le Directeur du Personnel du Groupe, le titulaire est responsable de la fonction et en particulier:

- Assistance des responsables hiérarchiques dans la gestion du personnel (recrutement, qualification, mutations, promotions, salaire).
- Relations avec les partenaires sociaux pour le maintien d'un climat social basé sur le dialogue et l'information.
- L'animation d'une politique de développement par la formation, l'appréciation des performances, la promotion interne.
- Les relations avec les organismes extérieurs.
- La participation à l'élaboration de la politique du Groupe.

Plus encore que la formation générale et l'expérience indispensable de 5 à 10 ans dans la fonction, nous attendons du titulaire des qualités de rigueur, de dialogue, d'animation et du respect des autres...

Merci d'adresser votre C.V, lettre manus. et prét. à A. ELIAKIM Direction du Personnel, 125, rue de Montreuil 75011 PARIS

COFAP

Vente à l'industrie

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT

Cette société filiale d'un groupe industriel français est spécialisée dans l'étude et la réalisation de systèmes de fixation rapide élaborés en étroite collaboration avec sa clientèle, en particulier dans le secteur automobile.

Directement rattaché à la Direction Générale, le titulaire du poste a pour principale mission la coordination de l'action commerciale du département et le développement de nouveaux marchés.

En relation avec le Directeur d'usine, il s'assure du suivi auprès des différents services de la société jusqu'à la production en série. Il anime et supervise deux ingénieurs technico-commerciaux.

Pour ce poste à responsabilités nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé. Agé d'environ 35 ans. Il est ingénieur diplômé de formation mécanique. Après une expérience technique dans le domaine des pièces de série, il a évolué vers la négociation commerciale.

Le poste est basé au siège en proche banlieue Est. Les perspectives de la société, l'ambiance de travail et les conditions offertes sont susceptibles d'intéresser des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 19/1392 A, à:

EGOR INDUSTRIE
19, rue de Berri 75008 Paris.



média-system

jeune juriste fiscaliste

Serete est une importante Société d'Ingénierie Française. Nous réalisons de grands projets industriels dans des domaines variés : techniques avancées, pétrochimie, agroalimentaire... Notre Direction Juridique recrute un jeune Juriste-Fiscaliste. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur. Vous avez une première expérience en droit des sociétés et fiscalité. Vous aurez la responsabilité des études fiscales France et export de nos contrats. Vous participerez à la constitution ou à la transformation des sociétés du groupe et serez chargé de leur gestion : Conseil d'Administration... Merci d'adresser votre candidature sous référence 85.80-M à Serete, Service Recrutement, 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.



NEIMAN

Antivols Neiman recherchent pour Croissy-sur-Seine (78) un

Electronicien d'études confirmé BTS ou DUT

Diplômé en électronique vous avez une expérience concrète d'au moins cinq années des applications «grand public» ou «automobiles», et possédez de bonnes connaissances en électronique analogique et numérique.

Vous participerez au sein du Laboratoire Etudes et Développement à la création de produits nouveaux appliqués à l'automobile (télécommandes TIR, alarmes, capteurs, ...).

Adressez CV, photo et lettre manuscrite à Neiman, BP 38, 78290 Croissy, sous réf. 85/102.

média-system

ACCOR

Notre Groupe d'hôtellerie, de restauration et de services réalise un C.A de 9,8 milliards. La diversité de nos implantations entraîne la gestion de plusieurs centaines de comptes bancaires.

Nous recherchons pour le Département Trésorerie et Finance

Gestionnaire Trésorerie France

Il sera chargé de :

- l'analyse quotidienne des informations,
- l'entrée sélective des données en informatique,
- le suivi et l'équilibrage des comptes.

Cette fonction de gestion de trésorerie au jour le jour conviendra à un candidat de formation supérieure (ESCAE, Universités), débutant ou ayant réalisé une année d'expérience et désireux de se préparer au développement de carrière que peut offrir un Groupe en forte expansion.

Le poste est situé à Paris.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle), sous réf. 393 RT, à:

SCOTI 33 rue de Miromesnil 75008 Paris. Discrétion assurée.

Nous sommes **L'ORGANISME DE FORMATION D'UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE.** Pour renforcer notre département « management », nous créons un poste de :

FORMATEUR-CONSULTANT

Votre mission sera de définir et de négocier, en liaison avec les dirigeants des banques régionales de groupe, des actions de formation-action ou de conseil, de concevoir celles-ci et de les conduire à tous les niveaux de l'entreprise.

Vous avez :

- 30-45 ans ;
- une formation supérieure ;
- une solide expérience en entreprise ;
- une expérience de la pédagogie et de la négociation à un haut niveau ;
- de bonnes capacités de créativité et d'autonomie.

Une pratique de la mise en place et du suivi de cercles de qualité sera appréciée.

Le poste, basé à Paris, comporte des déplacements fréquents en province.

Merci d'adresser au journal votre *curriculum vitae* et une lettre de candidature manuscrite avec votre rémunération actuelle.

Écrire sous le numéro 7388 *le Monde* Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Société Génie Climatique Paris recrute

UN CHEF DE PRODUIT

pour sa division matériel aéraulique.

- Il sera chargé de la conception, de l'étude et de l'industrialisation de produits nouveaux, ainsi que de l'assistance auprès de nos ingénieurs commerciaux.
- Homme innovateur, il doit avoir des connaissances en aéraulique, thermique et informatique.

La pratique de l'anglais est souhaitée.

Ce poste nécessite une expérience de plusieurs années dans l'industrie ou un organisme de recherches et conviendrait à un ingénieur diplômé, souhaitant rejoindre une entreprise dynamique.

Envoyer CV, photo et prétentions à LUWA Service du Personnel - 14, avenue de la Plage 94340 JOINVILLE LE PONT

BANQUE PRIVEE PARIS
RECHERCHE
POUR SON SERVICE INFORMATIQUE EN EXPANSION
(VS - 100 TERMINAUX - IBM SERIE 1...)

UN (E) ANALYSTE

Il (elle) sera chargé (ée) de :

- Poursuivre les développements existants (bourse, trésorerie...)
- d'aborder de nouvelles applications (messageries, graphiques, ...).
- a une formation supérieure (Bac + 4) une expérience d'analyste d'au moins 5 ans.

Envoyez C.V. + photo et prétentions sous réf. 1 278 à **PUBLICITE GAUTRON** *29, rue Rodier - PARIS 9ème*

FIDUCIAIRE EXPERTISE COMPTABLE PARIS
recherche pour Septembre

COLLABORATEURS H/F

Niveau B.T.S. - D.E.C.S. pour missions d'Assistance et d'Audit.
2 ans d'expérience cabinet
Activité variée et très formatrice au sein d'une équipe dynamique.
Bonne rémunération.

Env. lettre manuscrite avec prétentions, CV et photo à N. 4634 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris. Réponse assurée.

CABINET DE CONSEILS EN BREVETS

recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

GÉNÉRALISTE OPTION ÉLECTRONIQUE ou ENST, ESE, ENST

Débutant ou quelques années d'expérience
Propriété industrielle non exigée mais appréciée

Envoyer C.V., prétentions et photo à REGIE-PRESSE, sous référence n° 307.287 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

IMPORTANT CABINET COMMISSARIAT AUX COMPTES ET AUDIT

recherche candidats(es) de formation supérieure (Ecoles de commerce souhaité) pour postes :

- **CHEF DE MISSION** : 4 à 6 ans d'expérience dont 2 au minimum en cabinet de révision.
- **RÉVISEURS** : 2 à 3 ans d'expérience en cabinet (pratique de l'audit informatique appréciée).
- **ASSISTANTS DÉBUTANTS.**

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : **CABINET PAYER** - 16, av. Hoche, 75008 PARIS.

ALSTHOM ATLANTIQUE

MATERIELS FERROVIAIRES

Premier constructeur européen, 3ème mondial, titulaire du record du monde de vitesse sur rail avec le TGV (380 km/h), 5 000 locomotives électriques et diesel électriques produites en 25 ans circulent sur 50 réseaux dans le monde, ALSTHOM ATLANTIQUE fournit également des métros clés en main, tramways, des équipements d'automatisme et de signalisation.
Groupe ALSTHOM ATLANTIQUE : 50 000 personnes, 21 milliards de C.A.

recherche, pour nourrir son expansion, assurer le développement de nouvelles technologies en matière de systèmes électroniques, des

Ingénieurs Electroniciens

débutants ou ayant quelques années d'expérience

Vous êtes attirés par la vie de chantier pour assurer la mise en service de notre matériel chez nos clients, en France, et, dans toutes les parties du monde. Vous aurez à envisager de nombreux déplacements accompagnés de longs séjours.

Nous vous demandons d'être Ingénieur Grandes Ecoles, de parler couramment l'anglais, et surtout d'être de ceux qui apprécient de se confronter avec le terrain, la technique, les hommes.

Des possibilités d'évolution existent au sein de notre Groupe.

Merci d'envoyer rapidement lettre manuscrite, C.V., sous référence 85806 M. à Madame Claude FAVEREAU : CENTOR EMPLOI - 13 bis, rue Henri Monnier 75009 Paris.

120000F

IEP, maîtrise de droit : débuter dans une fonction ouverte et évolutive

Filiale d'une grande banque française, nous sommes une société de placement et de gestion immobiliers.

Nous souhaitons accueillir dans notre équipe, auprès de l'un de nos directeurs qui assure le Secrétariat Général, un(e) jeune diplômé(e) à qui nous offrons un début de carrière formateur et valorisant.

Sa participation à l'information des investisseurs et à la gestion des immeubles implique de nombreuses relations avec tous les services de la Société. Curiosité d'esprit, facilité d'adaptation, rédaction aisée sont liées à des qualités personnelles de sérieux et de rigueur. Ce poste permet de développer compétences et polyvalence.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V.) à notre Conseil, sous réf. 35M/181, CPA, 3, rue de Liège 75009 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC



PARIS

Cabinet d'Etudes très bonne notoriété recherche Jeune Femme

CADRE CHARGÉE DÉVELOPPEMENT

Première expérience vente haut niveau pour promotion et prise de contacts.
Niveau études supérieures, bilingue anglais, disponible, très bonne présentation et expression orale, tenace et sens commercial. Travail dans équipe dynamique et une ambiance motivante.

Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo s/réf. 12.051 à Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

PROFESSEURS – D'ANGLAIS – DE FRANÇAIS

(Langue étrangère). Format. des adultes. Vacataires. Bac + 4. Ecr. s/n° 7.395 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

NORTON

Pour une fabrication spécialisée en expansion dans son usine de
LA COURNEUVE (Paris Nord)
recherche

INGENIEUR PROCEDES

FORMATION A.M. OU EQUIVALENT

30 ans environ avec première expérience en automatismes et informatique de base.

Nous vous proposons la recherche et la mise au point de nouveaux procédés de fabrication puis avec G.P.A.O. la responsabilité de la production (délais, coûts, etc...)

Veuillez adresser candidature manuscrite, C.V. et photo à NORTON S.A., Bureau 339, B.P. 103 93123 La Courneuve Cedex

DISCRETION ASSUREE

Pour renforcer ses équipes chargées de la mise en œuvre de grands projets dans le domaine de :

- **Systèmes d'informatique distribués et télématique**
- **Réseaux et micro-processeurs**

Notre Division des Applications Systèmes
recherche

INGENIEURS INFORMATICIENS

Diplômés d'une Grande Ecole d'ingénieurs ou de l'Université, vous avez acquis une spécialisation en informatique, durant vos études ou au cours d'une expérience professionnelle.

Vous serez responsable de développement de logiciels systèmes et de missions d'assistance technique auprès de nos clients.

Postes basés en Région Parisienne.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 232 M à

Nadia Cherkasky
Cii Honeywell Bull
Recrutement
78/80 av. Galliéni
93174 Bagnolet Cedex



LEVI TOURNAY / ASSCOM



Seita

Société Nationale de 8 500 personnes, nous assurons par l'intermédiaire de 12 unités régionales réparties sur tout le *territoire la distribution de la quasi-totalité* des tabacs vendus en France.

Nous recherchons pour occuper les fonctions d'adjoints des directeurs d'unités des

Diplômés ESC maîtrise de gestion

PARIS ET TONNEINS.

Après une *période de formation, nous vous confierons, aux côtés* du directeur, la responsabilité de la gestion de la distribution ; vous animerez et coordonnerez les activités de la comptabilité, du recouvrement, de la gestion des stocks et du traitement des commandes. Interlocuteur des agents commerciaux, vous améliorerez la qualité des relations commerciales avec nos clients.

Nous recherchons des diplômés ESC/maîtrise de gestion, motivés par la comptabilité, la gestion et l'informatique, disponibles, capables de réagir avec efficacité aux imprévus, rigoureux et organisés.

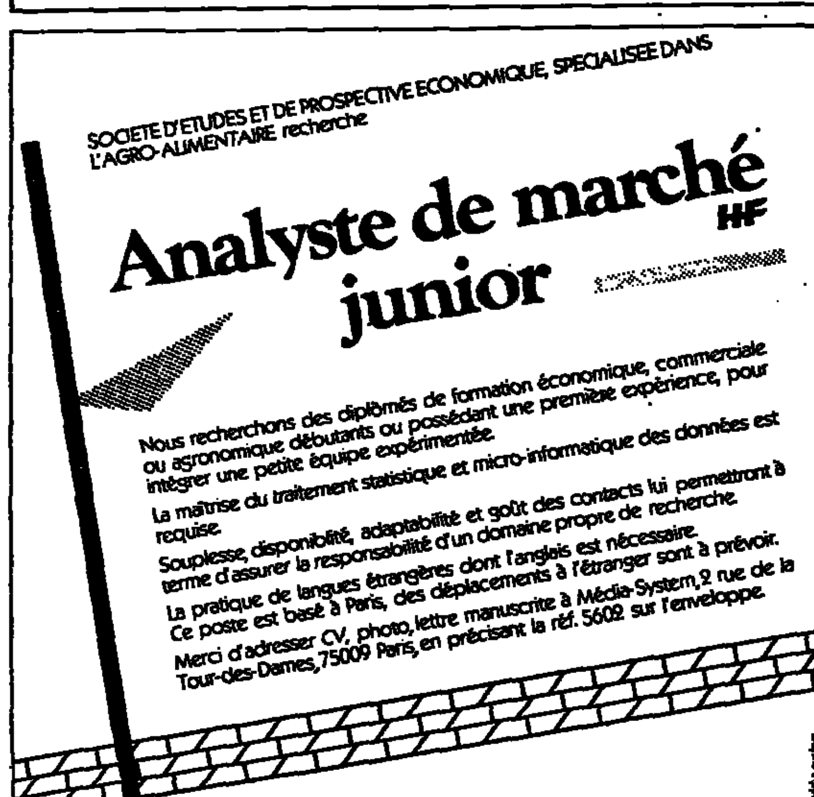
Merci d'écrire sous références 681/1M pour Paris, 682/1M pour Tonneins (CV+photo) à Bernard Julhiet Psycom, 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES



Psychologues niveau maîtrise ou DESS

Nous sommes un cabinet de Conseil en Ressources Humaines implanté à Paris 8e.

Nous recherchons des psychologues psycho-praticiens ou spécialisés en psychologie industrielle pour intervention en province (Est).
Les débutants sont acceptés.

Contrat à durée déterminée.

Téléphonez à Nathalie Mascart au 359 22 97 le matin entre 10 h et 12 h.

ONOMA

ÉTABLISSEMENT FINANCIER

recherche
pour renforcer son équipe

ASSISTANT DE GESTION OBLIGATAIRE

- Aptitude à la négociation.
- Bonne formation économique.
- Connaissance de l'informatique souhaitée.

Le candidat retenu participera aux activités de contrepartie à la gestion des instruments de placement collectif. (SICAV, Fonds Commun...) ainsi qu'à *l'amélioration des outils d'aide à la décision.*

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :
RÉGIE PRESSE sous nº *307.747 M,*
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

CABINET D'EXPERTISE-COMPTABLE

recherche

COLLABORATEUR CONFIRMÉ

Minimum DECS + un certificat supérieur pour supervision dossiers

DÉBUTANTS

Niveau BTS ou DECS, expérience appréciée

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo à Pierre PANNETIER 69, rue de Provence, 75009 Paris.

RESPONSABLE
comptabilité générale
Sté de Transit International
recherche

CHEF COMPTABLE

IL DEVRA :
assumer la comptabilité générale (bilan inclus), la gestion courante de la trésorerie et encadrer une équipe en place de 20 personnes.
- *Libre de suite.*
- L'Anglais serait apprécié.
- Poste à PARIS.
- Rémunération 180.000 F/an.

Adresser C.V. détaillé au : nº M. 88.933 BLEU 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

FIDUCIAIRE PARIS-8e
recherche

CHEFS DE MISSION

D.E.C.S. complet
certificat supérieur souhaité
Envoyer C.V., photo et prét.
FIDUCAIRE CONCORDE
1, rue Richepanse
75008 PARIS.

CHEF DE GROUPE AUDIT - 180.000 +

Société d'expertise comptable en développement recherche pour département AUDIT CHEF DE GROUPE ayant expérience révision et commissariat aux comptes.
Responsabilités d'encadrement
Anglais souhaité.

Envoyer C.V. et prétentions à S.A. KIMMEL TOUATI 9 bis, rue Vezelay, 75008 PARIS.

Institut d'Enseignement Privé recherche pour AOUT étudiantes niveau licence ou maîtrise en droit ou sciences économiques pour postes « HOTESSES » et « Surveillantes »
Bonne présentation exigée
Ecrire s/nº 307.943 M
à RÉGIE-PRESSE
7, r. Monttessuy, 75007 PARIS.

Ecoles privées secondaires (hors contrat) recherchent

PROFESSEURS

ttes discipl., sections A.B.S. 2 nde, 1re + E.P.S. + inform. 1 H, Ter H.
Envoyer C.V. + lettre sous réf. nº 307.292 M,
à RÉGIE-PRESSE
7, r. de Monttessuy, 75007 Paris.

Association de Logement Social 500 personnes, 80 millions C.A. recherche

CHEF COMPTABLE ADJOINT

maîtrisant parfaitement l'ensemble des travaux de comptabilité *jusqu'au bilan et comptes* de résultats, capable d'organiser, animer et contrôler efficacement et de façon autonome les travaux de 11 personnes. Le choix du titulaire du poste sera opéré sur la compétence, l'autorité, l'adaptabilité et la capacité de communication *efficace des candidats.*

Env. C.V. et lettre manuscrite à A.D.E.F. 18, rue du Plâtre, 75004 Paris.

---

laboratoires **BIOTHERAX**

Filiale d'une des dix premières entreprises pharmaceutiques mondiales recherche son

Chef de Service Administration-Gestion

Placé sous l'autorité du P.D.G., il aura pour mission :
- la comptabilité générale et analytique,
- les rapports économiques et financiers de la Société,
- le développement de l'informatique.

De formation supérieure, ESCP, ISG, maîtrise de gestion (DECS apprécié), vous avez acquis une première expérience réussie dans une fonction similaire. Homme de dialogue et de décision, vous souhaitez *évoluer en toute autonomie vers de plus* larges responsabilités. Anglais ou Allemand indispensable. Poste basé près de Compiègne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 06521 M, à :

bac **Personnel conseil**
86, rue de Lille 75007 PARIS
CSNCR

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE CONSEIL
(60 PERSONNES - PARIS 17e)
RECHERCHE
pour des missions d'organisation :

1 CHEF DE PROJETS H. ou F.

De formation supérieure (Ecole de gestion ou Université) complétée par DECS. 30 ans minimum, il (ou elle) aura une expérience de 7 à 10 ans acquise en entreprise et/ou en cabinet d'organisation dans la mise en place de systèmes de gestion, comptabilités générale et analytique notamment.

Rompu(e) aux méthodes d'organisation et disposant de bonnes *connaissances en informatique, il (ou elle)* devra faire preuve d'initiatives dans la conduite des projets (propositions de solutions, décisions, encadrement...) et participer à la rédaction des analyses fonctionnelles.

Envoyer C.V. et prétentions à :
RÉGIE PRESSE sous nº 307.276 M
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN
Leader dans son domaine
à couverture Nationale et Internationale
recherche

jeune cadre contrôleur

chargé de courtes missions d'audit.

- Formation comptable, niveau D.E.C.S.
- Expérience Cabinet Comptable appréciée.

L'évolution du poste conduit vers des fonctions d'encadrement, d'études de financement de crédit aux Entreprises.

- Nombreux avantages sociaux.

Envoyer C.V., photo, prétentions sous référence 4946/JN à :
A.M.P. - 40, rue Olivier de Serres
75015 PARIS *(qui transmettra)*

La communication d'entreprise est votre passion
vous avez l'expérience du terrain, de la créativité
une formation technique
vous savez rédiger, vous avez une culture internationale
vous êtes un (e)

ATTACHÉ (E) DE PRESSE

méthodique et rigoureux (se),
vous souhaitez rejoindre une équipe dynamique

Envoyez votre C.V. détaillé, avec lettre manuscrite et prétentions à

MANCOM
RESSOURCES HUMAINES
2, rue du Parc - 92300 LEVALLOIS.

Dans le cadre de son expansion,
Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
d'importance nationale, recherche pour son bureau de Paris

3 chefs de missions

Expérience requise 4 ans minimum

6 experts comptables stagiaires

Expérience requise 1 an minimum

2 assistants(tes)

très confirmés
Expérience requise établissement des comptes annuels

2 assistants(tes)

confirmés
Expérience Payes et Droit social.

Rémunération motivante et possibilités de promotion rapide pour candidats de valeur.

Adresser C.V. et prétentions s/ référence 78.407
PUBLICITE ROGER BLEY
101 rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

STEP INTO A BRIGHTER FUTURE...

Importante *Société française* recherche pour Paris Sud

INGÉNIEURS SYSTEMES IBM

- Spécialiste MVS et connaissances CICS souhaitées.
- DOS VSE connaissances VTAM/NCP requises.

Une formation supérieure serait un atout supplémentaire.
La connaissance de l'anglais lu est indispensable.
Si vous souhaitez rejoindre une société performante et porteuse d'avenir, Adressez votre CV, photo et salaire actuel au



CABINET CLAUDE VITET
6, rue Lauriston 75016 PARIS
sous référence 8523.

ETAMIC **Industries mécaniques**

Patron commercial export

Assumer pleinement dans un cadre budgétaire la responsabilité de l'activité export (choix des priorités, définition des actions planning...). Animer en la motivant l'équipe en place. Développer de façon intensive le réseau européen (salariés, distributeurs, filiales...). Prendre en charge, *en plus de la commercialisation de la gamme,* le développement d'une activité spécifique auprès d'industriels de la machine outil.

C'est la mission que vous propose ce fabricant d'équipements et systèmes de mesure en production, de réputation mondiale.

Ingénieur de formation, votre expérience commerciale s'est déroulée dans la commercialisation de produits auprès de l'industrie mécanique, hydraulique, des outils de coupe machines outils... au niveau au moins européen.

Commercial de tempérament, vous souhaitez aujourd'hui prendre en charge une véritable fonction d'ensemble.

Le marché, la volonté politique de l'entreprise, la maîtrise de ses technologies donnent à ce poste un intérêt et un avenir tout-à-fait remarquables.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M.193-A, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

ARCOREM

Rentrée 1985
Ecole secondaire garçons
RÉGION PARISIENNE
recherche

CADRE D'ÉDUCATION

pour une maison d'interne
Qualités intellectuelles et d'animation exigées
Ecrire sous nº 48.901
HAVAS CONTACT
1, place du Palais-Royal
75001 PARIS.

L'APPEL MEDICAL
Nº 1 intérim paramédical
recherche
pour JUIN - JUILLET

ÉTUDIANTS (ES) EN MÉDECINE

6e année, motorisés (ées)
pour SOINS A DOMICILE
PARIS et SECT. NORD
Très haut salaire
Frais remboursés
Téléphone : 208-10-42.

URGENT, le Centre Hospitalier d'ORSAY (91) rech.

5 INFIRMIERS

diplômés de secteur psychiatrique. Env. C.V. à Direction du Personnel Centre Hospitalier d'Orsay 91406 ORSAY.

GRANDE ENTREPRISE
recherche
pour son CENTRE D'ÉTUDES

— INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

débutant, connaissances informatique transactionnelle et/ou télécommunications

— INGÉNIEUR ou UNIVERSITAIRE

Connaissance des SYSTÈMES DOCUMENTAIRES et/ou des TRAITEMENTS LINGUISTIQUES

Ecrire rapidement avec C.V. à M. DUPRÉ 7, rue d'Alençon 75015 PARIS.

PME SPÉCIALISÉE DANS CONCEPTION ET INSTALLATION SECTEURS MÉCANIQUE ET AUTOMATISME,
recherche

INGÉNIEUR

parlant anglais et couramment allemand, 5 à 10 ans d'expérience en bureau d'études ou en gestion technique d'affaires.
Env. C.V. s/ réf. 7.378, *le Monde* service ANNONCES CLASSÉES 5, r. des Italiens, 75009 Paris. ou téléphoner au (3) 973-37-16.

SOFRES

recherche

personnes ayant parfaite connaissance langues :
- HONGROISE.
- ROUMAINE.
- BULGARE.
- TCHÈQUE.

pour interviews touristes

Se présenter le 11 juin à 14 h au 16, rue Barbès MONTROUGE

FLOW LABORATORIES S.A.

recherche
dans le cadre de son expansion

UN TECHNICO COMMERCIAL (H. ou F.)

pour la région parisienne et le Sud-Ouest

Envoyer C.V. + photo + prétentions
à Sylvie Jacquelin
FLOW Laboratories S.A.
BP 50
92802 PUTEAUX CEDEX.

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES (Paris 7ème) recherche

• Chef de Mission • Auditeurs débutants

HF

Les candidats retenus :
- *devront, pour les débutants, être diplômés de l'enseignement supérieur et en particulier avoir un bon niveau de connaissances en comptabilité, fiscalité, droit des Sociétés.*
- *devront, pour les candidats expérimentés, avoir acquis en Cabinet la pratique de l'audit.*
- *interviendront auprès de Sociétés appartenant à des secteurs d'activités variées.*
- *bénéficieront d'une formation diversifiée préparant au diplôme d'expertise comptable.*

Envoyer CV manuscrit et prétentions s/réf. 54526 à PROJETS
12, rue des Pyramides 75001 Paris
qui transmettra.

Société d'assurances, recherche pour son service CONTENTIEUX-SINISTRE, un

REDACTEUR EXPERIMENTE

Chargé de renforcer une équipe dynamique et performante gérant le risque responsabilité civile.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation juridique (licence/maîtrise de droit) possédant une expérience de 5 ans environ dans ce domaine.

Outre la rigueur, ce poste exige le goût et le sens du contact, et permet d'envisager une évolution ultérieure.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant rémunération actuelle, sous réf. 602 M à *Catherine MANGET*

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

OFFRES D'EMPLOIS

secrétaires secrétaires

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE COMPTABLE/FINANCIER 41 ans, niv. expert. compt. 6 ans cabinet. 5 ans Afrique francophone. (Plan OCAM, fiscalités africaines, ttes formes de gestion, audit, ch. situation étranger. Libre très rapidement. Ecr. HAVAS no 3747 BP 412. 29275 Brest Cedex.

Traductrice allemande, maîtrise de français et d'anglais, cherche un poste en France. Ecr. s/no 7.372 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Expert compt. stag. DECS, Cert. Sup. JF, Cert. Sup. RC, allemand courant, disponible 06,07,08, cherche missions toutes natures, région indif., courtes durées acceptées. Ecr. s/no 7.381 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Etudiant 19 ans, cherche emploi à mi-temps (à partir de 14 heures), libre septembre. Ecr. s/no 7.377 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. bac, G2, stage analyste programmeur COBOL/CICS-VS, DEUG Sciences-économiques, DECS en cours, cherche emploi correspondant temps partiel dans Paris, libre le 1er juillet. Ecr. s/no 2.550 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 35 ans ch. emploi chauffeur de dir. ou transp. en commun. Ts permis, 15 a. expér. LASSADI. Tél. : 224-98-39.

AGRO-ALIMENTAIRE

H. 38 ans, rentré en France.
– Chbre Com. d'Indust. Paris,
– BTS Commerce Int.,
– 6 ans exp. aux U.S.A. achat/vente import./distrib./vente détail. à gros., Recherche Import-Export.
Ecrire : RICHARD VARAUT 12655 Martha St. North Hollywood, CA 91607 U.S.A.

URBANISTE

Chargé d'études aménag. planif. 3 cycle exp. dans multiples projets (SDAU pos), opérat. 35 ans, disp. étud. ttes propositions sérieuses franc. et étr. Ecr. s/no 2.545 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ANIMATRICE SOCIO-ÉDUCATIVE 28 ans, exp. prof. DEFA 5UF BAFD. ch. poste resp. banlieue Sud-Paris. Libre 1er sept. Ecr. AUDRAN, 3, r. des Célestins 91460 MARCOUSSIS 901-87-80.

DIRECTEUR DU PERSONNEL 37 ans, 15 ans d'expérience, excellent technicien de la fonction, à l'écoute de l'entreprise rech. poste difficile. Acceptant mission à durée déterminée Paris-province. Libre rapidement. Etudierait tte proposition. Ecrire No 54482 PROJETS 12, rue des Pyramides Paris 1er.

Enseig. électro. micro-proces., cherche emploi mi-temps pour sept. 85. Tél. 558-33-04.

JEUNE FILLE AU PAIR, non fumeuse, recherche famille parisienne sympathique et sérieuse pour juil./août. Réf. fournies. Ecrire : 65, rue Ingres 59100 Roubaix (Nord).

GRAPHOLOGUE EXPÉRIMENTÉ (15 ans d'expérience) étudie toutes propositions de collaboration avec cabinets de recrutement ou entreprises. Ecr. s/no 7.396 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Spécialiste enseignement langues étrangères (français, angl., espagnol, arabe), exp. direction et formation, 43 ans, cherche poste responsabilité dans grande entreprise recevant stagiaires étrangers ou ayant contacts avec P.V.D. Tél. (4) 471-85-13.

Fille au pair et nourrice qual. anglaises cherch. deux familles différentes en France, de trois mois à un an, nourries, logées. Rémunération par semaine : 300 F. pour poste au pair. Pour le poste de nourrice : 1 000 F par semaine. Téléphone : 19-41-1-878 9442/878 7039.

Jeune femme franco-japonaise trilingue franc.-angl.-jap. Etudes univ. jap. Sér. réf. Etudie ttes prop. en liaison

JAPON

Ecr. Anne Uemura, 49, rue Cambronne, 75015 PARIS.

J.F. 27 ans secrétaire quadrilingue sérieuses réf. recherche poste secrétariat de direction. Téléphone : 846-24-05.

Française résidant en RFA, anglais, allemand cherche activité d'appoint auprès de firmes françaises. Ecr. s/no 7.323 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 35 ans trilingue (Fr/Ang./Esp.) possédant diplômes de traduction et ayant solide expérience dans les domaines suivants :
- Secrétariat de Direction.
- Organisation de conférences internationales (et de voyages).
- Gestion d'un centre de Documentation

cherche un poste à responsabilités où elle pourra mettre en valeur ses qualités d'organisatrice et pratiquer ses connaissances linguistiques. Ecr. s/no 6.765 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Exp. Audit et formation en cabinet ing. et psy. 30 ans. Cherche poste au Havre CADRE ORGANISATION. Tél. : (35) 48-56-66.

INGÉNIEUR AGRI ESA ANGERS, 27 ans, 4 ans exp. prof., poste de développement, ch. travail centre d'études, de formation, collectif prenant en compte dimensions techniques économiques sociales des réalités agricoles nationales et internationales. Ecr. s/no 2500 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

formation professionnelle

UNIVERSITÉ PARIS-NORD (VILLETANEUSE)
M.S.T. ÉCONOMIE SOCIALE : ANIMATION ET DÉVELOPPEMENT Social. Formation à caract. professionnel destiné à des étudiants disposant d'un DEUG. Pré-inscriptions jusqu'au 1er août 85. Tél. : 821-61-70 poste 49.75.

représentation offres

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENTS INTERNATIONALE en train d'agrandir son reseau mondial cherche REPRÉSENTANTS, ASSOCIÉS, VENDEURS ayant expérience pour distribuer les produits de son portefeuille. Anglais nécessaire. Conditions intéressantes. Ecr. s/no 2.416 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Professionnel de la vente 39 ans introduit en secteur hospitalier et cliniques de l'Est de la France, cherche REPRÉSENTATION Ecr. s/no 460 à SOPIC B.P. 31 67001 STRASBOURG.

capitaux propositions commerciales

Venture capital, loans available for your project/venture. We finance and invest worldwide. We will consider all types of legitimate business deals, ventures, etc. Send initial typewritten details of your proposals to :
Arab Investment corporation, Athens tower 8, suite 506, GR-115 27 ATHENS, GREECE.

perdu - trouvé

Perdu samedi 11 mai 1985 à Paris, collier de perles double rang, fermoir or et diamants. Récompense : 10 % de la valeur.
Téléphoner au (3) 462-36-35, poste 1602 ou 1502.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français, hommes et femmes. Demandez une documentation (gratuite) sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIERES (c16) B.P. 402.09 PARIS.

Pour connaître les emplois offerts OUTRE-MER ÉTRANGER, demandez une documentation (sans engagement) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (G 28) 3, rue Montyon 75429 PARIS CEDEX 09.

travail à domicile

J'effectue dactylographie rédaction - rewriting à domicile. Téléphone : 258-49-47.

Artisane effectue tous travaux de traitement de texte et dactylographie. Tél. 461-14-22.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Part. vd R 18 Break, GTL, 7 CV, type no 2, couleur grège, garantie 6 mois. 6.000 km. Prix : 58.000 F. Tél. : bur. 749-82-94, dom. : 642-51-91.

A VENDRE
UNO SX 3 PORTES
AVRIL 1985
6200 km, gris métal.
Vitres teintées électriques, phares anti-brouillard, pneus taille basse. Pré-équipement radio. Banquettes arrière rabattables un tiers-deux tiers. Tél. : après 19 h : 633-01-67. Prix : 48 000 F.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

PRÈS SAINT-EUSTACHE DANS MAISON LOUIS-XIV, beaucoup d'allure. Très grande réception, 2 chambres, 4 m sous plafond. DORESSAY 548-43-94

5e arrdt

NEUF JARDIN DES PLANTES
1 et 3, rue Poliveau
Construction grand luxe
Livraison immédiate, reste 1 app. de 5 P., 116 m². Visite témoin tous les jours 14 à 19 h, sauf mercredi et dimanche.

6e arrdt

PROX. SAINT-SULPICE
Vends 130 m² caractère. Achète 200 m². Rive gauche. Téléphone : 703-32-31.

7e arrdt

ESTRÉES DUQUESNE
165 m², ét. élevé. 703-32-44.

8e arrdt

SUR PARC MONCEAU
Imm. gd stand. luxueux 5 P., 208 m², 3 bains, 2 services, 2 gar. Px élevé justifié. Tél. 261-84-52

15e arrdt

MAIRIE DU XVe
Imm. ravalement payé, 3 pces, 60 m², 3e étage. 600.000 F. S/pl., MARDI 15 h 30/18 h 30 325, rue de Vaugirard.

GOBELINS
4-5 P. appartement de classe style hôtel partic. tt cft 180 m², 2 300 000 F. 4 P., 95 m², 1 100 000 F, les deux appart. pouv. être réunis. Téléphone : 526-99-04.

16e arrdt

ÉGLISE D'AUTEUIL
150 m² exceptionnel terrasse 50 m², 2 parkings GARBI 567-22-88

LA MUETTE - P. de t., grand 3 P., R.-d-C., calme à rén., 750 000 F. Tél. : 577-96-85.

92 Hauts-de-Seine

92210 SAINT-CLOUD
Part. vd ds parc privé, appt RdC 3 pièces 89 m² + balcons (14 m²) + cave, parking. Très beau stand. 1 500 000 F. (38) 53-47-04 ou (1) 325-38-65.

VENDS STUDIOS 357 000 F FACE A LA SEINE Tél. : (1) 789-48-40

appartements achats

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine
75008 PARIS
Pour clientèle française, étr. et dipl. APPTS HAUT DE GAMME et hôtels particuliers.
téléphone : 562-16-40

Recherche 1 à 3 pièces. Paris, préfère rive gauche avec ou sans travaux. Paie comptant chez notaire. 873-20-67 même le soir.

URGENT pour grande famille BRÉSILIENNE rech. ACHAT ou LOCATION avec vue S/Gde avenue ou Jardin, appts 6 à 8 P. ou HOTEL PARTICULIER. Tél. : 548-43-94.

GROUPE DORESSAY
3, rue du Vieux-Colombier, 6e rech. pour clientèle française et étr. appts 4 à 8 pièces et hôtel partic. achat ou loc. Tél. : 548-43-94

locations non meublées offres

Paris

Informations sur 170 logements à louer, du studio au 6 pièces de 2000 F à 10 000 F, selon confort et quartier. Egalement échanges possibles. Nous ne sommes ni agence, ni marchand de listes, mais une association sans but lucratif. Ecrire : A.P.P.E.L. 75, BP 114, 75463 Paris Cedex 10. Réponse assurée à tout courrier sérieux.

locations non meublées demandes

Paris

Pour employés et dirigeants IMPORT, BQUE FRANÇAISE, rech. APPTS ttes cat. et VILLAS Paris-Banl. même loyer. Téléphone : 504-04-45.

Région parisienne

Pour stés europ. cherche villas, pavillons pour CADRES. (1) 889-89-68 – 283-57-02

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
rech. appts pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE et appts de STANDING pour DIPLOMATES et MULTINAT. Téléphone : 562-78-99

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appart. de standing 4 pièces et plus. Tél. : 285-11-08

bureaux

Locations

16e arrondissement Domiciliation, siège social, constitution sociétés, secrét. tél. Location bureaux, télex. Téléphone : 651-29-77

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
355-17-50

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Télex, secrétariat, démarches, constitution sans frais d'honoraire, poss. de stationnement
AGECO 294-95-28

SIÈGE SOCIAL A PARIS
bureau ou domiciliation + services (1) 346-00-55

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de société, démarches, secrétariat, etc.
ACTE SA 359-77-55

DOMICILIATION 16e CHAMPS-ÉLYSÉES
OU AVENUE VICTOR-HUGO
150 A 340 F PAR MOIS
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX
CIDES – 500-64-32

Votre adresse commerciale ou **SIÈGE SOCIAL**
loc. bureaux, secrét., télex
CONSTITUTION STÉS
ou création tres entreprises.
ASPAC 293-60-50 +

TÉLÉPHONE APPEL
PREND LES MESSAGES POUR VOUS
260-18-95.

fonds de commerce

Ventes

Vends fond de charcuterie Traiteur région Sarthe 16.000 F en moyenne la semaine. Situé sur une nationale. Très passager. Prix à débattre. Tél. (43) 97-55-26.

villas

PROVENCE, proche CARPENTRAS, très belle villa style, 6 pièces, 2 SDB, 2 garages, cheminée, barbecue couvert, jardin 1150 m², non isolé. PRIX : 880 000 F
Tél. : (1) 204-33-89. Urgent.

viagers

17e 2 P., occupé femme 83 ans, 50 000 F cpt. + 1 900 F/mois.
Cruz, 8, rue La Boétie, 266-19-00.

pavillons

91-PALAISEAU
(600 m. Métro) Pptaire vend PAV 1977 s/830 m² entrée, mezzanine, séj. 47 m² ouvrant s/terrasse sud. Cuis. équip. 5 chbres, 2 bns, bur. s/sol : 145 m². Prix : 1.500.000 F. 014-33-68.

maisons de campagne

200 KM SUD PARIS
de hameau sur colline, ferme 1840 amén., grd séjour, chem., 2 grdes chbres, cuis., bain, w.-c., grenier carrelé. 7.000 m² de pré-verg. 225.000 F. Tél. après 18 h 350-28-26.

fermettes

180 KM SUD PARIS
100 % CRÉDIT
FERMETTE 3 P., w.-c., salle eau, garage, dépend. Sur 3.000 m². Px : 225.000 F. THYRAULT 89 - ST-FARGEAU (16-86) 74-08-12 ou apr. 20 h (38) 31-48-74.

domaines

Achète
PROPRIÉTÉ DE CHASSE EN SOLOGNE
Ecrire ORLET No 203496
136, av. Ch.-de-Gaulle,
92522 NEUILLY

propriétés

Centre Var : URGENT
Ppté 40 ha vignes, 10 ha forêt + Bastide 300 m² + dépendances. Prix 3.000.000 F Téléphone : (94) 66-53-97.

SOLOGNE
5,80 ha dont étang 1 ha + bord rivière + maison 1 pièce Ecr. Havas Orléans, no 203.572 BP 1519 45005 ORLÉANS CEDEX.

CHANTILLY-LE LYS
SPLENDIDE PROPRIÉTÉ RÉCENTE
sur parc paysagé 5.000 m² sous-sol total enterré, vaste séjour, 4 chambres, 2 salles de bains, 3 w.-c., garage séparé 2 voitures. Prestation grand luxe.
VISITE SUR PLACE
Samedi 8 juin
27, PREMIÈRE AVENUE
de 10 h à 12 h
et de 14 h à 19 h.

HAUT-VAR. Part. vd mais. 8 pces gd stand. Tennis, piscine. Gardiennage assuré. 1.650.000 F. Tél. (94) 70-55-18.

HAUTE-PROVENCE
Petite ville, part. vend gde maison ancienne + dépend. 500 m² au sol. R-d-ch. Hautes voûtes. Prix : 980.000 F. Tél. : (82) 76-10-54.

Vends belle maison sur 14 ha près AIX-EN-PROVENCE
Tél. après 20 h (42) 57-85-83. Prix : 2.800.000 F.

LE CARNET DU Monde

Naissances

– Monique DAGNAUD,
Michel BAUER
et Rebecca
ont la joie de faire part de la naissance de

Raphaël.

Paris, le 26 mai.
17, rue Berthollet,
75005 Paris.

Décès

– Ses amis
ont la profonde tristesse de faire part du décès, le 3 juin 1985, de

Nathalie BREWDA,
née Werchawski.

Elle sera incinérée le mardi 11 juin, à 10 h 45, au columbarium du Père-Lachaise.

– M. et Mme Marcel Trillat,
M. Bernard Trillat,
M. et Mme Miralles
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père, arrière-grand-père,

M. Joseph CHATAGNER,
professeur O.A.
ancien député,
ancien sénateur de l'Ain.

01250 Ceyzériat.

– Mme Louis Géraud,
son épouse,
M. et Mme Jean Géraud,
ses enfants,
M. et Mme Eric Géraud,
Alix Géraud,
ses petits-enfants,
Julien et Florian,
ses arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis GÉRAUD,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,
vice-président honoraire
de la Fédération française d'athlétisme,
ex-chef de centre des chèques postaux
de Paris,

survenu le 2 juin 1985 à Lisieux.

L'inhumation a eu lieu le 6 juin, dans le caveau de famille, à Toulouse, dans la plus stricte intimité, selon les vœux du défunt.

Cet avis tient lieu de faire-part.

28, chemin du Sap,
14100 Lisieux.
7, rue Campagne-Première,
75014 Paris.

– Le président Jacques Soppelsa
Et le conseil de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne

ont l'infinie tristesse de faire part du décès du

professeur Vladimir JANKÉLÉVITCH,

leur maître.

(*Le Monde* du 8 juin.)

– La Richardais. Paris. Strasbourg. Rennes.

M. et Mme Claude Ruellan
et leurs enfants,
M. et Mme Alain Ruellan
et leurs enfants,
M. Jean Ruellan,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Francis RUELLAN,
née Annette Scheer,

survenu dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le vendredi 7 juin 1985, à La Richardais (Ille-et-Vilaine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue du Suet,
35780 La Richardais.

Remerciements

– Mme Jean Baboulène,
Ses enfants,
Sa famille,
remercient vivement toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur lors de la disparition subite de

M. Jean BABOULÈNE.

Cuisiat,
01370 Saint-Etienne-du-Bois.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Anniversaires

– Pour le premier anniversaire de la disparition brutale de

Chil KOZLOWSKI,
secrétaire national du MRAP,

sa femme *Hélène* demande à ses amis et camarades une pensée pour lui.

Avis de messes

– La messe du mercredi 12 juin, à 18 heures, à Notre-Dame-des-Victoires, Paris-2e, sera célébrée à l'intention de

Fabrice EMAER,

décédé le 10 juin 1983 à Paris.

Communications diverses

– **TRAVAIL A TEMPS PARTIEL**
vraies ou fausses contraintes

mardi 11 juin 1985, de 14 à 18 h
Colloque organisé par
POPULATION ET AVENIR
et DÉVELOPPEMENT ET EMPLOI

Tél. : (1) 225-18-81.

– Enfin...
Création action de réaction aux aberrations. Présentation 14 juin, 19 h 30, au dîner au Sénat. Renseignements : UMPS, 15, rue Erlanger, 75016 Paris. 527-78-76.

MÉDECINE

LE FORUM DE LA MÉDECINE A MONTPELLIER

Au contact des malades et du public

De notre correspondant

Montpellier. – Les premières rencontres d'Euromédecine de Montpellier, sur le thème de la cellule humaine, qui viennent de se terminer, *n'offraient pas seulement* des colloques au plus haut niveau entre spécialistes français et étrangers. Elles ont été aussi, pour la première fois, l'occasion de donner la parole aux malades et au public. Ayant coûté quinze milliards de francs, ces rencontres ont rassemblé trente mille visiteurs, sept mille médecins et deux cents exposants.

« *Je crois*, disait le professeur Jacques Mirouze, *président* de l'université de Montpellier-I, *que cette fonction sociale du médecin, à travers le dialogue avec le public, à travers le contact avec le malade, est primordiale.* » A ce titre, ces premières rencontres ont cherché à établir les besoins du malade par rapport aux moyens thérapeutiques. La *progression* de ces moyens et la manière de s'en servir tendent vers un idéal qui, déclara le professeur Margulis, de San-Francisco, « *ne sera jamais atteint dans l'absolu* ».

Le contact était donc utile pour équilibrer le possible et l'indispensable. Les nouveaux matériels qui, d'ici au début du vingt et unième siècle, devraient avoir remplacé 90 % des appareils actuels, sont d'un *coût élevé et posent*, a *souligné* le professeur Jean-Louis Lamarque, un problème de choix pour les crédits d'équipements, mais devraient apporter à terme une économie des coûts par la *sûreté du diagnostic*.

Le professeur Pierre Rabischong, de Montpellier, *a présenté un* projet de village où le handicap n'existe pas grâce à ses pièces accessibles pour tous et à ses équipements adaptés à la fois pour les handicapés et les valides. Situé près de Ganges, dans la vallée de l'Hérault, ce village pourrait abriter mille cinq cents personnes et entraînerait trois cent cinquante emplois *nouveaux*. *Les* travaux devraient commencer l'an prochain.

Le docteur Paul Virapin, chirurgien *dentiste* français d'origine indienne installé à Montpellier, a montré au public un dispensaire de brousse mobile et autonome à énergie solaire, équipé d'une éolienne, dispensaire imaginé et conçu par lui, lequel, pour les pays du tiers-monde, *peut* se transformer en cabinet dentaire ou médical, ou encore en salle d'*opération*.

Les rencontres auront probablement *des retombées économiques*. En tirant le bilan de la semaine, M. Georges Frêche, député et maire de Montpellier, a annoncé l'implantation sur *place* de plusieurs laboratoires pharmaceutiques ou médicaux, parmi lesquels la société américaine *Phonar*-Europe.

ROGER BÉCRIAUX.

SCIENCES

L'ÉQUIPAGE DE SOYOUZ REJOINT SALIOUT-7

Le vaisseau spatial habité Soyouz-T-13, que les Soviétiques ont lancé le 6 juin depuis le centre de tir de Baïkonour, a rejoint, samedi 8 juin à 12 h 50 (heure française), la station orbitale Saliout-7. *D'ordinaire*, cette manœuvre de rendez-vous avec le Saliout *ne réclame* pas un temps aussi long. Aussi ne peut-on manquer de s'interroger sur les raisons qui ont conduit le commandant de bord de Soyouz-T-13, Vladimir Djanibekov, et son ingénieur de bord, Victor Savinykh, à rejoindre tardivement Saliout-7.

Selon l'agence Tass, les deux cosmonautes auraient testé pendant cette période « *de nouveaux systèmes de contrôle de vol* ». Quant à l'approche finale, elle « *aurait été effectuée manuellement* » et en parfaite harmonie avec le plant de vol dans la mesure où « *les actions précises de l'équipage*, ajoute Tass, *ont permis de mener à bien les manœuvres d'approche et d'arrimage en temps voulu* ».

LES SOVIÉTIQUES LARGUENT UNE SONDE DANS L'ATMOSPHÈRE DE VÉNUS

La sonde spatiale soviétique Vega-1, *lancée en décembre* 1984 *et* à bord de laquelle des expériences scientifiques françaises ont pris place, a largué, dimanche 9 juin, un module de descente dans l'atmosphère de Vénus. Tandis que le reste de la sonde se dirige maintenant vers la comète de Halley, qu'elle survolera en mars 1986, le module s'apprête à se poser en douceur, mardi 11 juin, à la surface de la planète (1). *Auparavant*, il larguera *un* ballon-sonde, qui devrait dériver environ quarante-huit heures dans l'atmosphère de Vénus.

Une sonde jumelle, Vega-2, devrait elle aussi larguer un module de descente qui se posera le 13 juin. Ces deux missions, qui devraient avoir *pour site d'atterrissage* la région de Vénus connue sous le nom de « Queue du Scorpion », permettront peut-être d'en avoir un peu plus sur les grandes questions du moment, à savoir : Existe-il un volcanisme actif sur Vénus ? Quelle est l'origine de la super-rotation de l'atmosphère de la planète ? Enfin, y a-t-il eu de l'eau et en quelle quantité sur Vénus ?

(1) « Le Monde des sciences » du mardi *11 juin* (daté mercredi *12 juin*) consacre un article au volcanisme de Vénus.

L'opération Kaiko

LES CHERCHEURS DÉCOUVRENT DES OASIS DE VIE DANS UN FOSSÉ MARIN

Comme on l'espérait, l'opération *franco-japonaise Kaiko* de plongées dans les fossés proches de l'archipel *nippon* a fait *découvrir*, dès ses débuts, des oasis de vie sous-marine où prospèrent de grands bivalves, des crabes, des vers de tailles diverses et des gastéropodes. Une découverte analogue avait été faite en 1984 à l'autre bout du Pacifique, au large des côtes américaines, dans une zone où une plaque plonge sous sa voisine, *comme c'est* le cas au large du Japon.

Toutes ces oasis sont liées à des sources hydrothermales riches en sels minéraux, grâce auxquels cette faune peut exister dans l'obscurité *totale et donc en dehors* de *toute* activité de photo-synthèse. L'équipage du petit sous-marin français *Nautile* a pu prélever des échantillons d'eaux et de sédiments, ainsi que divers animaux vivants.

● *L'expérience Hydra V a été un succès.* – L'expérience de plongée profonde Hydra V, qui avait commencé le 4 mai (*le Monde* daté 26-27 mai), s'est achevée, le 7 juin, par la *sortie* de la deuxième équipe de trois plongeurs des caissons du centre hyperbare de la Comex à Marseille. Elle a prouvé que le mélange respiratoire hudrogène-oxygène facilitait beaucoup le travail à grande profondeur et améliorait largement le confort des plongeurs. Une prochaine expérience, Hydra VI, est *prévue* pour *mars*-avril 1986 : des hommes devraient alors vivre sous une *pression* de 70 bars (équivalant à la pression régnant à la profondeur de 700 mètres).

économie

REPÈRES

Dollar : très ferme à 9,45 F

Le dollar a commencé la semaine sur une note très ferme, passant, à Paris, de 9,34 F à 9,45 F et, à Francfort, de 3,06 DM à 3,10 DM. Cette fermeté est attribuée à une remontée des taux d'intérêt américains, que l'on s'attendait, pourtant, à voir baisser, mais que l'annonce d'une stabilité du chômage aux Etats-Unis a raffermis. En effet, si le ralentissement de l'économie américaine ne se poursuit pas, la Réserve fédérale ne sera pas incitée à abaisser davantage les taux.

Blé : offre américaine à l'Algérie et non vente

Tandis que M. John Block, secrétaire d'Etat américain à l'agriculture, rencontrait, le 9 juin, M. Henri Nallet, son collègue français, au cours de son périple européen, on apprenait à Washington, ainsi que le signale le *Financial Times*, que la « vente » d'un million de tonnes de blé tendre à l'Algérie par les Etats-Unis serait simplement une « offre » et non une décision ferme. Trois hauts fonctionnaires américains sont arrivés à Alger, le 8 juin, pour soutenir ce projet de vente subventionnée.

Pêche : 5,8 milliards de francs de déficit commercial en 1984

En 1984, le déficit du commerce extérieur des produits de la mer a atteint 5,8 milliards de francs (5,1 en 1983). C'est sans doute pourquoi les responsables du secrétariat d'Etat à la mer veulent démontrer, à l'occasion du quatrième Salon international de la pêche, qui se tiendra du 11 au 15 septembre à Nantes, que les industries de transformation de produits de la mer sont porteuses d'avenir.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	9,4410	9,4460	+ 185	+ 200	+ 365	+ 395	+1 000	+1 100
$ can.	6,8662	6,8748	–	+ 25	+ 21	+ 62	+ 112	+ 208
Yen (100)	3,7726	3,7761	+ 121	+ 131	+ 243	+ 260	+ 714	+ 763
DM	3,0460	3,0491	+ 108	+ 119	+ 223	+ 239	+ 662	+ 708
Florin	2,7024	2,7050	+ 67	+ 74	+ 139	+ 151	+ 442	+ 479
F.B. (100)	15,1177	15,1330	+ 145	+ 199	+ 293	+ 390	+ 871	+1 152
F.S.	3,6207	3,6247	+ 142	+ 156	+ 295	+ 316	+ 874	+ 936
L (1 000)	4,7815	4,7888	– 154	– 131	– 308	– 270	– 815	– 733
£	11,9004	11,9209	– 268	– 230	– 507	– 441	–1 249	–1 068

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 5/8	7 7/8	7 5/8	7 3/4	7 11/16	7 13/16	7 7/8	8
DM	5 3/8	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 5/8
Florin	7	7 1/4	6 13/16	6 15/16	6 3/4	6 7/8	6 9/16	6 11/16
F.B. (100)	8 1/2	9 1/2	8 3/4	9 1/8	8 7/8	9 1/8	8 7/8	9 1/8
F.S.	2	3	4 7/8	5	4 15/16	5 1/16	5 1/16	5 3/16
L (1 000)	13 1/2	14 1/2	13	14 1/8	13 5/8	14 1/8	13 1/2	13 7/8
£	12 5/8	12 7/8	12 5/8	12 3/4	12 5/8	12 3/4	12 3/8	12 1/2
F. franç.	10	10 1/4	10	10 1/4	10 1/16	10 5/16	10 5/16	10 9/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

LE RAPPROCHEMENT ENTRE CASINO ET CEDIS

Un bouleversement dans l'univers de la grande distribution

En rachetant le groupe Cedis, le groupe Casino constitue, avec un chiffre d'affaires cumulé de 32,2 milliards de francs, le troisième groupe français de la distribution après les Centres Leclerc et Carrefour. Mais pour importante que soit en elle-même cette concentration elle apporte un véritable bouleversement dans un univers commercial en proie à une concurrence des plus vives.

La vieille maison Guichard-Perrachon, qui naquit en 1898 à Saint-Etienne, dans la salle de l'ancien Casino lyrique, du dynamisme d'un jeune homme de vingt et un ans, Geoffroy Guichard, sort ainsi de son splendide isolement.

Il y a de bonnes raisons à cela. Casino, tout comme Michelin, est restée une entreprise familiale en commandite par actions (les cinq associés gérants sont tous des héritiers directs du fondateur) et est connue pour sa rigueur, son savoir-faire succursaliste, l'esprit maison qu'il sait insuffler à son personnel, 27 000 personnes, avec quelques traces de paternalisme. En rachetant Cedis, fondé en 1960, à Besançon par M. Gabriel Mathey, le groupe stéphanois prend une dimension géographique nationale incontestable, puique à l'implantation dans le sud de la France s'ajoute une présence en Franche-Comté et dans l'Est.

M. Antoine Guichard n'a pas caché que dans l'éventualité de l'ouverture de la télévision à la publicité de la distribution cette ampleur n'était pas à négliger. Mieux encore, Casino, très fort pour ses supermarchés et les petites supérettes de proximité (il continue à en ouvrir), avait quelque retard en matière d'hypermarchés, avec vingt-deux unités seulement : l'apport de seize hypermarchés Cedis (et deux autres en portefeuille) lui donne une dimension compétitive par rapport à ses grands concurrents (Leclerc, Euromarché, Auchan). Casino, longtemps célèbre pour la rentabilité de ses placements financiers, connaît maintenant, après le rachat fort coûteux d'une chaîne américaine et le tout récent investissement dans Cedis, un endettement devenu lourd (1,8 milliard de francs).

Le rapprochement avec Cedis a d'autres conséquences. Cedis avait largement contribué au développement de la centrale d'achats et de services succursalistes Paridoc, dont les adhérents représentent un chiffre d'affaires cumulé de 40 milliards de francs. Il n'était donc pas question que Cedis abandonne Paridoc et ses enseignes Mammouth (pour les hypermarchés) et Suma (pour les supermarchés). D'ici, la fin de l'année, Casino rejoindra Paridoc, où l'on condidère cette arrivée comme une consécration. Le poids de la centrale passera à 60 milliards de chiffre d'affaires, ce qui ne laisse pas de satisfaire ses responsables, dans la dure bataille commerciale engagée.

Pour Casino, Paridoc représente une centrale d'achat non alimentaire et probablement un débouché pour ses productions industrielles alimentaires : le groupe stéphanois a une activité de transformation des viandes, de salaisons, d'embouteillage, de chocolaterie, confiserie, qui se traduit par un chiffre d'affaires de 3,4 milliards de francs que son réseau de distribution et ses activités de restauration n'absorbent pas entièrement.

Six mois de négociations

Au-delà se posent les problèmes de marques de produits, et d'enseignes de magasins. Casino représente presque un siècle de notoriété pour les enseignes et les marques de distribution. Géants-Casino passeront-ils sous l'enseigne Mammouth ? Et est-il concevable que des produits Mammouth voisinent sur les rayons des hypermarchés avec des produits Casino ? Six mois de négociations difficiles s'ouvrent sur ces sujets, sans compter les problèmes d'intégration d'un groupe puissant jusqu'ici seul maître à bord dans une équipe rompue depuis très longtemps au travail en commun.

Enfin, la constitution du groupe Casino-Cedis pose la question de l'avenir des super-centrales d'achat crée en 1984 à la fois pour faire face à la concurrence des centrales d'indépendants comme Leclerc et Intermarché, et pour faire front commun devant les industriels. Casino avait adhéré à ARCI (avec notamment Carrefour, Promodes, Auchan) : son départ porte un rude coup à la super-centrale, tandis que son adhésion à Paridoc en fait automatiquement un adhérent de Serfal, autre super-centrale déjà beaucoup plus puissante (avec, outre Paridoc, les Nouvelles Galeries, Euromarché, Codec, Primistère, notamment).

L'accord signé récemment entre industriels et grands de la distribution sous l'égide du CNPF (*le Monde* du 31 mai), suivi de l'adoption prochaine d'un projet de loi sur la concurrence, pourrait ôter toute raison d'être aux super-centrales en tant que telles. Une inconnue demeure cependant : Intermarché s'est maintenu à l'écart de ces négociations et de cet accord, alors que les centres Leclerc s'y associaient. Si les « mousquetaires de la distribution » (Intermarché) s'obstinaient à faire cavalier seul et refusaient de se plier aux règles du jeu définies en commun, les super-centrales d'achat conserveraient leur justification. L'importance nouvelle de Serfaal (grâce à l'arrivée de Casino) lui donnerait alors un rôle particulier. Les conséquences de la prise de contrôle de Cedis par Casino vont bien au-delà d'une concentration classique dans le secteur de la distribution.

JOSÉE DOYÈRE.

● **Wickes rachète une partie des activités de Gulf and Western.** – Wickes, une société mise en règlement judiciaire (chapitre 11), aux Etats-Unis en 1982 et récemment sortie d'affaire va débourser 1 milliard de dollars pour racheter certaines activités de Gulf and Western dans les produits de grande consommation (literie, fournitures de maison), ainsi que dans les pièces automobiles. Gulf and Western, qui a acheté récemment le magazine *Esquire*, entend par cette cession renforcer ses activités dans l'édition.

Dans les télécommunications

ITT SOUHAITE CÉDER UNE PARTIE DU CAPITAL DE SES FILIALES BELGES ET ITALIENNES

Le groupe américain International Telephone and Telegraph (ITT) souhaite céder une partie du capital (10 % à 20 %) de deux de ses filiales européennes : la Bell Telephone Manufacturing (BTM en Belgique) et la FACE Finanziaria (en Italie), détenues actuellement à 100 %. Selon le président de ITT Europe, M. Daniel Weadock, « *la prise de contrôle en 1976 de notre filiale française LMT décidée par le gouvernement puis la nationalisation de notre seconde filiale CGCT cette fois en 1982, ont posé des problèmes pour évaluer les prix de ces firmes. D'où notre décision de céderune partie du capital des autres filiales. Leur valeur est dans ce cas aisément calculable* ». Le schéma actuel en RFA où ITT détient 85,6 % de sa filiale SEL (Standard Elektrik Lorenz), le reste appartenant à des intérêts locaux, devrait donc se généraliser.

Dans les pays où le groupe américain ne réussit pas à vendre ses centraux électroniques (System 12), comme en Grande-Bretagne ou en Norvège, ses intérêts devraient être en revanche réduits à une minorité (ITT ne possède plus que 24 % de STC en Grande-Bretagne). Mais globalement ITT entend rester en Europe et a décidé d'y investir 4,8 milliards de dollars dans les cinq prochaines années.

Cette restructuration s'inscrit dans une stratégie plus globale du groupe que le PDG américain M. Araskog, – rompant avec une politique de conglomérat – veut recentrer sur les télécommunications, les services financiers, et les composants pour l'automobile et l'électronique. Des actifs divers évalués à 1,7 milliard de dollars seront vendus progressivement. Ce changement stratégique s'explique par la baisse de 35 % des résultats l'an passé (448 millions de dollars) et par la stagnation des ventes (12,7 milliards de dollars) qui ont provoqué des remous chez ses actionnaires et une tentative d'un financier de Wall Street, M. Jacobs, décidé à prendre le contrôle et à briser le groupe. M. Jacobs, qui estimait cette opération bénéfique pour les actionnaires, a perdu la partie face à M. Araskog. Mais le groupe reste fragile. Il doit en particulier réussir à vendre ses centraux aux Etats-Unis (ITT vise 10 % du marché américain en 1990), face à une concurrence très sévère. Un pari en forme de quitte ou double très similaire à celui du groupe français CGE.

E. L. B.

ÉNERGIE

La consommation de pétrole continue de baisser dans les pays de l'OCDE

Le Mexique, qui n'est pas membre de l'OPEP, étudie la possibilité de réduire le prix de son pétrole. Le ministre mexicain de l'énergie, M. Francisco Labastida, estime que les pressions exercées sur le marché du brut sont les plus graves qu'aient connues les pays exportateurs de pétrole ces dernières années. Dépassements de production des pays non membres de l'OPEP et pratiques illicites des pays membres risquent, a ajouté M. Labastida, de « *casser* » ce marché. Le Mexique, lui, maintiendra un niveau de production de 1,5 million de barils par jour, mais sera peut-être contraint de réduire ses prix. 1 dollar de moins par baril, cela représente 500 millions de dollars de perte pour le pays en année pleine.

Ces pressions sur les prix, les statistiques publiées par l'Agence internationale de l'énergie, le 10 juin, les expliquent. Les estimations de l'AIE à la fin mai laissent penser que la consommation pétrolière dans l'OCDE au deuxième trimestre 1985 sera inférieure de 2 % à ce qu'elle était sur la même période de 1984. Cette nouvelle baisse intervient après un faible glissement au premier trimestre (-1,6 %). Si une légère reprise est prévue au second semestre, la consommation des pays de l'OCDE pour l'ensemble de 1985 est estimée désormais à 34,4 millions de barils par jour (1,72 milliard de tonnes), soit 0,2 million de barils quotidiens de moins qu'en 1984.

Quant à la reconstitution des stocks, elle est bien faible (0,1 million de barils par jour) après un hiver au cours duquel les compagnies ont largement puisé dans leurs réserves (– 2,2 millions de barils quotidiens au premier trimestre).

Selon l'AIE, la production moyenne de l'OPEP pour le deuxième trimestre ne dépassera pas 16 millions de barils par jour, ce qui explique les craintes actuelles de l'Arabie saoudite, dont l'extraction est désormais de l'ordre de 2,5 millions de barils quotidiens (le quart de sa production maximale). Alors que Ryad maintient strictement les prix officiels de son brut, les compagnies de l'ARAMCO – les sociétés anglo-saxonnes qui opèrent dans le Royaume wahabite – n'enlèveraient plus que 500 000 barils par jour (soit moitié moins que le mois dernier). On comprend les menaces proférées par le ministre saoudien, avant la conférence de l'OPEP, le 30 juin, selon lequel Ryad n'hésitera pas à vendre son pétrole sur le marché libre à n'importe quel prix si les autres pays membres continuent de dépasser leurs quotas de production et d'offrir des rabais.

ÉTRANGER

La BRI met en garde contre la tentation de politiques budgétaires expansionnistes

La plupart des pays occidentaux serrent les freins depuis le début des années 80 « *sans avoir réussi à extirper l'inflation* » et tout assouplissement qui viserait à résorber le chômage « *risque fort* » de raviver la hausse des prix et de compromettre une reprise maintenant bien engagée, constate la BRI (Banque des règlements internationaux), qui tient, lundi 10 juin, son assemblée générale à Bâle en présence de plusieurs dizaines de gouverneurs de banques centrales, notamment des pays industriels non-communistes, et de réprésentants d'organisations internationales.

Dans ces conclusions, le directeur général belge de la BRI, M. Alexandre Lamfalussy, considère qu'il pourrait être « *dangereux* » de proposer aux Européens et aux Japonais l'adoption de politiques budgétaires expansionnistes en contrepartie d'un processus « *long et encore incertain* » d'assainissement budgétaire aux Etats-Unis.

D'après la BRI, on ne peut espérer une reprise assez rapide et venir à bout du chômage sans « *conférer une plus grande souplesse, dans les deux sens* », aux prix et aux salaires.

Sur le dossier de la dette du tiers-monde, la BRI estime que les banques doivent se garder de couper le crédit aux pays endettés et rétablir « *dès que possible* » un apport de capitaux en faveur notamment de l'Amérique latine. 1984, pour la première fois depuis le premier choc pétrolier de 1973, le tiers-monde est en effet devenu fournisseur net de capitaux aux banques des pays industriels du Nord. Mais cette inversion des flux traditionnels « *peut difficilement durer longtemps* », avertit la BRI.

Les pays d'Amérique latine non-membres de l'OPEP, parmi lesquels figurent le Brésil, le Mexique, l'Argentine, ont fourni l'an dernier 8 milliards de dollars au système bancaire international (chiffres de la BRI). Le Chili, qui a reçu 800 millions de dollars, a été le seul emprunteur net du continent.

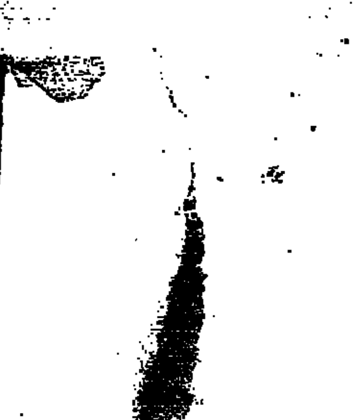
Le Brésil, le Mexique et l'Argentine ont enregistré l'an dernier de « *confortables* » excédents de leur commerce extérieur et, pour la première fois depuis 1979, dans l'ensemble de l'Amérique latine, le rapport endettement/exportation a diminué, relève la Banque.

Les programmes de rééchelonnement pluriannuel (obtenus en 1984 par le Mexique, engagés par le Brésil et péniblement amorcés par l'Argentine) marquent un « *tournant* » dans l'approche du problème de la dette, estime la BRI. – (*AFP*.)

CONJONCTURE

LE CRÉDIT NATIONAL ABAISSE DE 0,75 % LE TAUX DE SES PRÊTS ORDINAIRES

Le Crédit national ramène de 13,75 % à 13 % le taux de ses prêts ordinaires non bonifiés, dits « aux conditions du marché ». Cette diminution de 0,75 % a été rendue possible par l'abaissement progressif des taux d'émission sur le marché des obligations, d'où proviennent les ressources du Crédit national. La dernière réduction à laquelle avait procédé l'établissement remonte au 11 avril 1985 (de 14 % à 13,75 %). En un an, la diminution a atteint 1,75 %. Le Crédit d'équipement aux PME, qui distribue également des prêts aux conditions du marché, d'un montant unitaire dix fois moins élevé en moyenne, devrait à son tour, diminuer son taux, actuellement de 13,75 %, mais, peut être, de 0,50 % seulement.



SOCIAL

LE 40e CONGRÈS DE LA CFDT A BORDEAUX

L'adaptation et ses limites

Le 40e congrès de la CFDT se tiendra à Bordeaux du 11 au 15 juin.

Sacré marin, M. Edmond Maire! Depuis trois ans, il semble mener son navire d'une zone de turbulence à une autre. Le bateau prend l'eau mais le timonier tient toujours fermement le gouvernail en gardant le même cap : celui de la resyndicalisation ou plutôt de l'adaptation du syndicalisme. Le bilan que le secrétaire général de la CFDT aura à présenter, à l'ouverture du congrès, sera le contraire d'un bulletin de victoire. En mai 1982, lors du précédent congrès de Metz, M. Maire avait affirmé : *« Nous pouvons nous donner raisonnablement l'ambition historique de devenir à moyen terme la force principale du syndicalisme français. »* L'histoire a contrecarré l'ambition.

Non seulement la CFDT n'est pas en passe de devenir *« la force principale du syndicalisme français »* mais elle est frappée de plein fouet par la désyndicalisation. Après une période de croissance continue à partir de 1965, elle régresse depuis 1977. Revenue au-dessous du million en 1980, elle ne comptait plus en 1983 que 885 671 adhérents actifs (– 7,6 % sur 1982) et 681 300 cotisants réguliers. Même son audience électorale recule : le 19 octobre 1983, aux élections aux caisses d'assurance-maladie, elle n'obtenait, avec 18,36 % qu'une humiliante troisième place, à près de sept points de FO! Elle « payait » ainsi son image de confédération « progouvernementale ».

Ce n'était pour la ligne Maire qu'une turbulence parmi d'autres. Les déclarations du secrétaire général semblant appeler de ses vœux, le 31 janvier 1983, *« un deuxième plan de rigueur »* jetèrent le trouble parmi des militants souvent désorientés par la manière de diriger de leur « patron ».

Le dernier épisode fut celui des négociations sur la flexibilité de l'emploi en décembre 1984. La CFDT avait été à deux doigts de signer un texte paraissant remettre en cause des acquis sociaux. M. Maire se trouvait alors au centre de la crise : d'un côté les partisans de l'adaptation y voyaient une formidable occasion manquée pour le syndicalisme, de l'autre les militants les plus inquiets de voir la CFDT sacrifier son projet autogestionnaire sur l'autel de la mutation syndicale tremblaient à l'idée qu'elle était prête à signer. Le malaise, jusqu'au sein de la commission exécutive, est ainsi arrivé à un tel point que l'enjeu du congrès s'en est trouvé modifié (*le Monde* du 12 mars).

Ce 40e congrès va ainsi révéler à la fois la réelle prise de conscience de l'équipe dirigeante en faveur de l'adaptation du syndicalisme, et les résistances sérieuses qui font obstacle à cet objectif au sein de la confédération elle-même. Dans son rapport sur *« ce que veut la CFDT »*, M. Maire a voulu redevenir l'homme de la « synthèse » pour rassembler dans une même majorité confédérale les « modernistes » (métallurgie, agro-alimentaire, services, SGEN, UCC, etc.) et les courants critiques (chimie, Pays de la Loire, Rhône-Alpes, etc.), ceux qui, sans remettre en cause la resyndicalisation, ne veulent pas d'une précipitation qui, en cours de route, laisserait tomber le « projet » cédétiste.

Tout le problème du congrès de Bordeaux est de savoir dans quel sens s'orientera la pression des syndicats ; freinera-t-elle ou acceptera-t-elle, quitte à mettre quelques bornes, l'adaptation ? Question d'autant plus complexe que la CFDT fonctionne dans une large mesure sur des *« majorités d'idées »* les majorités qui se font sur un texte se défont sur un autre.

En dehors de la bataille d'amendements, des syndicats critiques pourraient rejoindre les opposants lors des votes sur l'élection des dirigeants : M. Jacquier pour la commission exécutive et M. Granger (métallurgie), qui est dans le collimateur des régions, pour le bureau national, pourraient se trouver ainsi en difficulté. Défoulement ? L'hiatus à Bordeaux est, en effet, que si M. Maire réussit la synthèse, la politique qu'il devra mettre en œuvre sera menée par une commission exécutive qui restera largement dominée par les modernistes. Les quatre nouveaux (Mme Foin, du Centre ; M. Richard, des services ; M. Troglic, du SGEN, et M. Spaeth, des mines et de la métallurgie) sont de cette même famille. Les dés seraient-ils alors pipés ?

MICHEL NOBLECOURT.

« Les militants vivent une mutation importante »

Pour un certain nombre de militants de la CFDT, aller à Caen c'est un peu emprunter la machine à remonter le temps pour se retrouver à la préhistoire du syndicalisme. Caen, dans la géographie cédétiste, c'est le fief de l'union régionale de Basse-Normandie dirigée, à une majorité de 60 %, par des opposants à la ligne confédérale. Gauchistes, anarcho-syndicalistes, ils sont un peu tout cela, ces « archéos » de Basse-Normandie. Du moins le dit-on. Archaïques, ces syndicalistes – comme M. Bernard Gy, un ancien employé de libre-service, qui a fait un tour au petit séminaire et à la CGT avant de venir à la CFDT, – qui veulent *« développer un syndicalisme de terrain ? »*. Ce sont plutôt des *« basistes »* certes gauchisants sans être gauchistes, dont la pratique est profondément marquée par le « flicage » et la répression patronale. Un petit monde où on raisonne toujours en termes de lutte des classes.

Secrétaire général de l'union régionale de Basse-Normandie depuis dix ans, M. Guy Robert a retrouvé il y a cinq ans son emploi de dessinateur en outillage chez RVI. A son retour de l'armée, en 1969, RVI n'avait pas voulu le reprendre, et MM. Maire et Séguy avaient tenu un meeting commun pour obtenir sa réintégration. Aujourd'hui, M. Robert reproche fondamentalement à la confédération d'avoir abandonné l'idée d'une rupture avec le capitalisme et de *« rechercher le consensus avec le patronat et les forces de droite »*.

Mme Brigitte Adelaïde, militante depuis dix ans à la CFDT, est souvent amère, et il lui arrive même de s'interroger sur son départ d'une organisation qu'elle a rejointe parce qu'elle était l'enfant de 1968. Pour elle, la CFDT c'était par exemple la lutte contre l'emploi précaire. En 1978, elle avait participé à un groupe de travail confédéral sur l'intérim. *« On avait proposé*, raconte-t-elle, *des collectifs de travailleurs précaires et hors statuts qui élaboreraient leurs revendications et les confronteraient avec celles des autres travailleurs. Mais en 1981, l'optique de la confédération a changé : il fallait développer la précarité pour sortir de la crise. »* Les collectifs sont mort-nés. Et Mme Adelaïde a perdu quelques illusions. Elle se bat dans sa région en espérant que *« l'organisation changera »*.

A Grenoble, le paysage cédétiste change. Ce ne sont pas des opposants qui dominent la région Rhône-Alpes mais des militants critiques vis-à-vis des orientations actuelles de la confédération. Indéniablement, et le *« séisme de décembre »* selon l'expression de M. Robert Mounier, secrétaire général de l'union régionale, pour désigner l'échec du protocole sur la flexibilité, y est pour quelque chose, l'intérêt des deux cents syndicats de Rhône-Alpes pour le congrès s'est accru. Peut-être parce que le climat est à l'interrogation. *« Que va devenir la CFDT ? »*, se demande M. Joseph Sciascia, secrétaire général de l'union départementale de l'Isère. *« Il ne faut surtout pas qu'elle adopte le pragmatisme caricatural de FO ou qu'elle devienne une organisation portée essentiellement sur l'idéologie. » « La CFDT*, répond M. Mounier, *a toujours avancé avec un peu de pratique et un peu d'idéologie. »*

L'esprit d'entreprise

Dans une région où une quasi-unanimité s'était dégagée contre l'accord sur la flexibilité, le rapport de M. Maire sur *« ce que veut la CFDT »* a été accueilli avec prudence. *« Il y a*, souligne M. Mounier, *une prise de conscience plus grande d'Edmond Maire des risques de fracture qu'a connus l'organisation. C'est la ligne pour la survie. C'est un texte plus à gauche, plus CFDT, un retour à une conception plus réaliste de l'entreprise. »*

Agé de trente-huit ans, « soixante-huitard », ancien salarié du tertiaire, M. Jean-Louis Chauzy est secrétaire général de l'union régionale Midi-Pyrénées, à Toulouse, depuis six mois. L'union se situe dans la majorité confédérale, mais, lors du protocole sur la flexibilité, *« le non a été unanime, sur le thème oui aux objectifs mais non à la copie ». « C'est par l'expérimentation sociale*, explique-t-il, *qu'on arrivera à résoudre nos problèmes théoriques et qu'on réussira à pencher du côté du réel. »*

A Toulouse, M. Chauzy et ses camarades se veulent *« les plus opérationnels possible »* et recherchent des thèmes qui *« motivent les syndiqués »* et qui permettent d'obtenir des résultats sur l'emploi et la formation. Dans une région où un responsable patronal a vu dans les lois Auroux *« des lois staliniennes qui visent à instaurer le goulag dans les entreprises »*, M. Chauzy estime qu'il y a sur les lieux de travail *« des conflits d'intérêts et de logiques »*, mais que les salariés *« ont l'esprit d'entreprise »*.

A Niort, on est pour la resyndicalisation. L'union régionale Poitou-Charentes est résolument dans la majorité confédérale. Elle a même été la seule région à approuver, malgré quelques réserves, le protocole sur la flexibilité. *« Cela privilégiait la négociation*, assure M. Pierre-Olivier Aubouin, secrétaire général depuis trois ans, *et évitait que le gouvernement n'ait à légiférer autrement qu'à partir d'un accord contractuel. »* Mais surtout c'était une étape dans l'adaptation du syndicalisme, objectif fondamental pour une union qui veut une CFDT *« plus ouverte, décomplexée, plus souple, qui agisse plus pour que contre »*.

« Il faut arrêter de se boucher les yeux », lance avec passion M. Joubert, responsable de l'union départementale de la Vienne. *« Tous les jours, il y a des accords du type flexibilité qui se négocient. On vit une mutation aussi importante que lorqu'on est passé de la CFTC à la CFDT. Ce qui va être acquis dans les années à venir, ce ne sera pas par la loi mais par le contrat. »*

Il y a quelques années, M. Patrick Richards était *« un peu maoïste »*. En 1968, M. Claude Chumiatcher était, lui, à la fois à la CGT et à Lutte ouvrière. Aujourd'hui, ils animent la section CFDT de la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne. Ils sont, à l'image de leur section, tout à fait recentrés et plutôt rocardiens (sans être au PS). Depuis la fin de 1982, la CFDT gère le comité d'entreprise avec FO et la CFTC, et, en 1985, elle a gagné, dans le collège employés pour les élections de délégués du personnel, 3,73 points. La resyndicalisation paie.

Les réalistes

« Le problème, explique posément M. Chumiatcher, *c'est de tenir compte à la fois de l'adaptation de l'économie aux besoins du marché tout en essayant de maintenir un maximum de garanties sociales. » « L'entreprise*, ajoute M. Richards, *est un lieu d'intérêts communs, même s'il y a des conflits. »* On est bien loin de la Basse-Normandie.

« Le débat sur les tables de la loi de la CFDT, assure M. Chumiatcher, *de l'adhérent au militant, tous s'en foutent et cela ne fait pas l'objet du commencement du quart d'un débat. Maintenir le dogme ou le débarbouiller au gant de crin, ce sont les deux faces de la même médaille. »* Ici à la caisse, les orientations confédérales sont *« soumises à l'épreuve des faits »* et parfois anticipées. La CFDT n'a pas attendu la confédération pour pratiquer l'unité d'action en fonction des thèmes, apprécier la compensation salariale de la réduction de la durée du travail *« en fonction de la situation de l'entreprise »*, admettre même un *« rééquilibrage »* des effectifs se soldant en fait par une baisse, à condition qu'il y ait comme contreparties des contrats de solidarité, une diminution du temps de travail et un plan de formation. Face aux *« fonctionnaires du syndicalisme coupés de la réalité »*, elle entend démontrer son *« efficacité »*.

M. N.

مكذا من الأصل

SOCIAL

L'OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'OIT

M. Blanchard prône un « authentique effort pour parvenir à un consensus »

De notre correspondante

Genève. – Elu à la présidence de la soixante et onzième conférence internationale annuelle du travail, qui réunit jusqu'au 27 juin au Palais des nations, quelque mille trois cents représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs des cent trente-six pays membres de l'Organisation internationale du travail (OIT) (1), M. Mohammed Ennaceur, ministre tunisien des affaires sociales, a mis l'accent sur la nécessité de renforcer le dialogue entre partenaires sociaux. Il n'a pas caché les difficultés croissantes auxquelles doit faire face l'OIT ni le risque qu'elle encourt d'une remise en question des principaux concepts de progrès social sur lesquels elle a fondé son programme d'action.

Les travaux de la conférence risquent pourtant d'être empoisonnés par la politique, notamment en raison de l'attitude des pays de l'Est vis-à-vis des structures de l'OIT et de son organe d'exécution, le BIT. Ainsi, pour protester contre le rapport que celui-ci a établi sur la situation syndicale en Pologne, ce dernier pays n'a envoyé aucun délégué à la conférence, et l'ensemble des pays socialistes attaquent ouvertement le système de contrôle de l'application des conventions internationales du travail qu'ils ont pourtant ratifiées.

L'amiante en accusation

Alors que tous les participants ont en mémoire les terribles catastrophes de Bophal et de Mexico, l'examen de problèmes touchant l'hygiène et la sécurité du travail figure à l'ordre du jour. Ces problèmes sont particulièrement préoccupants, car, selon les constatations d'un groupe d'experts du BIT, les services d'inspection du travail sont déficients, surtout dans les pays pauvres, faute de moyens et d'effectifs. Dans nombre de pays, cette insuffisance est encore plus grande dans l'agriculture que dans l'industrie.

En outre, les services de médecine du travail, surtout préventive, dont trop de pays ne mesurent pas toute l'importance, devraient contribuer à diminuer la fréquence des maladies professionnelles et des accidents du travail. Un des principaux thèmes de la discussion en ce domaine portera sur la protection contre la nocivité de l'amiante à laquelle sont exposés des millions de travailleurs. Plus des deux tiers de cette substance sont utilisés dans la construction et le reste dans la fabrication d'un millier de produits divers. Selon un rapport préparé par le BIT, ce sont les fibres d'amiante qui présentent le plus de danger : elles peuvent provoquer la fibrose pulmonaire et le cancer des voies respiratoires, maladies dont les symptômes risquent de n'apparaître que plusieurs années après l'exposition à la substance dangereuse, à son maniement ou même à sa destruction.

Les mesures préconisées par le BIT tendent à remplacer autant que possible l'amiante par d'autres substances et à l'interdire, sauf autorisation spéciale, son utilisation, tout au moins dans certains procédés industriels.

Au Palais des nations, la longue discussion en séance plénière portera principalement sur le rapport de M. Francis Blanchard, directeur général du BIT, qui évoque les conséquences de la crise économique, du progrès technique et des mutations qui affectent la composition de la main-d'œuvre. Parlant des pays en voie de développement, M. Blanchard se demande comment concilier la négociation collective avec des politiques gouvernementales exclusivement soucieuses d'accélérer le développement économique. Certains gouvernements absorbent ou suppriment les syndicats ou empêchent l'arbitrage obligatoire, pratiques contraires aux normes fondamentales de l'OIT. M. Blanchard juge préférable que *« l'énergie consacrée ainsi à contrecarrer les mécanismes spontanés des relations professionnelles soit réinvestie dans un authentique effort pour parvenir à un consensus tripartite »*. Les principes du tripartisme et de la concertation sont consacrés, tout au long du rapport, comme les lignes de force de l'action de l'OIT et comme les conditions indispensables à la réalisation de ses objectifs.

ISABELLE VICHNIAC.

(1) M. Rajiv Gandhi, premier ministre de l'Inde, prendra la parole au cours de cette session de la conférence internationale du travail.

APRÈS L'ANNULATION DE LA CRÉATION DE 327 COMITÉS D'ÉTABLISSEMENT

M. Jean Auroux demande l'ouverture de négociations avec les syndicats de cheminots

M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat chargé des transports, vient d'adresser à M. André Chadeau, président du conseil d'administration de la SNCF, une lettre lui demandant d'ouvrir des négociations avec l'ensemble des organisations syndicales après l'annulation par le Conseil d'Etat de la création de 327 comités d'établissement au sein de la société nationale (*le Monde* daté 9-10 juin).

Saisi d'une demande en annulation par les syndicats FO, CFTC et CGC, le Conseil a estimé que *« les unités auxquelles a été reconnu le caractère d'établissement distinct ont une implantation géographique distincte et un caractère de stabilité, mais qu'en revanche elles ne présentent qu'un degré d'autonomie très réduit. (...) La plupart des établissements auxquels a été reconnue la qualité d'établissement distinct par la décision attaquée ne réunissent pas les conditions nécessaires pour que les principales missions ou le fonctionnement normal des comités d'établissement puissent être assurés à ce niveau »*.

Des élections avaient donné, le 15 décembre 1984, 53 % des sièges à pourvoir à la CGT. Moins bien implantées que celle-ci, la CFTC, la CGC et Force ouvrière avaient attaqué la multiplication du nombre des établissements. Le Conseil d'Etat a fait droit à leur argumentation et estimé que les décisions sociales et financières importantes étaient prises à l'échelon régional et non dans les unités retenues.

Cette bataille juridique recouvre une lutte d'influence au sein de la SNCF, d'une part entre la CGT et la direction peu désireuse de voir contestée sa gestion dans les échelons intermédiaires de l'entreprise, d'autre part entre la CGT et les organisations syndicales minoritaires qui veulent limiter l'emprise cégétiste sur les 800 millions de francs affectés au budget social qui sera géré par le comité central d'entreprise et les comités d'établissement.

« Je serai le président du nouveau parlement de la formation professionnelle »

déclare M. Jean-Pierre Soisson

Le comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle, présidé par M. Jean-Pierre Soisson, a tenu sa première réunion le jeudi 6 juin au ministère du travail. *« Je serai (...) le président du nouveau parlement de l'apprentissage et de la formation professionnelle »*, a déclaré l'ancien ministre en s'adressant aux représentants des conseils régionaux, élus sur une liste unique allant du RPR au PCF, aux partenaires sociaux et aux fonctionnaires qui participeront aux travaux de ce nouveau comité, né de la décentralisation.

Entre M. Soisson et M. Delebarre, ministre du travail, qui a participé à la séance inaugurale, l'accord est complet sur les objectifs et la nécessité de tenir la formation professionnelle *« à l'écart des luttes partisanes »*. Le comité, a souligné M. Delebarre, *« doit être à la fois une instance de confrontation, de coordination et de proposition »*. Les politiques régionales en matière de formation étant diverses, M. Soisson était persuadé, à l'issue de la réunion, que, *« placé à la tête de l'outil de la réforme de la formation professionnelle »*, il pourrait jouer *« un rôle d'entraînement vers le haut »* pour améliorer la qualité.

Bien décidé à ce que ce nouvel organisme ne sombre pas dans l'anonymat et que son utilité soit reconnue avant que ne surviennent les échéances électorales, le président et la plupart des membres du comité sont décidés à *« rendre les choses irréversibles »*.

Une nouvelle réunion se tiendra le 27 juin, pour faire le bilan des contrats de plan régionaux et se doter des moyens d'action. Une autre est prévue en septembre, au cours de laquelle M. Delabarre présentera pour la première fois ses propositions, comme il s'y est engagé en effectuant son tour de France de la formation professionnelle.

A. Le.

Dissonances au sein de la CGT autour de SKF

Les négociations à la préfecture de Créteil sur le redémarrage d'une activité commerciale et industrielle sur le site de l'usine SKF d'Ivry-sur-Seine devraient reprendre le 11 juin. La tonalité très anti-gouvernementale de la manifestation de la CGT du 7 juin sur SKF – avec des slognas comme *« hier la rose, aujourd'hui la matraque »* ou *« Mitterrand, des emplois pas des CRS »* – a provoqué des remous au sein de la centrale.

Dans une déclaration à l'*AFP*, M. André Deluchat, membre du bureau confédéral de la CGT et militant du PS, se déclare *« indignée »* : *« En tant que responsable syndical du PS, je m'élève contre les mots d'odre, les affiches et les thèmes développés qui ont pris plus d'ampleur aujourd'hui et qui n'ont rien à voir avec la démarche syndicale de défense des intérêts des travailleurs et du pays que nous devons avoir en tant qu'organisation syndicale »*. M. Gérard Gaumé, l'autre membre socialiste du bureau confédéral, a indiqué à l'*AFP* qu'il était *« dans le même état d'esprit »*.

Pour sa part, le comité exécutif de la Fédération de la métallurgie Cgt, affirme qu'elle *« mettra tout en œuvre pour favoriser, conduire les luttes le plus haut, le plus loin possible »*. Mais elle rapelle sa *« position permanente : elle continue à agir en syndicat. Elle n'entend pas se substituer au rôle des partis politiques, à leurs responsabilités pour gouverner le pays.*

● **Journée d'action CGT à EDF-GDF le 14 juin.** – La CGT a annoncé une journée nationale d'action le 14 juin pour protester contre la perte du pouvoir d'achat de 5 % depuis 1982, la réduction des effectifs, ainsi que la *« dénationalisation rampante »* que représente le recours croissant à la sous-traitance.

AGRICULTURE

Les chambres d'agriculture présentent leur projet pour le troisième millénaire

L'assemblée permanente des chambres d'agriculture se projette dans l'avenir. Signe des temps : après les responsables de l'économie sociale agricole, après le CNJA, les chambres d'agriculture reconnaissent qu'une adaptation à la crise que connaît la paysannerie est nécessaire. Elles admettent aussi – en période électorale ce n'est pas négligeable – que la contrainte financière sera permanente, quel que soit le pouvoir politique.

Leurs propositions, fondées sur un questionnaire envoyé le 15 janvier dernier et auquel quatre-vingt-cinq chambres ont répondu, s'ouvrent sur deux rejets : refus d'une agriculture administrée où les biens à produire seraient répartis entre les exploitantations ; refus d'une agriculture libérale. L'APCA se prononce en revanche pour une voie médiane qui associe *« l'économie et le social »*, tout en les différenciant, le second n'étant que le fils du premier.

Révolution culturelle

Dans cette projection sur le troisième millénaire, l'APCA distingue trois types d'exploitation :

● Les entreprises agricoles diversifiées dans leur objet et leurs structures, libérées de certaines contraintes, profitant d'une fiscalité incitative. Une partie de ces exploitations seulement, en fait 15 % du total des fermes, mettront, en l'an 2000, sur le marché de 80 % à 90 % de la production commercialisée. Cette partie-là sera en prise directe avec les contraintes géopolitiques : volonté politique de la CEE, rôle des grands pays exportateurs, besoins des pays de l'Est, développement du tiers-monde.

● Les exploitations à handicap naturel : au nom du service rendu à l'aménagement du territoire et à l'emploi, elles devront être maintenues et avantagées par des primes ;

● Les exploitations non compétitives : pour les mêmes raisons, elles devraient bénéficier, selon l'APCA, d'aides directes.

Le document oscille en permanence entre les deux écueils qu'il récusait d'entrée, le libéralisme et le recours à l'Etat. Le compromis souhaité n'est pas neuf, et il n'y en a sans doute pas d'autre possible. *« Le marché*, est-il indiqué, *est l'élément directeur d'une politique économique agricole mais dans un cadre organisé. »*

Faisant, elles aussi, leur révolution culturelle, les chambres d'agriculture critiquent, timidement certes, la garantie des prix accordée par les règlements européens à des volumes illimités de produits et reconnaissent qu'il faut les adapter au marché.

L'APCA est favorable au développement des productions dites secondaires (par exemple, il faudrait, pour couvrir la demande, 27 000 hectares de noisetiers et d'amandiers : il n'y en a que 3 000), à l'instauration d'un registre de l'agriculture, à la pluri-activité (avec de sérieuses réserves), à l'arrivée dans la profession de jeunes non issus du milieu agricole. Elle se prononce pour le financement partiel des exportations par les producteurs au-delà de certains seuils, les sommes ainsi épargnées sur les budgets national et européen devant être affectées aux investissements productifs tels que l'enseignement, la formation et la recherche.

Elle propose également de supprimer le système actuel des quotas laitiers par des quotas d'intervention sur le beurre et la poudre de lait ou par des réductions de prix garanties au-delà de certains volumes.

Tout n'est pas de la même veine dans ce document, qui reprend des propositions déjà anciennes, comme le retour au principe de la politique agricole commune (notamment la préférence communautaire avec une taxation des matières grasses importées) et le recours aux ressources propres en protéines notamment pour réduire les importations.

Bien que les mots ne soient pas employés, l'APCA propose en fait un modèle de société agricole duale, avec, d'une part, des entreprises soumises à la loi du marché, un marché certes « organisé » notamment grâce à la concentration des crédits à l'exportation sur certaines filières, avec, d'autre part, des exploitations relevant de la solidarité nationale.

J. G.

SOCIAL

Le développement de l'économie sociale

Un vaste secteur encore méconnu

Située à mi-chemin entre l'économie de marché et le secteur public, l'économie sociale regroupe aujourd'hui 35 % du marché national de l'assurance, 40 % de l'épargne, 30 % de l'agro-alimentaire et, autre exemple, 50 % de la pêche artisanale et industrielle. Héritée des courants philosophiques incarnés notamment par Proudhon, Jaurès, Fourier et Charles Gide, elle englobe des coopératives d'usagers (consommateurs), d'entrepreneurs individuels (artisans), d'associations gestionnaires de tourisme social, d'œuvres sanitaires, éducatives, sociales... assorties de statuts très divers.

De création récente – il est né le 10 mars 1983 – dans un domaine aux contours souvent trop flous (le tiers secteur qui englobe les coopératives, les sociétés mutualistes et les associations gestionnaires), l'Institut de développement de l'économie sociale (IDES) en est encore à « *essuyer les plâtres* ». Rien que de très normal, après tout, pour un organisme constitué de toutes pièces par les pouvoirs publics et par les financiers de l'économie sociale afin de remédier au problème de fonds propres que connaissent les entreprises de ce secteur. Avec, « *en échange* », la tentation évidente – tout au moins au moment de la création de l'IDES – de lui « *confier* » quelques dossiers de canards boiteux...

Résultat : pour son premier exercice d'une durée exceptionnelle de vingt et un mois (du 10 mars 1983 au 31 décembre 1984), l'Institut affichait une perte de 5,2 millions de francs après constitution de 8,7 millions de francs de provisions, dont 2,35 millions de francs concernent deux entreprises ayant déposé leur bilan (Japy-Marne et Elastométal). Compte tenu des engagements souscrits par l'IDES (25 millions de francs dans une trentaine d'entreprises employant au total près de 2 000 personnes, sur un montant d'investissements avoisinant les 60 millions de francs), le « *taux de casse* » n'est guère supérieur à celui des secteurs économiques « *traditionnels* » où l'on pratique également ce métier à haut risque.

« *Le montant des provisions passés montre à l'évidence la nécessité, d'une part d'un ralentissement de l'activité de nos engagements, d'autre part d'un approfondissement de notre suivi des entreprises dans lesquelles nous avons investi ; enfin d'une plus grande sélectivité dans les concours* », concède M. Jacques Vandier, président de l'IDES.

« *Mais nous serons bénéficiaires en 1985 et l'année suivante également* », assure d'ores et déjà M. François Soulage, directeur général de l'IDES, en présentant le *bilan de l'action* de cet organisme depuis sa création et les orientations qu'il compte prendre à l'avenir. Une occasion de justifier au passage l'existence et la rentabilité de ce vaste domaine encore méconnu.

Insuffisance de fonds propres

Aujourd'hui, le « *troisième secteur* » emploie plus d'un million de salariés (voir tableau) et concerne, directement ou non, quelque vingt-cinq millions de personnes. Au-delà de la diversité qui caractérise l'économie sociale, justifiant les difficultés rencontrées lorsqu'il s'agit d'évaluer son poids économique, les entreprises de ce secteur se heurtent, de même que les PME et PMI, à une nette insuffisance de fonds propres. « *Il fallait adapter au monde de l'économie sociale les instruments dont disposent les PME traditionnelles afin de remédier à ce problème de sous-capitalisation.* »

Considéré comme l'une des étapes d'une vaste entreprise de remise à neuf de l'économie sociale qui dispose à présent de sa première loi, celle du 20 juillet 1983, l'IDES a été constitué à cet effet. Son capital, initialement fixé à 52,7 millions de francs, a été porté à 82,1 millions en janvier 1985. A cette occasion, deux nouveaux partenaires, le groupe de la Caisse des dépôts (englobant le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance) et cinq sociétés mutualistes adhérentes de la Fédération nationale de la mutualité française ont apporté leur concours (respectivement fixé à 5 et 6,5 millions de francs). Ils viennent ainsi conforter un tour de table où l'on retrouve les banques coopératives, à l'exclusion du Crédit agricole, les mutuelles d'assurances sans intermédiaire et d'autres mouvements du tiers secteur détenant jusqu'ici, au total, quelque 70 % du capital de l'IDES. Le solde, soit 30 %, reste aux mains de l'Etat, qui a participé, dès le départ, à la fondation de l'organisme.

Celui-ci dispose d'une société financière d'innovation (SFI), baptisée SOFINES, chargée des opérations en capital-risque proprement dit. Le décret du 7 mars 1985 ayant autorisé les SFI à souscrire à des émissions de titres participatifs, SOFINES, seule société financière d'innovation de l'économie sociale, a ainsi élargi le champ de ses interventions. Elle pourra dorénavant utiliser cet instrument financier pour intervenir auprès des coopératives de production (SCOP) innovantes, et remédier au problème soulevé par M. Soulage lors d'une table ronde consacrée à l'économie sociale (1).

PLUS D'UN MILLION DE SALARIÉS

Secteur d'activité	Nombre de sociétaires	Nombre de salariés	Grandeurs significatives
Coopératives ouvrières de production ..	14 989	34 254	C.A. : 6,6 milliards (1981)
Coopératives de consommateurs	1 185 000 (actifs)	44 000	C.A. : 21,7 milliards (1981)
Coopératives de logements (HLM) ...	211 600	2 320	CA : coop. de prod. 1,3 milliard, 3 460 construits en 1980
Coopératives maritimes	23 000	3 000	CA : 800 M
Coop. de commerçants détaillants	22 500	4 100	CA : 34,9 milliards (1980)
Coopératives d'artisans	50 000	5 000	
Coopératives de transporteurs		2 300	CA : 630 millions (1980)
Coopératives agricoles	2 000 000	130 000	CA : 147 milliards (1981) (coop. + de 10 salariés)
Mutualité agricole			6,2 milliards d'encaissements des cotisations en 1981
Assurances mutuelles agricoles	3 000 000	30 000	
Mutualité sociale agricole	6 000 000 de ressortis.		Dépenses de protection sociale 1982 : 77,4 milliards
Crédit agricole	3 500 000	68 000	Bilan consolidé 31-12-82 : 662 milliards
Crédit mutuel	3 100 000	15 000	Bilan : 53 milliards
Crédit coopératif	10 000	800	Bilan : 7,7 milliards
Groupes des banques populaires	706 000	26 500	Bilan consolidé : 90 milliards
Crédit maritime	50 000	600	1,7 milliard
Mutualité	30 000 000	45 000	18 milliards (1981)
Assurances mutuelles	4 500 000	12 000	9 milliards
Associations	20 000 000	600 000	

Source : Délégation interministérielle à l'économie sociale.

« *Je pense qu'il est urgent que nous ayons accès à tous les systèmes de financement de la place pour obtenir les 15 ou 20 millions de francs en fonds propres nécessaires à certaines grosses coopératives* », estimait-il, en soulignant le « *problème spécifique des SCOP.* »

Depuis sa création, l'IDES, qui gère le Fonds de garantie de l'économie sociale dans le cadre d'une convention signée entre l'Etat et la SOFARIS (Société française pour l'assurance du capital-risque des PME), a épaulé des entreprises de nature et d'importance très diverses. C'est ainsi que l'on retrouve dans son portefeuille, parmi d'autres sociétés moins connues, les célèbres industries de Palente (LIP), la coopérative d'horlogers-bijoutiers CODHOR ou encore COPEDI le numéro trois français de la chaussure d'enfants. Celle-ci a été récemment transformée de SA en SCOP dans le cadre d'une opération de reprise d'entreprise par ses salariés (RES), inspirée des règles anglo-saxonnes du « *leverage management buy out* » rendues applicables dans l'Hexagone par la loi de juillet 1984 sur le développement de l'initiative économique.

Un « bon bilan »

« *Le véritable problème auquel nous nous heurtons, c'est celui de la liquidité,* reconnaît M. Soulage. *Pour l'instant, quand nous voulons nous retirer d'un investissement effectué généralement sous forme de souscription de titres participatifs, assimilables à de vrais fonds propres ou, accessoirement, d'apports en comptes courants bloqués, il nous faut établir une convention de reprise de cette participation par les sociétaires de l'entreprise* ». L'autre écueil, beaucoup plus politique, celui-là, réside dans quelques « *dossiers empoisonnés* » que l'on serait trop content de confier à l'IDES pour résoudre un problème social. En dépit des incitations pressantes des pouvoirs publics, l'institut a refusé de s'engager dans Manufrance et, plus récemment, dans les Ateliers roannais de construction textile (ARCT), actuellement confrontés à une sérieuse menace de dépôt de bilan (*le Monde* du 11 mai).

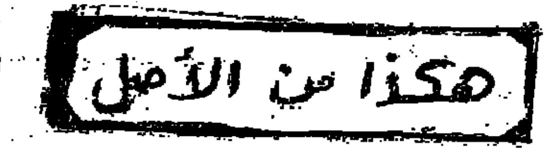
Mais l'interventionnisme a parfois le bras long, et les dirigeants actuels de l'IDES ont encore en mémoire – et en travers de la gorge – l'engagement pris personnellement en février 1983 – avant la création officielle de l'institut – par le ministre de l'industrie de l'époque, M. Jean-Pierre Chevènement, en faveur de LIP. Trois mois plus tard, l'IDES inscrivait à son bilan les 2 millions de francs de fonds propres (sur un total de 4 millions) consentis à ce qui fut longtemps l'un des symboles de la gauche autogestionnaire sans avoir obtenu l'aval du traditionnel comité des engagements.

A présent, l'Institut de développement de l'économie sociale veut pouvoir brandir « *un bon bilan* » au seul profit de « *ceux qui n'ont pas accès à la cote, au marché boursier* ». Tout en administrant la preuve qu'il *est possible de concilier ce qui est* apparu trop souvent comme antinomique : *l'économique et le social.* « *Hier, c'était une idée marginale, aujourd'hui, c'est une nécessité* », affirmait en octobre 1981, M. Michel Rocard, alors ministre du Plan et de l'aménagement du territoire.

Depuis, la réflexion des pouvoirs publics s'est poursuivie dans le même sens. Encouragée en cela par les exemples empruntés à l'étranger. « *En Italie, il y a actuellement 600 000 coopérateurs répartis dans trois associations. Depuis la fin du régime franquiste, 12 000 coopératives sont nées en sept ans en Espagne* », rappelle M. Jean Gatel, secrétaire d'État à l'économie sociale et au développement local (1). En Grande-Bretagne, en plein régime conservateur, mille entreprises de coopératives de production sont nées en quatre ans, et on assiste aux États-Unis à l'émergence d'un « *capitalisme social* » avec l'existence de cinq mille ESOP (Employee Stock Ownership Plan). Si les formes changent d'un pays à l'autre, on retrouve cependant les mêmes valeurs – responsabilité, solidarité et innovation, – à l'origine du « *comportement entrepreneurial de l'économie sociale* ».

SERGE MARTI.

(1) *Investir* du 13 mai 1985.



TRANSPORTS

Le gouvernement britannique décide l'extension de l'aéroport de Stansted, près de Londres

De notre correspondant

Londres. – Le gouvernement a enfin mis un terme au long débat qui, depuis près de vingt ans, paralyse le développement des aéroports de Londres. Malgré une forte opposition qui divisait le Parti conservateur, le cabinet de Mme Thatcher s'est prononcé pour l'extension des installations de Stansted, actuellement sous-employées.

Situé au nord-est de la capitale, nettement en dehors de l'agglomération, l'aérodrome de Stansted accueille, pour le moment, 500 000 passagers par an, mais a une capacité de 2 millions. Celle-ci, selon le projet annoncé le 5 juin à la Chambre des communes, devrait être portée à 8 millions en 1995 et plus tard à 15 millions, voire davantage. Cette décision est conforme aux recommandations faites à la fin de l'année dernière par une commission d'études dont le rapport avait soulevé de vives et multiples protestations (*le Monde* du 13 décembre 1984).

En janvier, plusieurs dizaines de députés conservateurs s'étaient « rebellés » et s'étaient joints à l'opposition travailliste pour repousser un premier projet d'agrandissement de Stansted. Ils étaient, comme les dirigeants de la compagnie British Airways, favorables à la création d'une cinquième aérogare à Heathrow bien que cet aéroport, enclavé dans la proche banlieue et causant des nuisances dans toute la ville, soit surchargé avec un trafic record de 30 millions de passagers par an qui sera encore augmenté par l'ouverture prochaine d'une quatrième aérogare.

Le ministre des transports, M. Nicholas Ridley, a déclaré que le gouvernement avait l'intention de « geler » le projet du cinquième « terminal », mais il a fait une concession à ses contradicteurs au sein de son parti en indiquant qu'il renonçait à limiter à 275 000 par an le nombre des mouvements d'avions sur la plate-forme d'Heathrow. Par ailleurs, M. Ridley a annoncé, comme prévu, la privatisation de la British Airport Authority, l'organisme qui gère les principaux aéroports du pays.

F. C.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Les entreprises intermédiaires au Journal officiel.** – Les modalités de l'aide de l'Etat pour les entreprises intermédiaires sont précisées par un décret publié au *Journal officiel* du 9 juin. Les commissaires de la République pourront conclure des conventions prévoyant un concours financier de l'Etat avec les entreprises intermédiaires dont le but est d'employer des jeunes en difficulté de dix-huit à vingt-cinq ans. Embauchés avec des contrats à durée déterminée, les jeunes doivent recevoir *« un soutien effectif en vue de leur insertion professionnelle »* de la part de ces entreprises qui doivent préserver des *« garanties de viabilité économique »*.

● **Darty : bénéfice en hausse de 17,2 %.** – Le groupe Darty, premier distributeur français de produits électroménagers, vient d'annoncer, dans une lettre à ses actionnaires, que le bénéfice consolidé réalisé en 1984 avait atteint 131,4 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 4,3 milliards de francs. La progression du bénéfice par rapport à 1983 est de 17,2 % alors que la progression des ventes est de 7,5 %.

Social

● **M. Delebarre est favorable à des activités pour les préretraités.** – Interrogé par l'hebdomadaire *le Point* sur la situation des préretraités, M. Michel Delebarre, ministre du travail, estime qu' *« on ne peut pas interdire à quelqu'un qui a cinquante-cinq ans et a été actif toute sa vie de participer à une activité qui est du domaine de l'intérêt général »*. Parmi les possibilités, il envisage *« l'encadrement des jeunes en TUC »* par ceux qui ont *« une grande expérience professionnelle »* ou d'associer les préretraités *« au formidable effort de formation professionnelle »* en leur demandant d'intervenir *« en soutien du pédagogue »*. *« Défrayer le préretraité qui participerait à l'encadrement de TUC ou à une équipe pédagogique me paraît naturel »*, ajoute M. Delebarre.

LICENCIEMENT D'UN STEWARD QUI-NE-SOURIAIT-JAMAIS

Jugé trop peu souriant par la compagnie aérienne américaine qui l'employait, un steward avait été remercié. Il a saisi le tribunal pour que celui-ci déclare ce motif insuffisant. Le juge ne l'a pas suivi. Il a même déclaré, le 7 juin, que la physionomie amicale du personnel navigant était déterminante dans la concurrence acharnée que se livrent les compagnies aériennes. Le steward-qui-ne-souriait-jamais causait un préjudice commercial à son employeur. – (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA RADIOTECHNIQUE

L'assemblée générale ordinaire de LA RADIOTECHNIQUE s'est tenue le 6 juin 1985 sous la présidence M. Jean-Louis PILLIARD, et a approuvé les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1984, qui font apparaître *un résultat net déficitaire de 45,9 millions de francs* après enregistrement de la créance de report en arrière des déficits d'un montant de 26,6 millions de francs.

Il a été décidé d'une part de prélever 50 millions de francs sur la réserve de prévoyance comprise dans le poste autres réserves, et d'y imputer les pertes de l'exercice 1984, d'autre part d'utiliser le report à nouveau de 35 millions de francs pour distribuer à chacune des 310 000 actions composant le capital social *un dividende de 15 F* auquel s'ajoutera, dans les conditions prévues par la *réglementation en vigueur, l'impôt payé* d'avance au Trésor (avoir fiscal) de 7,50 F portant le revenu global par action à 22,50 francs. Le dividende sera mis en paiement à compter du 28 juin 1985.

Commentant ces résultats, le Président a rappelé que le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du groupe LA RADIOTECHNIQUE s'est élevé en 1984 à 5 975,30 millions de francs, en progression de 10,7 % par rapport à l'exercice précédent. Quant à la marge brute d'autofinancement du groupe, elle s'élève à 212 millions de francs (sans tenir compte de la créance de 26,6 millions de francs relative au report en arrière du déficit) contre 215 millions de francs l'année précédente.

Dans son allocution, le Président, après avoir évoqué l'environnement concurrentiel *exigeant auquel se trouve* confrontée l'industrie électronique, a *tracé les grandes lignes d'une éventuelle* redéfinition des relations industrielles et commerciales de LA RADIOTECHNIQUE avec ces deux sociétés amies et clientes que sont la S. A. Philips Industrielle et Commerciale et Schneider Radio-Télévision.

Dans une telle hypothèse, LA RADIOTECHNIQUE adopterait une structure de société holding. Elle détiendrait une participation majoritaire dans une importante société spécialisée dans l'Audiovisuel Grand Public et la Télématique Individuelle et Domestique ainsi que des intérêts substantiels dans une société de l'Electronique semi-professionnelle et institutionnelle. Elle aurait d'autre part une participation minoritaire dans le secteur de l'Electroménager. *Simultanément, LA RADIOTECHNIQUE* pourrait, dans le secteur *des composants électroniques*, céder à la Compagnie Française Philips la majorité du capital de RTC La Radiotechnique-Compelec tout en conservant un intérêt notable dans cette dernière société.

SOPAGRI

Le conseil d'administration de la société, réuni le 25 avril 1985, a pris *acte de la décision de M. Michel Bon*, son Président, ancien directeur général adjoint de la Caisse nationale de Crédit agricole, de démissionner de ses fonctions à la suite de son départ du Crédit agricole.

Après avoir remercié M. Bon pour l'action qu'il a menée à l'occasion de la prise de contrôle de Foullon-Coppelia, devenue Sopagri, par Union d'études et d'investissements et divers institutionnels, le Conseil a élu à sa présidence M. Michel Horps, par ailleurs directeur *général d'Union d'études et d'investissements*, actionnaire majoritaire, qui a *également contribué dès l'origine* à la nouvelle orientation de la société.

Le Conseil a ensuite arrêté les comptes de l'exercice 1984. Le total du bilan s'élève à 254,6 millions de francs. Avant impôts, amortissements et provisions, le résultat s'élève à 4.744.301 F. Après déduction de l'ensemble des amortissements et provisions, le résultat se solde par une perte de 976 659 F. Cette perte s'explique par les charges exceptionnelles de cet exercice de transition, et notamment par la provision totale qu'il a été jugé prudent de constituer sur Confiserie chocolaterie d'Annecy *(qui avait recueilli l'ensemble* de l'activité industrielle de Foullon-Coppelia, ancienne dénomination de Sopagri), dont l'activité future n'aura plus aucune influence sur les résultats de la société.

Le Conseil a ensuite décidé de convoquer l'Assemblée générale des actionnaires de Sopagri pour le 24 juin 1985 à 17 h 30 au siège de la société.

Enfin le Conseil a approuvé le projet d'investissement dans la société Virbac, à concurrence de 10 % du capital de cette société.

Virbac, entreprise française de produits vétérinaires, introduite au second marché de la Bourse de Paris le 4 juin 1985, a été créée en 1969, et a connu depuis lors un développement remarquable, lui permettant de réaliser un chiffre d'affaires consolidé de 300 millions de francs en 1984, et un bénéfice d'environ 16 millions de francs.

Outre Virbac, Sopagri détient aujourd'hui essentiellement des participations dans Générale Biscuit (3e groupe biscuitier mondial), Guyomarc'h (leader de l'alimentation animale, cotée sur le second marché) et Pomona (1er distributeur de fruits et légumes français).

En 1985, Sopagri poursuivra sa politique d'interventions significatives en fonds propres au bénéfice d'entreprises performantes du secteur agro-alimentaire, permettant ainsi d'associer le public et les investisseurs institutionnels au développement de ce secteur.

VICAT

Pour 1985, distribution d'un dividende net de 16,50 F par action après approbation des comptes le 5 juin

Le 5 juin 1985, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie au *siège social, a approuvé les comptes* de l'exercice clos le 31 décembre 1984.

Pour la dixième année consécutive, l'activité cimentière subit une récession *en volume dont le rythme, qui s'établissait* à 2 % par an, s'est accéléré brusque*ment au cours des trois dernières an*nées, atteignant en moyenne un taux de décroissance *multiplié par quatre*.

A l'instar de la profession, la société *s'est attachée à réduire ses coûts et* à développer la productivité. Ainsi, dans les années 80, la conversion aux combustibles solides, pour se soustraire à la dépendance du fuel, a *précédé* une importante campagne de robotisation et d'informatisation des unités de production. En deux ans : 1985-1986, les investissements programmés dépassent 250 millions de francs. Leur niveau est cependant insuffisant pour permettre le renouvellement des installations, situation entretenue par le régime d'encadrement des prix qui aggrave les effets de la récession en faisant régresser les *marges*.

L'augmentation des prix de vente du ciment de 2,5 %, au début de *l'année* 1985, suivie d'une hausse de 2 % au *1er mai, ne parvient* pas à absorber l'accroissement du coût de l'énergie, *élément non maîtrisable du prix de revient* car tributaire du marché international et des parités monétaires.

L'optimisation des conditions de production des liants hydrauliques et l'adjonction *d'activités nouvelles dans* le cadre d'une politique de diversification *sectorielle a permis, en 1984, de réaliser* un chiffre d'affaires de 1 478 272 000 F, *en progression de 10,2 % sur l'exercice* précédent. Les premiers mois de l'année 1985 particulièrement rigoureux et la poursuite de la récession dans le bâtiment et les travaux publics, principal client de VICAT, laissent craindre une chute de près de 7 % du volume des ventes de ciment.

En 1984, l'excédent brut d'exploitation a atteint 319 700 000 F, le résultat brut d'exploitation : 214 750 315 F et la capacité d'autofinancement : 172 578 472 F.

Après, notamment, paiement de l'impôt sur les sociétés de 40 615 658 F, attribution de la participation aux salariés pour 4 520 410 F, dotation aux amortissements pour 122 904 875 F, le résultat net de l'exercice s'est élevé à *40 304 626 F*.

Entérinant la progression d'affectation du résultat, l'assemblée générale, suivant les recommandations gouvernementales, a *décidé la distribution* d'un dividende net le 16,50 F par action, au*quel s'ajoutera l'impôt déjà versé au* Trésor (avoir fiscal), ce qui représente un revenu brut de 24,75 F par action.

Le dividende sera mis en paiement à partir du 1er août 1985.

elf gabon

**Société anonyme au capital de 22 500 000 000 de francs CFA
Siège social : Port-Gentil (Gabon)**

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'Elf Gabon s'est réunie le jeudi 6 juin 1985 dans les bureaux de la société à Libreville, sous la présidence de M. André Tarallo. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1984, qui font apparaître un bénéfice de 41 472 millions de francs CFA et a fixé le dividende de cet exercice à 6 000 F CFA par action (soit 120 FF).

Un acompte de 2 400 F CFA par action (soit 48 FF) ayant été mis en paiement en décembre 1984, le complément de 3 600 F CFA (soit 72 FF), auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 25,92 FF pour ceux qui en bénéficient, sera versé à partir du mardi 18 juin 1985 aux guichets des établissements bancaires suivants, en contrepartie du coupon n° 31 :

– au GABON :
  - Union Gabonaise de Banque.
– en FRANCE :
  - Crédit Lyonnais
  - Banque Nationale de Paris
  - Banque Paribas
  - Banque Vernes et Commerciale de Paris
  - *Crédit Commercial de France*
  - Crédit Industriel et Commercial
  - Crédit du Nord
  - Société Générale.

steria

RÉSULTATS FINANCIERS 1984

Le groupe Steria a réalisé en 1984 un chiffre d'affaires consolidé de 519 millions de francs hors taxes, en croissance de 28 % sur celui de 1983. Ce chiffre d'affaires a été réalisé avec un effectif moyen de 1 410 personnes, soit 6,5 % de plus qu'en 1983.

Cette croissance s'inscrit dans le cadre du plan triennal de développement et de renforcement de l'assise financière du groupe, qui a été réalisé dans tous ses aspects en 1984.

Après l'augmentation de capital en juillet 1984, la situation nette consolidée du groupe s'élève à 49 millions de francs, en croissance de 35 % sur l'année précédente. Les capitaux permanents s'élèvent à 129 millions de francs, en croissance eux-mêmes de 54 %. Les investissements de recherche et développement *prévus dans le plan ont été intégralement réalisés et amortis dans l'exercice. Malgré le poids de ces investissements*, le bénéfice net consolidé ressort à 8,2 millions de francs après comptabilisation d'un impôt de 7,5 millions de francs et de 1,6 millions au titre de la participation du personnel.

Steria, société mère, effectuera en juin 1985 la deuxième augmentation de capital prévue au plan, portant son capital social à 21,5 millions de francs, entièrement souscrite – comme celle de juin 1984 – par les actionnaires actuels :

– SODERI (société holding regroupant les participations du personnel. Comporte actuellement 260 actionnaires tous collaborateurs du groupe.

– NATIO INFORMATIQUE (groupe BNP).

– OFP (groupe Total).

AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

Il sera procédé, du 10 juin 1985 au 18 juillet 1985 inclus, à une enquête sur l'utilité publique du projet de construction de la déviation de Montrejeau, route Nationale, sur le territoire des communes de Montrejeau, Poulat-Taillebourg, Ausson, Clarac, Bordes-de-Rivière, Gourdan-Polignan, Les Tourreilles, Cuguron (Haute-Garonne), Mazères-de-Neste, Saint-Paul, Saint-Laurent-de-Neste (Hautes-Pyrénées).

Les pièces du dossier, à savoir : *le plan de situation*, la notice explicative, les caractéristiques principales des ouvrages les plus *importants, l'appréciation sommaire des dépenses, le plan général* des travaux, l'étude d'impact, ainsi que le registre d'enquête, seront *déposées, les jours ouvrables*, à la *sous-préfecture* de Saint-Gaudens de 9 heures à 11 h 30 et de 14 heures à 17 heures. Des dossiers et *registres subsidiaires seront déposés, pendant la même période*, à la sous-préfecture de Bagnères-de-Bigorre et dans les mairies citées ci-*dessus aux heures d'ouverture des bureaux afin que chacun* puisse en prendre connaissance et consigner ses observations sur le registre.

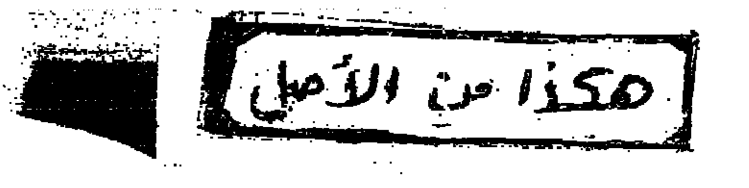
MM. Jean Gouaze, chef de service administratif de préfecture honoraire, 106, avenue des Minimes à Toulouse, Jean Sabadie, ingénieur des travaux *publics de l'Etat honoraire*, 43, rue Maurice-Sarraut, à Saint-Gaudens et Henri Durrieu, ingénieur de travaux *publics de l'Etat honoraire, Labarthe-de-Neste, sont désignés pour* faire partie de la commission d'enquête.

Toutes observations pourront également être adressées par lettre recommandée au président de la commission d'enquête, sous-préfecture, *31800 Saint-Gaudens*.

Les jeudis 13, 20, 27 juin, 4, 11 et 18 juillet 1985 de 10 heures à 11 *h 30*, l'un des membres de la commission d'enquête recevra à la sous-préfecture de Saint-Gaudens (salle de réunion, ancienne gendarmerie) les observations du public.

TARBES, le 24 mai 1985
Pour le Préfet, Commissaire de la République du département des Hautes-Pyrénées,
Par délégation, le Secrétaire général,
Signé : Jacques SANS.

SAINT-GAUDENS, le 24 mai 1985
Pour le Préfet, Commissaire de la République de la région Midi-Pyrénées,
Commissaire de la République du département de la Haute-Garonne,
Par délégation, le Sous-Préfet,
Commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Saint-Gaudens.
Signé : Jean PLANES.



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 30 mai
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	431 796
dont :	
Or	256 912
Disponibilités à vue à l'étranger	83 357
ECU	72 880
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 647
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	26 568
dont :	
Concours au Trésor public	19 520
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	162 654
dont :	
Effets escomptés	86 147
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	74 455
5) DIVERS	13 445
Total	708 921

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	198 107
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	13 354
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	18 941
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	94 725
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	22 129
5) ECU A LIVRER AU FECOM	72 880
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	301 334
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 030
8) DIVERS	6 547
Total	708 921

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984

	31 mai	7 juin
Valeurs franç. à revenu variable	124,9	124,2
Valeurs industrielles	122,7	120,7
Valeurs étrangères	107,5	107,8
Pétrole-Energie	107	98
Chimie	125,8	123,1
Métallurgie, mécanique	152,2	150,6
Electricité, électronique	133,5	131
Bâtiment et matériaux	141,1	140
Ind. de consommation non alimentaire	123,6	122,9
Agro-alimentaire	109,5	109,6
Distribution	125,5	124,9
Transports, loisirs, services	123,5	125,5
Assurances	125,3	134,4
Crédit banque	138,4	140,8
Sicomi	113,1	115,9
Immobilier et foncier	124	125
Investissement et portefeuille	140,3	139
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	103,6	103,4
Emprunts d'Etat	103	102,8
Emprunts garantis et assimilés	104	103,7
Sociétés	103,3	103,5
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable	1950,9	1940
Valeurs étrangères	3397	3406,4
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable	281,5	279,9
Valeurs étrangères	459,5	460,6
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	113,8	113,6
Emprunt d'Etat	113,4	113,1
Emprunts garantis et assimilés	113,9	113,6
Sociétés	114,7	114,9
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	233,1	231,3
Produits de base	192,5	191,1
Construction	169,3	167
Biens d'équipement	237,5	231,7
Biens de consom. durables	231,3	230,5
Biens de consom. non durables	313	313
Biens de consom. alimentaires	263,7	267,9
Services	197	198,3
Sociétés financières	317,8	322,4
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	220,7	221,5
Valeurs industrielles	227,1	222,7
BOURSES REGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	197,7	196,3

LA VIE DES SOCIÉTÉS

WATERMAN. – La restructuration de Waterman, qui est passé ces dernières années par l'abandon de la fabrication de montres et de briquets, a porté ses fruits. Le dernier exercice, clos le 31 mars 1985, a été « superbe », selon Mme Francine Gomez, PDG du groupe. En effet, le bénéfice consolidé de Waterman, second fabricant mondial de stylos à plume, a augmenté de 80,6 % en un an, pour atteindre 13 millions de francs, contre 7,2 millions de francs pour l'exercice 1983-1984. Le résultat courant, lui, a progressé de 135 % à 36 millions, contre 15,4 millions. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 264 millions de francs, soit une hausse de 23,3 %. Le montant du dividende sera augmenté de 22,5 % cette année, pour être porté à 20 F nets par action. Pour l'exercice en cours, Mme Gomez reste optimiste. Elle s'attend à une progression de 8 à 10 % du chiffre d'affaires en France et de 12 à 15 % à l'exportation. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires consolidé pourrait atteindre 270 millions de francs. Quant au bénéfice, il s'élèverait à 13 millions.

BRUXELLES-LAMBERT. – Le deuxième holding financier de Belgique a dégagé, pour 1984, un bénéfice net consolidé de 4,05 milliards de francs belges (600 millions de francs français), en augmentation de 58 %. Le dividende net est fixé à 100 FB (contre 37,5 FB). Les actionnaires ont réélu le baron Lambert à la présidence du conseil d'administration, dans lequel entre, comme administrateur délégué, le Cheik Abdulaziz Abdullah Al-Sulaiman, président du groupe saoudien Rolaco, qui vient de prendre une participation.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	6 juin
Valeurs françaises	125,6
Valeurs étrangères	107,3

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	6 juin	7 juin
Indice général	231,9	231,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 10 juin .... 10 3/16 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	7 juin	10 juin
1 dollar (en yens)		250,20

BOURSE DE PARIS — Comptant — 7 JUIN

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	30 60	2 055
5 %	47 35	1 740
3 % amort. 45-54	71	2 658
Emp. 7 % 1973	8290	..
Emp. 8,80 % 77	119 45	0 386
9,80 % 78/93	97 05	8 887
8,80 % 78/86	97 80	4 292
10,80 % 79/94	99 95	8 196
13,25 % 80/90	106 06	0 182
13,80 % 80/87	106 54	8 885
13,80 % 81/89	109 10	5 444
16,75 % 81/87	112 10	12 436
16,20 % 82/90	118 23	6 480
16 % juin 82	118 72	15 956
E.D.F. 7,8 % 61	145 75	5 690
E.D.F. 14,5 % 80-92	....	0 358
Ch. France 3 %	143	..
CNB Bques janv. 82	102 99	5 190
CNB Paribas	103 75	5 190
CNB Suez	103 75	5 190
CNI janv. 82	102 98	5 190

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	183 80	189 50
A.G.F. (St Cent.)	1950	1890
Amrep	52 80	52
André Roudière	434 80	452 20
Applic. Hydraul.	365 50	370
Arbel	82 50	80
Arnois	1269	1387 d
Avenir Publicité	1075	1070
Bain C. Monaco	420	415
Banania	480	462
Banque Hypoth. Eur.	312 50	300
B.G.L.	261 10	261 10
Blanzy-Ouest	466	484 60
B.N.P. Intercontin.	185	186
Bénédictine	2900	2784
Bon-Marché	266	276 70
Calf	548	550
Cambodge	345	344
C.A.M.E.	150 10	154 90
Campenon Bern.	174	174
Caout. Padang	596	594
Carbone-Lorraine	334	321
Caves Roquefort	1400	1430
C.E.G.Frig.	485	485
C.E.M.	53 90	53 90
Centen. Blanzy	1095	1075
Centrest (Ny)	125	125
Cerabati	44 20	....
C.F.C.	290	278 40
C.F.F. Ferrailles	362	360
C.F.S.	550	541
C.G.V.	320	310
Chambon (M.)	485	483
Chambourcy (M.)	1220	1244 d
Champex (Ny)	143 50	143 90
C.I. Maritime	620	610
Citram (B)	180	186 d
Clause	760	760
Cofradel (Ly)	620	596
Cogifi	375 10	378
Comiphos	236	235
Comp. Lyon-Alem.	360	350
Concorde (La)	550	573 d
C.M.P.	15	15
Crédit (C.F.B.)	316 80	309
Créd. Gén. Ind.	573	560
Cr. Universel (Cie)	880	880
Créditel	155 20	155 10
Darblay S.A.	447 70	450
Darty Act. d. p.	1268	1268
De Dietrich	599	598
Degremont	146 80	151 20
Delalande S.A.	1013	1054
Delmas-Vielj. (Fin.)	829	828
Didot-Bottin	600	600
Dist. Indochine	1490	1450
Drag. Trav. Pub.	160	153 80
Duc-Lamothe	185	183
Eaux Bass. Vichy	1571	....
Eaux Vittel	1350	1390
Economats Centre	620	598
Electro-Banque	350	349
Electro-Financ.	576	592
Ell-Antargaz	315	311
E.L.M. Leblanc	370	380
Enafi-Bretagne	159 90	160
Entrepôts Paris	476 80	480
Epargne (B)	1220	1220
Escaut-Meuse	741	....
Europ. Accumul.	54	52 50
Eternit	1364	1310
Exor	2000	1980
Ferm. Vichy (Ly)	196	180 o
Finalens	192	199 70
FIPP	119 80	117

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Frac	435	460
Focep (Chât. eau)	875	....
Foncière (Cie)	327	323
Fonc. Agache-W.	271	....
Fonc. Lyonnaise	2100	2015
Foncina	302	305
Forges Strasbourg	290	284
Forinter	1095	1095
Fougerolle	85	88 40
France I.A.R.D.	170	185 60 d
France (La)	2168	2253
From. Paul Renard	740	740
GAN	2812	2750
Gaumont	560	583
Gaz et Eaux	1638	1600
Gerry S.A.	465	460
Gér. Arm. Hold.	75 70	73
Gévelot	262 50	268
Gr. Fin. Constr.	280	280 40
Gds Moul. Corbeil	185	187
Gds Moul. Paris	590	586
Groupe Victoire	1660	1680
G. Transp. Ind.	191 10	191 10
H.G.P.	9070	10100 d
Hydro-Energie	320 80	324 90
Hydroc. St-Denis	158 80	152 50
Immindo S.A.	298 80	288 70
Imminvest	231 40	240 60 d
Immobail	405	421
Immobanque	650	652
Immob. Marseille	4350	4380
Immofice	435	435
Industrielle Cie	1788	1788
Invest. (Sté Cent.)	1078	1078
Jaeger	230	225
Lafitte-Bail	425	420
Lambert Frères	68 30	68
La Brosse-Dupont	311	323 50
Lille-Bonnières	459 40	449
Locabail Immob	705	705
Loca-Expansion	330	328
Locafinancière	406 50	405 10
Locatel	311	323
Lordex (Ny)	160	155
Louvre	1160	1150
Machines Bull	49 20	49 20
Magasins Uniprix	189	....
Magnant S.A.	66 30	76 20 d
Maritimes Part.	195	195
Métal Déployé	398	398
M. H.	88 70	92 20
Mors	195	195
Navel Worms	195	192
Navig. (Nat. de)	130	127
Nicolas	470	....
Nobel Bozel	9 30	8 90
OPB Paribas	192	191
Optorg	177	177 50
Origny-Desvroise	185 90	180 30
Palais Nouveauté	510	525
Paris France	247 80	249
Paris-Orléans	168	168
Part. Fin. Gest. Im.	700	700
Pathé-Cinéma	....	....
Piles Wonder	840	805
Piper-Heidsieck	610	585 o
P.L.M.	236	253 d
Porcher	198	203
Providence S.A.	608	584
Publicis	1970	2050
Raff. Souf. R.	194	200
Révillon	555	560
Ricqlès-Zan	220 70	205 50 o
Rochefortaise S.A.	183 20	213 20 d
Rochette-Cenpa	49 50	49
Rosario (Fin.)	246	250
Rougier et Fils	86	87 10
Rousselot S.A.	1430	1440
Sacer	54	52
Sacilor	15 76	23 50 d
SAFAA	318 70	315
Safic-Alcan	388 80	373 20
SAFT	547	700 d
Saunier-Duval	26	25
Saint-Raphaël	86	86
Salins du Midi	356 10	360
Santa-Fé	189	170
Saturn	157	157
Savoisienne (M)	81	....
SCAC	247	250
Senelle Maubeuge	520	531
S.E.P. (M)	207	207
Serv. Equip. Véh.	37	38 50 d
Sicli	78 70	80
Sicotel	340	345
Sintra-Alcatel	565	556
Sinvim	185	184
Siph (Plant. Hévéas)	275	276
SMAC Acieroïd	119	115
Sté Générale (c. inv.)	603	603
Sofal financière	548	563
Soffo	232 60	231
Soficomi	650	642
S.O.F.I.P. (M)	90	....
Sofragi	899	898
Soudure Autog.	161	160
Sovabail	685	672

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Speichim	128	125
S.P.I.	561	570
Spie Batignolles	255	250
Stemi	459 90	460
Taittinger	1400	1399
Testut-Aequitas	552	558
Tour Eiffel	380 60	372
Ufiner S.M.D.	97 50	....
Ugimo	321	332
Ugine Gueugnon	52 50	54 10
Unibail	725	727
Unidel	130	130
U.A.P.	3830	3830
Union Brasseries	150	189
Un. Imm. France	408	405
Un. Ind. Crédit	578	601
Usinor	7 10	6 60
U.T.A.	681	700
Vicat	340	340
Virax	125	128
Waterman S.A.	423	440
Brass. du Maroc	163	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	470	....
Akzo	318	....
Alcan Alum	232	230 c
Algemeine Bank	1320	1320
American Brands	709	681
Am. Petrofina	560	....
Arbed	250	250
Asturienne Mines	120 10	....
Bco Pop Espanol	98	98
Banque Ottomane	1040	....
B. Régl. Internat.	31500	31500
Barlow Rand	57	57
Blyvoor	70	70
Bowater	32 50	....
Br. Lambert	290	300 10
Caland Holdings	98	100
Canadian-Pacific	463 80	464 80
Commerzbank	570	....
Dart. and Kraft	1051	1051
De Beers (port.)	51 20	....
Dow Chemical	334	331
Dresdner Bank	780	768
Finoutremer	250	255
Gén. Belgique	314	311
Gevaert	545	575
Glaxo	160 10	....
Goodyear	287	....
Grace and Co	439	....
Gulf Oil Canada	126	126
Hartebeest	51 10	....
Honeywell Inc.	595	600
Hoogoven	157	163 20
I. C. Industries	330	340
Int. Min. Chem	400	....
Johannesburg	970	1010
Kubota	12 55	12 60
Latonia	257	268
Mannesmann	510	....
Marks-Spencer	17	....
Midland Bank Plc	45 90	48 30
Mineral-Ressourc.	87 45	91 50
Noranda	115 80	120 30
Olivetti	30 20	31
Pakhoed Holding	178	181
Pfizer Inc.	486	497
Pirelli	13 80	....
Procter Gamble	525	541
Ricoh Cy Ltd	35 10	36 40
Rolinco	197 40	198
Robeco	215	215 40
Rodamco	397 20	398 20
Shell fr. (port.)	87 80	....
S.K.F. Aktiebolag	220	....
Sperry Rand	510	500
Steel Cy of Can.	149 90	141 20
Stilfontein	79 90	....
Swd. Allumettes	220	....
Tenneco	410	....
Thorn EMI	56	....
Thyssen c. 1 000	290	....
Toray indust. inc	18 15	18 20
Vieille Montagne	890	866
Wagons-Lits	590	595
West Rand	44 90	45

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1750	1756
Calberson	342	347 50
C.A.P. Gemini Sogeti	....	....
C.D.M.E.	740	740
C. Equip. Elect.	302	300
C. Occid. Forestière	162	182
Dafsa	270	270
Dauphin O.T.A.	2000	2000
Elect. S. Dassault	864	865
Filipacchi	615	600
Guy Degrenne	710	718
Marlin Immobilier	335	330
Métallurg. Minière	244	246
M.M.B	468 20	467
Navale-Delmas	449	444
Om. Gest. Fin.	306	303
Petit Bateau	322	330
Petrofigaz	690	694
Pochet	1740	1810
Poron	326	320
S.C.G.P.M.	310	312
S.E.P.	775	852
Sofibus	226	227
Sovac	960	950

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	257	....
Borie	295	295
Cellulose du Pin	117 10	117 50
C.G.M.	....	....
Cochery	56	....
C. Sabl. Seine	110	....
Coparex	499	495
La Mure	61 10	61 10
Mic	201	....
Pronuptia	135	....
Ripolin	36 10	....
Rorento N.V.	131 70	131 90
S.P.R.	140	138
Thann et Mulhouse	97	100
Ufinex	368	352 50

SICAV 7/6

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	298 02	284 51
Actions-Investiss.	285 40	272 46
Actions sélectives	425 80	406 49
Aedificandi	443 31	423 21
A.G.F. 5000	307 64	293 69
Agfimo	463 45	442 43
A.G.F. Interfonds	370 07	353 29
Altefi	214 71	204 97
A.L.T.O.	182 91	174 62
Amérique Gestion	489 79	449 48
A.M.I.	246 93	235 73
Argonautes	277 90	265 30
Assoc. St-Honoré	12580 23	12517 64
Associc	23070 69	23070 69
Bourse-Investiss.	341 33	325 85
Bred Associations	2351 50	2344 47
Capital Plus	1438 58	1438 58
Columbia (ex W.L.)	745 47	711 87
Convertimmo	315 07	302 95
Cortal court terme	10865 77	10865 77
Cortexa	942 47	899 73
Credinter	388 15	370 56
Croiss. Immobil.	448 19	427 87
Déméter	12242 64	12242 64
Drouot-France	418 61	399 63
Drouot-Investiss.	794 34	758 32
Drouot-Sécurité	196 50	187 59
Drouot-Sélection	129 66	123 78
Energie	241 58	230 63 ♦
Eparcic	59086 72	57950 82
Epercourt Sicav	6990 18	6972 75
Epargne Associations	23071 41	23002 40
Epargne-Capital	6526 26	6461 84
Epargne-Croiss.	1400 38	1336 86
Epargne-Industr.	507 60	484 58
Epargne-Inter	624 95	596 61
Epargne-Long-Terme	1232 08	1176 21
Epargne-Oblig.	182 13	173 87
Epargne-Unie	964 63	920 89
Epargne-Valeur	360 82	344 46
Eparoblig	1185 99	1183 62
Eurocic	8628 28	8237 02
Euro-Croissance	435 28	415 54
Europe Investiss.	1267 87	1210 19
Financière Plus	21403 15	21360 43 ♦
Foncier Investiss.	789 68	763 87
Foncival	193 43	184 66
France-Garantie	283 98	278 41
France-Investiss.	465 67	444 55
France-Net	112 62	110 09
France-Obligations	393 97	388 15
Francic	289 99	276 84
Fructidor	237 97	227 18
Fructifrance	514 95	491 60

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Fructivar	68916 88	68745 02
Fructi-Associations	1155 03	1152 72
Fructi-Première	11774 88	11600 87
Gestilion	62088 95	61934 11
Gestion Associations	123 97	120 95
Gestion Mobilière	587 31	560 68
Gest. Rendement	467 10	445 92
Gest. Sél. France	480 27	458 49
Haussmann-Epargne	1114 46	1114 46
Haussmann Oblig.	1324 17	1264 12
Horizon	875 21	849 72
I.M.S.I.	456 03	435 35
Indo-Suez Valeurs	644 62	615 39
Ind. française	12598 93	12351 89 ♦
Interoblig.	10803 89	10388 36
Intersélect France	335 36	320 15
Intervaleurs Indust.	463 42	442 41
Invest. net	12411 92	12387 15
Invest. Obligataire	14677 39	14548 09
Invest. Placements	837 14	799 18
Japacic	123 03	117 45
Laffitte-crt-terme	115265 74	115265 74
Laffitte-Expansion	685 47	654 39
Laffitte-France	240 81	229 87
Laffitte-Japon	229 76	219 34
Laffitte-Oblig.	142 24	135 79
Laffitte-Placements	115011 55	114896 65
Laffitte-Rend.	191 98	183 27
Laffitte-Tokyo	936 61	894 14
Lion-Associations	11370 88	11370 88
Lion-Institutionnels	22611 52	22555 13
Lionplus	60286 13	59869 44
Livret portefeuille	499 93	485 37
Mondiale Investissem.	355 29	355 29
Monacic	58575 84	58575 84
Multi-Obligations	436 64	416 84
Mutuelle Unie Sél.	115 64	110 40
Natio.-Assoc.	6330 34	6317 70
Natio.-Epargne	12731 05	12606
Natio.-Inter.	940 05	897 42
Natio.-Obligations	472 03	450 63
Natio.-Patrimoine	1058 43	1030 10
Natio.-Placements	61954 47	61954 47
Natio.-Valeurs	551 98	526 93
Nord-Sud Développ.	1049 37	1047 28
Oblicoop Sicav	1174 16	1151 14
Oblifice	1153 11	1100 82
Orient-Gestion	116 61	111 32
Pareurope	638 62	609 57
Paribas Epargne	13334 25	13281 13
Paribas Gestion	559 96	534 56
Pacosse-Valor	1012 86	1011 86

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Patrimoine-Retraite	1365 46	1338 69
Phenix Placements	239 67	238 48
Pierre Investiss.	523 49	499 75
Placement crt-terme	59941 85	59941 85
P.M.E. St-Honoré	312 19	298 03
Prov'Association	20339 88	20339 88
Province Investiss.	338 84	338 84
Rentacic	156	153 69
Revenus Trimestriels	5502 48	5421 16
Revenu Vert	1040 61	1040 61
St-Honoré Pacifique	407 75	389 26
St-Honoré Rendement	11456 81	11399 81
St-Honoré Technol.	659 83	629 91
Sécuricic	10018 10	10008 09
Sécur. Mobilière	403 31	385 02
Sél.court terme	11483 29	11397 81
Sélec. Mobil. Div.	348 40	339 90
Sélection-Rendem.	175 19	170 92
Sélect. Val. Franç.	238 55	227 73
Séquanaise Associat.	57168 55	57168 55
Séquan. court terme	57301 58	57301 58
Séquan. Oblicroiss.	54024 58	54024 58
Sacaden (Caisses BP)	683 08	672 99
Sicav-Associations	1220 09	1217 65
S.F.I. fr. et étr.	480 15	458 38
Sicavimmo	610 66	582 97
Sicav 5000	249 50	238 19
Sivalrance	404 73	386 38
Sivam	336 73	321 46
Silvarente	216 82	206 99
Silvinter	348 59	332 78
S.I.-Est	1123 04	1072 11
S.I.G.	814 79	777 49
S.N.I.	1080 12	1031 14
Solinvest	467 20	446 01
Sogepargne	360 34	347 32
Sogevar	889 48	849 15
Sogintar	1123 05	1072 12
Soleil Investis.	426 93	407 57 ♦
Technocic	1132 09	1080 75
U.A.P. Investiss.	363 39	346 91
Uni-Associations	110 75	110 75
Unifrance	313 51	299 29
Unifoncier	886 45	846 25
Uni-Garantie	1263 36	1237 38
Uniges	704 67	672 72
Uni-Japon	1101 08	1051 15
Uni-Régions	1917 57	1830 62
Unirente	1855 83	1794 81
Univar	154 21	154 21
Univers-Obligations	1183 99	1125 72
Valorem	409 20	390 64
Valorg	1288 39	1287 10
Valrest	68936 19	68867 32

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ♦ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1830	4,5 % 1973	1614	1610	1618	+ 0 24
....	B.N.P.	1040	1041	1041	+ 0 09
....	C.C.F.	975	978	978	+ 0 30
4383	C.N.E. 3 %	4260	4251	4260	....
1500	Electricité T.P.	1534	1533	1533	– 0 06
1069	Renault T.P.	1084	1085	1085	+ 0 09
1691	Rhone-Poul. T.P.	1683	1681	1681	– 0 11
1248	St-Gobain T.P.	1250	1247	1247	– 0 24
1271	Thomson T.P.	1272	1267	1267	– 0 39
280	Accor	295	290	290	– 1 69
600	Agence Havas	650	655	655	+ 0 76
640	Air Liquide	660	664	664	+ 0 60
845	Als. Superm.	850	850	850	....
143	A.L.S.P.I.	169 90	169 90	169 90	+ 0 05
305	Alsthom-Atl.	333	335	335	+ 0 60
195	Applic. gaz	204	202	200	– 1 96
1120	Arjom. Prioux	1110	1057	1060	– 4 50
....	Aussedat-Rey	108 20	107 60	107	– 1 10
980	Aux. Entrepr.	971	970	965	– 0 61
1410	Av. Dass.-Br.	1440	1420	1428	– 0 83
370	Bail-Equipem.	401	408	408	+ 1 74
775	Bail-Investiss.	805	802	802	– 0 37
615	Cie Bancaire	670	670	673	+ 0 44
275	Bazar H.-V.	315	313	313	– 0 63
285	Béghin-Say	270 50	270 10	270 10	– 0 14
550	Bic	584	585	583	– 0 17
430	B.I.S.	568	555	549	– 3 34
1150	Biscuit (Géné.)	1400	1359	1357	– 3 07
1910	Bongrain S.A.	2045	2035	2035	– 0 48
830	Bouygues	858	858	863	– 0 58
2480	B.S.N.	2614	2620	2620	+ 0 22
2180	Carrefour	2281	2270	2275	– 0 26
985	Casino	1035	1025	1025	– 0 96
805	Cedis	800	800	800	....
715	Cetelem	745	745	745	....
940	C.F.A.O.	1010	1000	1005	– 0 49
153	C.F.D.E.	195	187	190	– 2 56
825	C.G.I.P.	892	895	890	– 0 22
....	Carnaud	829	861	874	+ 5 42
580	Chargeurs S.A.	619	611	616	– 0 48
56	Chiers-Châtill.	57 30	57 30	57 30	....
365	Ciments franç.	378	379	379	+ 0 26
1350	C.I.T. Alcatel	1360	1360	1365	+ 0 36
555	Club Méditerr.	539	539	539	....
155	Codetel	153 50	155	157	+ 2 28
295	Cofimeg	295 20	300 80	302	+ 2 30
275	Coles	295	295	294	– 0 33
185	Compt. Entrepr.	202	202	200	– 0 99
465	Compt. Mod.	458 50	460	460	+ 0 10
890	Créd. Foncier	920	927	927	+ 0 76
320	Crédit F. Imm.	326	320 10	321	– 1 53
770	Crédit Nat.	798	800	815	+ 2
295	Crouzet	297	305	308	+ 3 70
2300	Damart-Servip	2180	2200	2200	+ 0 91
1360	Darty	1395	1385	1382	– 0 93
....	Dév. Rég. P.d.C	210	206	208	– 1 90
1140	Docks France	1220	1230	1230	+ 0 81
255	D.M.C.	317 90	323	327	+ 2 86
705	Dumez	708	708	708	....
650	Eaux (Gén.)	709	732	732	+ 3 24
....	Ecco	5080	5010	5030	– 1 17

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
225	Elf-Aquitaine	214	207	208	– 2 80
225	– (certific.)	213 50	203	206	– 3 51
1400	Epeda-B-Faure	1530	1530	1536	+ 0 32
2610	Essilor	2563	2600	2600	+ 1 44
545	Esso S.A.F.	569	559	559	– 1 75
1550	Eurafrance	1620	1630	1640	+ 1 23
....	Eurocom	965	989	990	+ 2 59
990	Euromarché	1089	1130	1130	+ 3 86
870	Europe nº 1	822	802	802	– 2 43
1250	Facom	1251	1288	1288	+ 2 95
750	Fichet-bauche	750	760	760	....
210	Finextel	219	220	222	+ 1 36
385	Fives-Lille	422	428	430	+ 1 89
65	Fonderie (Gén.)	70 50	69 90	69 50	– 1 41
82	Fraissinet	84 50	84	84	– 0 59
310	Francarep	325	320	320	– 1 53
....	Fromageries Bel	1200	1200	1200	....
395	Gal. Lafayette	597	600	603	+ 1
780	Gén. Géophys.	765	768	765	....
....	Gerland	800	800	800	....
300	GTM-Entrepose	309	301	301	– 2 58
300	Guyenne-Gasc.	314	320	320	+ 1 91
1900	Hachette	1995	1995	1995	....
460	Hénin (La)	487	485	485	– 0 41
128	Imétal	128 50	128	128	– 0 38
445	Imm. Plaine-M.	478	480	480	+ 0 41
1720	Inst. Mérieux	1721	1721	1721	....
510	Interbail	511	510	510	– 0 19
2100	Intertechnique	2350	2410	2410	+ 2 55
235	J. Lefebvre	322	340	349	+ 8 38
1080	Lab. Bellon	1140	1130	1135	– 0 43
540	Lafarge-Coppée	578	574	574	– 0 69
1150	Lebon	1125	1140	1140	+ 1 33
2250	Legrand	2341	2302	2315	– 1 11
675	Lesieur	691	711	719	+ 4 05
425	Locafrance	455	455	455	....
805	Locindus	831	831	835	+ 0 48
....	L. Vuitton S.A.	887	865	870	– 1 91
....	Luchaire	500	500	496	– 0 80
805	Lyonn. Eaux	845	835	834	– 1 30
255	Mais. Phénix	255	261	261	+ 2 35
800	Majorette (Ly)	780	758	785	+ 0 65
144	Manurhin	150	153	151	+ 0 66
250	Mar. Wendel	295	295	295	....
1750	Martell	1795	1780	1785	– 0 55
2020	Matra-Gerin	2200	2110	2120	– 3 63
1830	Maza	1975	1970	1965	– 0 50
985	Michelin	1080	1081	1080	....
2580	Midi (Cie)	2690	2695	2695	+ 0 18
240	Midland Bk S.A.	264 90	264 90	264 90	....
93	M.M. Penarroya	106	106	104 20	– 1 69
1940	Moët-Hennessy	1990	1980	1980	– 0 50
590	Mot. Leroy-S.	610	610	610	....
98	Moulinex	95 90	95	95	– 0 93
760	Mumm	751	751	751	....
425	Navig. Mixtes	424	420	411	– 3 06
89	Nord-Est	91 70	92	92 30	+ 0 65
560	Nordon (Ny)	550	565	565	+ 2 72
188	Nouvelles Gal.	188	192	193	+ 2 11
720	Occident. (Gén.)	764	764	764	....
220	Olida-Caby	225	230	227	+ 0 88
1170	Omn. F. Paris	1192	1211	1211	+ 1 59

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
245	Opfi-Paribas	267	264	264	– 1 12
2550	Oréal (L')	2678	2650	2685	+ 0 26
150	Papet. Gascogne	158 90	156	156	– 1 82
1210	Paris-Réescomp	1140	1140	1140	....
435	Pechelbronn	475	472 80	472 50	– 0 52
840	Penhoet	950	940	940	– 1 05
780	Pernod-Ricard	795	805	805	+ 1 25
270	Pétroles (Fse)	261	251	251	– 3 83
67	– (certific.)	67 80	65	64 70	– 4 57
125	Pétroles B.P.	109 20	106	107 90	– 1 19
335	Peugeot S.A.	363	371	380	+ 4 68
72	Poclain	67 80	67 70	68 40	+ 0 88
650	Poliet	629	630	635	+ 0 96
200	Pompey	209 90	205	205	– 2 33
550	P.M. Labinal	582	575	575	– 1 20
2190	Presses Cité	2205	2220	2227	+ 0 99
1220	Préabail Sic.	1280	1289	1289	+ 0 70
380	Primagaz	367	355	355	– 0 56
255	Printemps	305	298	298	– 2 29
1420	Promodès	1501	1501	1501	....
....	Prouvost S.A.	308 10	308 10	307 40	– 0 22
285	Radiotechn.	281	286	286 50	+ 1 95
93	Raffin. (Fse)	88	87 50	87 50	– 0 56
1410	Redoute (La)	1435	1439	1439	+ 0 27
1710	Roussel-Uclaf	1700	1700	1695	– 0 29
1330	Roussel-C.N.I.	1310	1310	1310	....
2350	Rue Impériale	2470	2475	2475	+ 0 20
190	Sade	194 90	193 10	193 10	– 0 92
1780	Sagem	1670	1688	1688	+ 1 07
675	Salvepar	705	715	715	+ 1 41
335	St-Louis B.	334	329	324	– 2 99
2330	Salomon	2395	2400	2400	+ 0 20
730	Sanofi	737	740	739	+ 0 27
300	S.A.T.	304	304	304	....
510	Saupiquet Cie	530	530	530	....
180	Schneider	215	218	216	+ 0 46
110	S.C.O.A.	101 40	101 50	102 90	+ 1 47
138	S.C.R.E.G.	145	145	145	....
420	Seb	424	420	420	– 0 94
355	Sefimeg	361	362 50	362 50	+ 0 41
1460	S.F.I.M.	1585	1585	1590	+ 0 31
65	S.G.E.-S.B.	67	65 30	65 50	– 2 23
650	Sign. Ent. El.	620	615	620	....
675	Silic	700	765	766	+ 9 42
450	Simco-U.P.H.	453	455	456	+ 0 66
230	Simnor	236 90	237	237	+ 0 04
1570	Skis Rossignol	1580	1551	1551	– 1 83
665	Siminco	680	681	681	+ 0 14
....	Sodero	208	208	208	....
2760	Sodexho	2340	2318	2318	– 0 94
465	Sogerap	452	440	440	– 2 65
560	Sommer-Allib.	564	....	....	....
535	Source Perrier	558	564	563	+ 0 89
310	Synthelabo	319	310	310	– 2 82
580	Talcs Luzenac	584	579	579	– 0 85
2370	Tél. Elect.	2542	2528	2520	– 0 86
580	Thomson-C.S.F.	545	538	544	– 0 18
2270	T.R.T.	2401	2401	2401	....
530	U.F.B.	537	551	551	+ 2 60
755	U.I.S.	806	859	859	+ 6 57
350	U.C.B.	340	349 90	348	+ 2 35
215	Valéo	230	230	230	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
112	Vallourec	122 50	119 80	120 30	– 1 79
2550	V. Clicquot-P.	2522	....	....	....
....	Via Banque	417	415 70	413	– 0 95
950	Viniprix	970	950	950	– 2 06
1050	Elf-Gabon	1100	1098	1090	– 0 90
164	Amax Inc.	164	163 80	165	+ 0 60
450	Amer. Express	468	475	474	+ 1 28
235	Amer. Teleph.	237 80	238	237 50	– 0 12
143	Anglo Amer. C.	143 50	143	143 50	....
880	Amgold	870	860	860	– 1 14
675	BASF (Akt)	704	722	722	+ 2 55
715	Bayer	745	753	753	+ 1 07
420	Buffelsfont.	377	368 50	369	– 2 12
23	Charter	23 30	23 05	23 15	– 0 64
585	Chase Manh.	596	598	598	+ 0 33
375	Cie Pétr. Imp.	370	368	368	– 0 54
53	De Beers	52 10	52 50	52 50	+ 0 76
1620	Deutsche Bank	1795	1820	1790	– 0 27
88	Dome Mines	77 80	77 80	76 90	– 1 15
255	Driefontein Cld	243 80	239	239 50	– 1 76
585	Du Pont-Nem.	587	597	597	+ 1 70
650	Eastman Kodak	671	683	663	– 1 19
76	East Rand	72	72 50	72 80	+ 1 11
325	Electrolux	298 30	297 30	297 30	– 0 33
325	Ericsson	342	336	336	– 1 75
525	Exxon Corp.	519	518	518	– 0 19
430	Ford Motors	447	461	460	+ 2 90
285	Free State	262	255	255 20	– 2 58
154	Gencor	160 50	159 50	158	– 1 55
290	Gén. Belgique	314	311	311	– 0 95
610	Gén. Electr.	629	632	632	+ 0 47
705	Gen. Motors	735	760	763	+ 3 80
66	Goldfields	67 50	66 90	66 90	– 0 88
37	GdMetropolitan	36 80	36 60	36 65	– 0 40
147	Harmony	135 50	132 70	133 50	– 1 47
31	Hitachi	28 50	28 65	28 95	+ 1 57
720	Hoechst Akt.	725	732	732	+ 0 96

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
94	Imp. Chemical	95 10	95 60	92	– 3 25
140	Inco. Limited	138 60	138 70	138 70	+ 0 07
1320	IBM	1286	1305	1308	+ 1 71
105	Ito-Yokado	103 50	102 60	102 60	– 0 86
335	ITT	319 80	329 50	329 50	+ 3 03
59	Matsushita	57	57	57 10	+ 0 17
1080	Merck	1093	1138	1127	+ 3 11
765	Minnesota M.	778	788	788	+ 1 28
305	Mobil Corp.	300 20	301 60	301 60	+ 0 46
25440	Nestlé	24800	24920	24890	+ 0 36
123	Norsk Hydro	119	117 50	117 50	– 1 26
1020	Petrofina	955	958	958	+ 0 31
865	Philip Morris	877	883	888	+ 1 25
154	Philips	161 70	162 30	162 30	+ 0 37
275	Pres. Brand	258	255	255	– 1 16
295	Président Steyn	276 40	274 70	274 70	– 0 61
375	Quilmès	374 50	367	362	– 3 33
1050	Randfontein	948	935	940	– 0 84
585	Royal Dutch	563	565	569	+ 1 06
78	Rio Tinto Zinc	74 10	73 30	73 30	– 1 07
184	St Helena Co	175 50	175	175 10	– 0 22
395	Schlumberger	380 50	377	375 10	– 1 41
91	Shell transp.	89	86 30	86 30 c	– 3 03
1770	Siemens A.G.	1831	1870	1869	+ 2 07
161	Sony	160 10	161	160 10	....
210	T.D.K.	178	181	182	+ 2 24
14 50	Toshiba Corp.	14 50	14 65	14 70	+ 1 37
980	Unilever	1007	1007	1006	– 0 09
410	Unit. Techn.	444	447	447	+ 0 67
925	Vaal Reefs	905	881	881	– 2 65
....	Volvo	250	252	252	+ 0 80
460	West Deep	441	427	427 50	– 3 06
350	West Hold.	319	311	323	+ 1 25
490	Xerox Corp.	495	502	499	+ 0 80
1 92	Zambia Corp.	1 89	1 87	1 88	– 0 52

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7/6	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS – Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 317	9 337	9	9 650
ECU	6 836	6 836	....	....
Allemagne (100 DM)	305 050	304 950	295	310
Belgique (100 F)	15 137	15 137	14 700	15 600
Pays Bas (100 fl.)	270 570	270 540	260	280
Danemark (100 krd)	84 950	85 020	80	88
Norvège (100 k)	105 690	105 800	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	11 835	11 897	11 550	12 300
Grèce (100 drachmes)	6 887	6 905	6 300	7 800
Italie (1 000 lires)	4 776	4 785	4 600	5 100
Suisse (100 fr.)	362 750	363 150	3 520	3 700
Suède (100 krs)	105 210	105 290	101	108
Autriche (100 sch)	43 420	43 400	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 368	5 367	5 300	5 900
Portugal (100 esc.)	5 325	5 310	5 200	6
Canada ($ can 1)	6 796	6 810	6 550	6 950
Japon (100 yens)	3 756	3 752	3 620	3 770

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/6
Or fin (kilo en barre)	94300	94500
Or fin (en lingot)	93750	94100
Pièce française (20 fr)	550	551
Pièce française (10 fr)	400	.....
Pièce suisse (20 fr)	545	546
Pièce latine (20 fr)	539	538
Souverain	680	686
Pièce de 20 dollars	3915	3915
Pièce de 10 dollars	2050	2035
Pièce de 5 dollars	1340	.....
Pièce de 50 pesos	3485	3495
Pièce de 10 florins	562	563

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

ÉTRANGER

POLITIQUE

SOCIÉTÉ

CFM
de 18 h 45 à 19 h 20
Allô « le Monde »
à Paris (89 MHz)
720-52-97 et 232-14-14
à Bordeaux
(101,2 MHz)
(56) 45-88-55

LUNDI 10 JUIN
Les mécanismes de la cancérisation
avec JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI
Débat conduit par FRANÇOIS KOCH

MARDI 11 JUIN
Allô « le Monde »
aura pour sujet
La chasse aux nazis reste ouverte
avec JACQUES NOBÉCOURT

SPORTS

CULTURE

LE MONDE ÉCONOMIE

ÉCONOMIE

A B C D E F G

L'ENQUÊTE SUR LES ATTENTATS EN NOUVELLE-CALÉDONIE

• Deux anti-indépendantistes sont écroués
• Un groupe de racketteurs démantelé

Nouméa. – Les policiers de Nouméa semblent parvenus, après avoir accompli pendant plusieurs mois un travail de fourmis, à démanteler plusieurs groupes anti-indépendantistes dont la filiation avec l'extrême droite locale apparaît évidente et parmi lesquels on trouve des racketteurs et des fabricants de bombes. Au nombre de ces derniers figureraient les auteurs des trois attentats commis à Nouméa dans la nuit du 13 mai, qui s'apprêtaient apparemment à commettre d'autres actions analogues.

Les premières arrestations ont été effectuées il y a une quinzaine de jours dans la plus grande discrétion. Au cours d'un banal contrôle routier, les policiers découvrent à bord d'une voiture deux fusils provenant d'une villa cambriolée. Une perquisition permet de découvrir plusieurs bombes artisanales de deux types : d'une part, de simples bâtons de dynamite pourvus de mèches courtes ; d'autre part, des bombes à base de nitrate d'ammonium enrobé de grenaille, dotées de détonateurs chimiques à action rapide, le tout placé dans des boîtes de conserve. Ces bombes – s'apparentant en fait à des grenades – étaient destinées, semble-t-il, à des actions de provocation plutôt qu'à des destructions d'édifices ou de véhicules. Leur caractère artisanal nécessitait néanmoins le conseil d'un chimiste compétent, lequel a été identifié et entendu par la police avant d'être remis en liberté.

La deuxième série d'opérations judiciaires commence le vendredi 7 juin (*le Monde* du 8 juin). Elle vise cette fois les milieux d'extrême droite et plus précisément les membres du Comité de crise et de soutien à la Calédonie française, groupuscule peu structuré créé vers le mois de janvier de cette année, essentiellement composé de pieds-noirs. Quatre personnes sont arrêtées, mais deux sont relâchées. Un agent immobilier de Nouméa, M. Guy Senille, devra tout de même répondre de la détention illégale d'armes à feu. On a trouvé chez lui un pistolet automatique 7,65.

Plus fructueuses sont les perquisitions effectuées au domicile de deux autres Calédoniens d'origine européenne, MM. Jacques Tricard et Edmond Salmon. Chez le premier, les policiers découvrent dix pistolets de 9 mm de type Mac 50, qui font

De notre correspondant

partie d'un lot de dix-sept armes perdu le 5 mars dernier dans des conditions mystérieuses par un camion de la gendarmerie près de Nouméa. A l'époque, un groupe inconnu – le PJKR – sigle alors interprété comme celui d'un Parti des jeunes Kanaks révolutionnaires – affirmait avoir retrouvé les armes. Dans la résidence de M. Jacques Tricard, trente-trois ans, sympathisant du Front national, les policiers saisissent aussi trois autres pistolets de calibre 7,65, six fusils, des matraques en bambou, et surtout un stock d'explosifs à base de nitrate dont trois bombes prêtes à l'emploi. Dans la maison d'Edmond Salmon, un mécanicien caldoche de vingt et un an, située près de l'aéroport de la Tontouta, les policiers retrouvent cinq autres pistolets volés aux gendarmes et un revolver Magnum de calibre 357. Les deux hommes ont été inculpés de recel et vol d'armes et écroués. M. Jacques Tricard a été également inculpé de destruction d'édifices publics par engins explosifs, la nature des bombes trouvées chez lui étant identique à celles utilisées dans la nuit du 13 mai contre le lycée mélanésien Do-Kamo, le palais de justice de Nouméa et le bateau d'un ethnologue. Bien que rien ne prouve que les affaires aient un rapport entre elles, on retrouve le même type d'explosif dans le colis piégé – qui fort heureusement n'a pas explosé – envoyé mercredi dernier à un garagiste de Poindimié, sur la côte est.

Parallèlement aux actions menées contre les poseurs de bombes, la police nouméenne a démantelé un réseau de racketteurs qui avaient sévi auprès de quelques commerçants et de familles aisées de la ville, sous le prétexte de financer un mystérieux Comité d'action secrète (CAS) anti-indépendantiste. Selon les enquêteurs, l'argument politique évoqué pour ces extorsions de fonds n'était destiné qu'à dissimuler des actes relevant du droit commun. Le CAS a pourtant vu le jour bien avant le début du racket. Le 26 janvier dernier, un communiqué adressé au quotidien local annonçait la création de ce comité dont le but avoué était de « *s'opposer au terrorisme marxiste et riposter à la violence par la violence* ».

A l'origine de cette organisation, on trouve un certain Gilbert Munier, qui a échappé à la police, vendredi 7 juin, lors de l'arrestation de sa femme et de son beau-frère. M. Munier avait été l'un des animateurs des barrages européens édifiés dans le fief caldoche de Bourail, sur la côte ouest, pour s'opposer, l'hiver dernier, à une éventuelle attaque du FLNKS.

La troisième intervention de ce week-end a concerné un individu plus connu des Calédoniens puisqu'il s'agit de M. Henri Morini, chargé de la sécurité pour le compte du gouvernement territorial et du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), principal parti anti-indépendantiste que préside M. Jacques Lafleur, député RPR. M. Morini a été interpellé dimanche soir 9 juin à l'issue d'une perquisition qui s'est révélée vaine. Le chef du service d'ordre du RPCR fait l'objet d'une plainte pour incitation à la discrimination raciale et à la violence, après les affrontements du 8 mai dernier au cours desquels cet ancien instructeur militaire de close-combat s'était trouvé à la tête des Wallisiens traquant les indépendantistes canaques dans les rues de Nouméa.

Cette interpellation d'un collaborateur du gouvernement local est très embarrassante pour le RPCR qui, jusqu'à maintenant, a toujours soutenu sans condition celui qui passe pour son bras séculier.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

Sur le vif

Trouille

Si vous craignez pour votre sécurité, si vous avez peur d'être attaqué, volé, cambriolé, voici les conseils donnés jour après jour aux millions d'Américains qui s'étranglent de trouille en buvant leur café devant la télé du matin :

1) N'attendez pas d'être arrivé devant votre immeuble pour commencer à farfouiller dans votre sac à la recherche de vos clés. C'est le moment que guette, tapi dans l'ombre, votre agresseur ;

2) Vos clés, serrez – en une entre le pouce et l'index, une autre entre l'annulaire et le petit doigt, cachez le reste du trousseau dans votre poing. En cas de pépin, visez les yeux ;

3) Evitez de vous balader le nez en l'air dans les parkings souterrains en vous demandant où vous avez bien pu laisser votre voiture. Ici, la flânerie distraite ne pardonne pas. Adoptez une allure déterminée, énergique et martiale. Le pas de l'oie est particulièrement indiqué ;

4) Vous revenez du supermarché le coffre plein de provisions. Vous vous garez devant votre porte. Retirez un paquet du coffre. Refermez le coffre à clé. Ouvrez votre porte. Déposez le paquet. Refermez la porte à clé. Retournez à votre bagnole. Ouvrez le coffre. Prenez un deuxième paquet. Refermez le coffre à clé. Et ainsi de suite à chaque voyage ;

5) Dans la rue, marchez dans le sens opposé à celui du trafic pour ne pas être dévalisé ou poignardé dans le dos par un motard. Devant un feu rouge, ne restez pas debout en bordure du trottoir. Vous risquez d'être poussé sous un autobus par un piéton facétieux. *Idem* dans le métro. Attendez la rame plaqué contre le mur ;

6) Inscrivez-vous aux cours d'autodéfense donnés par tous les commissariats de police aux habitants de votre quartier ;

7) Enfin, et surtout : n'ayez pas l'air d'une victime, ayez l'air d'un tueur.

Excellentes, ces recommandations. Je les ai suivies à la lettre. Ça marche le tonnerre. L'autre jour, je reviens de New-York. Je débarque à Roissy, l'œil torve, hargneuse, le poing tendu hérissé de clés, le torse bardé de badges menaçants : « pas touche », « attention danger », « femme méchante », « défense active », « réponse armée ». A ma vue, une vieille dame terrifiée lâche son caddy. Je le lui pique. Le douanier me laisse passer... haut les mains. Et, avant même de prendre mon adresse, le chauffeur de taxi m'a refilé sa caisse.

CLAUDE SARRAUTE.

En Algérie

Violents incidents à Ghardaïa lors d'une redistribution de terres

De notre correspondant

Alger. – De graves incidents liés à des conflits de redistribution des terres cultivables ont eu lieu à Ghardaïa du 5 au 7 juin, confirmait-on dimanche, de source officielle algérienne, alors que les médias nationaux observaient toujours le silence.

Capitale du M'Zab, région touristique au sud d'Alger, Ghardaïa est habitée par les Mozabites, communauté à la fois très traditionaliste sur le plan religieux et fort active dans le commerce, dont elle monopolise certaines branches jusque dans le nord du pays. Certains commerçants aisés de Ghardaïa se sont portés candidats pour l'attribution de terres cultivables, en vertu d'une loi sur l'accession à la propriété foncière votée en 1983, mais dont l'application effective n'a commencé que cette année.

Des familles pauvres des environs, vivant notamment dans un village situé à une douzaine de kilomètres au nord-ouest de l'oasis, ont protesté contre ces attributions, qu'elles considèrent injustes. Des échauffourées se sont ensuivies dans la cité historique. Des véhicules et quelques édifices publics ont été détruits. Il a fallu envoyer des renforts de police, et la situation est devenue suffisamment sérieuse pour que le ministre de l'intérieur se rende sur place en fin de semaine.

De source officielle, on ne dément pas clairement que des arrestations aient eu lieu, et on admet que des blessés sont à déplorer, mais on affirme qu'il n'y a pas eu de morts. On déclare que le calme est revenu, et on attribue ces désordres à la « fièvre du ramadan », période de jeûne où, la température du Sud aidant, les esprits sont prompts à s'échauffer.

D'une certaine façon, les autorités sont victimes du succès de leur politique d'innovation pour une relance d'une agriculture qui en avait bien besoin. Conscient des maigres performances du secteur fonctionnant en « autogestion socialiste », le pouvoir a décidé de distribuer gratuitement des terres jusqu'alors inexploitées dans le Sud. Des parcelles d'une superficie de 1 à 4 hectares ont été constituées. Leurs attributaires peuvent en devenir propriétaires de plein droit s'ils obtiennent une production significative au bout de cinq ans.

Des candidats se sont fait connaître, pas seulement des fellahs mais aussi des artisans, des commerçants, des membres de profession libérale.

A Ghardaïa, au mois d'avril, 1 385 hectares avaient été répartis en trois cent cinquante-huit parcelles. A l'évidence, la demande est supérieure à l'offre. Déjà, dans d'autres régions, des contestations avaient lieu quant aux critères d'attribution.

Dans certains cas, il vaut mieux avoir des relations à l'échelon des administrations locales. Apparemment, celles-ci estiment parfois que les résultats seront plus rapides si les parcelles sont confiées de préférence à des gens ayant déjà les moyens de financer leur exploitation. En principe, cependant, des facilités sous forme de prêts sont accordées aux plus pauvres des pionniers de l'agriculture saharienne privatisée.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

En RFA

LES VERTS ENVISAGENT POUR LA PREMIÈRE FOIS DE PARTICIPER A UN GOUVERNEMENT LOCAL

Wiesbaden (AFP). – Pour la première fois de leur histoire, des Verts (écolo-pacifistes) ouest-allemands ont accepté, le samedi 8 juin, d'engager des négociations avec le Parti social-démocrate (SPD) de Hesse, afin d'entrer au gouvernement de Wiesbaden.

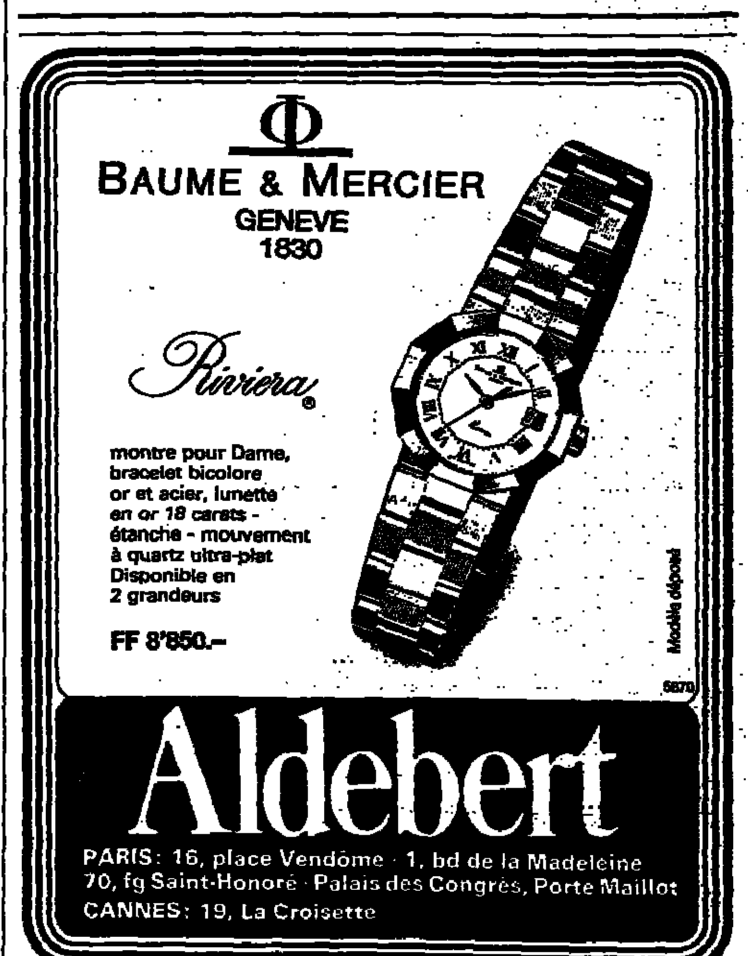
La résolution a été votée par quatre cent trente-six des huit cent quinze délégués réunis à Niedernhausen pour l'Assemblée des Verts de Hesse, à l'issue d'un débat entre « réalistes » et « fondamentalistes » qui refusaient toute participation gouvernementale.

Les Verts exigent deux ministères et deux secrétariats d'Etat et posent des conditions budgétaires. Leurs demandes devaient être examinées à partir de lundi.

Le ministre-président SPD de Hesse, M. Holder Boerner, leur avait offert de prendre en charge un ministère de l'environnement élargi aux questions énergétiques.

• *M. Bourguiba à Paris.* – Le président tunisien Habib Bourguiba est arrivé, ce lundi 10 juin à midi, à Paris, accompagné, notamment, du ministre des affaires étrangères, M. Beji Caïd Essebsi, qui sera reçu par son homologue français, M. Roland Dumas, mardi 11 juin à 15 heures.

Le numéro du « Monde » daté 9-10 juin 1985 a été tiré à 397 455 exemplaires



هكذا من الأصل